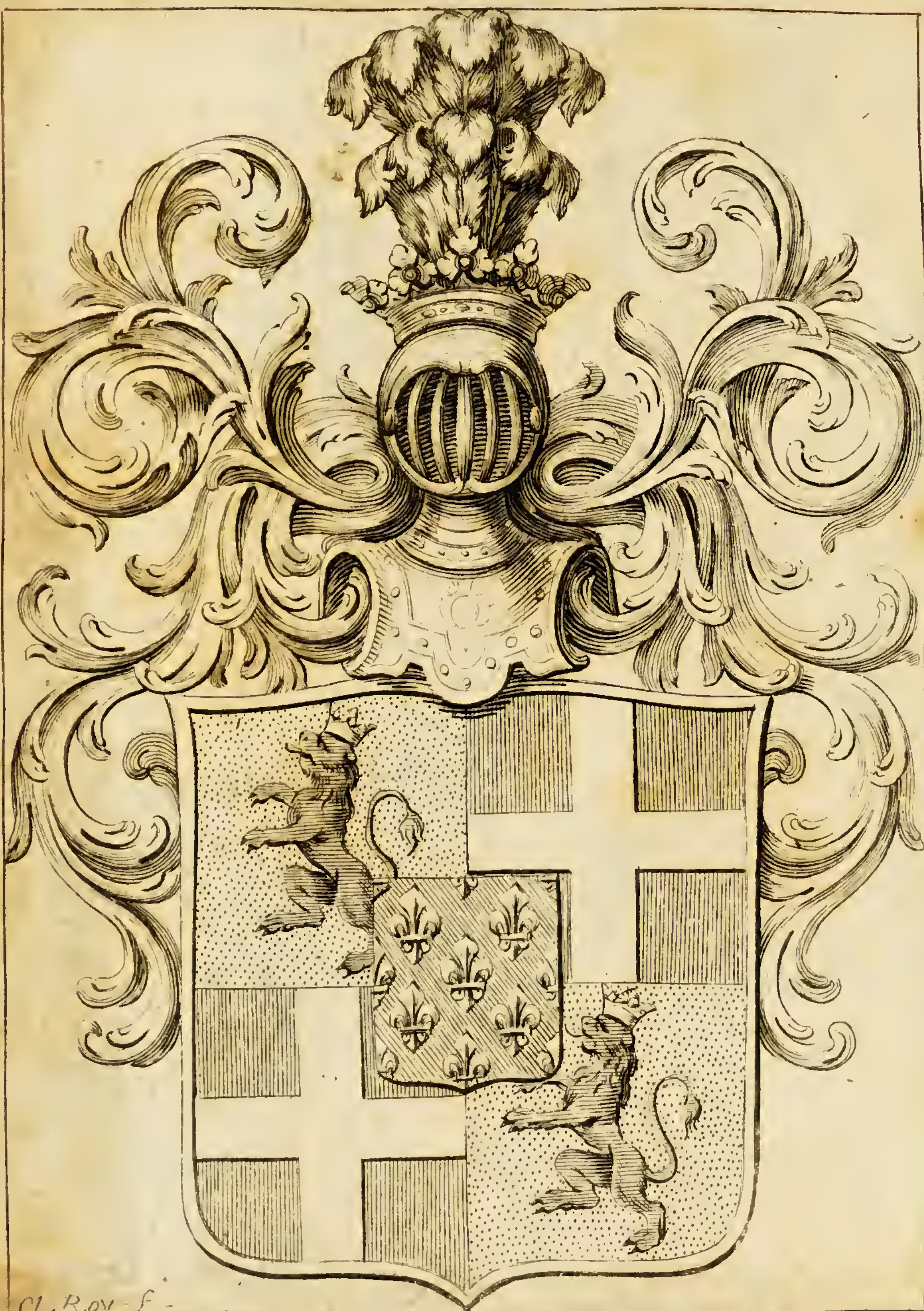



Cl. Roy f.



John Carter Brown
Library
Brown University

*The Gift of
The Associates of
The John Carter Brown Library*

SA. 3083.

HISTOIRE PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE.

TOME CINQUIEME.

HISTOIRE
PHILOSOPHIQUE
ET
POLITIQUE

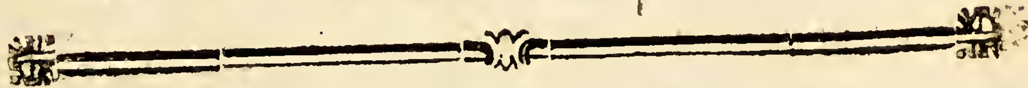
Des Etablissemens & du Commerce des Européens dans les deux Indes.

NOUVELLE ÉDITION CORRIGÉE.

TOME CINQUIEME.



A AMSTERDAM.



M. DCC. LXXIII.



HISTOIRE

PHILOSOPHIQUE

ET

POLITIQUE,

Des établissemens & du commerce des Européens dans les deux Indes.

LIVRE TREIZIEME.

PARMI les aventuriers François qui fréquentoient les parages des isles du vent, pour intercepter les bâtimens Espagnols que la position de leurs colonies réduisoit à y passer; il y en eut de si maltraités dans un combat, qu'ils se virent forcés de chercher un asile pour se radouber. Ils le trouverent à Saint Christophe. L'espoir d'assurer davantage

le succès de leurs armements, leur fit désirer d'être autorisés à former un établissement dans cette isle. Denambuc, leur chef, n'obtint pas seulement cette liberté ; mais encore celle de s'étendre autant qu'on le voudroit ou qu'on le pourroit dans le grand archipel de l'Amérique. Le gouvernement exigea pour cette permission, qui n'étoit accompagnée d'aucun secours, d'aucun appui, le vingtieme des denrées qui arriveroient de toutes les colonies qu'on parviendroit à fonder.

Une compagnie se présenta en 1626 pour exercer ce privilege. C'étoit l'usage d'un temps où la navigation & le commerce n'avoient pas encore assez de vigueur pour être abandonnés à la liberté des particuliers. Elle obtint les plus grands droits. L'état lui abandonnoit la propriété de toutes les isles qu'elle mettroit en valeur, & l'autorisoit à se faire payer cent livres de tabac ou cinquante livres de coton par chaque habitant depuis seize jusqu'à soixante ans. Elle devoit y jouir encore de l'avantage d'acheter & de vendre exclusivement. Un fonds qui ne fut d'abord que de quarante-cinq mille livres & qu'on ne porta jamais au triple de cette somme, lui valut tous ces encouragemens.

Il ne paroissoit pas possible de rien faire d'utile avec des moyens si foibles. On vit cependant sortir de Saint Christophe des essaims d'hommes hardis & entreprenans, qui arborerent le pavillon François dans les isles voisines. Si la compagnie, chez qui l'esprit d'invasion étoit excitée par quelques privileges, eût eu à tous égards une conduite bien raisonnée, l'état ne pouvoit tarder à tirer quelque fruit de cette envie d'envahir. Malheureusement elle fit ce qu'a toujours fait, ce que fera toujours le monopole : l'ambition d'un gain excessif la rendit injuste & cruelle.

Les Hollandois avertis de cette tyrannie se présenterent avec des vivres & des marchandises qu'ils offroient à des conditions infiniment plus modérées. On accepta leurs propositions. Il se forma dès-lors entre ces républicains & les colons une liaison dont il ne fut pas possible de rompre le cours. Cette concurrence ne fut pas seulement fatale à la compagnie dans le nouveau monde, où elle l'empêchoit de débiter ses cargaisons ; elle la poursuivit encore dans tous les marchés de l'Europe, où les interlopes donnoient toutes les productions des isles Françoises à meilleur marché. Découragée par ces revers mérités, la com-

pagnie tomba dans une inaction entiere qui la privoit de la plus grande partie de ſes bénéfices, ſans diminuer aucune de ſes charges. Le ſacrifice que lui fit le gouvernement du vingtieme qu'il s'étoit réſervé, ne fut pas ſuffiſant pour lui redonner de l'activité. Quelques intéreſſés penſerent, qu'en abjurant les principes deſtructeurs qui avoient été conſtamment ſuivis, on pourroit regagner le terrain perdu : le plus grand nombre déſeſpéra, malgré ſes avantages, de balancer ſeulement des négocians particuliers auſſi économes que ceux qu'on avoit pour rivaux. Cette perſuaſion décida une révolution. La compagnie, pour éviter ſa ruine totale, pour ne pas ſuccomber ſous le poids de ſes engagemens, mit ſes poſſeſſions en vente : elles furent achetées la plupart par ceux qui les conduiſoient comme gouverneurs.

Boiſſeret obtint en 1649 pour ſoixante-treize milles livres la Guadeloupe, Marie Galande, les Saints, & tous les effets qui appartenoient à la compagnie dans ces iſles : il céda la moitié de ſon marché à Houel ſon beau-frere. Duparquet ne paya en 1650 que ſoixante mille livres la Martinique, Sainte Lucie, la Grenade & les Grenadins : il revendit ſept ans après au comte de Cerillac la

Grenade & les Grenadins, un tiers de plus que ne lui avoit coûté son acquisition entiere. Malthe acquit en 1651 Saint Christophe, Saint Martin, Saint Barthelemi, Sainte Croix & la Tortue pour quarante mille écus : ils furent payés par le commandeur de Poincy qui gouvernoit ces isles. La religion devoit les posséder comme fiefs de la couronne, & n'en pouvoit confier l'administration qu'à des François.

Les nouveaux possesseurs jouirent de l'autorité la plus étendue. Ils disposoient des terrains. Les places civiles & militaires étoient toutes à leur nomination. Ils avoient droit de faire grace à ceux que leurs délégués condamnoient à mort. C'étoit de petits souverains. On devoit croire que régissant eux-mêmes leur domaine, l'agriculture y feroit des progrès rapides. Cette conjecture se réalisa à un certain point, malgré les émotions qui furent vives & fréquentes, sous de tels maîtres. Cependant, ce second état des colonies Françoises ne fut pas plus utile à la nation que le premier. Les Hollandois continuoient à les approvisionner & à en emporter les productions, qu'ils livroient indifféremment à tous les peuples, même à celui qui par la propriété devoit en avoir tout le fruit.

Le mal étoit grand pour la Métropole. Colbert se trompa sur le choix du remede. Ce grand homme qui conduisoit depuis quelque temps les finances & le commerce du royaume, s'étoit égaré dès les premiers pas de sa carriere. L'habitude de vivre avec des traitans, du temps de Mazarin, l'avoit accoutumé à regarder l'argent qui n'est qu'un instrument de circulation, comme la source de toute création. Pour attirer celui de l'étranger, il n'imagina pas de plus puissant moyen que les manufactures. Il vit dans les ateliers toutes les ressources de l'état, & dans les artisans tous les sujets précieux de la monarchie. Pour multiplier cette espece d'hommes, il crut devoir tenir à bas prix les denrées de premiere nécessité, & rendre difficile l'exportation des grains. La production des matieres premieres l'occupa peu, & il appliqua tous ses soins à leur fabrication. Cette préférence donnée à l'industrie sur l'agriculture, subjugua tous les esprits; & ce systême destructeur s'est malheureusement perpétué.

Si Colbert avoit eu des idées justes de l'exploitation des terres, des avances qu'elle exige, de la liberté qui lui est nécessaire, il auroit pris en 1664 un parti différent de celui qu'il adopta. On sait qu'il racheta la Guadeloupe & les isles

qui en dépendoient, pour cent vingt-cinq mille livres; la Martinique pour quarante mille écus; la Grenade pour cent mille francs; toutes les possessions de Malthe pour cinq cents mille livres. Jusques-là, sa conduite étoit digne d'éloges : il devoit rejoindre au corps de l'état autant de branches de souveraineté. Mais il ne falloit pas remettre ces importantes possessions sous le joug d'une compagnie exclusive, que les expériences d'accord avec les principes, proscrivoient également. Le ministere espéra vraisemblablement qu'une société, dans laquelle on incorporoit celles d'Afrique, de Cayenne, de l'Amérique septentrionale, & ce qui commençoit à se faire de commerce sur les côtes de Saint-Domingue, deviendroit une puissance inébranlable, par les grandes combinaisons qu'elle auroit occasion de faire, & par la facilité de réparer d'un côté les malheurs qu'elle pourroit essuyer d'un autre. On crut assurer ses hautes destinées, en lui prêtant sans intérêt pour quatre ans, le dixieme du montant de ses capitaux, en déchargeant de tous droits les denrées qu'elle porteroit dans ses établissemens, & en proscrivant, autant qu'il seroit possible, la concurrence Hollandoise.

Malgré tant de faveurs, la compagnie

n'eut pas un instant d'éclat. Ses fautes se multiplierent en proportion de l'étendue des concessions dont on l'avoit accablée. L'infidélité de ses agens, le désespoir des colons, les déprédations des guerres, d'autres causes porterent le plus grand désordre dans ses affaires. Sa chûte paroissoit assurée & prochaine, en 1674, lorsque la cour jugea qu'il lui convenoit d'en payer les dettes qui montoient à trois millions cinq cents vingt-trois mille livres, & de lui rembourser son capital qui étoit d'un million deux cents quatre-vingt-sept mille cent quatre-vingt-cinq livres. Ces conditions généreuses firent réunir à la masse de l'état, des possessions précieuses qui lui avoient été jusqu'alors comme étrangeres. Les colonies furent véritablement Françoises; & tous les citoyens, sans distinction, eurent la liberté de s'y fixer, ou d'ouvrir des communications avec elles.

Il seroit difficile d'exprimer les transports de joie que cet événement excita dans les isles. Les fers sous lesquels on gémissoit depuis si long temps étoient rompus; & rien ne paroissoit plus pouvoir ralentir l'activité du travail & de l'industrie. Chaque colon donnoit carriere à son ambition; chacun se flattoit d'une fortune prochaine & sans bornes. Si

leur confiance fut trompée ; il n'en faut accuser ni leur présomption, ni leur indolence. Leurs espérances n'avoient rien qui ne fût dans le cours naturel des choses ; & toute leur conduite tendoit à les justifier, à les affermir. Les préjugés de la métropole leur opposerent malheureusement des obstacles insurmontables.

D'abord on exigea dans les isles même de chaque homme libre, de chaque esclave des deux sexes, une capitation annuelle de cent livres pesant de sucre. On représenta vainement que l'obligation imposée aux colonies de ne négocier qu'avec la patrie principale, étoit un impôt assez onéreux pour tenir lieu de tous les autres. Ces représentations ne firent pas l'impression qu'elles méritoient. Soit besoin, soit ignorance du gouvernement, des cultivateurs qu'il auroit fallu aider par des prêts sans intérêt, par des gratifications, virent passer dans les mains de fermiers avides une portion de leurs récoltes, qui renversée dans des champs fertiles, auroit augmenté graduellement la réproduction.

Dans le temps que les isles se voyoient ainsi dépouillées d'une partie de leurs denrées, l'esprit d'exclusion prenoit en France des mesures sûres, pour diminuer le prix de celles qu'on leur laissoit. Le

privilege de les enlever fut concentré dans un petit nombre de ports. C'étoit un attentat manifeste contre les rades du royaume qu'on empêchoit de jouir d'un droit qu'elles avoient essentiellement ; mais c'étoit un grand malheur pour les colonies, qui par cet arrangement voyoient diminuer sur leurs côtes le nombre des vendeurs & des acheteurs.

A ce désavantage s'en joignit bientôt un autre. Le ministere avoit cherché à exclure les vaisseaux étrangers de ses possessions éloignées, & il y avoit réussi, parce qu'il l'avoit voulu véritablement. Ces navigateurs obtinrent de l'avarice ce que l'autorité leur refusoit. Ils acheterent des négocians François des passe-ports pour aller aux colonies ; & ils rapportoient directement dans leur patrie les chargemens qu'ils avoient pris. Cette infidélité pouvoit être punie & réprimée de cent manieres. On s'arrêta à la plus funeste. Tous les bâtimens se virent obligés, non seulement de faire leur retour dans la Métropole, mais encore dans les ports même d'où ils étoient partis. Une pareille gêne occasionnoit nécessairement des frais considérables en pure perte ; elle devoit influer beaucoup sur le prix des productions de l'Amérique.

Le sucre, la plus importante de ces

productions, ne tarda pas à recevoir un nouvel échec. Ceux qui le raffinoient, demanderent en 1682 que la sortie des sucres bruts fût prohibée. L'intérêt public paroissoit leur unique motif. Il étoit, disoient-ils, contre tous les bons principes, que les matieres premieres allassent alimenter les fabriques étrangeres, & que l'état se privât volontairement d'une main-d'œuvre très-précieuse. Cette raison plausible fit trop d'impression sur Colbert. Qu'arriva-t-il? Leur art resta aussi cher, aussi imparfait qu'il l'avoit toujours été. Les peuples consommateurs ne s'en accommoderent pas : la culture Françoise diminua, & celle des nations rivales reçut un accroissement sensible.

Quelques colons voyant qu'une expérience si fatale ne faisoit pas abandonner le systême qu'on avoit pris, solliciterent la permission de raffiner leur sucre eux-mêmes. Ils avoient tant d'avantages pour faire cette opération à bon marché, qu'ils se flattoient de recouvrer bientôt dans les marchés étrangers, la préférence qu'on y avoit perdue. Cette nouvelle révolution étoit plus que vraisemblable, si chaque quintal de sucre raffiné qu'ils envoyoient, n'eût été assujetti à un droit de huit livres, à son entrée dans le royaume. Tout ce qu'ils pûrent faire,

malgré le poids de cette impoſition exceſſive, ce fut de ſoutenir la concurrence des raffineurs François dans l'intérieur de la monarchie. Le produit des atteliers des uns & des autres y fut conſommé tout entier; & l'on renonça à une branche importante de commerce, plutôt que de reconnoître qu'on s'étoit trompé en défendant l'exportation des ſucres bruts.

Dès-lors, les colonies qui recueilloient vingt-ſept millions peſant de ſucre, ne purent pas le vendre en totalité à la métropole, qui n'en conſommoit que vingt millions. Le défaut de débouchés en réduiſit la culture au pur néceſſaire. Ce niveau ne pouvoit s'établir qu'avec le temps; & avant qu'on y fût parvenu, la denrée tomba dans un aviliſſement extrême. Cet aviliſſement qui provenoit auſſi de la négligence qu'on apportoit dans la fabrication devint ſi conſidérable, que le ſucre brut, qui en 1682 ſe vendoit quatorze ou quinze francs le cent, n'en valoit plus que cinq ou ſix en 1713.

Le bas prix de la marchandiſe principale, auroit mis les colons dans l'impoſſibilité de multiplier leurs eſclaves, quand même le gouvernement n'y auroit pas contribué par ſes opérations. La traite

des Noirs fut toujours confiée à des compagnies exclusives, qui en acheterent constamment fort peu, pour être assurées de les mieux vendre. On est fondé à avancer, qu'en 1698, il n'y avoit pas vingt mille négres dans ces nombreux établissemens; & il ne seroit pas téméraire d'assurer que la plupart y avoient été introduits par des interlopes. Cinquante-quatre navires de grandeur médiocre suffisoient pour l'extraction du produit de ces colonies.

Les isles Françoises devoient succomber naturellement sous le poids de tant d'entraves multipliées. Si leurs habitans ne les abandonnerent pas, pour porter ailleurs leur activité, il faut attribuer leur constance à quelques légers encouragemens, qui leur firent toujours espérer que leur situation deviendroit meilleure. La culture du tabac, du cacao, de l'indigo, du coton, du rocou, fut assez favorisée. Le gouvernement la soutint d'une maniere indirecte, en mettant des droits excessifs sur l'importation étrangere de ces denrées. Cette légere faveur donna le temps d'attendre une révolution plus heureuse. Elle arriva en 1716.

A cette époque, un réglement clair & simple fut substitué à cette foule d'arrêts équivoques, que des fermiers avides

& peu éclairés avoient arraché successivement aux besoins, à la foiblesse du gouvernement. Les marchandises destinées pour les colonies furent déchargées de toute imposition. On modéra beaucoup les droits des denrées d'Amérique qui se consommeroient dans le royaume. Celles qui pourroient passer aux autres nations, devoient jouir d'une liberté entiere à l'entrée & à la sortie, en payant trois pour cent. Les taxes mises sur les sucres étrangers, devoient être perçues indifféremment par-tout, sans aucun égard aux franchises particulieres, hors les cas de réexportation dans les ports de Bayonne & de Marseille.

En accordant tant de faveurs à ses possessions éloignées, la Métropole n'oublia pas ses intérêts. Elle voulut que toutes les marchandises dont la consommation n'étoit pas permise dans son sein, leur fussent défendues. Pour assurer la préférence à ses manufactures, elle ordonna aussi que les marchandises même dont l'usage n'étoit pas prohibé, paieroient les droits à leur entrée dans le royaume, quoique destinées pour les colonies. Il n'y eut que le bœuf salé, qu'elle ne pouvoit fournir en concurrence, qui fut déchargé de cette obligation.

Cet arrangement eût été aussi bon que

les lumieres du temps le comportoient, si l'édit eût rendu général le commerce de l'Amérique concentré jusqu'alors dans quelques ports, & s'il eût déchargé les vaisseaux de l'obligation de faire leur retour au lieu d'où ils étoient partis. De pareilles loix limitoient le nombre des matelots, augmentoient le prix de la navigation, empêchoient la sortie des productions territoriales. Ceux qui gouvernoient alors l'état, devoient voir ces inconvéniens, & se proposoient sans doute de rendre un jour au commerce, la liberté, l'activité qui lui sont nécessaires. Vraisemblablement, ils furent obligés de sacrifier leurs maximes à l'aigreur des gens d'affaires, qui désapprouvoient avec éclat toutes les opérations contraires à leurs intérêts.

Malgré cette foiblesse, le colon qui n'avoit résisté qu'avec peine aux sollicitations d'un sol excellent, y porta tous ses soins, dès qu'on le lui permit. Son activité, sa prospérité étonnerent toutes les nations. Si le gouvernement, à l'arrivée des François dans le nouveau monde, eût eu par prévoyance les lumieres qu'il tenoit de l'expérience un siecle après, l'état auroit joui de bonne heure d'une culture & d'une richesse qui valoient mieux pour sa prospérité que des conquêtes. On ne

l'auroit pas vu également écrasé par ses victoires & par ses défaites. Les sages administrateurs qui remédioient aux maux de la guerre par une heureuse révolution dans le commerce, n'auroient pas eu la douleur de voir, qu'on avoit évacué Sainte Croix en 1696, & sacrifié Saint Christophe à la paix d'Utrecht. Leur affliction auroit été bien plus profonde, s'ils avoient prévu qu'en 1763, on seroit réduit à abandonner la Grenade aux Anglois. Etrange maladie de l'ambition des peuples ou plutôt des rois! Après avoir sacrifié des milliers d'hommes pour acquérir & pour conserver une possession éloignée, il faut en immoler davantage pour la perdre. Cependant il reste encore à la France des colonies importantes. Elles méritent qu'on pese leur valeur. Commençons par la Guyane qui est au vent de toutes les autres.

Cette vaste contrée annonce sa grandeur par ses bornes mêmes. Baignée à l'orient de l'Océan; au nord, de l'Orenoque; au midi, de l'Amazone; au couchant, du Rio-negro qui joint ces deux fleuves, les plus grands de l'Amérique méridionale, la Guyane sous cet aspect est comme une isle qui a deux cents lieues au moins, du nord au sud, & plus de trois cents, de l'est à l'ouest.

Les peuples qui erroient dans ce grand eſpace ſi heureuſement circonſcrit, avant l'arrivée des Européens, étoient diviſés en pluſieurs nations, toutes peu nombreuſes. Elles n'avoient pas d'autres mœurs que celles des ſauvages du continent méridional. Les Caraïbes ſeuls que leur nombre & leur courage rendoient les plus inquiets, ſe diſtinguoient par un uſage remarquable dans le choix de leurs chefs. Il falloit avoir pour conduire un tel peuple, plus de vigueur, d'intrépidité, de lumieres que perſonne; & montrer ces qualités par des épreuves ſenſibles & publiques.

L'homme qui ſe deſtinoit à marcher le premier devant des hommes, devoit connoître d'avance tous les lieux propres à la chaſſe, à la pêche, toutes les fontaines & toutes les routes. Il ſoutenoit d'abord des jeûnes longs & rigoureux. On lui faiſoit porter enſuite des fardeaux d'une peſanteur énorme. Il paſſoit la plupart des nuits en ſentinelle, à l'entrée du Carbet. On l'enterroit juſqu'à la ceinture dans une fourmilliere, où il reſtoit expoſé un temps conſidérable à des piquures vives & ſanglantes. S'il montroit dans toutes ces ſituations une force de corps & d'ame à l'épreuve des dangers & des fléaux où la nature expoſe la vie des

ſauvages; s'il étoit l'homme qui devoit tout endurer & ne rien craindre, les ſuffrages s'arrêtoient ſur lui. Cependant, comme s'il eût ſenti, ce qu'impoſe l'honneur de commander à des hommes, il ſe déroboit ſous d'épais feuillages. La nation alloit le chercher dans une retraite qui le rendoit plus digne du poſte qu'il fuyoit. Chacun des aſſiſtans lui mettoit le pied ſur la tête, pour lui faire connoître qu'étant tiré de la pouſſiere par ſes égaux, ils pouvoient l'y faire rentrer, s'il oublioit les devoirs de ſa place. C'étoit la cérémonie de ſon couronnement. Après cette leçon politique, tous les arcs, toutes les fléches tomboient à ſes pieds; & la nation obéiſſoit à ſes loix ou plutôt à ſes exemples.

Tels étoient ces habitans de la Guyane, quand l'Eſpagnol Alphonſe Ojeda, y aborda le premier en 1499 avec Americ Veſpuce, & Jean de la Coſa. Il en parcourut une partie. Ce voyage ne donna que des connoiſſances ſuperficielles d'un ſi vaſte pays. On en fit beaucoup d'autres, qui entrepris à plus grands frais, n'en furent que plus malheureux. Cependant on les multiplia par un motif qui a toujours trompé, qui trompera toujours les hommes.

Un bruit s'étoit répandu, ſans qu'on

en ſache l'origine, qu'il y avoit dans l'intérieur de la Guyane, un pays déſigné ſous le nom *del Daurado*, qui renfermoit des richeſſes immenſes en or & en pierreries, plus de mines & de tréſors que Cortès & Pizarre n'en avoient jamais trouvé. Cette fable n'enflammoit pas ſeulement l'imagination naturellement ardente des Eſpagnols : elle échauffoit tous les peuples de l'Europe.

Cet enthouſiaſme ſaiſit particuliérement Walter Raleigh, un des hommes les plus extraordinaires qu'ait produit la région la plus féconde en caracteres ſinguliers. Il avoit une paſſion extrême pour tout ce qui avoit de l'éclat, une réputation qui éclipſoit les plus grands noms, plus de lumieres que ceux que leur état attachoit uniquement aux lettres; une liberté de penſer qui n'étoit pas de ſon ſiecle; quelque choſe de romaneſque dans les ſentimens & dans la conduite. Ce tour d'eſprit le détermina en 1595 au voyage de la Guyane; mais il la quitta, ſans avoir rien trouvé de ce qu'il cherchoit. Il publia cependant à ſon retour en Angleterre, une relation remplie des plus brillantes impoſtures dont on ait amuſé la crédulité humaine.

Les François n'avoient pas attendu ce

témoignage imposant, pour s'occuper d'une contrée qui avoit tant de célébrité. Long-temps auparavant, ils s'étoient livrés au préjugé commun, avec la vivacité qui leur est particuliere. Tandis que leurs rivaux plaçoient leurs espérances, du côté de l'Orenoque, ils cherchoient à réaliser les leurs sur l'Amazone. L'inutilité de leurs courses les détermina à se fixer enfin dans l'isle de Cayenne en 1635.

Quelques négocians de Rouen, qui pensoient qu'on pourroit tirer parti de cet établissement, unirent leurs fonds en 1643. Ils chargerent de leurs intérêts un homme féroce nommé Poncet de Bretigny, qui ayant également déclaré la guerre aux colons & aux sauvages, fut massacré. Cet événement tragique ayant refroidi les associés, on vit se former en 1651 une nouvelle compagnie qui paroissoit devoir prendre un plus grand essor. L'étendue de ses capitaux la mit en état d'assembler dans Paris même sept à huit cents colons. Ils furent embarqués sur la Seine pour descendre au Havre. Le malheur voulut que le vertueux abbé de Marivault, qui étoit l'ame de l'entreprise, & qui devoit la conduire en qualité de directeur général, se noya en entrant dans son bateau. Royville,

gentilhomme de Normandie, envoyé à Cayenne comme Général fut assassiné dans la traversée. Douze des principaux intéressés, auteurs de cet attentat, se conduisirent dans la colonie, qu'ils s'étoient chargé de faire fleurir, avec toute l'atrocité, qu'annonçoit une telle horreur. Ils firent pendre un d'entr'eux. Deux moururent. Il y en eut trois de relégués dans une isle déserte. Les autres se livrerent aux plus grands excès. Le commandant de la citadelle déserta chez les Hollandois avec une partie de sa garnison. Ce qui avoit échappé à la faim, à la misere, à la fureur des Sauvages du continent qu'on avoit provoquée de cent manieres, s'estima trop heureux de pouvoir gagner le isles du Vent sur un bateau & sur deux canots. Ils abandonnerent le fort, les munitions, les armes, les marchandises, cinq ou six cents cadavres de leurs malheureux compagnons, quinze mois après avoir débarqué dans l'isle.

Il se forma en 1663 une nouvelle compagnie, sous la direction de la Barre, maître des requêtes. Elle n'avoit que deux cents mille francs de fonds. Les secours du ministere la mirent en état de chasser de sa concession les Hollandois qui s'y étoient établis sous la conduite

de Spranger, après qu'elle avoit été évacuée par les François. Un an après, ce foible corps fit partie de la grande compagnie, qui réunissoit les possessions, les privileges de toutes les autres. Cayenne rentra dans les mains du gouvernement, à l'époque heureuse qui rendit la liberté à toutes les colonies. Elle fut prise en 1667 par les Anglois, en 1676 par les Hollandois ; mais depuis elle n'a pas été même attaquée.

Cet établissement tant de fois bouleversé respiroit à peine. A peine, il commençoit à jouir d'un commencement de tranquillité, qu'on espéra favorablement de sa fortune. Quelques flibustiers qui revenoient chargés des dépouilles de la mer du sud, s'y fixerent ; & ce qui étoit plus important, se déterminerent à confier leurs trésors à la culture. Ils paroissoient la devoir pousser avec vigueur, parce qu'ils avoient de grands moyens, lorsque Ducasse qui avec des vaisseaux avoit la réputation d'un habile marin, leur proposa en 1688 le pillage de Surunam. Leur goût naturel se réveille ; les nouveaux colons redeviennent corsaires ; & leur exemple entraîne presque tous les habitans.

L'expédition fut malheureuse. Une partie des combattans périt dans l'atta-

que, & les autres faits priſonniers furent envoyés aux Antilles où ils s'établirent. La colonie ne s'eſt jamais relevée de cette perte. Bien loin de pouvoir s'étendre dans la Guyane, elle n'a fait que languir à Cayenne.

Cette iſle qui n'eſt ſéparée du continent que par les eaux de deux rivieres, peut avoir ſeize lieues de circuit. Par une conformation que la nature donne rarement aux iſles & qui la rend peu habitable, élevée ſur les côtés & baſſe au milieu, elle eſt entrecoupée de tant de marais, que les communications n'y ſont guere praticables que par de grands détours. Il n'y a que les côteaux & les monticules qui ſoient ſuſceptibles de culture. On y trouve quelques veines d'un ſol excellent & noir; mais il eſt communément rouge, ſec, ſablonneux, & bientôt épuiſé. Le ſeul bourg qui ſoit dans la colonie eſt défendu par un mur, par un foſſé, par cinq mauvais baſtions. Il eſt protegé par une fortereſſe qui domine auſſi le port. On n'arrive à ce port que par un canal étroit, où les hautes marées peuvent ſeules introduire à travers les roches & les écueils, dont il eſt bordé & parſemé.

La premiere production de Cayenne fut le rocou. C'eſt une teinture, rouge,

nommée achiote par les Eſpagnols, dans laquelle on plonge les laines blanches qu'on veut teindre de quelque couleur que ce ſoit. L'arbre qui donne cette leſcive, a l'écorce rouſſâtre, des feuilles grandes, fortes, dures & d'un verd foncé. Il eſt auſſi haut & plus touffu que le prunier. Ses bouquets de fleurs, aſſez ſemblables aux roſes ſauvages, ſont remplacés deux fois l'an, par des gouſſes moins grandes que celles de la châtaigne, mais auſſi piquantes. Elles renferment de petites graines couvertes d'une pellicule incarnate, & c'eſt celle-ci qui compoſe le rocou.

Il ſuffit qu'une des huit ou dix gouſſes que chaque bouquet contient, s'ouvre d'elle-même, pour qu'on puiſſe les cueillir toutes. On en détache les graines qui ſont miſes auſſi-tôt dans de grandes auges remplies d'eau. Lorſque la fermentation commence, les graines ſont écraſées à différentes repriſes avec des pilons de bois, juſqu'à ce que la pellicule en ſoit entiérement détachée. On verſe enſuite le tout dans des cribles de jonc qui retiennent ce qu'il y a de ſolide, & laiſſent écouler dans des chaudieres de fer une liqueur épaiſſie, rougeâtre & fétide. A meſure qu'elle bout, on recueille ſon écume dans de grandes baſſines. Quand elle

elle n'en fournit plus, on la jette comme inutile, & l'on remet dans la chaudiere l'écume qu'on a tirée.

Cette écume qu'on fait bouillir pendant dix ou douze heures, doit être continuellement remuée avec une ſpatule de bois, pour qu'elle ne s'attache point à la chaudiere, pour qu'elle ne noirciſſe point. Lorſqu'elle eſt cuite ſuffiſamment & un peu durcie, on la met ſur des planches où elle ſe refroidit. On la diviſe enſuite en pains de deux ou trois livres, & toutes les préparations ſont terminées.

De la culture du rocou, Cayenne s'éleva à celle du coton, de l'indigo, & enfin du ſucre. Ce fut la premiere des colonies Françoiſes qui cultiva le café. Elle le reçut en 1721 de quelques-uns de ſes déſerteurs, qui racheterent leur grace, en l'apportant de Surinam où ils s'étoient réfugiés. Dix ou douze ans après, on planta du cacao. En 1738, on comptoit dans l'iſle ſoixante fabriques de rocou, dix-neuf petites ſucreries, quatre indigoteries, quelques milliers d'arbres de café, de coton & de cacao. Ces produits réunis ne paſſoient pas annuellement cent mille écus. Ils étoient le fruit du travail de quatre vingt-dix familles Françoiſes, de cent vingt-cinq Indiens, de quinze cens Noirs,

qui formoient la colonie entiere.

Tel, & plus foible encore, étoit l'état de Cayenne, lorſqu'on vit avec étonnement la cour de Verſailles, chercher en 1763 à lui donner un grand éclat. On ſortoit des horreurs d'une guerre honteuſe. La ſituation des affaires avoit décidé le miniſtere à acheter la paix par le ſacrifice de pluſieurs colonies importantes. Il paroiſſoit également néceſſaire de faire oublier à la nation, ſes calamités, & les fautes qui les avoient amenées. L'eſpérance d'une meilleure fortune pouvoit amuſer ſon oiſiveté, tromper ſa malignité; & l'on détourna ſes regards des poſſeſſions qu'elle avoit perdues, vers la Guyane qui devoit, diſoit-on, couvrir avec avantage de nombreuſes pertes.

Cette vaſte contrée, qu'on décora long-temps du magnifique nom de France équinoxiale, n'appartenoit pas toute entiere à cette puiſſance, comme elle en avoit eu autrefois la prétention. Les Hollandois en s'établiſſant au nord, & les Portugais au midi, l'avoient reſſerrée, entre la riviere de Marony & celle de Vincent Pinçon. Pluſieurs traités avoient fixé ces limites. Egalement éloignées de l'Iſle de Cayenne, l'étendue qui les ſépare n'a pas moins de cent lieues de côtes. La navigation y eſt fort

difficile à cause de la rapidité des courans, & continuellement embarrassée par des islots, par des bancs de sable & de vase durcie, par des mangliers forts & serrés qui avancent jusqu'à deux & trois lieues dans la mer. Il n'y a point de port. On trouve peu d'endroits où les vaisseaux puissent aborder ; & les chaloupes les plus légeres y rencontrent souvent des difficultés invincibles. Les grandes & nombreuses rivieres qui arrosent ce continent ne sont pas plus praticables. Leur lit est barré de distance en distance par des rochers énormes qui ne permettent point de le remonter. La côte basse presque par-tout, est inondée en grande partie dans les hautes marées. Dans l'intérieur du pays, la plupart des plaines & des vallées, deviennent aussi des marais dans la saison des pluies. On ne trouve alors de sûreté que dans les terrains un peu élevés. Cependant ces déluges d'eau qui suspendent tous les travaux, toutes les cultures rendent les chaleurs assez supportables, sans donner au climat une influence aussi maligne qu'on pourroit le présumer. On ne peut former que des conjectures vagues sur la population des terres éloignées de la mer. Celle des côtes peut être de neuf ou dix mille hommes divi-

sés en plusieurs nations, dont celle des Galibis est la plus puissante. Des Missionnaires sont parvenus, à force de soins & de constance, à fixer quelques-uns de ces peuples errans, même à les reconcilier avec les François contre lesquels ils avoient des préjugés de haine très-redoutables; & ce n'étoit pas sans fondement. Les premiers aventuriers qui fréquenterent cette région, y prenoient ou achetoient des hommes, qu'ils condamnoient sur un sol même où ils étoient nés libres, aux plus durs travaux de l'esclavage, ou qu'ils vendoient aux colons des Antilles. Leur prix ordinaire, fut d'abord de vingt pistoles. Heureusement, ils enchérirent si fort qu'on s'en dégoûta dans la suite. On aima mieux acheter des Noirs, qui presque aussi propres à la chasse & à la pêche, l'étoient beaucoup plus aux grandes cultures qui s'établissoient de toutes parts.

La Guyane, telle que nous venons de la décrire, parut une ressource très-précieuse au ministere de France, réduit à réparer de grandes fautes. On va juger de ses motifs, après quelques réflexions.

L'Amérique se présente à l'Europe sous deux faces & deux rapports. Elle offre à nos émigrations deux Zones à

peupler & à cultiver, la Zone torride & la Zone tempérée du Nord. La premiere plus féconde, plus riche, mais en matieres de luxe & de volupté, devoit jeter d'abord un plus grand éclat, & donner une influence plus prompte & plus étendue aux puiſſances qui s'en emparerent. Faite, ce ſemble, pour le deſpotiſme, parce que la chaleur du climat & la fertilité du ſol y façonnent les ames à l'eſclavage par l'amour du repos & du plaiſir, elle ne devoit être occupée que par des monarchies abſolues, & peuplée d'eſclaves qui n'y cultivent que des productions propres à énerver la vigueur & le reſſort des fibres en multipliant les ſenſations vives. Les mines dont elle abonde, donnant les richeſſes ſans le travail, devoient hâter doublement la caducité des états, par l'irritation des déſirs & la facilité des jouiſſances. Les peuples qui occupent cette zone, devoient tomber dans la molleſſe, ou ſe précipiter dans les entrepriſes d'une ambition d'autant plus ruineuſe, qu'elle ſeroit d'abord heureuſe. Prenant le fruit ou le ſigne des richeſſes, pour le principe créateur des forces politiques, ces états s'imaginerent, qu'avec de l'argent, ils auroient les nations à leur ſolde, comme ils avoient les négres

ſous leur chaîne ; ſans prévoir que ce même argent qui donne des alliés, en feroit autant d'ennemis puiſſans, qui joignant à leurs armes les richeſſes étrangeres, ſe ſerviroient de ce double inſtrument pour tout détruire.

La Zone tempérée de l'Amérique ſeptentrionale, ne pouvoit attirer que des peuples laborieux & libres. Elle n'a que des productions communes & néceſſaires, mais qui ſont dès-lors une ſource éternelle de richeſſe ou de force. Elle favoriſe la population, en fourniſſant matiere à cette culture paiſible & ſédentaire qui fixe & multiplie les familles, qui n'irritant point la cupidité préſerve des invaſions. Elle s'étend dans un continent immenſe, ſur un front large & par-tout ouvert à la navigation. Ses côtes ſont baignées d'une mer preſque toujours libre, & couvertes de ports nombreux. Les colons y ſont moins éloignés de la Métropole, vivent ſous un climat plus analogue à celui de leur patrie, dans un pays propre à la chaſſe, à la pêche, à l'agriculture, à tous les exercices & les travaux qui nourriſſent les forces du corps, & préſervent des vices corrupteurs de l'ame. Ainſi dans l'Amérique comme en Europe, ce ſera le nord qui ſubjuguera le midi. L'un ſe

couvrira d'habitans & de cultures, tandis que l'autre épuisera ses sucs voluptueux & ses mines d'or. L'un pourra policer des peuples sauvages par ses liaisons avec des peuples libres ; l'autre ne sera jamais qu'un alliage monstrueux & foible d'une race d'esclaves avec une nation de tyrans soumis à des gouvernemens absolus.

Il étoit essentiel pour les colonies du midi, qu'elles eussent des racines de population & de vigueur dans le nord, pour s'y ménager un commerce des denrées de luxe avec celles de besoin, une communication qui pût donner des renforts en cas d'attaque, un azyle dans la défaite, un contrepoids des forces de terre à la foiblesse des ressources navales.

Les colonies méridionales Françoises, jouissoient avant la derniere guerre de cette protection. Le Canada, par sa situation, par le génie belliqueux de ses habitans, par ses alliances avec des peuplades sauvages amies de la franchise & de la liberté des mœurs Françoises, pouvoit balancer, du moins inquiéter la nouvelle Angleterre. La perte de ce grand continent détermina le ministere de France à chercher de l'appui dans un autre ; & il espéra le trouver dans la Guyane, en y établissant une population

nationale & libre, capable de résister par elle-même aux attaques étrangeres, & propre à voler avec le temps au secours des autres colonies, lorsque les circonstances pourroient l'exiger.

Tel fut évidemment son systême. Jamais il ne lui tomba dans l'esprit qu'une région ainsi habitée, pût jamais enrichir la Métropole par la production des denrées propres aux colonies méridionales. Les bons principes lui étoient trop familiers pour ignorer qu'il n'est pas possible de vendre, sans suivre le cours du marché général; qu'on ne peut atteindre ce but, qu'en cultivant avec aussi peu de frais que ses rivaux; & que des travaux faits par des hommes libres, sont de toute nécessité infiniment plus chers que ceux qui sont abandonnés à des esclaves.

Les opérations étoient dirigées par un ministre actif & éclairé. En politique sage, qui ne sacrifie pas la sûreté aux richesses, il ne se proposoit que d'élever un boulevard pour défendre les possessions Françoises. En philosophe sensible, qui connoît les droits de l'humanité & qui les respecte, il vouloit peupler d'hommes libres ces contrées fertiles & désertes. Mais le génie ne prévoit pas tout. On s'égara, parce qu'on crut que des Européens soutiendroient sous la

Zone torride les fatigues qu'exige le défrîchement des terres ; que des hommes qui ne s'expatrioient que dans l'eſpérance d'un meilleur ſort, s'accoutumeroient à la ſubſiſtance précaire d'une vie ſauvage, dans un climat moins ſain que celui qu'ils quittoient ; enfin qu'on pourroit établir des liaiſons faciles & importantes entre la Guyane & les iſles Françoiſes.

Ce faux ſyſtême où le miniſtere ſe laiſſa entraîner par des hommes qui ne connoiſſoient ſans doute, ni le pays qu'il s'agiſſoit de peupler, ni la maniere d'y fonder des colonies, fut auſſi malheureuſement exécuté que légérement conçu. Tout y fut combiné, ſans principe de légiſlation, ſans intelligence des rapports que la nature a mis entre les terres & les hommes. Ceux-ci furent diſtribués en deux claſſes, l'une de propriétaires, & l'autre de mercenaires. On ne vit pas que cette diſtribution qui ſe trouve établie en Europe & preſque chez toutes les nations civiliſées, eſt l'ouvrage de la guerre, des révolutions, & des haſards infinis que le temps amene ; que c'eſt la ſuite des progrès de la ſociabilité, mais non la baſe & le fondement de la ſociété, qui dans l'origine, veut que tous ſes membres participent à la

propriété. Les colonies qui ſont de nouvelles populations & de nouvelles ſociétés, doivent ſuivre cette regle fondamentale. On s'en écarta dès le premier pas, en ne deſtinant des terres dans la Guyane, qu'à ceux qui pourroient y paſſer avec des fonds & des avances pour la cultivation. Les autres, dont on tenta la cupidité par des eſpérances vagues ou équivoques, furent exclus de ce partage des terres. Ce fut une faute de politique contre l'humanité. Si l'on eût donné une portion de terrain à défrîcher à tous les nouveaux colons qu'on portoit dans cette région nue & déſerte, chacun l'eût cultivée d'une maniere proportionnée à ſes forces & à ſes moyens, l'un avec ſon argent, l'autre avec ſes bras. Il ne falloit, ni rebuter ceux qui avoient des capitaux, parce que c'étoient des hommes très-précieux pour une colonie naiſſante; ni leur donner une préférence excluſive, de peur qu'ils ne puſſent pas trouver des coopérateurs qui ne voudroient pas ſe mettre dans leur dépendance. Il étoit indiſpenſable d'offrir à tous les membres de la nouvelle tranſmigration une propriété où ils trouvaſſent à faire valoir leur travail, leur induſtrie, leur argent, en un mot leurs facultés plus ou moins étendues. On devoit prévoir que des

Européens, quelle que fût leur situation, ne quitteroient pas leur patrie, sans l'espérance d'un meilleur sort ; & que tromper leur espoir & leur confiance à cet égard, c'étoit ruiner la colonie dont on projetoit les fondemens.

En vain le gouvernement se chargea de la subsistance des colons pour deux ans. C'étoit trop de provisions à la fois. Elles devoient se gâter, soit dans le projet, soit au terme. Le transport seul, en consommant une partie, altérant le reste, ne pouvoit que les rendre cheres, rares, nuisibles. Un climat chaud, un pays humide étoient un double principe de corruption pour les alimens, d'épidémie & de mortalité pour les hommes. C'eût été une folie de transporter d'Europe à la Guyane une assez grande quantité d'animaux vivans, pour fournir journellement de la viande fraîche à une nombreuse colonie. La plupart seroient morts en route ou en arrivant, parce que les animaux étant plus immédiatement sous la direction de la nature, sont aussi plus sujets aux brusques altérations de l'air, & au changement de climat & de nourriture.

Il falloit que la population des troupeaux précédât celle des hommes. Il falloit accroître l'une & l'autre par de-

grés, & jeter dans cette région éloignée les germes de la culture, avant d'y multiplier les habitans. Les premiers envois devoient être foibles, & accompagnés de toutes les avances, de tous les ſecours néceſſaires pour l'exploitation. A meſure que la colonie naiſſante auroit cultité pour ſa conſommation & au-delà, l'achat du ſuperflu de ſes récoltes ſeroit devenu une ſource d'accroiſſement. L'agriculture & la population ſe ſeroient réciproquement engendrées & augmentées. Les nouveaux colons en auroient attiré d'autres; & la ſociété auroit pris ſes forces comme l'individu dans l'eſpace de vingt ans.

On ne fit pas ces réflexions ſi ſimples, ſi naturelles. Douze mille hommes furent débarqués, après une longue navigation, ſur des plages déſertes & impraticables. On ſait que dans preſque toute la Zone torride, l'année eſt partagée en deux ſaiſons, l'une ſeche & l'autre pluvieuſe. A la Guyane, les pluies ſont ſi abondantes depuis le commencement de novembre juſqu'à la fin de mai, que les terres ſont ſubmergées, ou hors d'état d'être cultivées. Si les nouveaux colons y étoient arrivés au commencement de la ſaiſon ſeche, placés ſur les terrains qu'on leur deſtinoit, ils

auroient eu le temps d'arranger leurs habitations, de couper les forêts ou de les brûler, de labourer & d'ensemencer leurs champs.

Faute de ces combinaisons, on ne sut où placer cette foule d'hommes qui arrivoient coup sur coup dans la saison des pluies. L'isle de Cayenne auroit pu servir d'entrepôt & de rafraîchissement aux nouveaux débarqués. On y auroit trouvé du logement & des secours. Mais la fausse idée dont on étoit prévenu, de ne pas mêler la nouvelle colonie avec l'ancienne, fit rejeter cette ressource. Par une suite de cet entêtement, on déposa douze mille victimes sur les bords du Kourou, dans une langue de sable, parmi des islots mal sains, sous un mauvais angar. C'est-là que livrés à l'inaction, à l'ennui, à tous les désordres que produit l'oisiveté dans une populace d'hommes transportés de loin sous un nouveau ciel, aux miseres & aux maladies contagieuses qui naissent d'une semblable situation, il virent finir leur triste destinée dans les horreurs du désespoir. Leurs cendres crieront à jamais vengeance contre les imposteurs qui ont abusé de la confiance du gouvernement, pour consommer à si grands frais tant de malheureux à la fois; comme si la

guerre dont ils étoient destinés à combler les vuides, n'en avoit pas assez moissonné dans le cours de huit années.

Pour qu'il ne manquât rien à cette horrible tragédie, il falloit que quinze cents hommes échappés à la mortalité, fussent la proie de l'inondation. On les distribua sur des terrains, où ils furent submergés au retour des pluies. Tous y périrent, sans laisser aucun germe de leur postérité, ni la moindre trace de leur mémoire.

L'état a déploré cette perte, en a poursuivi & puni les auteurs; mais qu'il est douloureux pour la patrie, pour les ministres, pour les sujets, pour toutes les ames avares du sang François, de le voir ainsi prodiguer à des entreprises ruineuses, par une folle jalousie d'autorité qui commande un silence rigoureux sur les opérations publiques! Eh! n'est-ce pas l'intérêt de la nation entiere que ses chefs soient éclairés! Mais peuvent-ils l'être que par elle-même? Pourquoi lui cacher des projets dont elle doit être l'objet & l'instrument? Espere-t-on de commander aux volontés sans l'opinion, & d'inspirer le courage sans la confiance? Les vraies lumieres sont dans les écrits publics où la vérité se montre à découvert, où le mensonge craint d'ê-

tre ſurpris. Les mémoires ſecrets, les projets particuliers, ne ſont guere que l'ouvrage des eſprits adroits & intéreſſés qui s'inſinuent dans les cabinets des adminiſtrateurs, par des routes obſcures, obliques & détournées. Quand un prince, un miniſtre, s'eſt conduit par l'opinion publique des gens éclairés, s'il a des malheurs, ni le ciel, ni la terre ne peuvent les lui reprocher. Mais des guerres & des traités faits ſans le conſeil & le vœu de la nation, des événemens amenés à l'inſu de tous ceux qui en répondent ſur leur vie & ſur leur fortune; qu'eſt-ce autre choſe qu'une ligue ſecrete, une conjuration de quelques individus contre la ſociété entiere? L'amour du bien public, la conſervation des peuples: rois & miniſtres, ce n'eſt qu'à ce prix, à cette condition qu'il vous eſt permis de gouverner des hommes à qui la nature & Dieu même ont donné le droit & la force.

Qu'eſt-il arrivé de la cataſtrophe où tant de ſujets, tant d'étrangers ont été ſacrifiés à l'illuſion du miniſtere François ſur la Guyane? C'eſt qu'on a décrié cette malheureuſe région avec tout l'excès que le reſſentiment du malheur ajoute à la réalité de ſes cauſes. On va juſqu'à prétendre qu'on ne pourroit pas même

y faire fleurir des colonies, en ſuivant les principes de culture & d'adminiſtration qui fondent la proſpérité de toutes les autres. Cette opinion eſt appuyée ſur la ſtérilité du ſon ſol, ſur l'humidité exceſſive de ſon climat, ſur les prodigieux eſſaims de fourmis dont le pays eſt infecté, ſur la facilité qu'auront les eſclaves de déſerter de leurs ateliers. Il y a de la vérité; mais il y a de l'exagération dans ces plaintes.

Parce que l'iſle de Cayenne n'eſt pas d'une grande fertilité, l'on ne peut ſans injuſtice en conclure que le continent voiſin ſoit également rebelle aux travaux de la culture. Ceux qui tirent cette induction, ſe ſont arrêtés ſur les côtes marécageuſes d'une terre ſi vaſte. Mais les obſervateurs qui ont pénétré dans l'intérieur, ſont d'un avis bien contraire; & le peu d'expériences qu'on a déjà faites, démentent un préjugé qui n'eſt fondé que ſur les premieres apparences.

L'inquiétude qui naît de la continuité des pluies, n'eſt pas auſſi vaine. Ce vice des ſaiſons met en péril la vie des cultivateurs; les oblige à des travaux plus pénibles; rend les récoltes incertaines, ſur-tout celle du ſucre qui juſqu'à préſent n'a pas été auſſi abondante, ni d'auſſi bonne qualité dans le continent

que dans les isles. Mais on ne doute pas que les inondations ne diminuent, à mesure qu'on abattra les bois qui depuis l'origine du monde couvrent ces déserts immenses. Les arbres attirent les pluies & les rosées; ils entretiennent l'humidité de la terre en lui dérobant les rayons du soleil. Otez ces grands végétaux qui par leurs profondes racines, par l'étendue de leurs branches, absorbent & pompent tous les sucs de la végétation qui circulent, soit dans l'intérieur, soit dans l'atmosphere du globe, il n'y restera plus qu'une fraîcheur utile & tempérée pour la plus grande partie des cultures.

La plupart des productions sont actuellement attaquées par les fourmis, & plusieurs le sont assez vivement pour voir s'anéantir par intervalle les espérances les mieux fondées. Mais c'est un fléau qu'ont éprouvé tous les nouveaux établissemens de l'Amérique. Ils en ont été délivrés avec le temps. Plusieurs n'en souffrent plus, les autres en souffrent peu. La Guyane s'en ressentira toujours moins, à mesure que les défrîchemens se multiplieront.

A l'égard des Noirs, si l'on risque de les voir déserter, se réfugier, s'attrouper, se retrancher dans les bois; c'est la tyrannie de leurs maîtres qu'il faut en

accuser. Cet inconvénient est plus grand sans doute sur le continent que dans les isles ; mais on préviendra l'évasion de ces malheureux, quand on rendra leur condition supportable. La loi de la nécessité qui commande même aux tyrans, prescrira dans la Guyane une modération que l'humanité seule devroit inspirer par-tout.

L'obstacle qu'on prévoit le moins, quoiqu'il soit le plus insurmontable, c'est la difficulté, l'impossibilité même d'entreprendre des cultures importantes sur les côtes de la Guyane. Celle qui est au sud de Cayenne n'offre dans l'espace de vingt lieues qu'un cloaque qui deux fois chaque mois noyé par les marées de la pleine & de la nouvelle lune, est desséchée dans l'intervalle de ces deux périodes. Celle qui est au nord, est réguliérement couverte d'eau pendant six mois, & dès-lors elle ne sauroit avoir qu'une fertilité précaire. On y voit périr la canne de sucre à sa premiere portée, ce qui doit multiplier les travaux, sans augmenter les productions. Cette partie est d'ailleurs extrêmement mal-saine. Un vent d'est y pousse réguliérement toutes les vapeurs malignes que l'ardeur du soleil fait sortir des terres marécageuses de la côte du sud. La riviere d'Oyapoco

n'éprouve pas les mêmes inconvéniens. On y respire un air toujours pur, on y voit un sol excellent qui n'est jamais submergé; mais pour jouir de ces avantages, il faut s'établir à vingt lieues de la mer. Cependant la facilité que trouvent à y arriver sans risque les bâtimens qui ne tirent que quatorze pieds d'eau, doit encourager à surmonter les difficultés que présente cet éloignement. Avec un peu plus de constance encore, on pourra tirer parti d'autres terres & d'autres rivieres de la colonie.

Toutes ces discussions prouvent que la France ne doit pas renoncer à l'exploitation de la Guyane. Le sucre y sera d'abord plein d'eau, sans saveur, en petite quantité; mais il ne fut presque jamais meilleur dans les terres nouvellement défrichées. Le café, le cacao, le coton prennent à la Guyane un degré de perfection qu'ils n'ont pas aux Antilles, Le tabac y peut, y doit prospérer. L'indigo qui y croissoit autrefois en abondance s'y est abâtardi; mais il y recouvrera sa premiere qualité, si on le renouvelle par des graines de Saint Domingue. Le rocou n'y a pas une grande valeur; mais le débit en est assuré. La vanille y est naturelle. On n'en a tiré encore aucun parti, parce que les gousses

qui la contiennent ſe pourriſſent auſſitôt qu'elles ſont cueillies. Il eſt aiſé de s'inſtruire de la culture des arbres qui la portent, & d'enrichir la Guyane de cette branche de commerce.

Les grandes exportations de ris, de bois, de beſtiaux, de poiſſon ſalé, dont on oſe ſe flatter, n'y ſont pas auſſi sûres. La colonie pourroit s'y attacher ſans doute; mais elle n'en auroit pas les débouchés. Celui des iſles Françoiſes du vent, le ſeul qui ſe préſente, ne ſauroit jamais être fort conſidérable. Ces établiſſemens n'ayant rien à lui donner en échange de ſes denrées, les frais de navigation rendront néceſſairement la communication languiſſante.

Mais cette derniere liaiſon peut manquer, & celle de la Guyane avec la Métropole n'en être pas moins vive. Tout dépendra des encouragemens que la cour de Verſailles verſera dans cet établiſſement. Il n'offre pas plus de difficultés que Surinam, où des travaux plus ſuivis & de plus grands moyens n'ont jamais procuré autant de productions que les iſles. Cependant Surinam eſt couvert aujourd'hui de riches plantations. Pourquoi la France ne mettroit-elle pas la Guyane au niveau de cette colonie Hollandoiſe, par les avances & les gratifi-

cations qu'un état doit toujours faire, quand il s'agit de grands défrîchemens vraiment utiles. Les défrîchemens : Voilà des conquêtes sur le cahos & le néant, à l'avantage de tous les hommes, & non pas des provinces qu'on dépeuple & qu'on dévaste, pour mieux s'en emparer ; qui coûtent le sang de deux nations, pour n'en enrichir aucune, qu'il faut garder à grands frais & couvrir de troupes pendant des siecles, avant de s'en promettre la paisible possession. La Guyane ne demande que des travaux & des habitans. Que de motifs pour ne pas les lui refuser !

Cette colonie peut multiplier à son gré ses troupeaux & ses subsistances. Difficilement on l'envahiroit, & plus difficilement encore on la bloqueroit. Elle ne sera donc pas conquise. Les Antilles au contraire, déjà perdues une fois, attirent les regrets, & sollicitent l'ambition d'un peuple vivement aigri de leur restitution. Son chagrin fait présumer qu'il sera toujours dispofé à réparer par la force des armes, le vice de ses négociations. La confiance bien fondée que cette nation a dans sa marine, dans la situation florissante de ses colonies septentrionales, ne tardera pas peut-être à la précipiter dans une guerre nou-

velle, pour reprendre ce qu'elle a cédé dans la derniere paix. Si la fortune ſecondoit encore la ſage adminiſtration de ſon heureux gouvernement ; ſi un peuple encouragé par des victoires dont les ſujets recueillent ſeuls tout l'avantage, l'emportoit toujours ſur une nation qui ne combat que pour ſes rois ; ce ſeroit du moins une grande reſſource que la Guyane, où l'on cultiveroit toutes les productions, dont l'habitude a donné le beſoin, & pour leſquelles il faudroit payer un énorme tribut à l'étranger, ſi les colonies nationales ne pouvoient les fournir.

Tout eſt encore à faire, pour s'aſſurer des avantages que préſente cet établiſſement. On n'y voyoit au premier janvier 1769 que 1291 hommes libres, & 8047 eſclaves. Ses troupeaux ne s'élevoient pas au-deſſus de 1923 têtes de gros bétail, & de 1077 têtes de menu bétail. Les productions de la colonie étoient même au-deſſous de ces foibles moyens, parce qu'il n'y avoit dans les atteliers que des blancs ſans intelligence, que des noirs ſans ſubordination. Il eſt réſervé au temps d'amener des lumieres & de la diſcipline. En attendant cette heureuſe époque, laiſſons la Guyane, & paſſons à Sainte Lucie.

Les Anglois occuperent sans opposition cette isle dans les premiers jours de l'an 1639. Ils y vivoient paisiblement depuis dix-huit mois, lorsqu'un navire de leur nation, qui avoit été surpris par un calme devant la Dominique, enleva quelques Caraïbes accourus sur leurs pirogues avec des fruits. Cette violence décida les sauvages de Saint Vincent de la Martinique à se réunir aux sauvages offensés ; & ils fondirent tous ensemble au mois d'août 1640 sur la nouvelle colonie. Dans leur fureur, ils massacrerent tout ce qui se présenta. Le peu qui échappa à cette vengeance, abandonna pour toujours un établissement qui ne pouvoit pas avoir fait de grands progrès.

Dans les premiers âges du monde, avant qu'il se fût formé des sociétés civiles & policées, tous les hommes en général avoient droit sur toutes les choses de la terre. Chacun pouvoit prendre ce qu'il vouloit pour s'en servir, & même pour consumer ce qui étoit de nature à l'être. L'usage que l'on faisoit ainsi du droit commun, tenoit lieu de propriété. Dès que quelqu'un avoit pris une chose de cette maniere, aucun autre ne pouvoit la lui ôter sans injustice. C'est sous ce point de vue d'état primitif, que les nations de l'Europe, comptant les natu-

rels du pays pour rien, envisagerent l'Amérique, lorsqu'elle eut été découverte. Pour s'emparer d'un pays, il leur suffisoit, qu'aucun peuple de notre continent n'en fût en possession. Tel fut le droit public, constant & uniforme qu'on suivit dans le nouveau monde, & qu'on n'a pas même eu honte de vouloir justifier en ce siecle, pendant les dernieres hostilités.

D'après ces principes, que l'auteur d'une histoire philosophique du commerce, rougiroit d'approuver, Sainte Lucie devoit appartenir à toute puissance qui voudroit ou pourroit la peupler. Les François s'en aviserent les premiers. Ils y firent passer en 1650 quarante habitans sous la conduite de Rousselant, homme brave, actif, prudent, & singuliérement aimé des sauvages, pour avoir épousé une femme de leur nation. Sa mort arrivée quatre ans après, ruina tout le bien qu'il avoit commencé à faire. Trois de ses successeurs furent massacrés par les Caraïbes mécontens de la conduite qu'on tenoit avec eux; & la colonie ne faisoit que languir, lorsqu'elle fut prise en 1664 par les Anglois qui l'évacuerent en 1666.

A peine étoient-ils partis, que les François reparurent dans l'isle. Ils ne s'y étoient

étoient pas encore beaucoup multipliés, quelle qu'en fût la cause, lorsque l'ennemi qui les avoit chassés la premiere fois, les força de nouveau vingt ans après, à quitter leurs habitations. Quelques-uns, au lieu d'évacuer l'Isle se réfugierent dans les bois. Dès que le vainqueur, qui n'avoit fait qu'une invasion passagere, se fut retiré, ils reprirent leurs occupations. Ce ne fut pas pour long temps. La guerre qui bientôt après déchira l'Europe, leur fit craindre de devenir la proie du premier corsaire qui auroit envie de les piller ; & ils allerent chercher de la tranquillité dans les établissemens de leur nation qui avoient plus de force, ou qui pouvoient se promettre plus de protection. Il n'y eut plus alors de culture suivie, ni de colonie réguliere à Sainte Lucie. Elle étoit seulement fréquentée par des habitans de la Martinique, qui y coupoient du bois, qui y faisoient des canots, qui y entretenoient des chantiers assez considérables.

Des soldats & des matelots déserteurs s'y étant réfugiés après la paix d'Utrecht, il vint en pensée au maréchal d'Estrées, d'en demander la propriété. Elle ne lui eut pas été plutôt accordée en 1718, qu'il y fit passer un commandant, des troupes, du canon, des cultivateurs. Cet

éclat blessa la cour de Londres qui avoit des prétentions sur l'isle, à raison de la priorité d'établissement, comme celle de Versailles à raison d'une possession rarement interrompue. Ses plaintes déterminerent le ministere de France à ordonner que les choses seroient remises dans l'état où elles étoient, avant la concession qui venoit d'être faite. Soit que cette complaisance ne parût pas suffisante aux Anglois, soit qu'elle leur persuadât qu'ils pouvoient tout oser, ils donnerent eux-mêmes en 1722 Sainte Lucie au duc de Montaigu qui en envoya prendre possession. Cette opposition d'intérêt donna de l'embarras aux deux couronnes. Elles en sortirent en 1731, en convenant que jusqu'à ce que les droits respectifs eussent été éclaircis, l'isle seroit évacuée par les deux nations, mais qu'elles auroient la liberté d'y faire de l'eau & du bois.

Cet arrangement précaire mit les intérêts particuliers en liberté d'agir. L'Anglois ne troubla plus le François dans la jouissance de leurs habitations; mais il se servit de leur canal, pour former avec des colonies plus riches des liaisons interlopes, que les sujets des deux gouvernemens croyoient leur être également avantageuses. Elles ont duré avec plus

ou moins de vivacité jusqu'au traité de 1763 qui a assuré à la France la propriété si long-temps & si opiniâtrement disputée de Sainte Lucie.

Un entrepôt fut le premier usage que la cour de Versailles se proposa de faire de son acquisition. Depuis quelques années il s'étoit établi, que ses colonies du vent ne pouvoient se passer, ni des bois, ni des bestiaux de l'Amérique septentrionale. On trouvoit de l'inconvénient à les y admettre directement : & Sainte Lucie fut choisie comme un lieu très-propre à l'échange de ces objets contre les sirops de la Martinique, de la Guadeloupe. L'expérience ne tarda pas à prouver que cet arrangement étoit impraticable.

Pour qu'il pût avoir lieu, il eût fallu, ou que les Anglois entreposassent leurs cargaisons, ou qu'ils les gardassent à bord, ou qu'ils les vendissent à des négocians établis dans l'isle : trois combinaisons également impossibles.

Jamais ces navigateurs ne se détermineront à perdre de vue leur bétail, dont la garde, la nourriture, les accidens les ruineroient ; ni à payer des magasins pour leurs bois, parce qu'une marchandise de si mince valeur, d'aussi gros volume ne soutient point les frais de l'entrepôt. On ne doit pas se flatter

qu'ils attendront paisiblement sur leurs bâtimens, qu'il vienne des isles Françoises des marchands pour traiter avec eux : leur genre de commerce ne peut se concilier avec ces lenteurs. Il ne resteroit que la voie des négocians qui s'établiroient à Sainte Lucie comme acheteurs & vendeurs intermédiaires ; mais leur ministere seroit nécessairement si cher, qu'il ne seroit pas possible de s'en servir.

Les difficultés ne sont pas moins grandes de la part du propriétaire des sirops, que du côté des fournisseurs des productions septentrionales. Accoutumé à les vendre trente-cinq à trente-six livres la barrique, il ne consentira jamais à la diminution des deux cinquiemes qu'emporteroient les voitures, le coulage & la commission. Que si l'Anglois est obligé de les payer plus cher qu'il ne les payoit, il se verra forcé d'augmenter dans la proportion ses marchandises, que le consommateur sera hors d'état d'acheter après ce surhaussement.

Le ministere de France, détaché de la premiere idée qu'il avoit eue, sans y renoncer formellement, s'est occupé du soin d'établir des cultures à Sainte Lucie. En 1763, il y a fait passer à grands frais, & avec plus d'appareil qu'il ne convenoit, sept ou huit cents hommes dont la

fatale deſtinée inſpire plus de pitié que de ſurpriſe. Sous les Tropiques, les colonies les mieux établies coûtent habituellement là vie au tiers des ſoldats qui y ſont envoyés; quoique ce ſoient des hommes ſains, robuſtes & bien ſoignés, eſt-il étonnant que des miſérables ramaſſés dans les boues de l'Europe, & livrés à tous les fléaux de l'indigence, à toutes les horreurs du déſeſpoir, aient généralement péri dans une iſle inculte & mal ſaine?

L'avantage de la peupler étoit réſervé aux établiſſemens voiſins. Des François qui avoient vendu très-avantageuſement leurs plantations de la Grenade aux Anglois, ont porté à Sainte Lucie une partie de leurs capitaux. Un grand nombre des cultivateurs de Saint Vincent, indignés de ſe voir réduits à acheter un ſol qu'ils avoient défriché avec des peines incroyables, ont pris la même route. La Martinique a fourni des habitans dont les poſſeſſions étoient peu fécondes ou bornées, & des négocians qui ont retiré du commerce une partie de leurs fonds pour les confier à l'agriculture. On a gratuitement diſtribué à chacun d'eux un terrain proportionné à leurs facultés. Ceux qui n'avoient que de foibles moyens ſe ſont bornés à des travaux qui n'exigeoient que peu d'avances. Les plus riches ſe

ſont élevés à des entrepriſes plus conſidérables.

Déjà ſe ſont formées dans la colonie neuf paroiſſes, huit ſous le vent, & une ſeulement au vent. Cette préférence donnée à une partie de l'iſle ſur l'autre, ne vient pas de la ſupériorité du ſol; mais du plus ou du moins de facilité à recevoir, à expédier des vaiſſeaux. Avec le temps, l'eſpace qu'on a d'abord négligé ſera occupé à ſon tour, parce qu'on découvre tous les jours des anſes où il ſera poſſible d'embarquer ſur des canots toutes ſortes de productions.

Un chemin qui fait le tour de l'iſle, & deux chemins qui la traverſent de l'eſt à l'oueſt, donnent les facilités qu'on pouvoit déſirer pour porter les denrées des plantations aux Embarcadaires. Avec le temps & des richeſſes, ces routes parviendront à un degré de perfection qu'on ne pouvoit leur donner d'abord, ſans des dépenſes trop coûteuſes pour la naiſſance d'un établiſſement. Les corvées dont ces chemins ſont l'ouvrage, ont retardé la culture & excité bien des murmures; mais les colons commencent à bénir la main ſage & ferme qui a ordonné, qui a conduit cette opération pour leur utilité.

Au premier janvier 1769, la popula-

tion libre de l'isle montoit à 2524 personnes de tout âge & de tout sexe, & celle des esclaves à 10270. Elle avoit pour ses troupeaux 598 mulets ou chevaux, 1819 bêtes à corne, & 2378 à laine. Ses cultures consistoient en 1, 279, 680 pieds de cacao, en 2, 463, 880 pieds de café, en 681 quarrés de coton, en 454 quarrés de cannes à sucre. Il y avoit seize sucreries roulantes, & dix-huit qui travailloient à leur établissement. Le gouvernement avoit déjà distribué 24078 quarrés de terre qui donneront, avec le temps, un revenu fort considérable. On ne le doit évaluer actuellement qu'à deux millions cinq cents mille livres.

Il régnoit depuis bien des années dans les isles du vent un préjugé contre Sainte Lucie. La nature, disoit-on, lui avoit refusé tout ce qui peut constituer une colonie de quelque importance. Dans l'opinion publique, son terroir inégal n'étoit qu'un tuf aride & pierreux qui ne paieroit jamais les dépenses qu'on feroit pour le défricher. L'intempérie de son climat devoit dévorer tous les audacieux que l'avidité de s'enrichir, ou le désespoir, y feroient passer. Ces idées étoient universellement reçues.

Des expériences heureuses doivent détromper les plus prévenus. Le sol de

Sainte Lucie n'eſt point mauvais ſur les bords de la mer, & il devient meilleur à meſure qu'on avance dans les terres. A l'exception de quelques montagnes hautes & eſcarpées, ſur leſquelles on remarque aiſément des traces d'anciens Volcans, tout peut être défriché avec ſuccès. On n'y trouve pas à la vérité de grandes plaines, mais beaucoup de petites, où l'on peut pouſſer la culture du ſucre juſqu'à quinze millions de livres peſant. La forme étroite & allongée de l'iſle, en rendra le tranſport aiſé, dans quelques lieux que les cannes ſoient plantées.

L'air dans l'intérieur de Sainte Lucie, n'eſt que ce qu'il étoit dans les autres iſles, avant qu'on les eût habitées, d'abord impur & peu ſain; mais à meſure que les bois ſont abattus, que la terre ſe découvre, il devient moins dangereux. Celui qu'on reſpire ſur une partie des côtes eſt plus meurtrier. Sous le vent, elles reçoivent quelques foibles rivieres qui partant du pied des montagnes, n'ont point aſſez de pente pour entraîner les ſables dont le flux de l'océan embarraſſe leur embouchure. Cette barriere inſurmontable fait qu'elles forment au milieu des terres des marais mal ſains. Une raiſon ſi ſenſible avoit ſuffi pour éloigner de cette contrée le peu de Ca-

raïbes qu'on trouva dans l'iſle, en y abordant pour la premiere fois. Les François pouſſés dans le nouveau monde par une paſſion plus violente que l'amour de la conſervation, ont été moins difficiles que des ſauvages. C'eſt dans cette étendue qu'ils ont principalement établi leurs cultures. Ils ſeront tôt ou tard punis de leur aveugle avidité, à moins qu'ils ne conſtruiſent des digues, qu'ils ne creuſent des canaux, pour procurer aux eaux de l'écoulement. La ſalubrité dont on jouit ſur les rivieres du Carenage & du Marigot qui tombent dans des anſes un peu profondes, fait préſumer que cet expédient réuſſiroit.

Le caractere & les lumieres de monſieur le comte Dennery fondateur de la colonie nous autoriſent à aſſurer, que lorſque cette iſle d'environ quarante-cinq lieues de circuit, ſera parvenue à toute la culture dont elle eſt ſuſceptible, elle pourra occuper cinquante mille eſclaves, & fournir au commerce pour dix millions de denrées. Cette époque de proſpérité ne doit pas même être fort éloignée, puiſque l'activité des cultivateurs eſt débarraſſée de toutes les entraves qui ont par-tout ailleurs ralenti les travaux. Cinquante hommes deſtinés à maintenir l'ordre public, ſont tout ce qu'il y a de

troupes à Sainte Lucie. Elle ne paie, ni directement, ni indirectement aucun impôt. Dans ses rades sont reçus indifféremment, sans droit d'entrée, sans droit de sortie, les bâtimens de toutes les nations. Chacune y porte à son gré les marchandises qu'elle peut donner à meilleur marché; chacune y charge les denrées où elle peut mettre le plus haut prix. Depuis que l'Europe a acquis des possessions dans le nouveau monde, aucune n'a été plus favorablement traitée. Une faveur si signalée aura sans doute un terme, & cette isle sera mise un jour comme toutes les autres sous le joug de leurs loix prohibitives. Mais six ans de paix & de liberté lui donneront la force de soutenir ce fardeau.

Avant de l'y soumettre, la Métropole prendra les moyens de s'assurer les produits d'une isle qu'elle aura su rendre florissante. Il suffira pour la garder, de garantir de toute insulte le port du Carenage.

Ce port fameux réunit beaucoup d'avantages. On y trouve par-tout beaucoup de brassages. La qualité de son fonds est excellente. La nature y a formé trois Carenages qui peuvent se passer de quai, & qui n'ont besoin que de cabestan pour virer en quille bord à terre. Trente vaiſ-

seaux de ligne y seroient à l'abri des ouragans, sans prendre la peine d'amarrer. Les bateaux du pays qui y ont séjourné long-temps, n'ont jamais été piqués par les vers ; cependant on n'espere pas que cet avantage puisse durer, quelle qu'en soit la cause. Du reste, les vents sont toujours bons pour sortir ; & l'escadre la plus nombreuse seroit au large en moins d'une heure.

Une position si favorable peut non seulement défendre toutes les possessions nationales, mais menacer encore celles de l'ennemi, dans toute l'étendue de l'Amérique. Les forces maritimes de l'Angleterre, ne sauroient couvrir tous es lieux. La plus foible escadre partie le Sainte Lucie porteroit en peu de jours a désolation dans les colonies qui paroisant les moins exposées, seroient dans a plus grande sécurité. Pour l'empêher de nuire, il faudroit bloquer le port lu Carenage ; & cette croisiere, aussi ispendieuse que fatigante, pourroit encore être bravée impunément par un omme hardi qui oseroit tout ce qu'on eut à la mer.

Le Carenage, qui a l'inconvénient 'exposer les vaisseaux qui sont à la vue, u danger manifeste d'être pris, n'a mais paru digne d'attention à la grande

Bretagne aſſez puiſſante, aſſez éclairée, pour penſer que c'eſt aux vaiſſeaux à protéger les rades, & non aux rades à protéger les vaiſſeaux. Pour la France, ce port poſſede la plus grande défenſe maritime ; une poſition qui empêche les vaiſſeaux d'y entrer ſous voile. Il faut allonger pluſicurs toues pour y pénétrer. On ne peut louvoyer entre ſes deux pointes. Le fond augmentant tout d'un coup, & paſſant près de terre de vingt-cinq à cent braſſes, ne permettroit pas aux attaquans de s'y emboſſer. Il ne peut y entrer qu'un navire à la fois ; & il ſeroit battu en même temps de l'avant & des deux bords par des feux maſqués.

Si l'ennemi vouloit inſulter le port, il ſeroit réduit à faire ſa deſcente à l'anſe du choc, plage d'une lieue qui n'eſt ſéparée du Carenage, que par la pointe de la Vigie qui forme cette anſe. Maître de la Vigie, il couleroit bas ou forceroit d'amener tous les vaiſſeaux qui ſe trouveroient dans la rade ; & ce ſeroit ſans perte de ſon côté, parce que cette péninſule, quoique dominée par une citadelle bâtie de l'autre côté du port, couvriroit l'aſſaillant par ſon revers. Celui-ci n'auroit beſoin que de mortiers ; il ne tireroit pas un coup de canon ; il ne haſarderoit pas la vie d'un homme.

S'il ſuffiſoit de fermer à l'ennemi l'entrée du port, il ſeroit inutile de fortifier la Vigie. Sans cette précaution, on l'empêcheroit bien d'y pénétrer ; mais il faut protéger les vaiſſeaux de la nation. Il faut qu'une petite eſcadre y puiſſe braver les forces Angloiſes, les réduire à la bloquer & profiter de leur abſence ou d'une faute, ce qui ne ſe peut faire ſans fortifier le ſommet de la péninſule. On ne doit pas ſe diſſimuler, qu'en multipliant ainſi les points de défenſe, on augmentera le beſoin d'hommes ; mais s'il y a des vaiſſeaux dans le port, leurs matelots & leurs canoniers ſeront chargés de la défenſe de la Vigie, & ils s'y porteront avec d'autant plus de vigueur, que le ſalut de l'eſcadre en dépendra. Si le port eſt ſans bâtimens, la Vigie ſera abandonnée ou peu défendue ; & voici pourquoi.

De l'autre côté de la rade, eſt une hauteur nommée le morne fortuné. Le plateau de cette hauteur offre une de ces poſitions heureuſes qu'on trouve rarement, pour y conſtruire une citadelle dont l'attaque n'exigera guere moins d'appareil que les meilleures places de l'Europe. Cette fortification actuellement projettée, & qui ſera ſans doute un jour exécutée, aura l'avantage de

défendre l'anſe du Carenage dans tous ſes points, de commander à toutes les élévations qui l'entourent, de rendre à l'ennemi le port impraticable, de mettre en ſûreté la ville qu'on doit conſtruire ſur la croupe de la montagne, d'empêcher enfin l'aſſaillant de pénétrer dans l'iſle, quand même il auroit fait ſa deſcente au choc, & qu'il ſe ſeroit emparé de la Vigie. Des combinaiſons plus approfondies ſur les précautions qu'exigeroit la conſervation de Sainte Lucie, doivent être réſervées aux gens de l'art. Il vaut mieux fixer l'attention du lecteur ſur la Martinique.

Cette iſle a ſeize lieues de longueur & quarante-cinq de circuit, ſans y comprendre les caps qui avancent quelques fois deux & trois lieues dans la mer. Elle eſt extrêmement hachée, & partout entrecoupée de monticules qui ont la forme d'un pain de ſucre. Trois montagnes dominent ſur ces petis ſommets. La plus élevée porte l'empreinte ineffaçable d'un ancien volcan. Les bois dont elle eſt couverte, y arrêtent ſans ceſſe les nuages, y entretiennent une humidité mal ſaine, qui acheve de la rendre affreuſe, inacceſſible, tandis que les deux autres ſont preſque entiérement cultivées. De ces montagnes, mais ſur-

tout de la premiere, ſortent les nombreuſes ſources dont l'iſle eſt arroſée. Leurs eaux qui coulent en foibles ruiſſeaux, ſe changent en torrens au moindre orage. Elles tirent leur qualité du terrain qu'elles traverſent, excellentes en quelques endroits, & ſi mauvaiſes en d'autres, qu'il faut leur ſubſtituer pour la boiſſon, celles qu'on ramaſſe dans les ſaiſons pluvieuſes.

Denambuc, qui avoit fait reconnoître la Martinique, partit en 1635 de Saint Chriſtophe pour y établir ſa nation. Ce ne fut pas d'Europe qu'il tira les rameaux d'une nouvelle population. Il prévoyoit que des hommes fatigués par une longue navigation, périroient la plupart en arrivant, ou par les intempéries d'un climat nouveau, ou par la miſere qui ſuit preſque toutes les émigrations. Cent hommes qui habitoient depuis long-temps dans ſon gouvernement de Saint Chriſtophe, braves, actifs, accoutumés au travail & à la fatigue; habiles à défricher la terre, à former des habitations; abondamment pourvus de plans de patates & de toutes les graines convenables, furent les ſeuls fondateurs de la nouvelle colonie.

Leur premier établiſſement ſe fit ſans trouble. Les naturels du pays intimidés

par les armes à feu, ou ſéduits par des proteſtations, abandonnerent aux François la partie de l'iſle qui regarde au couchant & au midi, pour ſe retirer dans l'autre. Cette tranquillité fut courte. Le Caraïbe voyant ſe multiplier de jour en jour ces étrangers ſi vifs, ſi entreprenans, ſentit qu'il ne pouvoit éviter ſa ruine, qu'en les exterminant eux-mêmes; & il aſſocia les ſauvages des iſles voiſines à ſa politique. Tous enſemble, ils fondirent ſur un mauvais fort, qu'à tout événement on avoit conſtruit; mais ils furent reçus avec tant de vigueur qu'ils ſe replierent, en laiſſant ſept ou huit cents de leurs meilleurs guerriers ſur la place. Cet échec les fit diſparoître pour long-temps; & ils ne revinrent qu'avec des préſens, & des diſcours pleins de repentir. On les accueillit amicalement; & la reconciliation fut ſcellée de quelques pots d'eau-de-vie qu'on leur fit boire.

Les travaux avoient été difficiles juſqu'à cette époque. La crainte d'être ſurpris obligeoit les colons de trois habitions à ſe réunir toutes les nuits dans celle du milieu qu'on tenoit toujours en état de défenſe. C'eſt-là qu'ils dormoient ſans inquiétude, ſous la garde de leurs chiens & d'une ſentinelle. Durant le

jour, aucun d'eux ne marchoit qu'avec son fusil, & deux pistolets à sa ceinture. Ces précautions cesserent, lorsque les deux nations se furent rapprochées ; mais celle dont on avoit imploré l'amitié & la bienveillance, abusa si fort de sa supériorité, pour étendre ses usurpations, qu'elle ne tarda pas à rallumer dans le cœur de l'autre une haine mal éteinte. Les sauvages dont le genre de vie exige un territoire vaste, se trouvant chaque jour plus resserrés, eurent recours à la ruse, pour affoiblir une ennemi contre lequel ils n'osoient plus employer la force. Ils se partageoient en petites bandes ; ils épioient les François qui fréquentoient les bois ; ils attendoient que le chasseur eût tiré son coup, & sans lui donner le temps de recharger, ils fondoient sur lui brusquement & l'assommoient. Une vingtaine d'hommes avoient disparu, avant qu'on eût su comment. Dès qu'on en fut instruit, on marcha contre les agresseurs ; on les battit ; on brûla leurs carbets, on massacra leurs femmes, leurs enfans, & ce qui avoit échappé à ce carnage, quitta la Martinique en 1658, pour n'y plus reparoître.

Les François devenus par cette re-

traite ſeuls poſſeſſeurs de l'iſle entiere, occuperent tranquillement les poſtes qui convenoient le mieux à leurs cultures. Ils formerent alors deux claſſes. La premiere étoit compoſée de ceux qui avoient payé leur paſſage en Amérique : on les appelloit habitans. Le gouvernement leur diſtribuoit des terres en toute propriété, ſous la charge d'une redevance annuelle. Ils étoient obligés de faire la garde chacun à leur tour, & de contribuer à proportion de leurs moyens aux dépenſes qu'exigeoient l'utilité, la ſûreté commune. A leurs ordres étoient une foule de libertins qu'ils avoient amenés d'Europe à leurs frais, ſous le nom d'*engagés*. C'étoit une eſpéce d'eſclavage qui duroit trois ans. Ce terme expiré, les engagés devenoient par le recouvrement de leur liberté, les égaux de ceux qu'ils avoient ſervis.

Les uns & les autres s'occuperent d'abord uniquement du tabac & du coton. On y joignit bientôt le rocou & l'indigo. La culture du ſucre ne commença que vers 1650. Benjamain Dacoſta, l'un de ces juifs qui puiſent leur induſtrie dans l'oppreſſion même où eſt tombée leur nation, après l'avoir exer-

cée, planta dix ans après des cacaotiers. Son exemple fut sans influence jusqu'en 1684, où le chocolat devint d'un usage assez commun dans la Métropole. Alors le cacao fut la ressource de la plupart des colons qui n'avoient pas de fonds suffisans pour entreprendre la culture du sucre. Une de ces calamités que les saisons apportent & versent tantôt sur les hommes & tantôt sur les plantes, fit périr en 1718 tous les cacaotiers. La désolation fut générale parmi les habitans de la Martinique. On leur présenta le cafier, comme une planche après le naufrage.

Le ministre de France avoit reçu des Hollandois en présent, deux pieds de cet arbre, qui étoient conservés avec soin dans le jardin royal des plantes. On en tira deux rejetons. Desclieux, chargé de les apporter à la Martinique, se trouva sur un vaisseau où l'eau devint rare. Il partagea avec ses arbustes le peu qu'il en recevoit pour sa boisson, & par ce généreux sacrifice, il parvint à sauver le précieux dépôt qui lui avoit été confié. Sa magnanimité fut récompensée. Le café se multiplia avec une rapidité, avec un succès extraordinaire; & ce vertueux citoyen jouit avec une douce

satisfaction du bonheur si rare d'avoir sauvé pour ainsi dire une colonie importante, & de l'avoir enrichie d'une nouvelle branche d'industrie.

Indépendamment de cette ressource, la Martinique avoit des avantages naturels qui sembloient devoir l'élever en peu de temps à une fortune considérable. De tous les établissement François, elle a la plus heureuse situation, par rapport aux vents qui regnent dans ces mers. Ses ports ont l'estimable commodité d'offrir un asyle sûr contre les ouragans qui désolent ces parages. Sa position l'ayant rendu le siege du gouvernement, elle a reçu plus de faveur, & joui d'une administration plus éclairée & moins infidelle. L'ennemi a constamment respecté la valeur de ses habitans, & l'a rarement provoquée, sans avoir lieu de s'en repentir. Sa paix intérieure n'a jamais été troublée, même lorsqu'en 1717, excitée par un mécontentement général, elle prit le parti peut-être audacieux, mais conduit avec mesure, de renvoyer en Europe un gouverneur & un intendant qui la faisoient gémir sous le despotisme de leur avidité. L'ordre, la tranquillité, l'union qu'ils surent maintenir en ce temps d'anarchie, prou-

verent plus d'aversion pour la tyrannie que d'éloignement pour l'autorité, & justifierent en quelque sorte aux yeux de la Métropole ce que cette démarche avoit d'irrégulier & de contraire aux principes reçus.

Malgré tant de moyens de prospérité, la Martinique, quoique plus avancée que les autres colonies Françoises, l'étoit cependant fort peu, à la fin du dernier siecle. En 1700, elle n'avoit en tout que 6597 blancs. Le nombre des sauvages, des mulâtres, des negres libres, hommes, femmes, enfans n'étoit que de 507. On ne comptoit que 14566 esclaves. Tous ces objets réunis ne formoient qu'une population de 21670 personnes. Les troupeaux se réduisoient à 3668 chevaux, mulets ou ânes, & à 9217 bêtes à corne. On cultivoit un grand nombre de pieds de cacao, de tabac; de coton, & on exploitoit neuf indigoteries, & cent quatre-vingt-trois foibles sucreries.

Lorsque les guerres longues & cruelles qui portoient la désolation sur tous les continens, sur toutes les mers du monde, furent assoupies, & que la France eut abandonné des projets de conquête, & des principes d'administration qui l'avoient long-temps égarée, la Martinique sortit de l'espece de lan-

gueur où tous ces maux l'avoient laissée. Bientôt ses prospérités furent éclatantes. Elle devint le marché général des établissemens nationaux du Vent. C'étoit dans ses ports que les isles voisines vendoient leurs productions. C'étoit dans ses ports qu'elles achetoient les marchandises de la Métropole. Les navigateurs François ne déposoient, ne formoient leurs cargaisons que dans ses ports. L'Europe ne connoissoit que la Martinique. Elle mérita d'occuper les spéculateurs, comme agricole, comme agente des autres colonies, comme commerçante avec l'Amérique Espagnole, & septentrionale.

Comme agricole, elle avoit en 1736, 447 sucreries ; 11953232 pieds de café ; 193870 pieds de cacao ; 2068480 pieds de coton ; 39400 pieds de tabac ; 6750 pieds de rocou. Ses vivres consistoient en 4806142 bananiers ; 34483000 fosses de manioc ; 247 carreaux de patates & d'ignames. Elle avoit une population de 72000 noirs de tout âge & de tout sexe. Leur travail avoit élevé sa culture au meilleur état où pouvoit la conduire la consommation que l'Europe faisoit alors des productions d'Amérique, & à une exportation annuelle de seize millions de livres tournois.

Les rapports que la Martinique avoit avec les autres isles lui valoient la commission & les frais de transports, parce qu'elle seule avoit les voitures. Ce gain pouvoit s'évaluer au dixieme de leurs productions, dont l'ensemble formoit une masse de vingt millions de livres. Ce fonds de dette rarement perçu, leur étoit laissé pour l'accroissement de leurs cultures. Il étoit augmenté par des avances en argent, en esclaves, en autres objets de besoin, qui rendant de plus en plus la Martinique créanciere des colonies, les tenoit toujours dans sa dépendance, sans que ce fût à leur préjudice. Elles s'enrichissoient toutes par son secours, & leur profit tournoit à son utilité.

Ses liaisons avec l'Isle Royale, avec le Canada, avec la Louysiane, lui procuroient le débouché de son sucre commun, de son café inférieur, de ses sirops & taffias que la France rejetoit. On lui donnoit en échange, de la morue, des légumes secs, du bois de sapin & quelques farines. Dans son commerce interlope aux côtes de l'Amérique Espagnole, tout composé de marchandises de fabrique nationale, elle gagnoit le prix du risque auquel le marchand François ne vouloit pas s'exposer. Ce trafic

moins utile que le premier dans ſon objet, étoit d'un bien plus grand rapport dans ſes effets. Il lui rendoit un bénéfice communément de quatre-vingt-dix pour cent, ſur une valeur de quatre millions de livres, qu'on portoit tous les ans à Caraque ou dans les colonies voiſines.

Tant d'opérations heureuſes avoient fait entrer dans la Martinique un argent immenſe. Dix-huit millions qui y circuloient habituellement avec une extrême rapidité, donnoient de la vie à tout. C'eſt peut-être le ſeul pays de la terre où l'on ait vu le numéraire en telle proportion, qu'il fut indifférent d'avoir des métaux ou des denrées.

L'étendue de ſes affaires attiroit annuellement dans ſes ports deux cents bâtiments de France, quatorze ou quinze expédiés par la Métropole pour la Guinée, ſoixante du Canada, dix ou douze de la Marguerite ou de la Trinité ; ſans compter les navires Anglois & Hollandois qui s'y gliſſoient en fraude. La navigation particuliere de l'iſle aux colonies ſeptentrionales, au continent Eſpagnol, aux iſles du Vent, occupoit cent trente bateaux de vingt à ſoixante-dix tonneaux, montés par ſix cents matelots Européens de toutes les nations, & par quinze cents

eſclaves

esclaves formés de longue main à la marine.

Dans les premiers temps, les navigateurs qui fréquentoient la Martinique abordoient dans les quartiers où se récoltoient les denrées. Cette pratique qui sembloit naturelle, étoit remplie de difficultés. Les vents du nord & du nord-est qui regnent sur une partie des côtes, y tiennent habituellement la mer dans une agitation violente. Les bonnes rades, quoique multipliées, y sont assez considérablement éloignées, soit entr'elles, soit de la plupart des habitations. Les chaloupes destinées à parcourir ces intervalles étoient souvent retenues dans l'inaction par le gros temps, ou réduites à ne prendre que la moitié de ce qu'elles pouvoient porter. Ces contrariétés retardoient le déchargement du vaisseau, & prolongeoient le temps de son chargement. Il résultoit de ces lenteurs un grand dépérissement des équipages, & une augmentation de dépenses pour le vendeur & pour l'acheteur.

Le commerce qui doit mettre au nombre de ses plus grands avantages, celui d'accélérer ses opérations, perdoit de son activité par un nouvel inconvénient : c'étoit la nécessité où se trouvoit le marchand, même dans les parages

les plus favorables, de vendre ses cargaisons par petites parties. Si quelque homme industrieux le déchargoit de ces détails, son entreprise devenoit chere pour les colons. Le bénéfice du marchand se mesure sur la quantité des marchandises qu'il vend. Plus il vend, plus il peut s'écarter du bénéfice qu'un autre qui vend moins est obligé de faire.

Un inconvénient plus considérable encore, c'est que certaines marchandises d'Europe surabondoient en quelques endroits, tandis qu'elles manquoient en d'autres. L'armateur étoit lui-même dans l'impossibilité d'assortir convenablement ses cargaisons. La plupart des quartiers ne lui offroient pas toutes les denrées, ni toutes les sortes de la même denrée. Ce vuide l'obligeoit de faire plusieurs esclaves, ou d'emporter trop ou trop peu de productions convenables au port où il devoit faire son retour.

Les vaisseaux eux-mêmes éprouvoient de grands embarras. Plusieurs avoient besoin de se carener; la plus grande partie exigeoit au moins quelque réparation. Ces secours manquoient dans les rades peu fréquentées, où les ouvriers ne s'établissoient point dans la crainte de n'y pas trouver assez d'occupation. Il

falloit donc aller se radouber dans cer-
tains ports, & revenir prendre son
chargement dans celui où on avoit fait
sa vente. Toutes ces courses emportoient
au moins trois ou quatre mois.

Ces inconvéniens & beaucoup d'au-
tres firent desirer à quelques habitans &
à tous les navigateurs, qu'il se formât un
entrepôt où les objets d'échange entre la
colonie & la Métropole, fussent réunis.
La nature paroissoit avoir préparé le
Fort Royal pour cette destination. Son
port étoit un des meilleurs des isles du
Vent, & sa sûreté si généralement con-
nue, que lorsqu'il étoit ouvert aux bâti-
mens Hollandois, la république ordon-
noit qu'ils s'y retirassent dans les mois de
uin, de juillet & d'août, pour se mettre
l'abri des ouragans si fréquens & si
urieux dans ces parages. Les terres du
amentin qui n'en sont éloignées que
'une lieue, étoient les plus fertiles,
s plus riches de la colonie. Les nom-
reuses rivieres qui arrosoient ce pays
cond, portoient des canots chargés
squ'à une certaine distance de leur em-
uchure. La protection des fortifica-
ons assuroit la jouissance paisible de tant
avantages. Mais ils étoient contreba-
ncés par un territoire marécageux &
al sain. D'ailleurs cette capitale de la

Martinique étoit l'asyle de la marine militaire qui de tout temps opprima la marine marchande. Ainsi le Fort Royal ne pouvant devenir le centre des affaires, elles se porterent à Saint Pierre.

Ce bourg, malgré les incendies qui l'ont réduits quatre fois en cendres, contient encore dix-sept cents quarante huit maisons, est situé sur la côte occidentale de l'isle dans une anse ou enfoncement à peu près circulaire. Une partie est bâtie le long de la mer sur le rivage même, on l'appelle le mouillage : c'est-là où sont les vaisseaux & les magasins. L'autre partie du bourg est bâtie sur une petite colline peu élevée : on l'appelle le fort, parce que c'est-là qu'est placée une petite fortification qui fut construite en 1665, pour réprimer les séditions des habitans contre la tyrannie du monopole, mais qui sert aujourd'hui à protéger la rade contre les ennemis étrangers. Ces deux parties du bourg sont séparées par un ruisseau ou par une riviere guéable.

Le mouillage est adossé à un côteau assez élevé, & coupé à pic. Enfermé, pour ainsi dire, par cette colline qui lui intercepte les vents de l'est, les plus constans & les plus salutaires dans ces contrées ; exposé sans aucun souffle rafraî-

chissant aux rayons du soleil qui lui sont réfléchis par le côteau, par la mer & par le sable noir du rivage, ce séjour est brûlant & toujours mal sain. D'ailleurs il n'a point de port, & les bâtimens qui ne peuvent tenir sur ses côtes durant l'hyvernage, sont forcés de se réfugier au fort Royal. Mais ces désavantages sont compensés par les facilités que présente la rade de Saint Pierre, soit pour le débarquement & l'embarquement des marchandises, soit par la liberté que donne sa position de partir par tous les vents, tous les jours, & à toutes les heures.

Ce bourg est le premier de l'isle qui fut bâti, peuplé & cultivé. C'est moins cependant à cette ancienneté qu'à ses commodités, qu'il doit l'avantage d'être devenu le point de communication entre la colonie & la Métropole. Saint Pierre reçut d'abord les denrées de certains cantons dont les habitans situés sur des côtes orageuses & constamment impraticables, ne pouvoient faire commodément leurs achats & leurs ventes sans se déplacer. Les agens de ces colons n'étoient dans les premiers temps que des maîtres de bateau, qui s'étant fait connoître par leur navigation continuelle autour de l'isle, furent détermi-

nés par l'appât du gain à prendre une demeure fixe. La bonne foi seule étoit l'ame de ces liaisons. La plupart de ces commissionnaires ne savoient pas lire. Aucun d'eux n'avoit ni livres ni registres. Ils tenoient dans un coffre un sac pour chaque habitant dont ils géroient les affaires. Ils y mettoient le produit des ventes ; ils en tiroient l'argent nécessaire pour les achats. Quand le sac étoit épuisé, le commissionnaire ne fournissoit plus ; & le compte se trouvoit rendu. Cette confiance qui doit paroître une fable dans nos mœurs & nos jours de fraude & de corruption, étoit encore en usage au commencement du siècle. Il existe des hommes qui ont pratiqué ce commerce, où la fidélité n'avoit pour garant que son utilité même.

Ces hommes simples furent remplacés successivement par des gens plus éclairés qui arrivoient d'Europe. On en avoit vu passer quelques-uns dans la colonie, lorsqu'elle étoit sortie des mains des compagnies exclusives. Leur nombre s'accrut à mesure que les denrées se multiplioient ; & ils contribuerent eux-mêmes beaucoup à étendre la culture par les avances qu'ils firent à l'habitant dont les travaux avoient langui jusqu'alors faute de moyens. Cette con-

duite les rendit les agens nécessaires de leurs débiteurs dans la colonie, comme ils l'étoient déja de leurs commettans de la Métropole. Le colon même qui ne leur devoit rien, tomba, pour ainsi dire, dans leur dépendance, par le besoin qu'il pouvoit avoir de leur secours. Que le temps de la récolte soit retardé; que le feu prenne à une piece de cannes; qu'un moulin soit démonté; que des édifices croulent; que la mortalité se mette dans les bestiaux ou parmi les esclaves; que les sécheresses ou les pluies ruinent tout: où trouver les moyens de soutenir l'habitation pendant ces ravages, & de remédier à la perte qu'ils causent? Ces moyens sont en vingt mains différentes. Qu'une seule refuse du secours. Le cahos, loin de se débrouiller, augmente. Ces considérations déterminerent ceux qui n'avoient pas encore demandé du crédit, à confier leurs intérêts aux commissionnaires de Saint Pierre, pour être, en cas de malheur, assurés d'une ressource.

Le petit nombre d'habitans riches qui sembloient par leur fortune être à l'abri de ces besoins, furent comme forcés de s'adresser à ce comptoir. Les capitaines marchands trouvant un port, où sans sortir de leurs magasins & même de leurs

vaisseaux, ils pouvoient terminer avantageusement leurs affaires, déserterent le Fort Royal, la Trinité, tous les autres lieux, où le prix des productions leur étoit presqu'arbitrairement imposé, où les paiemens étoient incertains & lents. Par cette révolution, les colons fixés dans leurs atteliers qui exige une présence continuelle & des soins journaliers, ne pouvoient plus suivre leurs denrées. Ils furent donc obligés de les confier à des hommes intelligens, qui s'étant établis dans le seul port fréquenté, se trouvoient à portée de saisir les occasions les plus favorables pour vendre & pour acheter ; avantage inappréciable dans un pays où le commerce éprouve des vicissitudes continuelles. La Guadeloupe, la Grenade suivirent l'exemple de la Martinique. Les mêmes besoins les y déterminerent.

La guerre de 1744 arrêta le cours de ces prospérités. Ce n'est pas que la Martinique se manquât à elle-même. Sa marine continuellement exercée, accoutumée aux actions de vigueur qu'exigeoit le maintien d'un commerce interlope, se trouva toute formée pour les combats. En moins de six mois, quarante corsaires armés à Saint Pierre se répandirent dans les parages des Antilles. Ils firent des

exploits dignes des anciens flibuſtiers. Chaque jour, on les voyoit rentrer en triomphe, chargés d'un butin immenſe. Cependant au milieu de ces avantages, la colonie vit ſa navigation, ſoit au Canada, ſoit aux côtes Eſpagnoles, entiérement interrompue, & ſon propre cabotage journellement inquiété. Le peu de vaiſſeaux qui arrivoient de France, pour ſe dédommager des pertes qu'ils riſquoient, vendoient fort cher, achetoient à bas prix. Ainſi les productions tomberent dans l'aviliſſement. Les terres furent mal cultivées. On négligea l'entretien des atteliers. Les eſclaves périſſoient faute de nourriture. Tout languiſſoit, tout s'écrouloit. Enfin la paix ramena, avec la liberté du commerce, l'eſpoir de recouvrer l'ancienne proſpérité. Les événemens tromperent les efforts qu'on fit pour y remonter.

Il n'y avoit pas deux ans que les hoſtilités avoient ceſſé, lorſque la colonie perdit le commerce frauduleux qu'elle faiſoit avec les Américains Eſpagnols. Cette révolution ne fut point l'effet de la vigilance des gardes-côtes. Comme on a toujours plus d'intérêt à les braver qu'eux à ſe défendre, on mépriſe des gens foiblement payés pour protéger des droits ou des prohibitions ſouvent injuſ-

tes. Ce fut la substitution des vaisseaux de registre anx flottes, qui mit des bornes très-étroites aux entreprises des interlopes. Dans le nouveau systême, le nombre des bâtimens étoit indéterminé, & le temps de leur arrivée incertain ; ce qui jeta dans le prix des marchandises une variation qui n'y avoit pas été. Dès-lors, le contrebandier qui n'étoit engagé dans son opération que par la certitude d'un gain fixe & constant, cessa de suivre une carriere qui ne lui assuroit plus le dédommagement du risque où il s'exposoit.

Mais cette perte fut moins sensible pour la colonie, que les traverses qui lui vinrent de sa Métropole. Une administration peu éclairée embarrassa de tant de formalités, la liaison réciproque & nécessaire des isles avec l'Amérique septentrionale, que la Martinique n'envoyoit plus en 1755 que quatre bateaux au Canada. La direction des colonies tombée par l'impéritie de quelques ministres, dans les bureaux subalternes aux mains de commis avides & sans talent, fut promptement dégradée, avilie & prostituée à la vénalité.

Cependant le commerce de France ne s'appercevoit pas de la décadence de la Martinique. Il trouvoit à la rade de

Saint Pierre des négocians qui lui achetoient bien ſes cargaiſons, qui lui renvoyoient avec célérité ſes vaiſſeaux richement chargés; & il ne s'informoit pas, ſi c'étoit cette colonie ou les autres qui conſommoient & qui produiſoient. Les negres même qu'il y portoit étoient vendus à un fort bon prix; mais il y en reſtoit peu. La plus grande partie paſſoit à la Grenade, à la Guadeloupe, même aux iſles neutres, qui malgré la liberté illimitée dont elles jouiſſoient, préféroient les eſclaves de traite Françoiſe à ceux que les Anglois leur offroient à des conditions en apparence plus favorables. On s'étoit convaincu par une aſſez longue expérience que les negres choiſis qui coûtoient le plus cher, enrichiſſoient les terres, tandis que les cultures dépériſſoient dans les mains des negrés achetés à bas prix. Mais ces profits de la Métropole étoient étrangers & preſque nuiſibles à la Martinique.

Elle n'avoit pas encore réparé ſes pertes durant la paix, ni comblé le vuide des dettes qu'une ſuite de calamités l'avoit forcée à contracter, lorſque la plus grande de toutes, la guerre, ralluma ſes flambeaux en 1755. Ce fut pour la France une chaîne de malheurs, qui d'échec en échec, de perte en perte fit

tomber la Martinique sous le joug des Anglois. Elle fut restituée au mois de juillet 1763, seize mois après avoir été conquise; mais on la rendit dépouillée de tous les moyens accessoires de prospérité qui lui avoient donné tant d'éclat. Depuis quelques années, elle avoit perdu sans retour son commerce interlope aux côtes Espagnoles. La cession du Canada lui ôtoit tout espoir de rouvrir une communication qui n'avoit langui que par des erreurs passageres. Elle ne pouvoit plus voir arriver dans ses ports les productions de la Grenade, de Saint Vincent, de la Dominique qui étoient devenues des possessions Britanniques. Un nouvel arrangement de la Métropole qui lui interdisoit toute liaison avec la Guadeloupe, ne lui permettoit plus d'en rien espérer.

La colonie toute nue, pour ainsi dire, & réduite à elle-même, réunit cependant, d'après le dernier dénombrement qui est du 25 juillet 1767, dans l'étendue de vingt-huit paroisses 12450 blancs de tout âge & de tout sexe; 1814 noirs ou mulâtres libres; 70553 esclaves; 443 negres marons ou fugitifs; 84817 têtes forment toute la population de l'isle. Le nombre des naissances fut en 1766 dans la proportion d'un à trente parmi les blancs, d'un à

vingt-cinq parmi les noirs. De cette observation, si elle étoit constante, il résulteroit que le climat de l'Amérique est beaucoup plus favorable à la propagation des Africains que des Européens; puisque ceux-là peuplent encore plus dans les travaux & les miseres de l'esclavage, que ceux-ci dans l'aisance & la liberté. Dès-lors on doit prévoir que la multiplication des noirs en Amérique y étouffera tôt ou tard celle des blancs, & vengera peut-être enfin la race des victimes sur la génération des oppresseurs.

Les troupeaux de la colonie sont composés de 3776 chevaux; de 4214 mulets; de 293 bourriques; de 12376 bêtes à corne; de 975 cochons; de 13544 moutons ou cabrits.

Elle a pour ses vivres 17930596 fosses de manioc; 3509048 bananiers, 406 Carreaux & demi de patates.

11444 carreaux de terre plantés en cannes; 6638757 pieds de café; 871043 pieds de cacao; 1764807 pieds de coton; 59966 pieds de cassier; 61 pieds de rocou, forment ses cultures.

Ses prairies ou savanes occupent 10972 carreaux de terre; il y en a 11966 en bois; & 8448 d'incultes ou d'abandonnés.

Le nombre des plantations où on cueille le café, le coton, le cacao, d'au-

tres objets moins importans, est de 1515. Il n'y en a que 286, où l'on fasse du sucre. Elles occupent 116 moulins à eau; 12 à vent, & 184 à bœufs. Avant l'ouragan du 13 août 1766, on comptoit 302 petites habitations & 15 sucreries de plus.

Les produits réunis de la colonie se réduisent à vingt-quatre millions pesant de sucre terré, à quatre millions de sucre brut, à trente mille quintaux de café, à six mille quintaux de coton, à quatre cents quintaux de cacao. Ceux qui ne trouveront pas ce revenu proportionné au nombre d'esclaves employés pour l'obtenir, doivent considérer que le succès d'une culture quelconque ne dépend pas seulement de la quantité des bras qu'on y consacre, mais encore de beaucoup d'autres moyens d'exploitation dont le calcul est plus compliqué. L'étranger enleve en fraude environ un douzieme des denrées de l'isle. Le reste passe à la Métropole. Pour cette extraction, le commerce de France expédia en 1766 cent quarante-trois bâtiments, dont dix-sept firent voile vers Saint Domingue & la Guadeloupe, après avoir vendu une partie de leur cargaison. Cent & un de ces navires aborderent au bourg Saint Pierre, trente-cinq au Fort Royal, cinq

à la Trinité, & deux au cap François.

Tous ceux qui par instinct ou par devoir s'occupent des intérêts de la patrie, ne voient point sans douleur une aussi belle colonie que la Martinique dans cet état de dépérissement. On sait, il est vrai, que le centre de cette isle, rempli de rochers affreux, n'est point propre à la culture du sucre, du café, du coton; qu'une trop grande humidité y nuiroit à ces productions; & que si elles y réussissoient, les frais de transport, au travers des montagnes & des précipices, rendroient inutile le succès de ces récoltes. Mais on pourroit former dans ce grand espace d'excellentes prairies; & le sol n'attend que la faveur du gouvernement pour fournir aux habitants ce genre de fécondité réproductive des bestiaux, si nécessaires à la culture & à la subsistance. L'isle a d'autres quartiers d'une nature ingrate. Les uns sont alternativement en proie à la sécheresse ou à la pluie. Il en est des marécageux, presqu'entiérement noyés par la mer; d'autres où il ne croît que de ces plantes aquatiques connues sous le nom général de mangles, mais de plusieurs especes qui ne se ressemblent pas. Ailleurs le terrain est si pierreux, qu'il se refuse à tous les travaux, ou si

fort épuisé par le défaut d'engrais, qu'il ne mérite pas d'être remis en valeur. Cependant les connoisseurs les plus modérés dans leurs calculs s'accordent tous à dire, que les terres susceptibles d'exploitations, mises dans toute leur valeur possible, produiroient un revenu de dix-huit millions. La situation actuelle de la Martinique éloigne prodigieusement de si douces espérances.

Les propriétaires des terres y peuvent être divisés en quatre classes. La premiere possede cent grandes sucreries exploitées par douze mille noirs. La seconde, cent cinquante exploitées par neuf mille noirs. La troisiéme, trente-six exploitées par neuf mille noirs. La quatriéme, livrée à la culture du café, du coton, du cacao, du manioc, peut occuper douze mille noirs. Ce que la colonie contient de plus en esclaves des deux sexes, est employé pour le service domestique, pour la pêche, ou pour la navigation.

La premiere classe est toute composée de gens riches. Leur culture est poussée aussi loin qu'elle puisse aller; & leurs facultés la maintiendront sans peine dans l'état florissant où ils l'ont portée. Les dépenses même qu'ils sont obligés de faire pour la reproduction, sont moins

considérables que celles du colon moins opulent, parce que les esclaves qui naissent sur leurs habitations, doivent remplacer ceux que le temps & les travaux détruisent.

La seconde classe qu'on peut appeller celle des gens aisés, n'a que la moitié des cultivateurs dont elle auroit besoin, pour atteindre à la fortune des riches propriétaires. Eussent-ils les moyens d'acheter les esclaves qui leur manquent, ils en seroient détournés par une funeste expérience. Rien de si mal entendu que de placer un grand nombre de negres à la fois sur une habitation. Les maladies que le changement de climat & de nourriture occasionne à ces malheureux, la peine de les former à un travail dont ils n'ont ni l'habitude, ni le goût, ne peuvent que rebuter un colon par les soins fatigants & multipliés que demanderoit cette éducation des hommes pour la culture des terres. Le propriétaire le plus actif est celui qui peut augmenter son attelier d'un sixiéme d'esclaves tous les ans. Ainsi la seconde classe pourroit acquérir quinze cents esclaves par an, si le produit net de sa culture le lui permettoit; mais elle ne doit pas compter sur des crédits. Les négocians de la Métropole ne paroissent pas disposés à lui

en accorder, & ceux qui faisoient travailler leurs fonds dans la colonie, ne les y ont pas vu plutôt oisifs ou hasardés, qu'ils les ont portés en Europe ou à Saint Domingue.

La troisieme classe qui est à peu près indigente, ne peut sortir de sa situation par aucun moyen pris dans l'ordre naturel du commerce. C'est beaucoup qu'elle puisse subsister par elle-même. Il n'y a que la main bienfaisante du gouvernement, qui puisse lui donner une vie utile pour l'état, en lui prêtant sans intérêt l'argent nécessaire pour monter convenablement ses habitations. La recrue des noirs peut s'y éloigner sans inconvénient des proportions que nous avons fixées pour la seconde classe, parce que chaque colon ayant moins d'esclaves à veiller, sera en état de s'occuper davantage de ceux dont il fera l'acquisition.

La quatrieme classe, livrée à des cultures moins importantes que les sucreries, n'a pas besoin de secours aussi puissans pour recouvrer l'état d'aisance d'où la guerre, les ouragans, & d'autres malheurs l'ont fait décheoir à ces deux dernieres classes. Il suffiroit à ces deux dernieres classes d'acquérir chaque année quinze cents esclaves, pour monter au

niveau de la prospérité que la nature permet à leur industrie.

Ainsi, la Martinique pourroit espérer de ranimer ses cultures languissantes, & de recouvrer le premier éclat de son industrie, si elle recevoit tous les ans trois mille negres. Mais elle est hors d'état de payer ces recrues, & les raisons de son impuissance sont connues. On sait qu'elle doit à la Métropole comme dettes de commerce, environ un million. Une suite d'infortunes l'a réduite à emprunter plus de quatre millions aux négociants établis dans le bourg de Saint Pierre. Les engagemens qu'elle a contractés à l'occasion des partages de famille, ceux qu'elle a pris pour l'acquisition d'un grand nombre d'habitations, l'ont rendue insolvable. Cette situation désespérée ne lui permet, ni les moyens d'un prompt rétablissement, ni l'ambition de remplir toute la carriere de fortune qui lui étoit ouverte.

Encore est-elle exposée à l'invasion. Mais quoique cent endroits de ses côtes offrent à l'ennemi les facilités d'une descente, il ne l'y fera pas. Elle lui deviendroit inutile, par l'impossibilité de transporter à travers un pays extrêmement haché, son artillerie, & ses munitions

au Fort Royal qui fait toute la défense de la colonie. C'est vers ce parage seul qu'il tournera ses voiles.

Au devant de ce chef-lieu, est un port célèbre situé sur la partie latérale d'une large baie, dans laquelle on ne s'enfonce qu'en courant des bordées, qui doivent décider du sort de tout vaisseau forcé d'éviter le combat. S'il a le désavantage d'être dégréé, de n'être qu'un mauvais boulinier, d'essuyer quelque accident de la variation de rafales, des courans & des raz de marée, il tombera dans les mains d'un assaillant qui saura louvoyer plus heureusement. La forteresse même peut devenir le témoin inutile & honteux de la défaite d'une escadre, comme elle l'a été cent fois de la prise des navires marchands.

L'intérieur du port doit être détérioré, depuis que pour opposer une digue aux Anglois dans la derniere guerre, on y a fait couler des carcasses de plusieurs vaisseaux. Ces bâtimens ont dû former un point de résistance autour duquel il s'est amassé des bancs de sable. Ces digues naturelles subsisteront, quand même on pourroit relever ces vaisseaux, soit en entier, soit par pieces. Il faudroit employer les efforts coûteux de plusieurs curemoles, pour rendre ce port aussi bon

qu'il l'étoit. Ce travail doit devenir encore plus considérable, si le canal qu'on a creusé depuis peu pour la salubrité de l'air & pour la facilité des communications, porte, comme on le soupçonne, de l'envasement par son embouchure. Cependant, malgré ces inconvéniens, ce port, quoique d'une étendue médiocre, est de la plus grande importance, parce que les vaisseaux de tous les rangs y peuvent hyverner.

C'est à son voisinage que l'assaillant fera toujours son débarquement, sans qu'il soit possible de l'en empêcher, quelques précautions que l'on prenne. La guerre de campagne qu'on pourroit lui opposer ne seroit pas longue; & l'on seroit bientôt réduit à s'ensevelir dans des fortifications.

Autrefois elles se réduisoient à celles du Fort Royal, où l'ignorance avoit fait enfouir sous une chaîne de montagnes des millions sans nombre. Tout l'art des plus habiles ingénieurs n'a pu donner aucune force de résistance à des ouvrages construits au hasard par l'incapacité même, sans aucun plan suivi. Il a fallu se borner à creuser dans le roc, qui se prête aisément à tout ce qu'on en veut faire, des souterrains aérés, sains, propres à mettre en sûreté les munitions de guerre & de

bouche, les malades, les ſoldats, ceux des habitans à qui l'attachement pour la Métropole, inſpireroit le courage de défendre la colonie. On a penſé que des hommes qui après avoir bravé les périls ſur un rempart trouveroient un repos aſſuré dans ces ſouterrains, y oublieroient aiſément leurs peines, & ſe préſenteroient avec une nouvelle vigueur aux aſſauts de l'ennemi. Cette idée eſt heureuſe & ſage. Elle appartient, ſi ce n'eſt pas à un gouvernement patriotique, du moins à quelque miniſtre éclairé par un eſprit d'humanité.

Mais la bravoure qu'elle doit exciter ne ſuffiſoit pas pour conſerver une place qui eſt dominée de tous les côtés. On a donc cru qu'il falloit chercher une poſition plus avantageuſe, & on l'a trouvée dans le morne Garnier, plus haut de trente-cinq à cent quarante pieds que les points les plus élevés du Patate, du Tartanſon & du Cartouche, qui nous plongent ſur le Fort Royal.

Avec cet avantage décisif, le morne Garnier a beaucoup d'autres moyens de défenſe. Les ravins dont il eſt environné ſon autant de foſſés devant leſquels une poignée d'hommes peut arrêter l'ennemi durant pluſieurs jours, avant de rentrer dans les fortifications. Il eſt facile d'eſ-

carper trois de ces côtés de façon à les rendre inaccessibles, ce qui réduiroit l'assiégeant à ne faire ses attaques que sur des lignes d'un front très-étroit. Enfin il est aisé d'établir une communication assurée entre ce morne & le Fort Royal.

Ces considérations ont fait ordonner la construction d'une citadelle sur le morne Garnier. Le chemin couvert en est achevé. Plusieurs autres ouvrages sont assez avancés, pour qu'on puisse espérer qu'ils seront finis & perfectionnés en deux ou trois ans de temps. Lorsque la place sera patvenue à l'état de défense où on est résolu de la porter, elle aura coûté environ sept millions de livres.

Une dépense si considérable a paru déplacée à ceux qui croient que c'est à la marine seule de protéger les colonies. Dans l'impuissance où l'on étoit, disent-ils, d'élever en même temps des fortifications & de construire des vaisseaux, il falloit préférer les moyens de premiere nécessité à des ressources qui ne sont que du second ordre. S'il est sur-tout dans le caractere de l'impétuosité Françoise d'attaquer plutôt que de se défendre, c'est à elle de détruire des forteresses, & non d'en construire; ou plutôt

il ne lui convient d'élever que de ces remparts aîlés & mobiles qui vont porter la guerre au lieu de l'attendre. Toute puiſſance qui aſpire au commerce, aux colonies, doit avoir des vaiſſeaux qui enfantent des hommes, des richeſſes, qni augmentent la population & la circulation; tandis que des baſtions & des ſoldats ne ſervent qu'à conſumer des forces & des vivres. En préſumant que ces réflexions n'auroient pas échappé à la cour de Verſailles, il faut lui ſuppoſer des motifs ſecrets pour ne les avoir pas ſuivis. Ce qu'elle peut ſe promettre de la dépenſe qu'elle a faite à la Martinique, c'eſt que ſi cette iſle eſt attaquée par le ſeul ennemi qui ſoit à craindre, on aura le temps de la ſecourir. Le génie Anglois va lentement dans les ſiéges. Il marche toujours en regle. Rien ne le détourne d'achever les ouvrages d'où dépend la ſûreté des aſſaillans. La vie du ſoldat lui eſt plus précieuſe que le temps. Peut-être cette maxime ſi ſenſée en elle-même, n'eſt-elle pas bien appliquée dans le climat dévorant de l'Amérique; mais c'eſt la maxime d'un peuple chez lequel le ſoldat eſt un homme au ſervice de l'état, & non pas un mercenaire aux gages du prince. Quoi qu'il en ſoit du
ſort

sort à venir de la Martinique, il est temps de connoître le sort actuel de la Guadeloupe.

Cette isle, dont la forme est fort irréguliere, peut avoir quatre-vingts lieues de tour. Elle est coupée en deux par un petit bras de mer qui n'a pas plus de deux lieues de long sur une de largeur de quinze à quarante toises. Ce canal connu sous le nom de riviere salée, est navigable, mais ne peut porter que des barques de cinquante tonneaux.

La partie de l'isle qui donne son nom à la colonie entiere, est hérissée dans son centre de rochers affreux, où il regne un froid continuel qui n'y laisse croître que des fougeres & quelques arbustes inutiles couverts de mousse. Au sommet de ces rochers, s'éleve à perte de vue, dans la moyenne région de l'air, une montagne appellée la Soulphriere. Elle exhale par une ouverture, une épaisse & noire fumée, entremêlée d'étincelles visibles pendant la nuit. De toutes ces hauteurs coulent des sources innombrables qui vont porter la fertilité dans les plaines qu'elles arrosent, & tempérer l'air brûlant du climat par la fraîcheur d'une boisson si renommée, que les Galions qui reconnoissoient autrefois les isles du Vent, avoient ordre de

renouveller leurs proviſions, de cett
eau pure & ſalubre. Telle eſt la por
tion de l'iſle nommée par excellenc
la Guadeloupe. Celle qu'on appelle com-
munément la Grande Terre, n'a pas ét
ſi bien traitée par la nature. Elle eſt à l
vérité, moins hachée & plus unie
mais les fontaines & les rivieres lui man
quent. Son ſol n'eſt pas auſſi fertile, n
ſon climat auſſi ſain & auſſi agréable

Aucune nation Européenne n'avoi
occupé cette iſle, lorſque cinq cents cin
quante François conduits par deux gen
tilshommes nommés Lolive & Duple
ſis y arriverent de Diepe le 28 jui
1635. La prudence n'avoit pas dirig
leurs préparatifs. Leurs vivres avoien
été ſi mal choiſis, qu'ils s'étoient cor
rompus dans la traverſée; & on en avoi
embarqué ſi peu, qu'il n'en reſta plu
au bout de deux mois. La Métropol
n'en envoyoit pas; Saint Chriſtophe e
refuſa, ſoit par diſette, ſoit par faute d
volonté; & les premiers travaux d
culture qu'on avoit faits dans le pays
ne pouvoient encore rien donner. Il n
reſtoit de reſſource à la colonie que dan
les ſauvages; mais le ſuperflu d'un peu
ple, qui cultivant peu, n'avoit jamai
formé de magaſins, ne pouvoit pas êtr
conſidérable. On ne voulut pas ſe con

tenter de ce qu'ils apportoient volontairement eux-mêmes. La réſolution fut priſe de les dépouiller ; & les hoſtilités commencerent le 6 janvier 1636.

Les Caraïbes ne ſe croyant pas en état de réſiſter ouvertement à un ennemi qui tiroit tant d'avantage de la ſupériorité de ſes armes, détruiſirent leurs vivres, leurs habitations, & ſe retirerent dans la grande terre ou dans les iſles voiſines. C'eſt de-là que les plus furieux repaſſant dans l'iſle d'où on les avoit chaſſés, alloient s'y cacher dans l'épaiſſeur des forêts. Le jour, ils perçoient de leurs fleches empoiſonnées, ils aſſommoient à coups de maſſue tous les François qui ſe diſperſoient pour la chaſſe ou pour la pêche. La nuit, ils brûloient les caſes, & ravageoient les plantations de leurs injuſtes raviſſeurs.

Une famine horrible fut la ſuite de ce genre de guerre. Les colons en vinrent juſqu'à brouter l'herbe, à manger leurs propres excrémens, à déterrer les cadavres pour s'en nourrir. Pluſieurs qui avoient été eſclaves à Alger, déteſterent la main qui avoit briſé leurs fers ; tous maudiſſoient chaque jour, celui de leur naiſſance. C'eſt ainſi qu'ils expierent le crime de leur invaſion, juſqu'à ce que

le gouvernement d'Aubert eut amené la paix avec les Sauvages à la fin de 1640. Quand on pense à l'injustice des cruelles hostilités que les Européens ont commises dans toute l'Amérique, on est tenté de se réjouir de leurs désastres & de tous les fléaux qui suivirent les pas de ces féroces oppresseurs. L'humanité brisant alors tous les liens du sang & de la patrie qui nous attachent aux habitans de notre hémisphere, change de nœuds, & va contracter au-delà des mers une parenté avec les sauvages Indiens. Ils deviennent nos freres & nos amis par le malheur même. On les plaint. On voudroit les secourir. La pitié se révolte contre leurs exterminateurs, & l'équité n'attend rien de la tyrannie d'un gouvernement qui s'applaudit du succès des brigandages qu'il autorise ou qu'il commande.

Cependant le souvenir des maux qu'on avoit éprouvés dans une isle envahie, excita puissamment aux cultures de premiere nécessité, qui amenerent ensuite celles du luxe de la Métropole. Le petit nombre d'habitans échappés aux horreurs qu'ils avoient méritées, fut bientôt grossi par quelques colons de Saint Christophe mécontens de leur situation ; par des Européens avides de nouveautés ;

par des matelots dégoûtés de la navigation ; par des capitaines même de navire qui venoient par prudence confier au sein d'une terre prodigue, un fond de richesse sauvé des caprices de l'Océan. Mais la prospérité de la Guadeloupe fut arrêtée, ou traversée par les obstacles qui naissoient de sa situation.

La facilité qu'avoient les pirates des isles voisines de lui enlever ses bestiaux, ses esclaves, ses récoltes même, la réduisit plus d'une fois à des extrêmités ruineuses. Des troubles intérieurs qui prenoient leur source dans des jalousies d'autorité, mirent souvent ses cultivateurs aux mains. Les aventuriers qui passoient aux isles du vent, dédaignant une terre plus favorable à la culture qu'aux armemens, se laisserent attirer à la Martinique par le nombre & la commodité de ses rades. La protection de ces intrépides corsaires amena dans cette isle tous les négocians qui se flatterent d'y acheter à vil prix les dépouilles de l'ennemi, & tous les cultivateurs qui crurent pouvoir s'y livrer sans inquiétude à des travaux paisibles & florissans.

Cette prompte population devoit introduire le gouvernement civil & militaire des Antilles à la Martinique. Dès

lors, le ministere de la Métropole s'en occupa plus sérieusement que des autres colonies qui n'étoient pas autant sous sa direction, & n'entendant parler que de cette isle, y versa le plus d'encouragemens.

Cette préférence fit que la Guadeloupe n'avoit en 1700 pour toute population que 3825 blancs; 325 sauvages, negres ou mulâtres libres; 6725 esclaves, dont un grand nombre étoit Caraïbes. Ses cultures se réduisoient à 60 petites sucreries; 66 indigoteries; un peu de cacao & beaucoup de coton. Elle possédoit 1620 bêtes à poil, & 3699 bêtes à corne. C'étoit le fruit de soixante ans de travaux. Mais autant ses premiers essais furent lents & bornés, autant ses progrès furent rapides & multipliés dans la suite.

A la fin de 1755, la colonie se trouva peuplée de 9643 blancs, & de 41140 esclaves de tout âge & de tout sexe. 334 sucreries, 15 quarrés d'indigo; 46840 pieds de cacao; 11700 pieds de tabac; 2, 257, 725 pieds de café; 12, 748, 447 pieds de coton, formoient la masse de ses productions vénales. Pour ses vivres elle cultivoit 29 quarrés de ris ou de mays, & 1219 de patates & d'ignames; 2028520 bananiers; 32,

577, 950 fosses de manioc. Ces détails sont la partie de l'histoire du nouveau monde la plus essentielle pour l'Europe. Caton le censeur les eût écrits. Charlemagne les auroit lus avec avidité. Qui peut rougir de s'y arrêter? Osons-en poursuivre le cours. Les troupeaux de la Guadeloupe consistoient en 4946 chevaux ; 2924 mulets; 125 bourriques; 13716 bêtes à corne; 11162 moutons ou chevres ; 2444 cochons. Telle étoit la Guadeloupe, lorsqu'au mois d'avril 1759, elle fut conquise par les Anglois.

La France s'affligea de cette perte; mais la colonie eut des raisons de se consoler de sa disgrace. Durant un siege de trois mois, elle avoit vu détruire ses plantations, brûler ses bâtimens qui servoient à ses fabriques, enlever une partie de ses esclaves. Si l'ennemi avoit été obligé de se retirer après tous ces dégâts, l'isle restoit sans ressource. Privée du secours de la Métropole, qui n'avoit pas la force d'aller à son secours; & faute de denrées à livrer, ne pouvant rien espérer des Hollandois que la neutralité amenoit sur ses rades, elle n'auroit pas eu de quoi subsister jusqu'au temps des réproductions de la culture.

Les conquérans la délivrerent de cette inquiétude. A la vérité les Anglois ne

ſont pas marchands dans leurs colonies. Les propriétaires des terres qui pour la plupart réſident en Europe, envoient à leurs repréſentans ce qui leur eſt néceſſaire, & retirent par le retour de leur vaiſſeau la récolte entiere de leurs fonds. Un commiſſionnaire établi dans quelque port de la Grande-Bretagne, eſt chargé de fournir l'habitation & d'en recevoir les produits. Cette méthode ne pouvoit être pratiquée à la Guadeloupe. Il fallut que le vainqueur adoptât à cet égard l'uſage des vaincus. Les Anglois prévenus des avantages que la France retiroit de ſon commerce avec les colonies, ſe hâterent d'expédier comme elle des vaiſſeaux à l'iſle conquiſe, & multiplierent tellement leurs expéditions que la concurrence excédant de beaucoup la conſommation fit tomber à vil prix toutes les marchandiſes d'Europe. Le colon en eut preſque pour rien, & par une ſuite de cette ſurabondance, obtint de longs délais pour le paiement.

A ce crédit de néceſſité, ſe joignit bientôt un crédit de ſpéculation, qui mit la colonie en état de remplir ſes engagemens. Une grande quantité de negres y furent tranſportés, pour y accélérer & multiplier la valeur des cul-

tures. On a dit dans cent mémoires qui se sont copiés les uns des autres, que les Anglois en avoient fourni trente mille à la Guadeloupe, durant les quatre ans & trois mois qu'ils en étoient restés les maîtres. Les registres des douanes dont il est difficile de contester l'autorité, puisqu'il n'y avoit aucune raison de fraude, attestent qu'il faut réduire ce nombre à 18721. C'en étoit assez pour donner à la nation l'espérance la mieux fondée de retirer de grands profits de sa nouvelle conquête. Mais son ambition fut bien trompée; & la colonie avec ses dépendances fut restituée à son ancien possesseur au mois de juillet 1763.

On doit entendre par dépendances de la Guadeloupe, plusieurs petites isles qui, comprises dans le district de son gouvernement, étoient tombées avec elle sous le joug des Anglois. Telle est la Désirade, que la mer semble en avoir détachée, & qu'elle en sépare par un canal assez étroit. C'est une espece de rocher où l'on ne peut cultiver que du coton. On ignore en quel temps précisément elle a commencé à être habitée. On sait seulement que ce petit établissement est assez moderne.

Les Saintes éloignées de trois lieues de la Guadeloupe sont deux très-petites

isles, qui avec un islot forment un triangle, est un assez bon port. Trente François qu'on y avoit envoyés en 1648 furent bientôt forcés de les évacuer, par une sécheresse extraordinaire qui tarit la seule fontaine où l'on puisoit de l'eau, avant qu'on eût eu le temps de faire des citernes. On y retourna en 1652, & l'on y établit des cultures durables qui produisent aujourd'hui cinquante milliers de café, & quatre-vingt-dix milliers de coton.

C'est peu de chose, & c'est encore plus que ne fournit Saint Barthelemi, que cinquante François occuperent en 1648. Ils y furent massacrés en 1656 par une armée Caraïbe, formée à Saint Vincent, à la Dominique, & ne furent remplacés qu'assez long-temps après. Le sol de cette isle peu étendu, fort montueux, est excessivement ingrat; mais elle rachete ce défaut par la commodité d'un port, où des flottes nombreuses trouvent un sûr asyle. La misere des habitans est si connue que les corsaires Anglois qu'on y a vu souvent relâcher dans les dernieres guerres, y ont toujours fidelement payé le peu de rafraîchissemens qu'on a pu leur fournir, quoiqu'on n'eût pas la force de les y contraindre. Il y a donc encore de la

pitié, même entre des ennemis, & dans l'ame des corsaires! Ce n'est donc que la crainte & l'intérêt qui rendent l'homme méchant. Il n'est jamais cruel gratuitement. Le pirate armé qui pille un vaisseau richement chargé, n'est pas sans équité ni sans entrailles pour des insulaires que la nature a laissés sans ressource & sans défense.

Marie Galante fut enlevée à ses habitans naturels en 1648. Les François que la violence y avoit établis, y furent long-temps inquiétés par les sauvages des isles voisines; mais ils sont enfin paisibles possesseurs d'un pays qu'ils ont cultivé, après l'avoir dépeuplé. Cette isle moins grande qu'elle n'est fertile, produit huit mille quintaux de café, mille quintaux de coton, un million pesant de sucre. Si ces supputations fréquentes dans cet ouvrage fatiguent un lecteur oisif qui n'aime point à compter ses revenus, de peur de trouver des bornes à ses dépenses, on espere qu'elles ennuieront moins des calculateurs politiques qui trouvant dans la population & la production des terres, la juste mesure des forces d'un état, ne sauront mieux comparer les ressources naturelles des différentes nations. Ce n'est que par un registre bien ordonné

de cette espece, qu'on peut juger avec quelque exactitude de l'état actuel des puissances maritimes & commerçantes qui ont des établissemens en Amérique. Ici l'exactitude fait le mérite de l'ouvrage ; & l'on doit peut-être tenir compte à l'auteur des agrémens qui lui manquent, par l'utilité qui les remplace. Assez de tableaux éloquens, de peintures ingénieuses, amusent & trompent la multitude sur les pays éloignés. Il est temps d'apprécier la vérité, & le résultat de toutes les histoires qu'on a faites, & de savoir moins ce qu'ils ont été, que ce qu'ils sont. Car l'histoire du passé n'appartient guere plus au siecle où nous vivons, que celle de l'avenir. Encore une fois, qu'on ne s'étonne plus de voir répéter si souvent, un dénombrement de negres & d'animaux, un état des terres & des productions, qui, malgré la sécheresse qu'ils offrent à l'esprit, sont pourtant les élemens de la société, la véritable & l'unique base de la réproduction des hommes. C'est avec les chevaux, les bourriques, les cochons que nous cultivons nos terres, c'est par eux que nous subsistons. Pourquoi nous rebuter de les voir dans un livre qui nous présente nos richesses ? Résumons & supputons celles de la Guadeloupe.

Par le dénombrement de 1767, cette isle, en y renfermant les petits établissemens dont on vient de parler, a 11863 blancs de tout âge & de tout sexe, 752 noirs ou mulâtres libres; 72761 esclaves : ce qui fait une population totale de 85376 personnes.

Ses troupeaux comprennent 5060 chevaux; 4854 mulets; 111 bourriques; 17378 bêtes à corne; 14895 moutons ou cabrits; 2669 cochons.

Elle a pour ses vivres 30476218 fosses de manioc; 2819262 bananiers, 2118 carreaux de terres plantés en ignames & en patates.

Dans ces cultures on compte 72 pieds de rocou; 327 pieds de cassier : 134294 pieds de cacao; 5881176 pieds de café; 12156769 pieds de coton; 21474 carreaux de terre plantés en cannes.

Ses bois occupent 22097 carreaux de terre. Il y en a 20247 en prairies; & 6405 d'incultes ou d'abandonnés.

1582 habitations seulement cultivent le coton, le café, le cacao, les vivres; on ne fait de sucre que dans 401. Ces sucreries ont 140 moulins à eau, 263 à bœufs, & 11 à vent.

Les productions de la Guadeloupe, en ajoutant celles qu'y versent les petites isles

qui lui ſont ſoumiſes, s'élevent annuellement à 30000000 peſant de ſucre brut à 16000000 de ſucre terré, à 21000 quintaux de café, à 3200 quintaux de coton, à 80 quintaux de cacao. C'eſt plus à proportion que ne donne la Martinique, dont le ſol paroît être pourtant de meilleure qualité. Mais il y a trois cauſes ſenſibles de cette ſupériorité. La Guadeloupe occupe un plus grand nombre de ſes eſclaves à la culture que la Martinique, qui ſe trouvant à la fois marchande & agricole, emploie néceſſairement beaucoup de negres dans ſes bourgs & ſa navigation. La Guadeloupe a moins d'enfans, parce qu'on n'a porté dans ſes atteliers récemment formés, que des hommes faits ou preſque faits ; & que les femmes d'Afrique n'accouchent guere que deux ans après leur arrivée en Amérique, ſoit que le changement de climat & d'alimens ait altéré leur conſtitution, ſoit qu'il faille attribuer ce retardement de fécondité à un reſte de pudeur dont elles ſont plus ſuſceptibles qu'on ne le penſe. Enfin, une grande quantité de ces noirs a été placée ſur un terrain neuf ; & un ſol qu'on défriche rend toujours des récoltes plus abondantes que des champs épuiſés par une longue exploitation.

Mais si l'on en croit des observateurs très-intelligens, la colonie ne doit pas espérer d'attendre ses cultures. La partie connue sous le nom de la Guadeloupe étoit depuis long-temps, disent-ils, dans son plus haut degré de rapport; & la grande terre qui est aujourd'hui presque toute nouvellement défrichée, fournit à peu près les trois cinquiemes des produits de l'établissement entier. Ce sera beaucoup, si cette portion de l'isle peut se soutenir dans l'état florissant où un heureux hasard l'a portée. Ses terres sont naturellement arides, déjà appauvries par une culture forcée, & d'autant plus exposées aux sécheresses communes dans ces climats, qu'il y reste à peine un arbre. L'exploitation en est d'ailleurs difficile & dispendieuse. Ce n'est qu'en augmentant chaque jour son travail, ses dépenses, & en reversant continuellement sur son sol le produit net de ses récoltes, qu'elle parviendra à obtenir la même quantité de réproductions.

Cependant beaucoup de gens pensent que la Guadeloupe peut augmenter ses revenus d'un cinquieme, & que l'époque de cet accroissement ne doit pas être fort éloignée. La colonie n'a pas des dettes considérables. Avec moins de besoins que les isles où la richesse

a depuis long-temps multiplié les desirs & les goûts, elle peut accorder davantage au progrès de ses cultures. Sa situation au milieu des établissemens Anglois & Hollandois lui donne la facilité de leur livrer en fraude le quart de ses sucres & de ses cotons à un prix plus haut qu'elle ne les vendroit aux navigateurs de la Métropole, & d'en recevoir en échange des esclaves & quelques autres marchandises qu'elle obtient à meilleur marché. La réunion de ses circonstances fait présumer que la Guadeloupe arrivera bientôt d'elle-même au faîte de sa prospérité, sans le secours & malgré les entraves du gouvernement.

En effet, la cour de Versailles paroît moins occupée du soin de s'assurer la propriété de cette isle que des autres. On n'y a pas ordonné les mêmes fortifications qu'ailleurs. Peut-être a-t-on pensé qu'un établissement qui a une si grande circonférence, ne pouvoit pas être défendu? Peut-être n'y a t-on pas trouvé des positions favorables pour des citadelles? Peut-être enfin a-t-on jugé que les forces de la Martinique, jointes à celles qu'on doit établir à Sainte Lucie, suffiroient pour la défense de cette isle importante.

Quel que soit le motif de cette con-

duite, il est certain que l'état florissant où la Guadeloupe avoit été élevée par les Anglois qui l'avoient conquise, frappa tout le monde, lorsqu'ils la rendirent à la paix. On conçut pour elle ce sentiment de considération qu'inspire l'opulence. La Métropole la vit avec une sorte de respect. Jusqu'alors, cette isle avoit été subordonnée à la Martinique, comme toutes les isles du vent. On la délivra de cette dépendance, en lui nommant un gouverneur, un intendant. Ces nouveaux administrateurs voulant signaler leur arrivée par quelque changement, au lieu de laisser reprendre aux denrées de cette isle, la route qu'elles avoient toujours suivie, formerent le plan de les faire passer directement en Europe. Ce systême plut à des habitans qui devoient à la Martinique deux millions qu'ils ne vouloient pas si tôt payer ; & l'on trouva le secret de le faire adopter au ministere de la Métropole. Dès lors toute communication fut sévérement interdite aux deux colonies, qui devinrent aussi étrangeres l'une à l'autre, que si elles avoient appartenu à des puissances rivales ou même ennemies.

La Guadeloupe fut sévérement punie d'un arrangement qu'elle avoit vivement

ſollicité. Juſqu'alors ſes liaiſons directes avec la France s'étoient bornées au commerce de ſix ou ſept vaiſſeaux par an. Ce nombre augmenta par les nouvelles diſpoſitions ; mais non juſqu'à la décharger de la totalité de ſes productions. La néceſſité & l'impoſſibilité de les vendre, réduiſirent à les livrer en fraude à vingt pour cent meilleur marché qu'elles ne ſe vendoient à la Martinique, où elle en auroit obtenu le prix courant, ſi elle avoit pu les y faire paſſer. C'eſt ainſi qu'il lui en a coûté ſix millions deux cents mille livres, pour payer à l'Angleterre cinq millions qu'elle lui devoit.

Cette dette qui provenoit des avances faites à la colonie, pendant que la Grande Bretagne y donnoit des loix, cauſoit de l'ombrage au miniſtere de France. On craignoit que les deux parties ne cherchaſſent à la faire durer, afin d'avoir des prétextes pour perpétuer leurs liaiſons. Ce ſoupçon le détermina à ordonner que tous les comptes fuſſent ſoldés dans un eſpace de temps fixe & borné. Un pareil acte d'autorité qui forçoit les colons de la Guadeloupe à ſe priver de toutes les jouiſſances de luxe, devoit écarter néceſſairement les navigateurs François d'une iſle, où ils ne pou-

voient rien vendre de leurs marchandises, ni rien acheter eux-mêmes qu'avec des métaux. Ce n'étoit donc pas une circonstance favorable pour rompre entiérement les communications ouvertes depuis long-temps entre la Martinique & la Guadeloupe.

Dans tout autre temps même, ce projet auroit dû être exécuté avec beaucoup de lenteur & de précaution, comme la plupart des nouveautés politiques qui veulent être préparées & conduites avec modération. Les rades de la Guadeloupe sont mauvaises. Le cabotage sur ces côtes est difficile. Les marchandises y éprouvent des avaries fréquentes à l'embarquement & au débarquement. Ces raisons jointes à d'autres avoient détourné les négocians de la Métropole d'ouvrir un commerce immédiat avec la colonie, malgré les inconvéniens & les frais où les exposoient les voies détournées. Il se mêloit du préjugé dans leur répugnance; mais on ne pouvoit les en guérir que par des précautions. Il falloit attirer les vaisseaux d'Europe dans la colonie par quelques privileges, par quelques faveurs qui balançassent les inconvéniens qui les éloignoient. Avec ces ménagemens, la révolution seroit arrivée par dégrés, &

pour ainsi dire, d'elle-même. En un mot, on devoit faire venir les navires de France pour écarter ceux de la Martinique ; & non pas écarter les navires de la Martinique, pour faire venir ensuite ceux de France, qui pouvoient ne pas arriver.

Tel étoit l'intérêt du commerce solitairement envisagé. Peut-être étoit-il en opposition avec des intérêts politiques beaucoup plus importans. On en jugera.

La France n'a pas eu jusqu'ici la force de protéger efficacement ses colonies, ni d'inquiéter celles de la puissance qu'elle a le plus à redouter. Elle ne peut se procurer ce double avantage que par une marine égale à celle d'un peuple qui se déclare lui-même son ennemi naturel. Jusqu'à cette époque, d'où sa situation actuelle paroît l'éloigner de plus en plus, il lui convient du moins que ses établissemens du nouveau monde, soient, pour ainsi dire, en état de se suffire à eux-mêmes durant la guerre. Ils le pouvoient, lorsque la Martinique étoit le centre de toutes les possessions du vent. De cette isle, remplie de négocians, de gens de mer, & la plus heureusement située des isles Françoises, par rapport aux vents qui regnent dans

ces parages, partoient des secours d'hommes, d'armes, de vivres, qui arrivoient en vingt-quatre heures dans les autres colonies, avec une certitude morale de n'être pas interceptés, malgré la force & la multiplicité des escadres destinées à traverser cette communication.

Ce n'étoit pas tout. De nombreux essaims de corsaires sortis de ses ports, réduisoient le commerce de la Grande Bretagne à ne marcher que sous convoi; & comme les convois ne pouvoient pas se succéder assez réguliérement pour former un approvisionnement continu à un climat où le comestible ne peut se garder long-temps, les isles Angloises étoient souvent réduites à une grande disette. Les Provinces de l'Amérique Septentrionale cherchoient, il est vrai, à remplir ce vuide; mais comme le peu de prix de leurs cargaisons ne comportoit pas la précaution d'un convoi, l'armateur François pouvoit s'assurer par la petite guerre deux cinquiemes sur leur navigation aux colonies méridionales. Aussi la vigilance & l'habileté des Gardes-côtes Anglois n'ont pas empêché, que les corsaires de la Martinique n'aient vendu durant la derniere guerre pour trente millions de prises, quoiqu'il y

ait eu beaucoup de marchandises qui n'aient pas été vendues le quart de ce qu'elles avoient coûté.

Tous ces avantages de la Martinique, auxquels la Guadeloupe avoit une part accessoire, & qui contribuoient beaucoup à l'approvisionement des deux isles & à la ruine de celles de l'ennemi, seront tout-à-fait perdus, par le mur de séparation élevé par la Métropole entre ses colonies. On n'y verra plus ni négocians, ni matelots, ni navires fixés ; & si les hostilités recommencent, il ne sera pas possible d'y faire le moindre armement. C'est à la cour de Versailles de juger, si la navigation directe des ports du Royaume à la Guadeloupe peut la dédommager de ce sacrifice. Il est des intérêts qui, par leur importance, exigent des réflexions plus profondes encore : ce sont ceux de Saint Domingue.

Cette isle a cent soixante lieues de long. Sa largeur moyenne est à peu près de trente, & son circuit de trois cents cinquante ou de six cents en faisant le tour des anses. Elle est coupée dans toute sa longueur qui va de l'est à l'ouest, par une chaîne de montagnes couvertes de bois, qui s'élevant en amphithéâtre, forment une des plus belles perspectives

du monde. Plusieurs de ces montagnes étoient autrefois, & sont peut-être encore remplies de mines. De plus heureuses, sont ouvertes à la culture. Presque toutes forment des vallons d'une température délicieuse. Mais les plaines à qui la nature a donné la fertilité pour apanage, exhalent un air brûlant qui devient presque insupportable dans les lieux sur-tout, où la côte rétrecie par le dos des montagnes, reçoit des flots & des rochers une double réverbération du soleil.

L'Espagne occupoit, sans fruit comme sans partage, cette grande possession, lorsque des Anglois & des François qui avoient été chassés de Saint Christophe, s'y réfugierent en 1630. Quoique la côte septentrionale où ils s'étoient d'abord établis, fût comme abandonnée, ils sentirent que pouvant y être inquiétés par leur ennemi commun, ils devoient se ménager un lieu sûr pour leur retraite. On jeta les yeux sur la Tortue, petite isle située à deux lieues de la grande; & ving-cinq Espagnols qui la gardoient, se retirerent à la premiere sommation.

Les avanturiers des deux nations, maîtres absolus d'une isle qui avoit huit lieues de long sur deux de large, y trou-

verent un air pur, mais point de riviere & peu de fontaine. Des bois précieux couvroient les montagnes ; des plaines fécondes attendoient des cultivateurs. La côte du nord paroissoit innaccessible ; celle du sud offroit une rade excellente, dominée par un rocher qui ne demandoit qu'une batterie de canons pour défendre l'entrée de l'isle.

Cette heureuse position attira bientôt à la Tortue une foule de ces gens qui cherchent la fortune ou la liberté. Les plus modérés s'y livrerent à la culture du tabac, qui ne tarda pas à avoir de la réputation. Les plus actifs alloient chasser des bœufs sauvages à Saint Domingue, dont ils vendoient les peaux aux Hollandois. Les plus intrépides armerent en course, & firent des actions d'une témérité brillante dont le souvenir durera long-temps.

Cet établissement alarma la cour de Madrid. Jugeant par les pertes qu'elle essuyoit déjà, des malheurs qui la menaçoient, elle ordonna la destruction de la nouvelle colonie. Le général des Galions choisit, pour exécuter sa commission, l'instant où la plupart des braves habitans de la Tortue étoient à la mer ou à la chasse. Il fit prendre ou passer au fil de l'épée, avec la barbarie qui étoit alors

alors si familiere à sa nation, tous ceux qu'il trouva isolés dans leurs habitations, & il se retira sans laisser de garnison, persuadés que les vengeances qu'il venoit d'exercer rendoient cette précaution inutile. Mais il éprouva que la cruauté n'est pas le meilleur garant de la domination.

Les aventuriers, instruits de ce qui venoit de se passer à la Tortue, avertis en même temps qu'on venoit de former à Saint Domingue un corps de cinq cents hommes destinés à les harceler, sentirent qu'ils ne pouvoient éviter leur ruine qu'en cessant de vivre dans l'anarchie. Aussi-tôt sacrifiant l'indépendance individuelle à la sûreté sociale, ils mirent à leur tête Willis, Anglois qui s'étoit distingué dans cent occasions par sa prudence & par sa valeur. Sous la conduite de ce chef, on reprit possession, sur la fin de 1638, d'une isle qu'on avoit occupée huit ans ; & pour ne plus la perdre, on s'y fortifia.

Les François se ressentirent bientôt de la partialité de l'esprit national. Willis ayant attiré un assez grand nombre de ses compatriotes, pour être en état de donner la loi, traita les autres en sujets. C'est-là le progrès naturel de la domination. Ainsi se sont formées la plupart

des monarchies. Des compagnons d'exil, de guerre ou de piraterie, se donnent un capitaine ; & celui-ci ne tarde pas à s'ériger en maître. Il partage d'abord le pouvoir ou le butin avec les plus forts, jusqu'à ce que la multitude écrasée par le petit nombre, enhardisse le chef à s'emparer de toute la puissance ; & la monarchie alors n'est plus que despotisme. Mais il faut des siecles & de grands états, pour donner carriere à cette suite de révolutions. Une isle de seize lieues quarrées n'est pas faite pour ne contenir que des esclaves. Le commandeur de Poinci, gouverneur général des isles du vent, averti de la tyrannie de Willis, fit partir sur le champ de Saint Christophe quarante François qui en prirent cinquante autres à la côte de Saint Domingue. Ils débarquerent à la Tortue, & s'étant joints aux habitans de leur nation, ils sommerent tous ensemble les Anglois de se retirer. Ceux-ci déconcertés par cet acte de vigueur inattendu, & ne doutant pas que tant de fierté ne fût soutenue par des forces plus nombreuses qu'elles ne l'étoient, évacuerent l'isle pour n'y plus revenir.

L'Espagnol montra plus d'opiniâtreté. Les corsaires qui sortoient tous les jours de la Tortue, lui causoient des pertes si

considérables, qu'il crut que sa tranquillité, sa gloire & ses intérêts exigeoient également qu'il la fît rentrer sous sa domination. Trois fois il réussit à s'en remettre en possession, & trois fois il en fut chassé. Elle resta enfin en 1659 aux François qui la garderent jusqu'à ce qu'ils se vissent assez solidement établis à Saint Domingue, pour se dégoûter d'un si petit établissement.

Cependant leurs progrès furent lents, & ne fixerent les regards de la Métropole qu'en 1665. Ce n'est pas qu'on ne vît errer d'une isle à l'autre assez de chasseurs & de pirates; mais le nombre des cultivateurs, qui étoient proprement les seuls colons, ne passoit pas quatre cents. On sentoit la nécessité de les multiplier; & le soin de cet ouvrage difficile, fut confié à un gentilhomme d'Anjou, nommé Bertrand Dogeron.

Cet homme que la nature avoit formé pour être grand par lui-même, sans le secours ou malgré les traverses de la fortune, avoit servi quinze ans dans le régiment de la marine, lorsqu'en 1656, il passa dans le nouveau monde. Avec les meilleures combinaisons, il échoua dans ses premieres entreprises; mais la fermeté qu'il montra dans ses malheurs donna plus d'éclat à sa vertu, & les

ressources qu'il eut l'habileté de se procurer, ajouterent à l'opinion qu'on avoit de son génie. L'estime & l'attachement qu'il avoit inspirés aux François de Saint Domingue & de la Tortue, engagerent le gouvernement à le charger d'en diriger, ou plutôt d'en établir la colonie.

L'exécution de ce projet étoit remplie de difficultés. Il s'agissoit de soumettre à l'ordre, des ames féroces qui avoient vécu jusqu'alors dans l'indépendance la plus absolue ; de fixer au travail, des brigands qui ne se plaisoient que dans la rapine & dans l'oisiveté ; d'assujettir au privilege d'une compagnie exclusive, formée en 1664 pour tous les établissemens François, des hommes qui étoient en possession de négocier librement avec toutes les nations. Après avoir obtenu tous ces sacrifices, il falloit, par les douceurs d'une autorité chérie, attirer de nouveaux habitans, dans une terre dont le climat étoit aussi décrié que la fertilité en étoit peu connue.

Dogeron espéra, contre l'opinion de tout le monde, de réussir. L'habitude de vivre avec les hommes qu'il devoit gouverner, lui avoit appris les moyens les plus propres à les gagner, & ses

lumieres n'en offroient à ſon ame honnête, que de nobles & de juſtes. Les flibuſtiers étoient déterminés à chercher des parages plus avantageux : il les retint, en leur cédant la part que ſa place lui donnoit ſur leur butin ; en leur obtenant du Portugal des commiſſions pour courir ſur les Eſpagnols, même après qu'ils eurent fait la paix avec la France. C'étoit l'unique moyen d'attacher à la patrie des hommes qui en fuſſent devenus les ennemis plutôt que de renoncer au pillage. Les boucaniers ou les chaſſeurs qui ne ſouhaitoient que des reſſources pour former des habitations, trouvoient dans ſa bourſe des avances ſans intérêts, ou bien en obtenoient par ſon crédit. Pour les cultivateurs qu'il chériſſoit par préférence à tous les autres colons, il les ſecondoit par tous les encouragemens qui dépendoient de ſon induſtrieuſe activité.

Ces changemens heureux n'avoient beſoin que de prendre de la conſiſtance. Le ſage gouverneur imagina que à jamais les pouvoient ſeules [illegible] la proſpérité de la colonie, par les doux plaiſirs qui amenent la population. Il n'y en avoit pas une ſeule dans le nouvel établiſſement. Il en demanda. La Métropole lui

en fit passer cinquante, qu'on s'empressa de rechercher au plus haut prix. Bientôt après il en reçut un pareil nombre qui furent obtenues à des encheres encore plus fortes. Il n'y avoit que cette voie de satisfaire la passion la plus impétueuse, sans entraîner des querelles; & de propager le sang des hommes, sans le verser. Tous les habitans s'attendoient voir arriver de leur patrie des compagnes qui viendroient adoucir & partager leur sort. Ils furent trompés dans leur espérance. On ne leur envoya plus que des filles de joie, qui s'engageoient pour trois ans au service des hommes. Cette maniere de purger la Métropole, en infectant la colonie, entraîna de si grands désordres, qu'on supprima un remede funeste, mais sans subvenir au besoin qu'il devoit appaiser. Par cette négligence, Saint Domingue perdit un grand nombre de braves gens, que l'inquiétude éloigna de ses bords, & un accroissement de population qu'auroient pu lui procurer les colons qui lui [illegible] temps [illegible] fidelles. La colonie se ressent peut-être encore d'une faute si capitale.

Cette erreur n'empêcha pas que Dogeron, dans le court espace de quatre ans, ne portât à quinze cents le nom-

bre des cultivateurs qu'il avoit trouvés à quatre cents. Ses succès augmentoient tous les jours, lorsqu'il les vit arrêtés en 1670 par un soulevement, dont l'incendie embrasa la colonie entiere. Personne ne lui imputa le malheur d'un événement où il n'avoit pas en effet la moindre part.

Lorsque cet homme vertueux fut nommé par la cour de France, au gouvernement de la Tortue & de St. Domingue, il ne réussit à faire reconnoître son autorité, qu'en laissant espérer que les ports qui lui alloient être soumis, ne seroient pas fermés aux étrangers. Cependant, avec l'ascendant qu'il prit sur les esprits, [illegible] dans la colonie le privilége exclusif de la compagnie, qui parvint à négocier enfin sans concurrens. Mais sa prospérité la rendit injuste au point qu'elle vendoit ses marchandises deux tiers de plus qu'on ne les avoit payées jusqu'alors aux Hollandois. Un monopole si destructif souleva les habitans. Ils prirent les armes, & ne les mirent bas, après un an de trouble, qu'à condition que tous les vaisseaux François auroient la liberté de trafiquer avec eux, en payant à la compagnie cinq pour cent d'entrée & de sortie. Dogeron, qui étoit l'auteur de

l'accommodement, ſaiſit cette circonſtance pour ſe procurer deux bâtimens deſtinés en apparence à porter ſes récoltes en Europe, mais qui réellement étoient plus à ſes colons qu'à lui. Chacun y embarquoit ſes denrées pour un fret modique. Au retour, le généreux gouverneur faiſoit étaler la cargaiſon à la vue du public. Tous y prenoient ce dont ils avoient beſoin, non-ſeulement au prix de l'achat primitif; mais à crédit, ſans intérêts & même ſans billet. Dogeron avoit imaginé qu'il leur donneroit de la probité, de l'élévation, en ſe contentant de leur promeſſe verbale pour toute ſûreté. La mort le ſurprit en 1675 au milieu de ſes ſoins paternels. Il laiſſa pour tout héritage des exemples patriotiques à ſuivre, des vertus humaines & ſociales à cultiver.

Pouancey ſon neveu ſuccéda moins aux honneurs qu'aux devoirs de ſa place; mais avec les qualités de Dogeron, il ne fut pas auſſi grand, parce qu'il marcha ſur ſes traces par eſprit d'imitation plutôt que par caractere. Cependant la multitude qui ne fait pas ces diſtinctions, n'accorda guere moins de confiance à l'un qu'à l'autre; & ils eurent tous deux la gloire & le bonheur de donner une forme & de la ſtabilité à la

colonie ſans loi & ſans ſoldats. Leur bon ſens naturel & leur droiture reconnue terminoient à la ſatisfaction de tout le monde, les différens qui s'élevoient entre les particuliers; & l'ordre public étoit maintenu par cette autorité que prend naturellement le mérite perſonnel.

Une conſtitution ſi ſage ne pouvoit pas durer. Il falloit trop de vertu pour la perpétuer. On s'apperçut en 1684 que tous les liens ſe relâchoient; & l'on tira de la Martinique, où la police avoit déjà pris de bonnes racines, deux adminiſtrateurs qui furent chargés d'établir la regle & la ſubordination à Saint Domingue. Ces légiſlateurs aſſurerent l'ouvrage de la civiliſation, en formant des tribunaux de juſtice en différens quartiers, ſous la réviſion d'un conſeil ſupérieur qui fut érigé au petit Goave. Cette juriſdiction devenant trop étendue avec le temps, on créa en 1702 un ſemblable tribunal au Cap François pour la partie du nord.

Toutes ces innovations pouvoient éprouver des difficultés. Il étoit à craindre que les chaſſeurs & les corſaires, qui formoient le gros de la population, ennemis du frein qu'on mettoit à leur licence, ne ſe retiraſſent chez les Eſpa-

gnols & à la Jamaïque, où l'offre ſéduiſante de grands avantages ſembloit les appeller. Les cultivateurs eux-mêmes y étoient comme attirés par le dégoût que leur donnoit le vil prix de leurs productions dont le commerce étoit chargé d'entraves continuelles. On gagna les premiers à force de careſſe, & les ſeconds par la perſpective d'un changement dans leur ſituation qui étoit vraiment déſeſpérée.

Les cuirs, fruit unique des courſes des boucaniers, avoient été le premier objet d'exportation de Saint Domingue. La culture y ajouta depuis le tabac qui trouvoit un débit avantageux chez toutes les nations. Il fut bientôt gêné par une compagnie excluſive. On la ſupprima, mais inutilement pour la vente du tabac, puiſqu'elle fut miſe en ferme. Les habitans eſpérant pour prix de leur ſoumiſſion quelque faveur du gouvernement, offrirent au roi de lui donner, affranchi de tous frais, même de celui du fret, le quart de tout le tabac qu'ils enverroient dans le royaume, à condition qu'ils auroient la diſpoſition libre des trois autres quarts. Ils prouvoient que cette voie apporteroit au fiſc plus de revenu que les quarante ſols pour cent qu'il retiroit du

fermier. Des intérêts particuliers firent rejeter une ouverture ſi raiſonnable. Cette dureté mit au déſeſpoir le colon qui, dans ſon dépit, tourna heureuſement ſon activité vers la culture de l'indigo & du cacao. Le coton le tenta par les richeſſes que cette plante avoit données aux Eſpagnols dans les premiers temps ; mais il s'en dégoûta bientôt, on ne ſait pour quelle raiſon, & l'abandonna au point que quelques années après, on ne voyoit pas un ſeul cotonnier ſur pied.

Juſqu'alors les travaux avoient été faits par les engagés & par les plus pauvres des habitans. Des expéditions heureuſes ſur les terres des Eſpagnols procurerent quelques negres. Leur nombre fut un peu groſſi par deux ou trois vaiſſeaux François, & beaucoup plus par les priſes qu'on fit ſur les Anglois durant la guerre de 1688, par une deſcente à la Jamaïque, d'où l'on en enleva trois mille en 1694. C'étoient des inſtrumens, ſans leſquels on ne pouvoit pas entreprendre la culture du ſucre ; mais ils ne ſuffiſoient pas. Il falloit des richeſſes pour élever des bâtimens, pour ſe procurer des uſtenſiles. Le gain que firent quelques habitans avec les flibuſtiers, dont les expéditions étoient

toujours heureuses, les mit en état d'employer les esclaves. On se livra donc à la plantation de ces cannes qui font passer l'or du Mexique aux mains des nations qui n'ont au lieu de mines que des terres fécondes.

Cependant la colonie qui, même en se dépeuplant d'Européens, avoit fait au milieu des ravages qui précéderent la paix de Riswick quelques progrès au nord & à l'ouest, n'étoit rien au sud. Cette partie qui a cinquante lieues de côtes, ne comptoit pas cent habitans, tous logés sous des huttes, & plus misérables les uns que les autres. Le gouvernement n'imagina pas de meilleur moyen pour tirer quelque avantage d'un si grand, d'un si beau terrain, que d'en accorder en 1698 pour trente ans la propriété à une compagnie qui porta le nom de Saint Louis. Elle devoit, à l'imitation de la Jamaïque & de Curacao, ouvrir un commerce interlope avec le continent Espagnol, & défricher les vastes campagnes soumises à son privilege. Ce dernier objet, le plus important, fut bientôt le seul dont elle s'occupa.

Pour hâter les progrès de l'agriculture, la compagnie distribua gratuitement des terres à ceux qui en demandoient. Chacun, selon ses besoins & ses

talens, obtenoit des esclaves payables en trois ans, les hommes à raison de six cents francs, & les femmes à raison de quatre cents cinquante livres. Le même crédit étoit accordé pour les marchandises, quoiqu'elles dussent être livrées au cours du marché général. On s'engageoit à recevoir toutes les productions du sol au même prix qu'elles auroient dans les autres quartiers de l'isle. Le corps qui faisoit tant de sacrifices, n'en étoit dédommagé que par le droit qu'on lui avoit assuré d'acheter & de vendre exclusivement dans tout le territoire qui lui avoit été abandonné. Encore cette dépendance onéreuse au colon étoit-elle adoucie par la liberté qui lui restoit de prendre où il voudroit toutes les choses dont on le laisseroit manquer, & de payer avec ses denrées tout ce qu'il auroit acheté.

Le monopole se détruit par son avidité même, en épuisant le pays où il exerce sa tyrannie. C'est un torrent qui se perd dans les gouffres qu'il creuse. La mauvaise conduite de l'oppresseur, le découragement de l'opprimé, concourent au dépérissement de l'industrie & du commerce dans les états soumis à des privileges exclusifs. La compagnie de Saint Louis est une preuve de fait

ajoutée à cent autres, pour confirmer le vice & l'abus de ces sociétés particulieres. Elle fut ruinée par les infidélités, par les profusions de ses agens, sans que le territoire confié à ses soins profitât de tant de pertes. Ce qui s'y trouva de culture, de population, lorsqu'elle remit en 1720 ses droits au gouvernement, étoit dans la plus grande partie l'ouvrage des interlopes.

C'est durant la longue & sanglante guerre, ouverte pour la succession d'Espagne, que s'étoit opéré ce commencement de bien. Il sembloit devoir faire de rapides progrès avec la tranquillité que la paix d'Utrecht rendit aux nations. Une de ces calamités qui ne dépendent pas des hommes recula de si belles espérances. Tous les Cacaoyers de la colonie périrent en 1715. Dogeron avoit planté les premiers en 1665. Ils étoient multipliés avec le temps, surtout dans les gorges des montagnes du côté de l'ouest. On voyoit des habitations où il y en avoit jusqu'à vingt mille; de sorte que, quoique le cacao ne se vendît que cinq sols la livre, il étoit devenu une source abondante de richesse. Depuis qu'une cause inconnue l'a tarie entiérement, on n'a pas cherché à la r'ouvrir, ou parce que le pays

eſt trop découvert pour un arbre qui exige beaucoup de fraîcheur & un grand abri, ou pour d'autres raiſons, ſoit locales & naturelles, ſoit accidentelles.

Des cultures plus importantes compenſoient cette perte avec uſure, lorſque la colonie ſe vit menacée d'une ſubverſion totale. Un aſſez grand nombre de ſes habitans qui avoient conſacré vingt & trente ans de travail ſous un ciel brûlant à ſe préparer une vieilleſſe heureuſe dans la Métropole, y étoient paſſés avec une fortune ſuffiſante pour acquitter leurs dettes & pour acquérir des terres. Leurs denrées leur furent payées en billets de banque qui périrent dans leurs mains. Ce coup accablant les força de retourner pauvres dans une iſle d'où ils étoient partis riches, & les réduiſit à ſolliciter dans un âge avancé des places d'économes auprès des gens mêmes qui avoient été autrefois à leur ſervice. La vue de tant d'infortunés fit déteſter & le ſiſtême de Law, & la compagnie des Indes qu'on rendoit reſponſable d'une ſi mauvaiſe opération de finance. Cette averſion née de la compaſſion ſeule, fut bientôt fortifiée par des intérêts perſonnels très-conſidérables.

En 1722 on vit arriver les agens de la compagnie des Indes qui avoit obtenu le commerce exclusif des negres, à la charge d'en fournir deux mille par an. C'étoit évidemment un double malheur pour la Colonie, qui ne pouvant espérer que le cinquieme des esclaves dont elle avoit besoin, prévoyoit encore qu'on les lui vendroit à un prix excessif. Son mécontentement éclata par les actes les plus violens. Des commis, dont l'insolence avoit beaucoup augmenté l'horreur qu'on avoit naturellement pour tout monopole, furent contraints de repasser les mers. Les édifices qui servoient à leurs opérations, furent réduits en cendre. Les vaisseaux qui leur arrivoient d'Afrique, ou ne furent pas reçus dans les ports, ou n'eurent pas la liberté d'y faire leurs ventes. Le gouverneur général qui voulut s'opposer à une licence soulevée par l'abus de l'autorité, vit mépriser des ordres qui n'étoient pas soutenus de la force; il fut même arrêté. Toutes les parties de l'isle retentissoient de cris séditieux & du bruit des armes. On ne sait où ces excès auroient été poussés, si le gouvernement n'avoit eu la modération de céder. Cette extrême confusion dura deux ans. Enfin le peu de sécurité qu'entraîne l'anarchie ramena

les esprits à la paix ; & la tranquillité se trouva rétablie sans les remedes violens de la rigueur.

Depuis cette époque, jamais colonie n'a si bien mis le temps à profit que Saint Domingue. Ses pas vers la prospérité, ont été des pas de géant. Les deux guerres malheureuses qui ont troublé ses mers, n'ont fait que comprimer sa force. Elle en est devenue plus rapide, après la cessation des hostilités. Une plaie est bientôt guérie, lorsque la constitution du corps n'est pas attaquée. Les maladies elles-mêmes sont des especes de remedes, qui expulsant les humeurs vicieuses, donnent une vigueur nouvelle à un tempérament robuste. Elles réta-[illegible] dans la machine, & lui communiquent un mouvement plus régulier & plus uniforme. Ainsi la guerre semble renforcer & soutenir le caractere national chez plusieurs peuples de l'Europe, que la prospérité du commerce & les jouissances du luxe pourroient énerver & corrompre. Les pertes énormes qui suivent presque également la victoire & les défaites, laissent place à l'industrie & raniment le travail. Les nations refleurissent, pourvu que le gouvernement veuille seconder leur pente, plutôt que de diriger leur marche. Ce principe est

sur-tout applicable à la France qui ne demande pour prospérer qu'un champ ouvert à l'activité de ses habitans. Partout où la nature leur laisse une libre carriere, ils réussissent à lui donner tout son essor. Saint Domingue a singuliérement éprouvé tout ce que peut un sol heureux, une position avantageuse entre les mains des François.

Cette colonie a cent quatre-vingts lieues de côtes situées au nord, à l'ouest & au sud. La partie du sud s'étend depuis le cap Tiburon jusqu'à la pointe du cap de la Béate, ce qui fait environ cinquante lieues de côtes plus ou moins resserrées par les montagnes. Les Espagnols y avoient bâti dans le temps de leur prof- [illegible] abandonnerent lors de leur décadence. La place qu'ils laissoient vuide ne fut pas d'abord occupée par les François qui devoient craindre le voisinage de San-Domingo, où étoient concentrées les principales forces de la nation, sur les ruines de laquelle ils s'élevoient. Leurs corsaires qui s'assembloient ordinairement dans la petite isle aux Vaches, pour courir sur les Castillans & pour y partager leur butin, les enhardirent à commencer en 1673 un établissement sur la côte voisine. Presque aussi-tôt détruit, il

ne fut repris qu'assez long-temps après. La compagnie établie pour l'affermir & pour l'étendre, lui fut peut-être de quelque utilité; mais il dut principalement ses progrès aux Anglois de la Jamaïque & aux Hollandois de Curacao, qui s'étant avisés d'y faire presque seuls le transport des esclaves, retiroient les productions d'un pays qu'ils contribuoient à mettre en valeur. Les négocians de la Métropole ont enfin ouvert les yeux; & depuis 1740, ils fréquentent cette partie la plus éloignée de la colonie, malgré les vents qui en rendent souvent la sortie longue & difficile.

L'établissement qui est situé au vent de tous les autres se nomme Jaqmel. Quoiqu'assez anciennement formé, il n'a que quarante-deux maisons. Son sol & celui des peuplades voisines extrêmement serré par des montagnes, ne lui permettent pas d'aspirer à une grande opulence. Mais [illegible] autre point de vue, il mérite fort l'attention du gouvernement. Sa position la met à portée de recevoir les troupes & les munitions que la Métropole voudroit, en temps de guerre, faire passer à la colonie, & qui courroient de trop grands risques en prenant la route du nord, station naturelle & constante des escadres ennemies. Jaqmel offre encore

une autre reſſource. La petite iſle Hollandoiſe de Curacao devient durant les hoſtilités un magaſin inépuiſable de vivres. Ses armateurs aſſez forts & aſſez hardis pour combattre avec ſuccès les petits corſaires de la Jamaïque, les ſeuls navigateurs Anglois qui aient traverſé juſqu'ici leurs opérations, ont verſé durant les derniers troubles des ſubſiſtances immenſes dans le port de Jaqmel. Ils continueront cet approviſionnement tant qu'on voudra, pourvu qu'on aſſure leur atterrage par des batteries bien dirigées, & par la protection d'une ou deux frégates. Ce dépôt alimentera l'oueſt de Saint-Domingue par un chemin de huit lieues ſeulement qui conduit à Léogane & au Port-au-Prince, & le ſud par de petits bateaux qui rangeront aiſément la côte.

Tandis que Jaqmel y entretient l'abondance, Saint-Louis en fait la ſûreté. Cette ville bâtie au commencement du ſiecle, eſt ſituée au fond d'une baie qui forme, une eſpece de port aſſez bon. Elle n'a que quarante maiſons. La nature qui l'a condamnée à une éternelle pauvreté, ſembloit attendre la main de l'art pour fournir à ſes habitans de l'eau potable. Enfin quelques Juifs qui ont des habitations aux portes de Saint-Louis, ont

entrepris un aqueduc qu'ils se sont obligés de construire à leurs dépens. La place est le siege du gouvernement, & reçoit le peu de vaisseaux de guerre qui se montrent dans ces parages. C'est-là son seul avantage. C'est par-là qu'elle protege le commerce & les richesses qui se trouvent aux Cayes placées dix lieues plus bas.

Cette ville est comme jetée sans réflexion dans l'enfoncement d'une rade qui n'a que trois passes, dont la profondeur insuffisante en elle-même diminue encore tous les jours. Le mouillage y est fort resserré & si dangereux durant l'équinoxe, que les batimens qui s'y trouvent alors périssent très-souvent. La grande quantité de vase qu'y déposent les eaux d'une ravine appellée la riviere du sud, s'accroît au point que dans trente ans on ne pourra plus y entrer. Le canal formé par le voisinage de l'isle aux Vaches, n'y sert qu'à gêner la sortie des navigateurs. Ses anses sont le repaire des corsaires de la Jamaïque. C'est-là que croisant sans voiles, & voyant sans être vus, ils ont toujours l'avantage du vent sur des bâtimens à qui la force & la constance des vents ne permettent pas de passer au dessus de l'isle. Si des vaisseaux de guerre étoient forcés de relâcher dans

ce mauvais port, l'impossibilité de vaincre cet obstacle & celui des courans, pour gagner le vent de l'isle, les forceroit à suivre la route des navires marchands. Ainsi doublant la pointe de Labancou l'un après l'autre à cause des basfonds, ces vaisseaux qui se trouveroient entre la terre & le feu de l'ennemi, avec le désavantage du vent seroient infailliblement détruits par une escadre inférieure.

La ville des Cays est digne du port. On y voit deux cens quatre-vingts maisons, toutes enfoncées dans un terrain marécageux, & la plupart entourées d'une eau croupissante. L'air qu'on respire dans ce séjour manque également de ressort & de salubrité. Cette mauvaise température, jointe au vice de la rade, a fait souhaiter que le commerce de la Métropole avec la colonie pût se porter à Saint Louis. Mais les efforts qu'on a faits ont été sans succès ; & l'on peut assurer qu'ils ne réussiront jamais. La raison en est sensible.

Les Cayes sont environnées d'une plaine de près de six lieues de long sur quatre & demie de large. Cette terre très-unie, d'une fertilité prodigieuse, universellement propre à la culture du sucre, est arrosée en bien des endroits,

& peut l'être par-tout. Il ne lui manque pour être la rivale de la plaine du Cap, que d'avoir le même nombre d'esclaves. Elle en augmente le nombre tous les jours; & bientôt il s'y multipliera dans une proportion convenable à la mesure de sa fécondité possible. Tant d'avantages attirent directement à la ville des Cayes, des hommes qui ne passent les mers que pour s'enrichir plus rapidement.

Contrarier cette prédilection, ce seroit retarder en pure perte les progrès d'un bon établissement. Les caprices même de l'industrie méritent l'indulgence du gouvernement. La moindre inquiétude du négociant, le conduit à la défiance. Les raisonnemens politiques & militaires ne peuvent rien contre ceux de l'intérêt. Les colonies n'ont pas d'autres regles de logique: elles vont, elles s'arrêtent où l'argent abonde le plus. Le commerce est une plante qui ne prospere que dans un terrain qu'il a choisi lui-même. Tout genre de contrainte l'effraie. Ordonner à des acheteurs, à des vendeurs de quitter leurs boutiques, ce seroit une tyrannie absurde dans une foire. Les Cayes ne sont que cela.

Tout ce que le ministere de France peut raisonnablement se proposer, c'est

de fortifier, de purifier un peu ce séjour. On feroit l'un & l'autre, en creusant autour de la ville un fossé dont les déblais serviroient à combler les lagons intérieurs. Le sol exhaussé par ce travail, se dessécheroit de lui-même. L'eau de la riviere qu'on feroit couler par une pente naturelle dans ce fossé profond, mettroit la ville avec le secours de quelques fortifications, à l'abri des entreprises des corsaires, assureroit même une défense momentanée qui donneroit les moyens de capituler devant une escadre.

On peut, on doit aller plus loin. Pourquoi ne pas donner un port factice à un entrepôt important, qui bientôt se trouvera bouché ? Les navires marchands qui vont chercher une retraite à la baie des Flamands, située pas moins de deux lieues au vent des Cayes, semblent y avoit désigné d'avance le Havre dont cette ville a besoin. Ce port peut contenir un grand nombre de vaisseaux de guerre à couvert de tous les vents, leur offre plusieurs carénages, leur permet de doubler au vent de l'isle aux Vaches, & de conserver avec la ville un cabotage qui protégé par des batteries bien distribuées, seroit respecté de tous les corsaires. Un seul inconvénient diminue la faveur de cette position. C'est que la qualité du fonds

fonds & le calme de la mer, y rendent la piquure des vers plus commune qu'ailleurs & plus dangereuse pour les vaisseaux.

Un mouillage plus sain, mais qui ne convient qu'à des bâtimens de trois brasses & demie d'eau, c'est le bourg des Côteaux. Le commerce étranger qu'on y permet pendant la guerre, & qu'on n'y peut guere empêcher durant la paix, a formé ce port, qui d'ailleurs est presque sans défense. Après les Cayes, c'est le lieu de la Côte où il se fait le plus d'affaires. Son territoire, & les terres voisines dont il absorbe les productions, abondent sur-tout en indigo; mais il n'en passe en France que très-peu.

La partie du sud finit au cap Tiburon. Le petit établissement qu'on y a formé, n'a au lieu de port, qu'une rade où la mer est constamment agitée; mais il protege par ses fortifications les navires marchands qui sont obligés de doubler le Cap. Il donne un asyle, soit aux bâtimens neutres qui fuyant les corsaires, n'ont pu se réfugier à Jaqmel, soit aux vaisseaux de guerre nationaux qui ont à craindre la violence des vents dans ces parages, ou les forces supérieures d'une escadre ennemie.

Quoique cette Côte ſoit la moindre des trois qui forment la colonie Françoiſe de Saint Domingue, & qu'au dernier décembre 1766, on n'y comptât que 33663 eſclaves, elle eſt cependant aſſez conſidérable pour promettre un jour à la Métropole autant de denrées que la plus riche de ſes iſles du vent. La proximité où elle ſe trouve de la Jamaïque, l'expoſe actuellement à de grands dangers. Elle pourra menacer à ſon tour ce boulevard des Anglois, lorſque ſon terrain mis en valeur, ſon étendue ſuffiſamment peuplée, des ports fortifiés & gardés, lui auront donné la conſiſtance qu'une bonne adminiſtration lui doit faire acquérir.

En paſſant du ſud à l'oueſt, le premier établiſſement qu'on trouve eſt celui du cap Dame-Marie. Il eſt ſi foible encore, que ſur vingt lieues de côtes, on ne compte que cinquante Européens en état de porter les armes. Auſſi la déclaration de guerre eſt-elle pour eux un ſignal de fuite. Cependant ils ont oſé durant les dernieres hoſtilités, reſter dans leurs habitations. Chaque colon avoit pris ſeulement la précaution de ſe ménager un ſouterrain où il ſe retiroit avec ſes eſclaves, lorſqu'il ſe voyoit

menacé par quelque corsaire. Malgré cette attention, des atteliers entiers ont été surpris & enlevés.

On n'a pas autant à craindre ces sortes d'accidens dans le quartier voisin, connu sous le nom de la grande Anse ou de Jérémie. Ce bourg situé sur une hauteur où l'air est pur, a de jolies maisons, & donne de grandes espérances. L'abondance de son coton & de son cacao y ont attiré quelques négocians. Les corsaires qui croisent sur les Jamaïquains y conduisent leurs prises. La culture & la population y ont fait des progrès qui en promettent de plus heureux encore.

Rien n'annonce une semblable destinée au petit Goave. Ce lieu si célebre du temps des flibustiers, n'offre aujourd'hui que des ruines pour vestiges de son premier éclat. Il le dut à une rade où les vaisseaux de toute grandeur trouvoient un mouillage excellent, des facilités pour s'abbattre, un abri contre tous les vents. Comme port, il seroit encore fameux & fréquenté, si la Gonave n'étoit pas à son voisinage ; si les eaux croupissantes de la riviere Abaret, qui se perd dans des marécages, n'y rendoient pas mal sain un air épais qui n'a pas de courant.

Léogane située à cinq lieues du petit Goave, a trois cents dix-sept maisons. Elles forment un quarré long & quinze rues larges & bien distribuées. On l'a bâtie à une demi-lieue de la mer, dans une plaine étroite mais féconde, bien cultivée, arrosée par un grand nombre de ruisseaux. Le désir le plus vif de ses habitans seroit de faire ouvrir un canal depuis la ville jusqu'au mouillage, ce qui préviendroit la difficulté des charrois. S'il étoit raisonnable de faire une place de guerre sur la côte de l'ouest, Léogane mériteroit la préférence. Elle est assise sur un terrain uni; rien ne la domine, & les vaisseaux ne peuvent l'insulter. Mais pour la mettre à l'abri d'un coup de main, il faudroit l'envelopper d'un rempart de terre, avec un fossé profond qui se rempliroit d'eau sans les moindres frais. Cette dépense ne coûteroit pas à beaucoup près autant que les travaux entrepris au Port-au-Prince. On va voir avec quel succès.

La premiere partie de l'Isle que les François cultiverent, fut celle de l'ouest, comme la plus éloignée des forces Espagnoles qu'on avoit alors à craindre. Située au milieu des côtes qu'ils occupoient, ils y établirent le siege du gouvernement. On le fixa d'abord au petit Goave,

dont la stérilité & le mauvais air dégoûterent dans la suite. Léogane qui le remplaça fut sacrifiée à son tour au Port-au-Prince qui devint en 1750 le séjour d'un conseil supérieur, du commandant général & de l'intendant.

Une ouverture d'environ quatorze cents toises, prises en ligne directe, dominée de deux côtés, est l'emplacement qu'on a choisi pour la nouvelle capitale. Deux ports formés par des islots, ont servi de prétexte à ce mauvais choix. Le port des marchands à moitié comblé, ne peut plus recevoir sans danger des vaisseaux de guerre; & le grand port qui leur est destiné aussi mal sain que l'autre par les exhalaisons des islots, n'est défendu par rien & ne le peut être contre un ennemi supérieur.

Une foible escadre suffiroit même pour en bloquer une plus forte dans une position si désavantageuse. La Gonave qui divise la baie en deux, laisseroit à la petite escadre une croisiere libre & sûre; les vents de mer empêcheroient qu'on ne vînt à elle; ceux de terre, en ouvrant la sortie du port aux vaisseaux qu'on lui opposeroit, lui faciliteroient le choix de la retraite entre les deux pertuis de St. Marc & de Léogane; à l'égalité de manœuvre, elle auroit toujours l'avan-

tage de mettre la Gonave entr'elle & l'eſcadre ennemie.

Que ſeroit-ce, ſi celle-ci ſe trouvoit la moins nombreuſe? Déſemparée & pourſuivie, elle ne pourroit atteindre une relâche auſſi enfoncée que le Port-au-Prince, avant que le vainqueur eût profité de ſa déroute. Si les vaiſſeaux battus y arrivoient, aucun ouvrage n'empêcheroit l'ennemi de les pourſuivre preſque en ligne, & d'entrer juſque dans le port du roi où ils ſe retireroient.

La plus heureuſe des ſtations, en fait de croiſiere, eſt celle qui donne la facilité d'accepter ou de refuſer le combat, de n'avoir qu'un petit eſpace à garder, de découvrir tout d'un point central, de trouver des mouillages sûrs au bout de chaque bordée, de pouvoir ſe cacher ſans s'éloigner, de faire du bois & de l'eau à volonté, de naviguer dans de belles mers où l'on n'a que des grains à craindre. Tels ſont les avantages qu'une eſcadre ennemie aura toujours ſur les vaiſſeaux François mouillés au Port-au-Prince. Une frégate pourroit ſans riſque venir les y braver. Elle ſuffiroit pour intercepter à l'entrée ou à la ſortie tous les navires marchands qui navigueroient ſans eſcorte.

Cependant un port ſi défavorable a

décidé la construction de la ville. Elle occupe en longueur sur les bords de la mer douze cents toises, c'est-à-dire, presque toute l'ouverture que la mer a creusée au centre de la côte de l'ouest. Dans ce grand espace qui s'enfonce à une profondeur d'environ cinq cents cinquante toises, sont comme perdues cinq cents cinquante-huit maisons ou cases dispersées dans vingt-neuf rues. L'écoulement des ravines qui tombent des mornes entretient dans ce séjour une humidité continuelle, sans y procurer de bonne eau. Pour en avoir de moins malfaisante, il faut l'envoyer chercher dans des lieux éloignés; & c'est un objet de dépense pour les habitans. Ajoutez à cette incommodité, le peu de sûreté d'une place qui, commandée du côté de la terre, est par-tout abordable du côté de la mer. Les islots même qui distinguent les deux ports, loin de garantir d'une descente, ne serviroient qu'à la couvrir.

Cette description, dont les gens instruits & sans passions ne contesteront pas la fidélité, montre assez d'elle-même, que le Port-au-Prince a trop fixé l'attention du gouvernement. Ce seroit une erreur funeste que de s'obstiner à combattre la nature, en voulant défendre

à force d'art un poſte qu'elle a livré de toutes parts à l'invaſion. L'égarement ſeroit plus grand encore, d'y raſſembler, en le laiſſant ouvert, les tribunaux, les troupes, les munitions, les vivres, l'arſenal; tout ce qui fait le ſoutien d'une grande colonie. La deſtination de ce port doit ſe réduire à l'embarquement des récoltes, que produiſent les champs voiſins & la riche pleine du Cul-de-ſac. Ce débouché n'exige qu'une protection ſuffiſante pour prévenir une ſurpriſe, & pour aſſurer la retraite des citoyens qui ſeront toujours prêts à abandonner une place, dont le deſtin eſt de ſe rendre à la premiere attaque. Saint Marc n'aura jamais un meilleur ſort.

Cette ville peu profonde, s'étend en longueur ſur la côte, au fond d'une baie couronnée d'un croiſſant de mornes, dont la mer n'eſt ſéparée que par une très-petite plaine. La nature a laiſſé cet intervalle de vie & de culture entre l'aridité des montagnes & l'abyme des eaux. Mais ces mornes, quoique ſtériles, ne ſont pas inutiles. Elles ont la propriété unique dans la colonie de fournir des pierres de taille auſſi bonnes que celles d'Europe; & la côte même les donne ſans beaucoup de travail. On en a bâti la ville qui ne conſiſte qu'en cent cin-

quante-quatre maisons, autrefois défendues par un retranchement de terre qui n'existe plus.

Saint Marc est très-commerçant. Il attire d'un côté les denrées qui ne vont pas au Port-au-Prince, & de l'autre celles qui se recueillent depuis ses murs jusqu'au mole Saint Nicolas. Sa prospérité augmenteroit considérablement, si on réussissoit à arroser la plaine naturellement trop seche de l'Artibonite qui n'a besoin que de ce secours pour surpasser par sa fécondité les meilleures terres.

Ce pays tire son nom d'une riviere qui le partage dans presque toute sa longueur. Les eaux de ce fleuve quelquefois encaissé, roulent constamment sur la crête de la plaine. L'élévation de leur lit avoit fait naître depuis long-temps l'idée de les subdiviser. Des opérations géométriques en ont démontré la possibilité : tant les nations savantes ont d'empire sur la nature. Mais un projet appuyé sur la base des connoissances mathématiques, exige des précautions extrêmes dans l'exécution. L'impétuosité que prend le cours des eaux, quand il est grossi par les pluies, & la mobilité du sol où coule la riviere, ne permettent de toucher à ses bords qu'avec une grande

réſerve. La plus légere ſaignée faite mal à propos, y ouvriroit en peu d'inſtans une breche énorme, à des inondations effrayantes & deſtructives pour une vaſte plaine.

Cependant tous les propriétaires déſirent impatiemment l'entrepriſe d'un ſi grand ouvrage. Mais c'eſt à l'adminiſtration de juger ſi des aſſociations particulieres qui ſollicitent la liberté de faire travailler à des arroſemens qui ne peuvent féconder que leurs terres, ne nuiroient pas au projet d'arroſer toutes celles du pays. Plutôt que de faire céder le bien public à l'intérêt du petit nombre, le gouvernement devroit venir au ſecours des colons qui n'ont pas les facultés de contribuer aux dépenſes de l'arroſement général. On feroit bien dédommagé de ce ſacrifice par un ſixieme d'augmentation dans les productions de la colonie. Cet accroiſſement de fécondité deviendroit encore plus conſidérable, s'il étoit poſſible de deſſécher entiérement cette partie de la côte qui eſt noyée dans les eaux de l'Artibonite. C'eſt ainſi qu'en changeant le cours des fleuves, l'homme policé ſoumet la terre à ſon uſage. La fertilité qu'il y répand peut ſeule légitimer ſes conquêtes ; ſi toutefois l'art & le travail, les loix & les

vertus réparent avec le temps l'injuſtice d'une invaſion.

L'oueſt de la colonie qui au dernier décembre 1766 comptoit ſeul 83080 eſclaves, eſt ſéparé du nord par le mole Saint Nicolas qui participe des deux côtes. A l'extrêmité du Cap eſt un port également beau, sûr & commode. La nature en le plaçant vis-à-vis la pointe de Maiſi de l'iſle de Cuba, ſemble l'avoir deſtiné à devenir le poſte le plus intéreſſant de l'Amérique pour les facilités de la navigation. Sa baie a quatorze cents cinquante toiſes d'ouverture. La rade conduit au port, & le port au baſſin. Tout ce grand enfoncement eſt ſain, quoique la mer y ſoit comme ſtagnante. Le baſſin, qu'on diroit fait exprès pour les carénages, n'a pas le défaut des ports encaiſſés. Il eſt ouvert aux vents d'oueſt & du nord, ſans que leur violence puiſſe y troubler ou retarder aucun des mouvemens ou des travaux intérieurs. La péninſule où le port eſt ſitué, s'éleve comme par degrés juſques aux plaines qui repoſent ſur une baſe énorme. C'eſt pour ainſi dire une ſeule montagne qui d'un ſommet large & uni, va par une pente douce ſe rejoindre au reſte de l'iſle.

Le mole Saint Nicolas fut long-temps

oublié par les habitans de Saint Domingue. Des mornes pelés & des rochers applatis n'avoient rien d'attrayant pour leur cupidité. L'usage qu'ont fait les Anglois de cette position durant la derniere guerre, l'a fait comme sortir du néant. Le ministere de France éclairé par ses ennemis même, y a fait passer un grand nombre d'Acadiens & d'Allemands qui y ont péri avec une effrayante rapidité. C'est le sort inévitable des nouveaux établissemens fondés entre les tropiques. Le peu qui est échappé aux atteintes funestes du climat, du chagrin & de la misere, déserte tous les jours le sol stérile & pauvre de Saint Nicolas. Il est possible que la liberté de le fréquenter accordée aux navigateurs étrangers, y arrête l'émigration. La facilité qui en résultera pour les colons de vendre convenablement les fruits de leur culture, les bestiaux de leurs pâturages, les ouvrages de leur industrie, les fixera peut-être sur les terres qu'on leur a données. Du reste, elles ne produisent de denrées convenables en Europe que le seul coton.

Après le mole Saint Nicolas, le premier établissement qu'on trouve à la côte du nord, c'est le port de Paix. Il dut sa fondation au voisinage de la Tortue, dont les habitans s'y réfugioient à me-

sure qu'ils abandonnoient cette isle. L'ancienneté de ses défrichemens a rendu ce canton l'un des moins mal sains de Saint Domingue ; & il est parvenu depuis long-temps au point de richesse & de population où il pouvoit arriver. Mais l'un & l'autre sont peu de chose, quoique l'industrie ait été jusqu'à percer des montagnes pour conduire les eaux & arroser les terres. Le sucre n'y est pas abondant ; l'indigo, le café, le coton absorbent les principaux soins de la culture. La difficulté qu'on trouve de tous les côtés d'aborder au port de Paix, l'a comme isolé & séparé du reste de la colonie. La population la plus voisine de ce lieu retiré, c'est le Cap François.

Cette ville est située au bord d'une grande plaine qui a vingt lieues de long sur quatre de large. Il y a peu de pays plus arrosé ; mais il ne s'y trouve pas une riviere où une chaloupe puisse remonter plus de trois milles. Tout ce grand espace est coupé par des chemins de quarante pieds de large tirés au cordeau, constamment bordés de haies de citronniers, assez épaisses pour servir de barrieres contre les animaux. De longues avenues de grands arbres conduisent à plusieurs habitations ; mais on a négligé d'orner les routes de ces hautes futaies

qui auroient fourni aux voyageurs un ombrage délicieux, & qui auroient prévenu la disette de bois dont on se plaint déjà. Quoique les François eussent reconnu de bonne heure le prix d'un terrain dont la fertilité surpasse les desirs de l'imagination, ils ne commencerent à le cultiver qu'en 1670, époque où ils cesserent de craindre les irruptions des Espagnols, qui jusqu'alors s'étoient tenus en force dans le voisinage. Le parti qu'on prit d'y porter les habitans de Sainte Croix & de Saint Christophe, accéléra les progrès de cet établissement. C'est aujourd'hui le pays de l'Univers qui produit une plus grande quantité de sucre.

La plaine qui n'a vers le nord d'autres limites que la mer, est couronnée au sud par une chaîne de montagnes dont la profondeur varie depuis quatre jusqu'à huit lieues. Il y en a peu de fort élevées. Elles n'ont rien qui repousse. Plusieurs peuvent être cultivées jusqu'à leur sommet; & toutes sont coupées par des intervalles remplis de plantations de café & de très-belles indigoteries. Dans ces vallées délicieuses, on savoure à loisir les délices d'un printemps sans hiver, sans été. L'année n'y a que deux saisons également belles. La terre toujours chargée de fruits,

toujours couverte de fleurs, y réunit continuellement les charmes & les richesses que la poésie prodigue dans ses descriptions. De quelque côté qu'on tourne ses regards, on est enchanté par la variété des objets colorés d'une lumiere pure. Le ciel est tempéré pendant le jour ; les nuits constamment fraîches préparent un soleil doux. Les habitans de la plaine où cet astre darde ses rayons les plus vifs, vont dans ces montagnes respirer un air frais, boire des eaux salubres. Heureux le mortel qui apprit aux François à s'établir dans un séjour si délicieux.

Ce fut un de ces hommes que l'intolérance religieuse commençoit à proscrire dans leur patrie. Un calviniste nommé Gobin, alla planter au Cap la premiere habitation. Les maisons se multiplierent à mesure que le territoire fut défriché. Cet établissement avoit déjà fait assez de progrès dans l'espace de vingt-cinq ans pour exciter la jalousie des Anglois. Joignant leurs forces à celles des Espagnols, ils l'attaquerent en 1695 par terre & par mer, le prirent, le pillerent, & le mirent en cendre.

On pouvoit tirer de ce désastre un grand avantage. Dans une rade qui a trois lieues de circonférence, l'intérêt qui

eſt le premier fondateur des colonies avoit fait choiſir pour l'emplacement du Cap le pied d'un morne, parce que c'étoit le lieu le plus à portée du mouillage ordinaire. Cette poſition peu ſaine avertiſſoit les colons de s'établir ailleurs. Ils n'y ſongerent pas. C'eſt dans un gouffre, où la chaleur des rayons eſt augmentée par la réflexion des montagnes, où le vent n'arrive que du côté de la mer pardeſſus des marécages ; c'eſt-là qu'on rétablit une ville qu'on n'y devoit jamais bâtir. Cependant la richeſſe des campagnes voiſines, n'a ceſſé d'agrandir ce port, d'édifices nouveaux & toujours plus rians.

Vingt-neuf rues tirées au cordeau coupent aujourd'hui le Cap en deux cents vingt-ſix iſlots de maiſons, qui montent au nombre de huit cents dix. Mais ces rues trop étroites & ſans pente, quoique le terrain ſoit en dos d'âne, ſont toujours bourbeuſes ; parce que n'étant pavées qu'au milieu, les ruiſſeaux qui n'ont pas une chute égale, forment des cloaques, au lieu de ſervir à l'écoulement des eaux.

On a projeté pluſieurs places dans cette ville. Celle de Notre-Dame, quoiqu'ancienne, eſt à peine applanie. Elle

a la forme d'un quarré long. Le centre en eſt marqué par une fontaine qui tarit ſouvent faute d'entretien. On y a commencé depuis quelques années une égliſe que ſon immenſité, le défaut de fonds, & la lenteur de l'importation des pierres qu'on fait venir d'Europe, ne permettront pas ſitôt d'achever. La place de Clugny, qui eſt un quarré régulier, étoit néceſſaire pour faire diſparoître un marais puant. Ce deſſéchement ſera utile à la ſalubrité de l'air. Le gouvernement, les caſernes, un magaſin du roi, ſont les ſeuls édifices publics qui attirent les regards des curieux. Mais l'œil du citoyen aime à ſe repoſer ſur deux établiſſemens qu'on appelle Maiſons de la providence. La plupart des François qui arrivent dans la colonie, n'ont ni reſſources ni talens. Avant qu'ils aient acquis aſſez d'induſtrie pour ſubſiſter, ils ſont preſque tous enlevés par des maladies mortelles. Au Cap, ces malheureux ſans fortune & ſans aveu, ſont reçus dans deux hoſpices, où les hommes & les femmes trouvent ſéparément tous les ſecours que leur ſituation exige, juſqu'à ce qu'on leur ait procuré des places. Il eſt bien honteux qu'une ſi belle inſtitution, n'ait trouvé nulle part

des imitateurs. L'humanité & la politique s'indignent également de cette négligence.

Le commerce devroit fonder dans toutes les colonies des refuges ſemblables à ceux de Saint Domingue. Ce ſont-là des établiſſemens qu'on peut appeller vraiment pieux & divins, puiſqu'ils ſont faits pour la conſervation des hommes. Soit par une ſuite de cette précaution, ou par le concours d'autres ſoins, il meurt à proportion moins de monde au Cap que dans les autres villes ſituées ſur le bord de la mer. L'attention qu'on a eue de purifier l'air en deſſéchant les marais, le défrichement entier des mornes, la proximité d'une plaine à peu près parvenue au plus haut période de ſes cultures, tous ces moyens ſe ſont réunis pour corriger les influences nuiſibles d'une ſituation vicieuſe.

Le port du Cap eſt digne de recevoir les riches productions des contrées voiſines. Il eſt admirablement placé pour les vaiſſeaux qui arrivent d'Europe. L'air qu'on y reſpire eſt le meilleur de l'iſle. Il n'eſt ouvert qu'au vent du nord-eſt, dont il ne peut même recevoir aucun dommage, ſon entrée étant ſemée de recifs qui rompent l'impétuoſité des

vagues. On en sort aisément, & le débouquement de ces mers se fait en peu de temps.

A quatorze lieues au vent du Cap est le fort Dauphin. C'étoit un bourg qui s'appelloit autrefois Bayaha, & qui depuis qu'on l'a rapproché de la mer, a changé de nom comme de place. La nouvelle ville se trouve située dans le centre intérieur d'un vaste port, dont la seule ouverture est formée par un goulet de quinze cents toises de longueur sur environ cent de largeur. Une riviere l'environne à l'ouest. Le rivage de la mer la termine à l'est. Une très-petite péninsule au nord sert d'emplacement au fort. Du côté du sud, est la plaine. La ville n'est encore composée que de soixante-dix maisons. Elle est assez loin des montagnes, pour n'être dominée d'aucun morne qui puisse irriter la chaleur par la réverbération ; mais le voisinage de quelques marais y rend l'air mal sain. Ses fortifications sont suffisantes pour arrêter une escadre deux ou trois jours.

La sureté, la beauté de son port n'empêchent pas que la majeure partie des productions de sa plaine ne passent au Cap. La masse du commerce attire toujours à elle les branches voisines, & les

grands ports absorbent & dessechent les petits.

Les denrées de toute la colonie de Saint Domingue se réduisoient en 1720 à douze cents mille livres pesant d'indigo, à cent vingt milliers de sucre blanc, à vingt & un millions de sucre brut. Ces cultures montoient en 1764 à quatre-vingts millions de sucre brut, à trente-cinq millions de sucre blanc, à un million huit cents quatre-vingts mille livres d'Indigo. A la même époque, on cueilloit sept millions pesant de café, un million & demi pesant de coton, quoique la culture de ces productions ne remontât pas au delà de 1737. Un peu plus de la moitié de ces prodigieuses richesses étoit fournie par la seule côte du nord ; le reste provenoit tant de l'ouest que du sud. Il y avoit encore cette différence que l'indigo & le coton dominoient dans les exportations du sud & de l'ouest ; le sucre & le café dans les exportations du nord.

Tels sont les progrès d'une agriculture qui est soutenue par le commerce. Le même terrain, s'il n'eût produit que du bled, auroit attiré peu de monde. On eût été plus d'un siecle à le mettre en valeur ; & le défrichement n'y eût pas rapporté dans l'espace de mille ans, le

revenu qu'il a donné en moins de cinquante. Par le commerce, ces denrées ont employé une nombreuse population de constructeurs & de matelots, de manufacturiers & de débitans ; ont enrichi des villes qui ont fait fleurir les campagnes voisines.

A l'époque de 1764, Saint Domingue avoit 8786 blancs en état de porter les armes. 4306 habitoient le nord, 3470 l'ouest, & 1010 seulement le sud. 4117 mulâtres ou negres libres, mais enrégimentés, grossissoient ces forces. Il y en avoit 497 au sud, 2250 à l'ouest, & 1370 au nord.

Le nombre des esclaves étoit de deux cents six mille de tout âge & de tout sexe, répartis de la maniere suivante. 12000 dans neuf villes, quelques-uns ouvriers, & les autres occupés au service domestique ; 4000 employés dans les bourgs aux tuileries, aux poteries, aux briqueries, aux fours à chaux, & à quelques autres manufactures de nécessité premiere ; 10000 destinés à cultiver des vivres & des légumes ; 180000 consacrés aux denrées d'exportation. Depuis ce récensement jusqu'à la fin de 1767, on a porté sur 171 bâtimens François, 51567 negres. Ils n'ont pas remplacé les morts, dont le vuide se

trouvoit plus que rempli par les eſclaves introduits en fraude. Ils n'ont pas non plus ſervi au luxe des villes où le nombre de ces ſortes de domeſtiques a même diminué. Ces negres nouvellement tranſportés étoient des hommes capables de travail : on les a tous appliqués à la culture qu'ils doivent avoir conſidérablement augmentée. Elle n'aura pas même perdu à changer d'objets ſur quelques articles.

A la place de l'indigo, que des terres fatiguées commençoient à rendre moins abondamment, il s'eſt formé quarante nouvelles ſucreries. On en compte aujourd'hui 260 au nord ; 197 à l'oueſt ; 84 au ſud. Les rafineries ſe ſont encore plus multipliées à proportion que les plantations ; & la quantité de ſucre blanc a preſque doublé. Le coton a fait des progrès immenſes dans les vallées de l'oueſt, & le café dans celle du nord. Il s'eſt même élevé quelques cacaoyers dans les bois de la grande anſe. La paix a fait refleurir les anciennes branches de commerce ; elle en a fait germer de nouvelles. Tout croît & proſpere ſous ſon ombre. Elle crée à la fois le bonheur des deux mondes.

On peut aſſurer d'après des inſtructions très-fideles, que dans l'année

1767, il eſt ſorti de la colonie 72718781 livres peſant de ſucre brut ; 51562013 livres de ſucre blanc, 1769562 livres d'indigo ; 150000 livres de cacao ; 12197977 livres de café ; 2965920 livres de coton ; 8470 banettes de cuirs en poil ; 10350 côtes de cuirs tannés ; 4108 barriques de taffia ; 21104 barriques de ſirop.

Telle eſt la maſſe des productions enrégiſtrées aux douanes de Saint Domingue en 1767, & exportées ſur trois cents quarante-ſept navires arrivés de France. Les chargemens faits ſous voile, l'excédent des poids déclarés, le paiement des noirs introduits en fraude, ne peuvent pas avoir enlevé moins d'un ſixieme des denrées de la colonie qu'il faut ajouter à l'énumération connue de ſes richeſſes.

On n'eſt pas d'accord ſur l'augmentation dont elles ſont encore ſuſceptibles. Les uns veulent qu'on puiſſe les doubler ; d'autres qu'elles ne puiſſent croître que d'un tiers. Tous avouent qu'il reſte encore à la culture de grands progrès à faire ; & l'on doit les attendre de l'activité de la nation qui poſſede un fonds ſi propre à ſe perfectionner. Mais peut-elle eſpérer d'en recueillir les avantages ?

Est-elle assurée d'en conserver toujours la propriété ? Ces deux questions méritent un examen sérieux.

Le commerce que les François de Saint Domingue entretiennent avec leur indolent voisin, est plus important qu'on ne le croit communément. Ils lui fournissent des bas, des chapeaux, des toiles, des fusils, de la quincaillerie, quelques vêtemens ; & ils reçoivent en paiement des chevaux & des bêtes à corne pour leurs travaux & leurs boucheries, du bœuf & du cochon fumés, des cuirs, & enfin trois cents mille piastres que la cour de Madrid sacrifie tous les ans pour la solde du gouvernement, du clergé, des troupes qu'elle entretient dans le premier établissement qu'elle forma dans le nouveau monde. Si l'on en excepte quelques monnoies Portugaises qui conservent par habitude une valeur fictive au dessus de leur prix réel, ils n'ont pas d'autres métaux que ceux qu'ils tirent des Espagnols leurs voisins. Il faudroit des révolutions qu'il est impossible de prévoir, pour interrompre cette communication qui se fait par terre & par mer entre les deux nations qui partagent Saint Domingue. C'est-là que le besoin mutuel l'emporte sur

fur l'antipathie de caractere, ou que l'uniformité de climat étouffe ce germe de division.

Il feroit à fouhaiter pour les colons François, qu'ils fuffent auffi sûrs de conferver leurs liaifons avec l'Europe. Si les premiers avanturiers de leur nation qui parurent à Saint Domingue avoient pu fonger à la culture, ils fe feroient emparés, comme ils en avoient la facilité, de la partie de l'ifle qui eft le plus au vent. Elle a des plaines vaftes & fertiles. Elle eft de toutes parts ouverte à l'océan. Le rivage en eft sûr. On entre dans fes ports le jour qu'on les découvre ; dès le jour qu'on en fort, on s'en éloigne à les perdre de vue. La route eft telle que l'ennemi n'y peut tendre aucun piege. Les croifieres n'y font pas faciles. Ses parages font à l'abord des Européens, & les voyages fort abrégés. Mais comme le projet des premiers navigateurs François, fut d'attaquer les vaiffeaux Efpagnols & d'infefter le golphe du Mexique, les poffeffions qu'ils occuperent à Saint Domingue, fe trouverent enveloppées par Cuba, la Jamaïque, les Turques ; par la Tortue, les Caïques, la Gonave, les ifles Lucayes, dont les rades cachées fervent de retraite aux corfaires ; par une foule de bancs &

de rochers qui rendent la marche des bâtimens lente & incertaine ; par des mers reſſerrées qui donnent néceſſairement un grand avantage à l'ennemi, pour aborder, bloquer ou croiſer.

Contre tant de dangers, la politique n'imaginera jamais de reſſource effective, qu'une eſcadre permanente dans la colonie pendant la guerre, & toujours en activité. Soit impuiſſance du gouvernement pour donner cette ſorte de protection à ſa colonie, ſoit négligence des amiraux, qui, lorſqu'ils ont eu des vaiſſeaux armés, ſont reſtés dans le port ſans agir, on n'a pas ſuivi l'unique ſyſtême de défenſe qui convenoit à la Métropole pour la ſûreté du commerce de Saint Domingue.

Si le miniſtere & la marine changent de principe & de conduite, il faudra d'abord ouvrir les parages du Cap, où les navigateurs qui viennent de France, entrent toujours en temps de guerre, & le plus ſouvent en temps de paix. Le beſoin qu'ils ont de reconnoître le promentoire de la Grange ſitué à dix lieues au deſſus, y attire une infinité de corſaires qui y manquent rarement leur proie. Deux vaiſſeaux de force qu'on y placeroit, ſe rendroient aiſément les maîtres de cette croiſiere. Si contre toute

attente, l'ennemi y arrivoit avec de plus grands moyens, il faudroit bien lui céder la place; mais il eſt vraiſemblable que ce ne ſeroit pas pour long-temps.

Après avoir ſavoriſé l'entrée des bâtimens au Cap, il faudroit aſſurer leur ſortie: & voici comment. Un des deux vaiſſeaux de guerre qui devroit être toujours dans le port, prendroit ſous ſon convoi pluſieurs navires marchands, les débouqueroit, & rentreroit dans trois ou quatre jours au plus. Rarement courroit-il quelque danger; parce qu'il ne ſe trouve guere ſur ce paſſage des vaiſſeaux de ligne, & qu'ils ne peuvent y être ſans qu'on en ſoit averti.

Tandis qu'une partie de l'eſcadre protégeroit la navigation du nord, le reſte qui ſeroit plus conſidérable couvriroit les autres côtes de la colonie. Cette partie auroit ſon point d'appui au Port-au-Prince. Deux de ſes vaiſſeaux ſe porteroient de-là au mole Saint Nicolas, auſſi dangereux pour les bâtimens qui vont du Cap à l'oueſt & au ſud, que la Grange pour ceux qui veulent atterrer au Cap. Ils ne dépaſſeroient jamais la pointe du mole. Ce ſeroit aux forces placées au nord à tenir la mer libre juſqu'à cet endroit, d'autant plus important, qu'on peut intercepter à ce

paſſage forcé tous les armemens de la nouvelle Angleterre pour la Jamaïque. L'eſcadre du Port-au-Prince feroit encore chargée de ſe montrer de temps en temps au ſud de l'iſle, de protéger ſes propres parages, & d'eſcorter juſqu'au delà du débouquement tous les bâtimens qui voudroient faire leur retour en France. Elle pourroit même aller croiſer ſur la Jamaïque, lorſque les circonſtances le lui permettroient.

Après avoir mis à couvert des ſurpriſes de l'ennemi les produits de ſa colonie, la Métropole doit encore pourvoir à la conſervation d'une propriété ſi féconde.

Les Eſpagnols qui occupent encore aujourd'hui la moitié de l'iſle, furent autrefois des ennemis aſſez redoutables. A peine les François ſe montrerent à Saint Domingue, qu'il s'éleva de vifs démêlés entre les deux nations. Des particuliers ſans aveu oſerent ſoutenir la guerre contre un peuple armé ſous une autorité réguliere. Ils furent avoués de leur patrie, lorſqu'elle les crut aſſez forts pour ſe maintenir dans leurs uſurpations. On leur envoya un chef qui porta le nom de gouverneur de la Tortue & de Saint Domingue, titre qui fut changé depuis contre celui

de gouverneur général des isles sous le Vent. Le brave homme qui fut choisi pour commander le premier à ces intrépides aventuriers, se pénétra de leur esprit au point de proposer à sa cour la conquête de l'isle entiere. Il répondoit sur sa tête du succès de l'entreprise, pourvu qu'on lui envoyât une escadre assez forte pour bloquer le port de la capitale.

Le ministere de Versailles, négligeant un projet plus praticable qu'il ne le croyoit de loin, laissa les François exposés à des hostilités continuelles. Ce n'est pas qu'on ne les repoussât constamment avec succès, qu'on ne portât même la désolation dans le pays ennemi; mais ces animosités nourrissoient dans leur ame l'amour du brigandage, les détournoit des travaux utiles, & arrêtoient les progrès de la culture, qui doit toujours être le but de toute colonie bien administrée, comme le premier objet de toute société qui possede des terres. La faute qu'avoit fait la France de ne pas seconder l'ardeur des nouveaux colons pour la conquête de l'isle entiere, faillit à lui coûter la perte de ce qu'elle y avoit acquis. Pendant que cette couronne étoit occupée à soutenir la guerre de 1688 contre toute

l'Europe, les Espagnols & les Anglois qui craignoient également de la voir solidement établie à Saint Domingue, unirent leurs forces pour l'en chasser. Le début de leurs opérations leur faisoit espérer un succès complet, lorsqu'ils se brouillerent d'une maniere irréconciliable. Ducasse qui conduisoit la colonie avec de grands talens & beaucoup de gloire, profita de leur division pour les attaquer successivement. D'abord il insulta la Jamaïque où tout fut mis à feu & à sang. De-là ses armes alloient se tourner contre San-Domingo, dont il étoit comme assuré de se rendre maître, lorsque les ordres de sa cour arrêterent cette expédition.

La maison de Bourbon monta sur le trône d'Espagne, & la nation Françoise perdit l'espérance de conquérir Saint Domingue. Les hostilités que les traités d'Aix-la-Chapelle, de Nimegue & de Riswick, n'y avoient pas même suspendues, cesserent enfin entre deux peuples qui ne pouvoient s'aimer. Il y eut de la tranquillité pour la culture, & même pour les cultivateurs. C'étoient les François. Depuis quelque temps leurs esclaves profitoient des divisions nationales pour briser leurs chaînes, & se retirer dans un territoire où ils trouvoient la

liberté & point du travail. Cette désertion qui devoit naturellement augmenter, fut rallentie par l'obligation que contracterent les Espagnols, de ramener les transfuges à leurs voisins pour la somme de vingt-cinq pistoles par tête. Quoique la convention ne fût pas trop religieusement observée, elle devint un frein puissant jusqu'aux brouilleries qui diviserent les deux nations en 1718. A cette époque, les negres quitterent en foule leurs atteliers. Cette perte fit revivre dans l'ame des François le projet de chasser entiérement de l'isle des voisins aussi dangereux par leur indolence même, que par leur inquiétude. La guerre ne dura pas assez long-temps pour amener cette révolution. A la fin des troubles, Philippe V ordonna de restituer tout ce qu'on pourroit ramasser de fugitifs. On les avoit embarqués pour les conduire à leurs anciens maîtres, lorsque le peuple soulevé les remit en liberté, par un de ces mouvemens qu'on ne sauroit désapprouver, s'il eût été inspiré par l'amour de l'humanité, plutôt que par la haine nationale. Il sera toujours beau de voir des peuples révoltés contre l'esclavage des negres. Ceux-ci s'enfoncerent dans des montagnes inaccessibles, où ils se sont multipliés au

point d'offrir un asyle assuré à tous les esclaves qui peuvent les y aller joindre. C'est-là, que graces à la cruauté des nations civilisées, ils deviennent libres & féroces comme des tigres, dans l'attente peut-être d'un chef & d'un conquérant qui rétablisse des droits de l'humanité violée en s'emparant d'une isle que la nature semble avoir destinée aux esclaves qui la cultivent, & non aux tyrans qui l'arrosent du sang de ces victimes.

Les combinaisons actuelles de la politique n'ordonnent pas que l'Espagne & la France se fassent la guerre. Si quelque événement mettoit les deux nations aux prises, malgré le pacte des couronnes, ce seroit vraisemblablement un feu passager qui ne donneroit ni le loisir, ni le projet de faire des conquêtes qu'on seroit obligé de restituer. Les entreprises de part & d'autre se réduiroient donc à des ravages. Mais alors la nation qui ne cultive pas, du moins à Saint Domingue, seroit redoutable par sa misere même, à celle dont la culture a fait des progrès. Un gouverneur Castillan sentoit si bien l'avantage que lui donnoit l'indolence & la pauvreté des siens, qu'il écrivoit au commandant François que, s'il le forçoit à

une invasion, il détruiroit plus dans une lieue qu'on ne le pourroit faire en dévastant tout le pays soumis à ses ordres.

Cette position démontre, que si l'Europe voyoit commencer les hostilités entre les deux peuples, le plus actif devroit demander la neutralité pour cette isle. Peut-être l'intérêt de l'un & de l'autre, exigeroit-il qu'elle passât toute entiere dans les mains du plus laborieux? Mais quand même la cour de Madrid pourroit se déterminer à céder un territoire qui lui est à charge, il y auroit encore bien des difficultés à surmonter. La Grande Bretagne qui tient aujourd'hui dans ses mains la destinée de l'Amérique, consentiroit difficilement à cette augmentation de richesses pour sa rivale.

Un arrangement plus naturel, & qui ne devroit rencontrer aucune opposition, ce seroit celui qui fixeroit les limites des deux nations qui partagent St. Domingue. Cet ordre sembloit une suite de l'avénement de Philippe V au trône, qui imprima aux possessions Françoises un caractere de stabilité, de légitimité qu'elles n'avoient pas eu jusqu'alors. On devoit s'attendre que celui des deux peuples qui donnoit à l'autre un roi,

feroit régler que tout le territoire renfermé entre les côtes qu'il occupoit au nord & au sud, resteroit dans sa dépendance. De plus grands intérêts obligerent de renvoyer cette discussion à un autre temps qui n'est jamais venu. On n'a pas même ouvert une seule conférence pour débrouiller ce cahos. Cette négligence a armé cent fois des particuliers contre des particuliers, qui se sont souvent massacrés, assassinés. Ce germe de discorde & de rage a passé dans tous les cœurs ; & les deux nations, en 1730, ont pris les armes pour s'exterminer. Les chefs des deux colonies réussirent alors à calmer cette fureur, par une convention provisoire ; mais les successeurs de ces hommes habiles & modérés auront-ils toujours la même autorité, le même bonheur ? Il s'agit d'étouffer sans retour cette guerre intestine, en assurant d'une maniere légale & authentique les propriétés réciproques.

Pour y procéder avec l'ordre & la justice convenables, on doit remonter jusqu'en 1700. A cette époque, les deux peuples devenus amis, resterent de droit en possession de tous les terrains qu'ils occupoient. Les empiétemens qu'ont fait dans le cours de ce siecle

les sujets d'une des couronnes, sont des entreprises de particulier à particulier. Pour avoir été tolérés, ils n'ont pas été légitimés; & les droits des deux puissances, sont restés les mêmes, puisqu'aucune convention, soit directe, soit indirecte, n'y a dérogé jusqu'à présent.

Or des faits incontestables prouvent qu'au commencement du siecle, les possessions Françoises qui sont aujourd'hui bornées sur la côte du nord par la riviere du Massacre, s'étendoient jusqu'à la riviere d'Yaque. Celle de la côte du sud, qu'on avoit poussée jusqu'à la pointe du cap de la Béate, ont été resserrées avec le temps à l'anse à Pitre. Comment s'est opérée cette révolution insensible? Par une suite naturelle du systême économique des deux peuples voisins. L'un devenu agriculteur a rassemblé toutes ses possessions vers les ports les plus fréquentés, où il devoit trouver le débit de ses denrées. L'autre, plutôt pasteur qu'agricole, ayant besoin d'un plus vaste espace pour élever ses troupeaux, s'est emparé de tous les terrains abandonnés. Par la nature des choses, les pâturages se sont étendus, & les champs rétrécis, du moins rapprochés. Il n'est pas juste que le peuple le plus industrieux & le plus utile sur la

terre qu'il féconde, ſoit dépouillé par la nation errante qui conſume ſans reproduire.

Les limites des François dans l'intérieur des terres ſeroient plus difficiles à marquer ; tant les révolutions fréquentes & journalieres qui s'y ſont faites, y ont jeté d'incertitude & de confuſion. Ce ſont aujourd'hui les montagnes d'Ouanaminthé, du Trou, de la grande Riviere, de l'Artibonite, du Mirebalais qui ſéparent les deux colonies. Par cette démarcation, les François ſont réduits par-tout, à l'exception des pointes du mole Saint Nicolas & du cap Tiburon, à une liſiere étroite qui ne s'étend nulle part à plus de neuf lieues & demie de diſtance, & dans quelques endroits à ſix lieues au plus. Ce territoire forme un eſpece de croiſſant, dont la convexité produit ſur les bords de la mer un développement de deux cents cinquante lieues de côtes, au nord, à l'oueſt & au ſud. Mais ces bornes ne peuvent ſubſiſter par une raiſon qui fait diſparoître toutes les autres conſidérations.

Les établiſſemens François du nord ſont ſéparés de ceux de l'oueſt & du ſud, par des montagnes inacceſſibles. L'impoſſibilité de ſe ſecourir, les expoſe à

l'invasion d'une puissance également ennemie des deux nations. Le danger commun qui donne à ces voisins une sorte de réciprocité d'intérêts, doit engager la cour de Madrid à régler les limites, de façon que son alliée y trouve les commodités dont elle a besoin pour sa défense. Le terrain qu'il s'agit de sacrifier est montueux, de qualité médiocre, & très-éloigné de la mer. Les propriétaires de ces terres incultes, mais couvertes de troupeaux, doivent être dédommagés par la France avec une générosité qui ne leur laisse aucun regret.

Quand la colonie aura toutes ses possessions liées & soutenues au dedans par une communication suivie & non interrompue, il faudra les fortifier contre les attaques de leur seul ennemi vraiment redoutable. C'est l'Anglois. S'il veut entamer Saint Domingue par l'ouest ou le sud, il rassemblera ses forces à la Jamaïque. Si c'est par le nord, il fera ses préparatifs à la Barbade, ou à quelque autre isle du vent, d'où il peut arriver en sept ou huit jours au cap, au lieu de cinq ou six semaines qu'on met pour remonter de la Jamaïque à ce port.

L'ouest & le sud ne sauroient être défendus. L'immensité du terrain, empêche de mettre de la liaison & du concert

dans les mouvemens. Si on disperse les troupes, elles deviennent inutiles par la division des forces; si on les rassemble pour soutenir des postes que la foiblesse locale expose le plus à l'attaque, on risque de les perdre toutes à la fois. De gros bataillons ne seroient qu'un fardeau pour de vastes côtes qui présentent trop de flanc ou trop de front à l'ennemi. On doit se borner à construire ou à entretenir des batteries qui protegent les rades, les vaisseaux marchands & le cabotage; qui puissent éloigner les corsaires, & même garantir de la descente d'un ou deux vaisseaux de guerre qui viendroient faire le dégât & lever des contributions. Les troupes légeres qui suffisent pour soutenir ces batteries, abandonneront du terrain à proportion des marches de l'ennemi, se contenteront de ne pas se rendre sans être menacées.

Ce n'est pas qu'on doive renoncer à toute espece de défense. Sur chaque côte, il faudroit avoir sur les derrieres un lieu d'asyle & de renfort, toujours ouvert à la retraite, loin de la portée de l'ennemi, à l'abri de ses insultes, & capable de repousser ses attaques. Ce devroit être une gorge où l'on pût se retrancher & se défendre avec avantage. Telle est celle de la Gascogne dans la

côte de l'ouest. Elle a toutes les forces de position que donne la nature, avec le seul inconvénient de n'être pas placée au milieu de tous les quartiers. Le réduit, ou rendez-vous général du sud, établi sur l'habitation Perrein, à dix mille toises des Cayes, est un asyle d'une résistance supérieure. Au centre de tous les mouvemens rétrogardés, il rassemble tout ce qu'on peut désirer pour la défense. La nature, en rétrécissant sa gorge, a couvert ses flancs, & assuré dans ses derrieres un débouché qui ferme à l'ennemi toute avenue pour le tourner, qui ouvre à ses défenseurs une issue de communication avec l'intérieur de la colonie.

De ces retraites inexpugnables, on harcelera contiuuellement le conquêrant, qui n'ayant point de place forte, sera exposé à mille surprises. Ces alarmes redoubleront, si l'on a quelques escadrons de cavalerie légere. On peut s'en procurer à peu de frais. Les Espagnols de Saint Domingue vendent à un prix modique des chevaux andalous très-souples & pleins de feu, qui ne sont pas ferrés, qui paissent toute l'année dans les prairies où ils dorment en plein champ. Ce sont d'excellens soutiens pour la petite guerre qui donnera le temps

d'attendre les secours qui auront toujours la voie du nord pour arriver. Les troupes qui la feront, pourront même s'il le faut, aller contribuer à la défense de cette autre partie de la colonie, dont l'attaque ne se pourra faire que par la mer.

Tous ceux qui connoissent l'isle de Saint Domingue sont instruits que les établissemens François y forment comme deux colonies différentes, l'une au sud & à l'ouest, & l'autre au nord, qui n'ont aucune communication utile & réelle par le continent. Ainsi en supposant même les Anglois en force & solidement établis à l'ouest & au sud, il leur seroit impossible de se porter au nord par terre. S'ils en formoient le projet, ils ne pourroient chercher à l'exécuter que par l'étroite lisiere qui joint les possessions Françoises de l'ouest & du nord au cap Saint Nicolas, ou en traversant les possessions Espagnoles, deux routes également impraticables.

La premiere est un désert stérile, tellement rempli de forêts, de gorges, de précipices, qu'un homme à pied ne s'en tire qu'avec beaucoup de temps & d'extrêmes fatigues. La seconde n'est guerre moins chimérique. Il faudroit la faire à travers les montagnes Espagnoles, hau-

tes, incultes, eſcarpées, & où on ne paſſeroit pas ſans être harcelé. La côte du nord inacceſſible par terre, ne peut donc être attaquée que par mer. Plus riche, plus peuplée, & moins étendue que les deux autres, elle eſt plus ſuſceptible d'une guerre de campagne, & d'une défenſe ſuivie & réguliere.

Le bord de la mer plus ou moins couvert de reſſifs, offre une terre marécageuſe dans beaucoup d'endroits. Les mangliers, bois taillis qui couvrent un ſol noyé, rendent les lagons plus impénétrables. Cette défenſe naturelle eſt devenue moins commune par les coupes de pluſieurs taillis. Mais les embarcadaires qui ne ſont ordinairement que des trouées, flanquées de ces bois inondés, n'exigent pour être fermées qu'un front médiocre. Les magaſins & les autres bâtimens en pierre y ſont communs : ils fourniſſent des poſtes à créneler, & aſſurent quelques feux couverts.

Cette premiere ligne de la plage ſemble faire eſpérer qu'un rivage de dix-huit lieues ſi bien défendu par la nature; pour peu qu'il fût ſecondé de la valeur Françoiſe, mettroit l'ennemi dans le riſque d'être battu, dès le moment de la deſcente. Si ſes projets étoient connus, ſi ſes diſpoſitions ſur mer indiquoient

de loin le lieu de ſon débarquement, on pourroit s'y porter & le prévenir. Mais l'expérience aſſure un avantage infaillible aux eſcadres emboſſées.

Ce n'eſt point uniquement par ces nappes de feu qui partant des vaiſſeaux couvrent l'abord des chaloupes ; c'eſt par l'impoſſibilité où l'on eſt d'occuper tous les points de la côte, qu'une eſcadre mouillée a la facilité de faire des deſcentes. Elle menace trop de lieux à la fois. Des troupes de terre rampent, pour ainſi dire, autour des ſinuoſités, dans le temps que les canots & les chaloupes volent par un chemin plus court. L'attaquant ſuit la corde, tandis que le défenſeur a l'arc à parcourir. Trompé & fatigué par divers mouvemens, celui-ci n'eſt pas moins inquiet de ceux qu'il voit faire en plein jour, que des manœuvres que la nuit lui dérobe.

Pour ſe mettre en état de réſiſter à une deſcente, il faut d'abord la croire exécutée. On emploie alors ſon courage & ſes forces à profiter des lenteurs ou des fautes de l'ennemi. Dès qu'on le voit ſur mer, il faut l'attendre à terre, comme s'il devoit y tomber du ciel. Une grande plage abordable laiſſera toujours la plaine du cap ouverte à la deſcente. C'eſt moins aux bords de la côte qu'à

l'intérieur des terres qu'il faut regarder.

Elles sont généralement couvertes de cannes, dont la hauteur proportionnée aux différens degrés de la maturité, change successivement les champs comme en autant de bois taillis. On y met le feu, soit pour couvrir ses flancs ou sa marche, soit pour retarder la poursuite de l'ennemi, pour le tromper ou l'étonner. En deux heures de temps l'incendie offre à la place d'un pays couvert, des especes de chaumes ou de guérets à perte de vue.

La séparation des pieces de cannes, les savanes & les places à vivres, ne gênent pas plus les mouvemens d'une armée, que ne le font nos prairies. Nos villages sont remplacés par des habitations, moins peuplées, mais plus multipliées. Les haies de citronniers épaisses & tirées au cordeau, plus imposantes & moins pénétrables que les clôtures de nos champs : c'est-là ce qui fait la perspective la plus différente, entre les campagnes de l'Amérique & celles de l'Europe.

Peu de rivieres ; quelques ravines ; de foibles monticules ; un sol généralement uni ; des digues contre les inondations ; peu ou point de fossés ; un ou deux bois d'une foible épaisseur ; un

petit nombre de marécages ; une terre qui se couvre d'eaux dans un orage, & de poussiere en douze heures de soleil ; des fleuves d'un jour, taris le lendemain : voilà ce qui caractérise le massif de la plaine du Cap. C'est dans sa diversité qu'on doit trouver des campemens avantageux, sans oublier que dans une guerre défensive, le poste qu'on va prendre ne sauroit être trop voisin de celui que l'on quitte.

Ce n'est pas aux écrivains à prescrire des regles aux gens de guerre. César lui-même a dit ce qu'il avoit fait, & non ce qu'il falloit faire. Les descriptions topographyques, l'appréciation des postes, la combinaison des marches, l'art des campemens & des retraites, la plus savante théorie ; tout est soumis au coup d'œil du général, qui avec les principes dans sa tête & les matériaux dans sa main, applique les uns & les autres aux circonstances locales & momentanées, où le hasard l'a placé. Le génie militaire, tout mathématique qu'il est, est dépendant de la fortune qui subordonne l'ordre des opérations à la variabilité des données. Les regles sont hérissées d'exceptions que le tact doit pressentir. L'exécution même change presque toujours le plan, & dérange le sistême d'une action. Le

courage ou la timidité des troupes ; la témérité de l'ennemi ; le succès éventuel de ses mesures ; une rencontre, un événement imprévu ; un orage qui gonfle un torrent ; le vent qui dérobe un piege ou une embuscade, sous des tourbillons de poussiere ; la foudre qui épouvante les chevaux, ou qui se confond avec le bruit des canons ; la température de l'air, dont l'influence agit continuellement sur les esprits du chef & sur le sang des soldats : ce sont autant d'élémens physiques ou moraux, qui par leur inconstance, entraînent un renversement total dans les projets les mieux concertés.

Quel que soit le choix du lieu pour une descente au nord de Saint Domingue, la ville du Cap en sera toujours l'objet. Le débarquement se fera sans doute dans la baie du Cap même, où les vaisseaux seroient à portée d'augmenter les forces de terre par les deux tiers de leurs équipages, & de fournir l'artillerie, les vivres & les munitions nécessaires pour assiéger cette opulente forteresse. C'est aussi de ce boulevard de la colonie que tous mouvemens de défense, doivent tâcher d'éloigner l'assaillant. On cherchera par l'avantage des positions à diminuer l'inégalité des forces. Au moment de la descente, il faut chicaner

le terrain, en soutenant un commencement d'attaque, sans compromettre la totalité des troupes. On se postera de façon à se ménager deux branches de retraite, l'une vers le Cap pour en former la garnison, & l'autre dans les gorges des montagnes pour y tenir une espece de camp retranché, d'où l'on ira troubler les travaux du siege & retarder la prise de la place. Fût-elle emportée, comme il seroit facile en l'évacuant de favoriser l'évasion des troupes, tout ne seroit pas fini. Les montagnes où elles se réfugieroient, inaccessibles pour une armée, enveloppent la plaine d'une double ou triple chaîne. Les quartiers habités en sont comme gardés par des gorges fort serrées & faciles à défendre. La principale de ces gorges, qui est celle de la grande riviere, oppose à l'ennemi deux ou trois passes de riviere qui s'étendent d'une montagne à l'autre. Quatre ou cinq cents hommes y arrêteroient les plus nombreuses forces, avec la seule précaution de creuser le lit des eaux. Cette résistance pourroit être secondée par vingt-cinq mille habitans blancs ou noirs établis dans ces vallées. Comme les blancs y sont plus multipliés que dans les terres plus riches, la modicité de leurs récoltes ne leur permettant

point de consommer beaucoup de denrées d'Europe, ils cultivent des productions pour en vivre; & dès lors ils pourroient en fournir aux troupes qui défendroient leur pays. Ce qu'ils ne donneroient pas en viande fraîche, seroit remplacé par les Espagnols, qui sur les derrieres de ces montagnes élevent de nombreux troupeaux.

Cependant il peut arriver que la constance des troupes s'épuise, par le manquement des vivres ou des munitions; & qu'elles soient ou forcées ou tournées. C'est ce qui fit imaginer à Versailles il y a quelques années, de bâtir une place forte dans le centre des montagnes. Le Maréchal de Noailles appuyoit vivement ce projet. On pensoit alors qu'avec des redoutes de terres dispersées sur la côte, on pourroit engager l'ennemi à des attaques régulieres, & le miner sourdement par la perte de beaucoup d'hommes dans un climat où les maladies les consomment plus rapidement que les combats. On ne vouloit plus de ces places de guerre, exposées sur la frontiere à l'invasion des maîtres de la mer; parce qu'incapables de défendre l'habitant, elles servent de boulevard au vainqueur, qui les prend & les garde facilement avec des vaisseaux, y

dépose & en tire à son gré des armes & des troupes pour contenir les vaincus. Un pays entiérement ouvert valoit mieux, disoit-on, pour une puissance sans forces maritimes, que des forces éparses & abandonnées, sur des rivages dévastés, dépeuplés par l'intempérie du climat.

C'étoit dans le centre de l'isle qu'on se promettoit d'établir solidement sa défense. Une route de vingt à trente lieues, entrecoupée d'obstacles, où chaque marche seroit achetée par des combats dans lesquels l'avantage des postes rendroit un détachement redoutable à toute une armée ; où les transports d'artillerie lents & laborieux ; où la difficulté des convois & l'intervalle de la communication avec l'océan ; où tout conspireroit à la destruction de l'ennemi : tel devoit être, pour ainsi dire, le glacis de la place qu'on se proposoit de construire. Cette capitale située dans un lieu où l'élévation des terres, tempérant la chaleur du climat, épureroit l'influence de l'air ; au milieu d'une campagne qui fourniroit les comestibles les plus nécessaires & particuliérement le riz ; environnée de troupeaux qui paissant sur un terrain le plus favorable à leur multiplication seroient conservés pour l'instant des besoins ; munie de magasins proportionnés

proportionnés à sa grandeur & à sa garnison : une telle ville auroit changé en un royaume qui se soutiendroit long-temps de lui-même, une colonie dont l'opulence ne fait que diminuer la force, & qui donnant le superflu sans avoir le nécessaire, enrichit un petit nombre de propriétaires, que cependant elle ne peut faire subsister.

Si l'ennemi devenu maître de côtes qu'on ne lui disputeroit pas, vouloit en recueillir les productions, il lui faudroit des armées pour soutenir la défensive; où les excursions perpétuelles du centre le réduiroient à se borner. Les troupes de l'intérieur de l'isle, toujours sûres d'une retraite respectable, pourroient être aisément rafraîchies par des secours venus d'Europe, qui pénétreroient sans peine au centre d'un cercle dont la circonférence est si vaste; tandis que toutes les flottes Angloises ne suffiroient pas à remplir les vuides que le climat feroit continuellement dans leurs garnisons.

Malgré l'évidence de tous ces avantages, on a perdu de vue le projet d'une fortification dans les montagnes, pour s'occuper d'un systême qui réduiroit au mole Saint Nicolas toute la défense de la colonie. Le nouveau plan n'a pu

manquer d'être applaudi par les colons qui ne voient jamais sans chagrin auprès de leurs plantations des remparts, d'où résulte moins de sûreté que de dévastation. Ils ont compris que toutes les forces étant portées sur un seul point, ils n'auroient plus dans leur voisinage sur les trois côtes que des troupes légeres qui, suffisantes pour éloigner des corsaires par des batteries, sont d'ailleurs des défenseurs commodes prêts à céder sans résistance, à se disperser ou à capituler au moindre signe d'une descente.

Ce plan favorable à l'intérêt particulier, s'est encore trouvé conforme à l'opinion de militaires très éclairés. Ils ont pensé que le petit nombre de troupes dont la colonie est susceptible, étant comme perdu dans une isle aussi grande que Saint Domingue, paroîtroit quelque chose au mole. C'est Bombardopolis qu'on a choisi comme le poste le plus respectable. Cette nouvelle ville est placée à l'extrémité d'une grande plaine dont l'élévation assure la fraîcheur. Une savane naturelle couvre son territoire, embelli par des bosquets de palmiers & de latanniers. Rien ne le domine, ce qui est rare à Saint Domingue. On pourroit y bâtir une place réguliere, aussi forte qu'on le voudroit. Si elle ne préservoit

pas les côtes d'une invaſion, elle empêcheroit le conquérant de s'y établir ſolidement.

Il ſeroit à ſouhaiter, diſent des hommes d'état, qu'au moment qu'on a commencé les travaux au mole, on y eût fait toutes les fortifications que comportoit une poſition ſi avantageuſe. C'eſt un tréſor qu'on ne devoit découvrir qu'en s'en aſſurant la poſſeſſion. Si cette précieuſe clef de Saint Domingue & même de l'amérique, venoit à tomber entre les mains des Anglois, comme ce malheur peut arriver au premier feu d'une guerre qui ne ſauroit être éloignée, ce Gibraltar du nouveau monde, ſeroit plus fatal à l'Eſpagne & à la France, que celui de l'Europe même.

Au reſte qu'on ne s'étonne pas de voir ſi peu de ſolidité, dans toutes les précautions qu'on a priſes juſqu'ici pour la défenſe de Saint Domingue. Tant que la prévoyance & la protection ſeront bornées à des moyens du ſecond ordre, qui ne peuvent que retarder & non empêcher la conquête de cette iſle, on ne pourra ſuivre un plan invariable. Les principes fixes appartiennent excluſivement aux puiſſances qui peuvent compter ſur leurs forces navales, pour ſe garantir de la perte ou s'aſſurer du re-

couvrement de leurs colonies. Celles de la France ne ſont pas gardées par ces arſenaux mouvans qui peuvent à la fois attaquer & défendre. Leur Métropole n'a pas encore une marine aſſez redoutable. Mais du moins gouverne-t-elle ſes poſſeſſions éloignées dans les maximes d'une politique éclairée bien ordonnée ? C'eſt ce que nous allons examiner.

Le gouvernement britannique, toujours dirigé par l'eſprit national qui ne s'écarte guere des vrais intérêts de l'état, a porté dans le nouveau monde le droit de propriété qui fait la baſe de ſa légiſlation. Convaincu que l'homme ne croit jamais bien poſſéder que ce qu'il a légitimement acquis, il a vendu, mais à un prix très-modéré, les terrains qu'on a voulu défricher dans ſes iſles. Cette méthode lui a ſemblé la plus ſûre, pour hâter l'exploitation des terres, pour empêcher les partialités, & les jalouſies que feroit naître une diſtribution guidée par les caprices de la faveur.

La France a tenu une conduite plus noble en apparence, mais en effet moins ſage, en accordant gratuitement des poſſeſſions à ceux qui les ſollicitoient. Sans égard à leurs talens & à

leurs facultés, le crédit de leurs protecteurs, régloit la mesure & l'étendue du terrain qu'ils obtenoient. On stipuloit à la vérité qu'ils commenceroient leur établissement dans l'année de la concession, sans discontinuer le défrichement sous peine de confiscations. Mais outre l'inconvénient d'obliger aux dépenses de l'exploitation des hommes qui n'avoient pas eu les moyens d'acquérir un fonds, la peine n'étoit infligée qu'à ceux, qui sans fortune & sans naissance n'intéressoient personne à leur avancement, ou à des mineurs foibles & abandonnés, que la commisération publique auroit dû secourir dans la misere où la mort de leurs parens les laissoit exposés. Tout propriétaire qui trouvoit de la recommandation ou de l'appui, pouvoit impunément garder son domaine en friche.

A cette prédilection qui devoit retarder sensiblement le progrès des colonies, s'est jointe une foule d'arrangemens économiques, plus vicieux les uns que les autres. On a d'abord assujetti tous ceux à qui l'on donnoit des terres, à y planter cinq cents fosses de manioc pour chaque esclave qu'ils auroient sur leur habitation. Cet ordre blessoit également, & l'intérêt des particuliers, en les for-

çant à cultiver une production vile sur un terrain qui pouvoit en rapporter de plus riches, & l'intérêt public, en rendant inutiles les terrains secs qui n'étoient propres qu'à ce genre de production. C'étoit un double vice qui devoit diminuer la culture de toutes les denrées. Aussi la loi qui faisoit violence à la disposition de la propriété n'a-t-elle jamais été rigoureusement exécutée; mais comme on ne l'a pas revoquée, c'est encore un fléau entre les mains de l'administrateur ignorant, bizarre ou passionné qui voudra s'en servir contre les habitans. C'est pourtant le moindre des maux qu'ils ont à reprocher à la législation. La contrainte des loix agraires, est encore aggravée par le poids des corvées.

Il fut un temps en Europe, c'étoit celui du gouvernement féodal, où les métaux n'entroient guere dans les stipulations publiques ou particulieres. Les nobles servoient l'état, non de leur bourse, mais de leur personne; & ceux de leurs vassaux qu'ils s'étoient comme appropriés par la conquête, leur payoient des redevances, soit en denrées, soit en travaux. Ces usages destructifs pour les hommes & les terres, devoient perpétuer la barbarie dont ils tiroient leur

origine. Mais enfin ils tomberent par degrés, à mesure que l'autorité des rois, sous l'appas de l'affranchissement des peuples, vint à sapper l'indépendance & la tyrannie des grands. Celui qui étoit le premier, devenu le seul, abolit comme magistrat quelques abus nés du droit de la guerre qui détruit tous les droits. Il conserva cependant beaucoup de ces usurpations consacrées par le temps. Celle des corvées s'est maintenue en quelques états où la noblesse a presque tout perdu, sans que le peuple y ait rien gagné. La France voit encore son aisance gênée par cette servitude publique, dont on a réduit l'injustice en méthode, comme pour lui donner une ombre de justice. Les suites de cet affreux systême ont été encore plus funestes à ses colonies. La culture de ces terres, par la raison du climat & la nature des productions, exigeant plus de célérité, ne peut que souffrir extrêmement de l'absence de ses agens, qu'on occupe loin de leurs atteliers à des ouvrages publics, souvent inutiles & toujours faits pour des bras oisifs. Si la métropole, malgré la foule des moyens qu'elle a sous la main, n'est pas encore parvenue à corriger ou tempérer la vexation des corvées, elle doit juger combien il en

résulte d'inconvéniens au delà des mers, quand la direction de ces travaux est confiée à deux administrateurs qui ne peuvent être, ni dirigés, ni redressés, ni arrêtés dans l'exercice arbitraire d'un pouvoir absolu. Mais le fardeau des corvées est doux & léger au prix de celui des impôts.

On peut définir l'impôt, une contribution pour la dépense publique qui est nécessaire à la conservation de la propriété particuliere. La jouissance paisible des terres & des revenus, exige une force qui les défende de l'invasion, une police qui assure la liberté de les faire valoir. Tout ce qu'on paie pour le maintien de cet ordre public, est de droit & de justice ; ce qu'on leve de plus est extorsion. Or toutes les dépenses de gouvernement que la Métropole fait pour les colonies, lui sont payées par la contrainte qui leur est imposée, de ne cultiver que pour elle & de la maniere qui lui convient. Cet assujettissement est le plus onéreux des tributs, & devroit tenir lieu de tous les impôts.

On sentira cette vérité, pour peu qu'on réfléchisse à la différence de situation qui se trouve entre l'ancien & le nouveau monde. En Europe, la sub-

sistance & les consommations intérieures sont le but principal des terres & des manufactures : on ne destine à l'exportation que le superflu. Dans les isles, tout doit être envoyé au dehors. La vie & les richesses y sont également précaires.

En Europe, la guerre ne prive le manufacturier & le cultivateur que du commerce extérieur : la ressource de l'intérieur leur reste. Dans les isles les hostilités anéantissent tout. Il n'y a plus de ventes, plus d'achats, plus de circulation. A peine le colon retire-t-il ses frais.

En Europe, le colon qui a peu de terres & qui ne peut faire que des avances peu considérables, cultive à proportion aussi utilement que celui dont les domaines sont étendus & les trésors immenses. Dans les isles, l'exploitation de la moindre habitation exige des dépenses qui supposent d'assez grands moyens.

En Europe, c'est en général un citoyen qui doit à un autre citoyen : l'état n'est pas appauvri par ces dettes intérieures. Les dettes des isles sont d'une autre nature. Plusieurs colons, pour travailler à leurs défrichemens, pour se relever du malheur des guerres qui

avoient arrêté leurs exportations, ont été réduits à faire des emprunts si considérables, qu'on peut les regarder plutôt comme les fermiers du commerce que comme les propriétaires des habitations.

Soit que ces réflexions aient échappé au ministere de France, soit que les circonstances l'aient entraîné loin de ses vues, il a ajouté de nouveaux impôts à l'obligation imposée aux colonies de tirer tous leurs besoins de la patrie principale, & de lui livrer toutes leurs denrées. On a taxé chaque tête de noir. Cette capitation a été restrainte dans quelques établissemens aux esclaves qui travailloient; & dans quelques autres, elle s'est indifféremment étendue à tous les esclaves. Aucune des deux dispositions ne peut être justifiée.

Les enfants, les infirmes, les vieillards forment à peu près le tiers du nombre des esclaves. Loin d'être utiles au cultivateur, les uns ne sont pour lui qu'un fardeau que l'humanité seule lui fait supporter; les autres ne lui donnent que des espérances éloignées & incertaines. On comprend difficilement, comment le fisc a pu exiger un tribut d'un objet qui coûte, au lieu de rendre.

La capitation des noirs s'étend au

delà du tombeau; c'est-à-dire, qu'elle existe sur une tête qui n'est plus. Qu'un esclave meure après que le récensement a été fait, le colon malheureux de la diminution de son revenu, malheureux de la diminution de son capital, se voit encore réduit à payer un droit qui lui rappelle ses pertes, qui en aggrave l'amertume.

Les esclaves même qui travaillent ne sont pas un tarif exact de l'appréciation des revenus. Avec peu de noirs sur un terrain excellent, on retire plus de productions, qu'un grand nombre n'en donne sur des terres médiocres ou mauvaises. Les denrées qui occupent ces bras chargés du même impôt, n'ont pas toutes la même valeur. Le passage d'une culture à l'autre que le sol exige, éloigne par intervalles le produit des travaux. Les sécheresses, les inondations, les incendies, les insectes dévorans, rendent souvent les peines inutiles. Toutes choses d'ailleurs égales, un moindre nombre d'ouvriers fait une moindre quantité proportionnelle de sucre, à cause de la nécessité de l'ensemble, & aussi parce que les travaux ne sont vraiment productifs qu'autant qu'on peut saisir le moment qui leur est le plus favorable.

La capitation des noirs devient encore plus intolérable par la guerre. Un colon qui ſans débouché pour ſes denrées, eſt obligé de s'endetter pour ſoutenir ſa vie & ſuſtenter ſa terre, ſe trouve encore réduit à payer un impôt pour des eſclaves dont le travail couvre à peine l'entretien. Souvent même il a le chagrin d'être forcé de les envoyer loin de ſon habitation pour les beſoins imaginaires de la colonie, de les y nourrir à ſes frais, & de les voir périr inutilement, avec la cruelle néceſſité de les remplacer un jour, s'il veut faire revivre ſes fonds languiſſans & comme anéantis.

Le fardeau de la capitation étoit plus peſant encore pour les habitans abſens de la colonie qu'on condamnoit au triple de cet impôt : ſurcharge d'autant plus injuſte, qu'il n'importoit guere à la France que ſes marchandiſes ſe conſommaſſent dans le ſein du royaume ou dans ſes iſles. Prétendoit-elle empêcher l'émigration des colons ? Ce n'eſt que par la douceur du gouvernement qu'on fixe des citoyens dans un pays, & non par des prohibitions & des peines. D'ailleurs, des hommes qui ſous un ciel brûlant avoient accru par des travaux riſqueux la proſpérité publique, de-

voient avoir la douceur de finir leur carriere dans le séjour tempéré de la Métropole. Quoi de plus propre que le spectacle de leur fortune, à réveiller l'ambition & l'activité d'un grand nombre d'hommes oisifs, dont l'état se délivreroit au profit de l'industrie & du commerce ?

Rien de plus nuisible à l'un & à l'autre que cette capitation des noirs, par l'obligation où la nécessité de vendre met le colon de baisser le prix de sa denrée. Le bon marché peut être avantageux, lorsqu'il est le fruit d'une grande abondance, & la suite d'une vivacité extrême dans les affaires. Tout est perdu si l'on est réduit à perdre habituellement sur ses marchandises, pour payer le retour d'un impôt qui semble devoir augmenter à mesure que les productions diminuent. La finance est comme un ulcere où les chairs mortes dévorent les chairs vivantes. A mesure que le sang passe dans une plaie par la circulation périodique, il se corrompt pour la nourrir : le commerce tarit par les canaux absorbans du fisc qui reçoit toujours, sans jamais rendre.

Enfin l'impôt qui nous occupe est d'une perception très-difficile. Il faut nécessairement que tout propriétaire d'es-

claves en donne chaque année une déclaration. Il faut, pour prévenir les fausses déclarations, les faire vérifier par des commis. Il faut confisquer les negres non déclarés : pratique insensée, puisque le negre cultivateur est un capital ; & que par sa confiscation on diminue la culture, on anéantit l'objet même pour lequel le droit est établi. C'est ainsi que dans des colonies, où rien ne peut prospérer sans une tranquillité profonde, il s'établit entre la finance & le cultivateur une guerre destructive. Les procès se multiplient ; les déplacemens deviennent fréquents, les voies de rigueurs nécessaires, les frais considérables & ruineux.

Si l'impôt assis sur la tête des negres est injuste dans son étendue, sans égalité dans sa répartition, compliqué dans sa perception ; l'impôt établi sur les denrées qui sortent des colonies, n'est guere moins blâmable. Le gouvernement se l'est permis dans la persuasion que ce nouveau droit seroit entiérement supporté par le consommateur ou par le marchand. Il n'y a point d'erreur plus dangereuse en économie politique.

L'action de consommer ne donne point d'argent pour payer les choses que l'on consomme. Le consommateur l'ob-

tient de son travail ; & tout travail, quand on en suit la chaîne, est payé par les premiers propriétaires du produit des terres. Dès-lors une denrée ne sauroit renchérir constamment, que les autres ne renchérissent dans les proportions. Dans cet arrangement il n'y a de gain pour aucune. Otez cet équilibre, la consommation de la denrée renchérie diminuera nécessairement, & si elle diminue, son prix tombera. Sa cherté n'aura été que passagere.

Le négociant ne sera pas plus en état que le consommateur de se charger du droit. Il pourra bien en faire les avances deux ou trois fois ; mais s'il ne fait pas sur les marchandises taxées le bénéfice naturel & nécessaire, il en discontinuera bientôt le commerce. Espérer que la concurrence le forcera à prendre sur ses profits le paiement de l'impôt, c'est supposer qu'il faisoit de trop gros bénéfices, & que la concurrence qui n'étoit pas alors suffisante deviendra plus vive, lorsque les profits seront diminués. Si les choses étoient au contraire telles qu'elles doivent être, & que les bénéfices ne fussent que ce qu'ils doivent être nécessairement, ce seroit supposer que la concurrence subsistera, quoique les profits qui la fai-

ſoient naître ne ſubſiſtent plus. Il faut admettre toutes ces abſurdités, ou convenir que c'eſt le cultivateur des iſles qui paie l'impôt; qu'il ſoit perçu dans la premiere, dans la ſeconde ou dans la centieme main.

Loin d'attaquer ainſi la cultivation des colonies par des impôts, on devroit l'encourager par des libéralités, puiſque par l'état de prohibition où on les tient, ces libéralités ſeroient néceſſairement rapportées à la Métropole, avec tout le fruit dont elles auroient été la ſemence.

Que ſi la ſituation d'un état arriéré par ſes pertes & par ſes fautes, ne permet pas de donner des leviers & d'ôter des fardeaux, on pourroit ſe rapprocher de la meilleure adminiſtration, en ſupprimant du moins le paiement des taxes dans les colonies même, pour en lever le produit dans la Métropole. Ce nouveau ſyſtême ſeroit également agréable aux deux mondes.

Rien ne peut flatter l'Américain, que d'éloigner de ſes yeux tout ce qui lui annonce ſa dépendance. Fatigué de l'importunité des exacteurs, il hait une taxe habituelle; il en craint l'augmentation. Il cherche en vain la liberté

qu'il croyoit avoir trouvée à deux mille lieues de l'Europe. Il s'indigne d'un joug qui le poursuit à travers les tempêtes de l'océan. Il ronge en murmurant les restes de son frein, & ne pense qu'avec dépit à une patrie qui, sous le nom de mere, lui demande du sang, au lieu de le nourrir. Otez-lui la vue & l'image de ses entraves. Que ses richesses ne paient tribut à la Métropole qu'en y débarquant, il se croira libre & privilégié, lors même que par la diminution de la valeur de ses denrées, ou par le surcroît du prix qu'il mettra à celle de l'Europe, il aura réellement porté par contre-coup tout le poids de l'impôt qu'il ignore.

Les navigateurs trouveront un avantage à ne payer des droits que sur une marchandise, qui désormais, sans risque de toute sa valeur, sera parvenue à sa destination, & fera rentrer dans leurs mains le capital de leurs fonds avec le bénéfice. Ils n'auront pas la douleur d'avoir acheté du prince le risque même du naufrage, en perdant en route une cargaison dont ils avoient payé la taxe à l'embarquement. Leurs navires au contraire rapporteront en denrées le montant du droit; & la valeur des pro-

ductions ayant augmenté d'environ vingt & un pour cent par leur exportation, le droit en paroîtra moins fort.

Enfin le conſommateur y gagnera lui-même, parce qu'il n'eſt pas poſſible que le colon & le négociant ſe trouvent bien d'une diſpoſition, ſans que l'utilité n'en retombe avec le temps ſur lui. Auſſi-tôt que tous les impôts auront été réduits à un impôt unique, il y aura moins de formalités, moins d'embarras, moins de lenteurs, moins de frais, & par conſéquent la marchandiſe pourra être donnée à meilleur marché.

L'état même y pourroit trouver un avantage politique fort conſidérable. Par le nouvel arrangement, il exiſteroit un pays en apparence exempt de tout impôt, & jouiſſant d'une franchiſe abſolue. Un pareil événement ſeroit ſurtout remarqué, dans un temps où les colonies Angloiſes gémiſſent ſous le poids des taxes nouvelles. Ce contraſte irriteroit leurs maux. Leurs murmures & leur audace n'auroient plus de bornes. Elles prendroient de la confiance dans un gouvernement qu'elles ont juſqu'à préſent accuſé de tyrannie; & dans le cas d'une révolte dans l'Amérique ſeptentrionale, cette vaſte région craindroit

moins de se mettre sous la protection de la France.

Le systême de modération, que tout semble prescrire, s'établira sans peine. Toutes les productions des isles sont assujetties, en entrant dans le royaume, à un droit connu sous le nom de domaine d'occident, & qui est fixé à trois & demi pour cent avec deux sols pour livre. Leur valeur qui sert de regle au paiement du droit, est déterminée dans les mois de janvier & de juillet. On la fixe à vingt ou vingt-cinq pour cent au dessous du cours réel. Le bureau d'occident accorde d'ailleurs une tare plus considérable que ne fait le vendeur dans le commerce. Qu'on ajoute à cet impôt celui du même rapport à peu près, que paient les denrées aux douanes des colonies, ceux qui sont payés dans l'intérieur de ces isles; & le gouvernement se trouvera avoir tout le revenu qu'il tire de ses établissemens du nouveau monde.

Si ce fonds étoit confondu avec les autres revenus de l'état, on pourroit craindre qu'il ne fût pas employé à sa destination, qui doit être uniquement la protection des isles. Les besoins imprévus du trésor royal lui feroient prendre

infailliblement une autre direction. Il est des instans où la crise du mal ne permet pas de calculer les inconvéniens du remede. La nécessité la plus urgente absorbe toute l'attention. Rien n'est alors à l'abri du pouvoir arbitraire dirigé par le besoin du moment. Le ministere prend & vuide toujours, dans la fausse espérance d'un remplacement prochain que de nouveaux besoins ne cessent de reculer.

D'après ces réflexions, ne seroit-il pas essentiel que la caisse destinée à recevoir les droits établis sur les productions des colonies, fût entiérement séparée des fermes du royaume ? L'argent, qui y seroit toujours comme en dépôt, couvriroit les dépenses de ces établissemens. On ne seroit pas réduit à l'y envoyer. Le colon qui a continuellement des fonds à faire passer en Europe, les donneroit volontiers pour des lettres de change, dès qu'il seroit assuré qu'elles ne souffriroient ni délais ni difficultés. Cette espece de banque formeroit promptement un nouveau lien de correspondance entre les isles & la Métropole. La cour connoîtroit plus exactement la situation où elle seroit dans les pays éloignés ; elle y récouvreroit un crédit qu'elle a tout-à-fait perdu

depuis long-temps, quelque besoin qu'elle en ait, sur-tout dans des temps de guerre. Nous ne pousserons pas plus loin les discussions sur l'impôt; & nous passerons à ce qui regarde les milices.

Les isles Françoises, de même que celles des autres nations, n'eurent dans l'origine aucunes troupes réglées. Les aventuriers qui les avoient conquises, regardoient comme un privilege le droit de se défendre eux-mêmes; & les descendans de ces hommes intrépides se crurent assez forts pour garder leurs possessions. Qu'avoient-ils en effet à faire, qu'à repousser quelques bâtimens qui venoient débarquer des matelots, & des soldats aussi peu disciplinés que les habitans qu'ils venoient insulter?

Tout est changé & a dû changer. Lorsqu'on a prévu que ces établissemens devenus considérables par leurs richesses, seroient attaqués tôt ou tard par des armées Européennes transportées sur de nombreuses flottes, on y a fait passer d'autres défenseurs. L'événement a prouvé que quelques bataillons épars étoient insuffisans contre les forces terrestres & maritimes de l'Angleterre. Le colon lui-même a jugé ses efforts incapables de retarder la révolution. Il a craint que l'ennemi victorieux ne lui fît payer un obs-

tacle superflu, & on l'a vu moins disposé à combattre, qu'occupé des suites de la capitulation. Bientôt calculateur politique, il a senti que les fonctions militaires ne convenoient plus à son état d'impuissance ; & il a donné de l'argent pour être déchargé d'un soin qui glorieux dans son principe, étoit dégénéré en une servitude onéreuse. Les milices ont été supprimées en 1764.

Cet acte de complaisance a mérité l'approbation de ceux qui n'envisageoient cette institution que comme un moyen de préserver les colonies de toute invasion étrangere. Ils ont judicieusement pensé qu'il étoit absurde d'exiger que des hommes qui ont vieilli sous un ciel brûlant, pour élever l'édifice d'une grande fortune, s'exposassent aux mêmes dangers que ces malheureuses victimes de notre ambition, qui jouent à chaque moment leur existence pour cinq sols par jour. Un pareil sacrifice leur a trop paru contrarier la nature, pour qu'il fût raisonnable de l'espérer ; & ils ont applaudi au ministere qui a senti qu'il convenoit de renoncer à une défense aussi romanesque.

Les observateurs, à qui les établissemens du nouveau monde sont mieux connus, ont porté de cette innovation

un jugement moins favorable. Les milices, disent-ils, sont nécessaires, pour maintenir la police intérieure des isles, pour prévenir la révolte des esclaves, pour arrêter les courses des negres fugitifs, pour empêcher l'attroupement des voleurs, des bandits, pour protéger le cabotage, pour garantir les côtes contre les corsaires. Si les colons ne forment pas des corps, s'ils n'ont ni chefs ni drapeaux, quel est celui qui marchera au secours de ses voisins? Qui l'avertira? Qui le commandera? D'où naîtront cette harmonie, ce concours, sans lesquels rien ne se fait convenablement?

Ces réflexions, qui toutes frappantes, toutes naturelles qu'elles sont, avoient pourtant échappées à la cour de Versailles, l'ont fait revenir promptement sur ses pas. Elle a rétabli les milices plus vîte qu'elle ne les avoit abolies. Dès l'année 1766, on s'y est soumis aux isles du Vent, sans une résistance bien marquée, quoiqu'elle pût être encouragée par la continuation des nouvelles taxes qui n'avoient plus d'objet. Saint Domingue a réclamé vivement contre cet abus d'une autorité trop précipitée & trop peu constante dans ses démarches, pour n'être pas exposée à des murmures.

Un administrateur philosophe, té-

moin de l'oppoſition que montroient les habitans de Saint Domingue au rétabliſſement d'une milice forcée, propoſoit de la rendre volontaire. Il ne doutoit point, qu'à l'appas de quelque intérêt de gloire & de fortune, la moitié de la colonie ne s'enrolât au plutôt, & n'entraînât le reſte par ſon exemple à ſolliciter comme un honneur ce qu'il abhorroit comme un joug. Mais ce moyen, quelque brillant qu'il ſoit, quelque efficace qu'il eût été, bleſſoit trop eſſentiellement l'uniformité du gouvernement qui doit régner entre des iſles ſoumiſes à la même puiſſance. Cette diſtinction eût été le germe d'une rivalité, d'une diviſion qui eût été tôt ou tard funeſte aux colonies, ou même à la Métropole.

Sans ces ménagemens d'une politique adroite, Saint Domingue a repris le ſervice militaire. A la vérité, c'eſt avec une averſion, un éloignement fondés ſur des griefs, qu'on ne ſauroit trop tôt appaiſer. Perſonne n'ignore que les mi ices gênent extrêmement la liberté civile, dont on eſt plus jaloux dans les colonies qu'en Europe, où l'on n'entend que le nom de l'autorité. Elles expoſent le citoyen à une multitude de vexations. Les maux qu'elles ont occaſionnés, ont inſpiré

inspiré pour ce genre de servitude, une horreur qui ne peut étonner que des tyrans ou des esclaves. On doit, s'il se peut, effacer les impressions du passé, calmer toutes les défiances sur l'avenir. C'est à la condescendance, à la modération du gouvernement, de mettre fin aux inquiétudes des colons, en faisant dans la forme des milices, tous les changemens qui peuvent se concilier avec la police & la sûreté qu'elles doivent avoir pour objet. C'est le bonheur des peuples gouvernés, qu'il faut envisager dans l'usage de l'autorité. Tout autre but égare un souverain. Son rang n'est rien, s'il ne cherche pas à s'y faire un nom. Sans l'empreinte de la gloire, il ne vivra que sur des métaux ou des registres, bientôt usés par le temps, ou dédaignés de la postérité. En vain la flatterie éleve aux princes des monumens superbes & multipliés, la main de l'homme les érige; mais c'est le cœur qui les consacre: l'amour y met le sceau de l'immortalité. Tout ce qu'il y a de vénal dans les hommages publics, étale la bassesse du peuple & non la grandeur du maître. Une seule statue fait tressaillir tous les cœurs de tendresse. Tous les regards des passans se tournent vers cette image de bonté paternelle & populaire. Les lar-

mes des malheureux l'invoquent dans le silence de l'oppression. On bénit en secret le héros qu'elle éternise. Toutes les voix se réunissent après deux siecles pour éternifer sa mémoire. Du fond de l'Amérique on réclame son nom. Dans tous les cœurs, il proteste contre les abus de l'autorité faits à l'insu du monarque qui la confie ; il prescrit contre les usurpations des droits du peuple ; il promet aux sujets la réparation des maux & l'amélioration du bien ; il demande l'une & l'autre aux ministres.

Qui le croiroit ? Une loi qui semble dictée par la nature même ; qui se présente la premiere au cœur de l'homme juste & bon ; qui ne laisse d'abord aucun doute à l'esprit sur sa rectitude & son utilité : cette loi cependant est quelquefois contraire au maintien de nos sociétés ; elle arrête les progrès des colonies, les écarte du but de leur destination ; & de loin, elle prépare leur chûte & leur ruine. Qui le croiroit ? C'est l'égalité de partage entre les enfans ou les cohéritiers. Cette loi si naturelle veut être abolie en Amérique.

Ce partage fut nécssaire dans la formation des colonies. On avoit à défricher des contrées immenses. Le pouvoit-on sans population ; & comment

sans propriété fixer dans ces régions éloignées & désertes, des hommes qui la plupart n'avoient quitté leur patrie que faute de propriété ? Si le gouvernement leur eût refusé des terres, ces aventuriers en auroient cherché de climat en climat, avec le désespoir de commencer des établissemens sans nombre, dont aucun n'auroit pris cette consistance qui les rend utiles à la Métropole.

Mais depuis que les héritages, d'abord trop étendus, ont été réduits par une suite de successions & de partages soudivisés, à la juste mesure que demandent les facilités de la culture; depuis qu'ils sont assez limités pour ne pas rester en friche par le défaut d'une population équivalente à leur étendue, une division ultérieure des terrains les feroit rentrer dans leur premier néant. En Europe, un citoyen obscur qui n'a que quelques arpens de terre, tire souvent un meilleur parti de ce petit fonds, qu'un homme opulent n'en tire des domaines immenses, que le hasard de la naissance ou de la fortune a mis entre ses mains. En Amérique, la nature des denrées qui sont d'un grand prix, l'incertitude des récoltes peu variées dans leur espece, la quantité d'esclaves, de bestiaux, d'ustensiles nécessaires pour

une habitation : tout cela suppose des richesses considérables qu'on n'a pas dans quelques colonies, & que bientôt on n'aura plus dans aucune, si le partage des successions continue à morceler, à diviser de plus en plus les terres.

Qu'un pere en mourant laisse une succession de trente mille livres de rente ; sa succession se partage également entre trois enfans. Ils seront tous ruinés, si l'on fait trois habitations ; l'un, parce qu'on lui aura fait payer cher les bâtimens, & qu'à proportion il aura moins de negres & de terres ; les deux autres, parce qu'ils ne pourront pas exploiter leur héritage sans faire bâtir. Ils seront encore tous ruinés, si l'habitation entiere reste à l'un des trois. Dans un pays où la condition du créancier est la plus mauvaise de toutes les conditions, les biens se sont élevés à une valeur immodérée. Celui qui restera possesseur de tout, sera bien heureux, s'il n'est obligé de donner en intérêts que le revenu net de l'habitation. Or comme la premiere loi est celle de vivre, il commencera par vivre & ne pas payer. Ses dettes s'accumuleront. Bientôt, il sera insolvable ; & du désordre qui naîtra de cette situation, on verra sortir la ruine de tous les cohéritiers.

L'abolition de l'égalité des partages est le seul remede à ce désordre. Il est temps que la législation aujourd'hui plus éclairée, voie dans ses colonies plutôt des établissemens de choses que de personnes. Sa sagesse lui inspirera des dédommagemens convenables, pour ceux qu'elle aura dépouillés & sacrifiés en quelque maniere à la fortune publique. Elle leur doit les moyens de subsister par le seul travail possible à cette espece d'hommes, en les plaçant sur de nouveaux terrains ; & elle se doit à elle-même d'acquérir de nouvelles richesses par leur industrie.

Sainte Lucie & la Guyane offroient à la paix un beau moment pour la réforme qu'on propose. La France devoit profiter de cette occasion peut-être unique, pour supprimer la loi du partage, en distribuant à ceux qu'on auroit dépouillés de leurs espérances, les terres qu'on vouloit mettre en valeur, & pour les avances de cette exploitation, les sommes immenses qu'on y a jetées sans fruit. Des hommes habitués au climat ; familiarisés avec la seule culture qu'on pouvoit avoir en vue ; encouragés par l'exemple, les secours & les conseils de leur famille ; aidés enfin par les esclaves que l'état leur auroit fournis, étoient plus

propres que des vagabonds ramaſſés dans les boues de l'Europe, à porter de nouvelles colonies au degré d'opulence, & de proſpérité qu'on devoit s'en promettre. Malheureuſement on ne vit pas que les premieres colonies en Amérique avoient dû ſe faire d'elles-mêmes, lentement, avec de grandes pertes d'hommes, ou des reſſources extraordinaires de bravoure & de patience, parce qu'elles n'avoient point de concurrence à ſoutenir ; mais que les nouveaux établiſſemens ne peuvent ſe former que par voie de génération, comme un nouvel eſſaim s'engendre d'un ancien. La ſurabondance de la population dans une iſle doit déborder dans une autre, & le ſuperflu d'une riche colonie fournir le néceſſaire à une peuplade naiſſante. C'eſt-là l'ordre naturel que la politique preſcrit aux puiſſances maritimes & commerçantes. Tout autre moyen eſt déraiſonnable & ne produit que la deſtruction. Pour n'avoir pas ſaiſi un principe ſi ſimple & ſi fécond, la cour de Verſailles ne doit pas rejeter le projet d'arrêter les nouvelles diviſions des terres. Si la néceſſité de cette loi eſt prouvée, il faut la faire, quoique dans un temps moins favorable que celui qu'on a laiſſé échapper. Quand on aura réparé

la décadence des habitations par la suppression des partages qui leur coupent tous les ressorts de la réproduction, on pourra les forcer à se libérer des dettes dont elles sont obérées.

Les isles Françoises, comme les autres isles de l'Amérique, ne peuvent être cultivées que par des noirs. Leur climat les réduit à la nécessité d'acheter des laboureurs. Pour s'en procurer, il faut des capitaux; & les premiers habitans n'en avoient point. Ils en trouverent dans le commerce, qui donna ainsi à ces précieux établissemens leur premiere existence. Ces secours, qui depuis ont rarement manqué, ont donné naissance à une grande quantité de dettes qui se sont multipliées, à mesure que les défrichemens se sont étendus.

L'égalité des partages entre différens cohéritiers, a formé des créanciers au dedans des colonies, comme il y en avoit au dehors. A proportion qu'elles s'enrichissoient, leurs créances augmentoient en raison de la multiplicité des partages. Parvenues au point d'avoir plus de colons que des plantations à faire, la population surabondante est restée dans l'oisiveté, créanciere des héritages qu'elle n'occupoit pas, & dès-

lors inutile, onéreuſe même à la culture. On vient de propoſer le moyen de couper la racine à ces créances intérieures ; mais comment éteindre les dettes contractées au dehors ?

Les colons pour ſe libérer ne devroient, dit-on, dépenſer qu'une partie de leurs revenus, & du reſte acquitter leurs engagemens. Eh ! ne voit-on pas que ceux qui par le ſuperflu de leurs richeſſes pourroient faire ces économies, ſont ceux préciſément qui ne doivent rien ; tandis que les débiteurs par la médiocrité de leurs revenus ne peuvent retrancher ſur leur dépenſe. D'ailleurs, rien de moins raiſonnable que d'établir ce ſyſtême de privations dans les colonies. Comme leurs productions tirent tout leur prix des échanges, & qu'alors les échanges ſeroient comme anéantis, puiſqu'ils ſeroient réduits aux objets peu chers d'une néceſſité abſolue, les Américains ſeroient réduits à faire peu de denrées, ou à les donner pour rien. Que ſi la Métropole vouloit ſuppléer par des métaux au défaut de la vente de ſes marchandiſes, tout l'or qu'on tire d'une partie du nouveau monde reflueroit dans l'autre. Il eſt une puiſſance connue par la ſupériorité de ſes forces navales qui, après dix ans d'un pareil

commerce, trouveroit dans ces isles un dédommagement sûr de la guerre qu'elle pourroit entreprendre; & il n'est pas de la politique de la France de l'inviter à attaquer ses possessions éloignées.

Le commerce n'a pas moins d'intérêt que le gouvernement à la perpétuité des dettes. Les colonies se sont établies par un emprunt. Les premiers cultivateurs libérés, l'emprunt a continué sous le nom de leurs successeurs; & il dure encore dans les centiemes possesseurs. S'il se fixoit, la liquidation seroit prompte; mais la culture se fixeroit en même temps, & dès-lors elle diminueroit sensiblement, parce qu'elle seroit privée des prémices des terres vierges qui sont toujours les plus productives. De là, les négocians trouveroient dans les colonies moins de denrées à acheter; ils y vendroient de moins les esclaves, les ustensiles, toutes les choses nécessaires aux nouveaux établissemens, & qui ne sont guere moins considérables que ce qu'il faut pour les besoins ou pour le luxe des habitations formées. Avec le temps leurs opérations diminueroient encore. On sait le chagrin qu'ils ont de voir le colon riche s'accoutumer à envoyer lui-même ses produits en Europe, à tirer d'Europe ses consommations, & à ré-

duire ſes correſpondans, à la ſimple commiſſion. Si la dépendance, qui eſt une ſuite néceſſaire des dettes, venoit à ceſſer, ce ne ſeroit plus un petit nombre de cultivateurs, ce ſeroit la colonie entière qui feroit ſes achats & ſes ventes dans la Métropole : elle deviendroit commerçante. Elle ſeroit même bientôt ſans concurrens, parce qu'elle ſeule connoîtroit le terme de beſoins.

L'emprunt eſt donc viſiblement la baſe des liaiſons vraiment utiles du commerce de France avec ſes colonies ; & lui rendre ſes fonds, ce ſeroit lui ôter ſes revenus. En vain ſe plaint-il depuis quarante ans, que les retards qu'il éprouve dans les paiemens, le ruinent ſans reſſource. Les fortunes qui ſe ſont multipliées dans les ports de la Métropole par leur communication avec les iſles, dépoſent ouvertement contre des reproches ſi peu fondés.

Cependant l'utilité politique, la néceſſité même des dettes des colonies envers la Métropole, ne déchargent pas le particulier de l'obligation d'acquitter ſes engagemens. Le mal qui eſt une ſuite, un effet, ſouvent même une cauſe du bien, ne juſtifie, ou n'excuſe jamais l'homme qui le commet. Il eſt indifférent pour l'état qu'une certaine

masse de richesses soit dans les mains de tels ou tels citoyens : mais il n'est jamais utile au bien public que personne se croie dispensé de payer es dettes. Le fisc lui-même s'il s'est engagé, doit se libérer par les voies & les regles de la justice. La banqueroute publique de l'état, est un scandale, une atteinte plus funeste encore à la morale de la société, qu'à la fortune des citoyens. Un jour viendra que toutes ces iniquités seront citées au tribunal des nations, & que la justice elle-même sera jugée par ses victimes. Les dettes de l'Amérique doivent donc être acquittées, mais insensiblement & non par des secousses violentes. Tandis que les anciennes se liquideront, il s'en formera de nouvelles qui continueront pour ainsi dire cette chaîne de dépendance, où les fortunes de l'Europe se trouvent attachées aux fortunes de ses colonies. C'est par les voies judiciaires qu'il faut satisfaire les créanciers du commerce des isles. La justice réelle est uniforme. Elle s'arme également en faveur de tous & contre tous. Si l'exécution en est remise, comme elle l'a été jusqu'à présent dans les colonies aux volontés arbitraires de ceux qui gouvernent, elle dégénere nécessairement en tyrannie. Elle est souvent une

vexation pour les débiteurs qu'on oblige à manquer aux engagemens les plus ſacrés ; on les contraint à ſacrifier par des ventes faites hors de ſaiſon & ſans formalités, une partie de leur revenu & quelquefois de leur fonds. Elle eſt toujours injuſte pour les créanciers même. Ce n'eſt ni le plus ancien, ni le plus privilégié, ni le plus preſſé qui eſt payé ; c'eſt le plus puiſſant, le plus protégé, le plus actif, ou le plus violent. Il ne devroit appartenir qu'à la loi de prononcer.

Celle qui dans les colonies permet la ſaiſie réelle des habitations n'eſt pas praticable. La preuve en eſt que perſonne n'y a eu recours, quoiqu'il y ait eu toujours dans les iſles des debiteurs de mauvaiſe foi, & des créanciers aſſez ardens pour ne pas négliger le moyen de recouvrement, s'il avoit pu leur réuſſir.

La voie de la contrainte perſonnelle qu'on a propoſé de ſubſtituer à la ſaiſie réelle, ne ſeroit pas plus efficace. Un habitant entouré d'une foule d'eſclaves dans un plantation iſolée, n'y ſeroit arrêté que difficilement. Son empriſonnement deviendroit auſſi ruineux pour ſes créanciers & pour la colonie que pour lui-même. Son abſence mettroit le

désordre parmi ses negres : ils cesseroient de travailler, & ravageroient les habitations voisines.

Mais ne pourroit-on pas saisir & vendre les noirs d'un débiteur ? Les esclaves qui cesseroient de travailler sur une plantation, iroient en cultiver une autre ; & la colonie n'y perdroit rien.

Cette ressource n'est que spécieuse. Pour s'y fier, il faut peu connoître le caractere des negres. Ce sont des especes de machines, trop difficiles à monter, pour changer impunément d'attelier. Les nouvelles habitudes qu'exige un changement de local, de maître, de méthode, d'occupation, sont un effort pour ces hommes déjà trop malheureux d'être condamnés au travail que repousse leur sensibilité voluptueuse. Ils ne sauroient se passer de leurs maîtresses & de leurs enfants qui font leur plus chere consolation, le seul bien qui les attache à la vie. Loin de cet unique bien des ames tendres & souffrantes, ils languissent, ils tombent malades, souvent ils désertent, ou du moins ils ne travaillent qu'à regret & sans ardeur.

D'ailleurs est-il aisé de saisir ces noirs? Cinquante, cent ou deux cents esclaves ne se laisseroient pas tranquillement

enchaîner par quelques huiſſiers ; & ils ſe diſperſeroient bien vîte, ſi on arrivoit en force ſur leur habitation. Voudroit-on les arrêter dans les bourgs, dans les villes où ils vont vendre des denrées ? Bientôt il n'y en paroîtroit plus ; & la diſette deviendroit la ſuite d'une déſertion preſque univerſelle.

Quand on ſurmonteroit ces difficultés, l'expédient dont il s'agit ne ſeroit pas moins à rejeter ; parce qu'en aſſurant le paiement d'un ſeul créancier, il entraîneroit la ruine de pluſieurs. Les moindres ſucreries occupent ſoixante ou ſoixante-dix eſclaves dans les bonnes terres, & juſqu'à quatre-vingts ou cent dans les médiocres. On n'en peut diminuer le nombre, ſans arrêter l'exploitation. Il ſuffit de ſaiſir quinze ou vingt noirs ſur une habitation, pour anéantir une culture importante, pour faire languir un capital de cinquante ou cent mille écus, pour rendre tout-à-fait inſolvable un colon très-intelligent. On dira peut-être que ce propriétaire forcé de vendre, ſeroit remplacé par un acquéreur qui remettroit l'habitation dans toute ſa valeur. Mais perſonne n'ignore qu'il n'y a pas aſſez de numéraire dans les iſles pour payer comptant ; qu'on n'y achete qu'à un crédit très-long qui

laisse encore l'espérance tacite d'obtenir des délais. Otez ce crédit, vous ne trouverez pas un seul acquéreur.

Quel sera le cultivateur assez téméraire pour former quelque entreprise un peu considérable, quand il verra sa ruine certaine, si la fortune & les élémens ne secondent pas ses travaux au jour marqué par ses engagemens? La crainte de la misere & de l'opprobre s'emparera de tous les esprits. Dès-lors plus d'emprunts, plus d'affaires, plus de circulation. L'activité tombera dans l'inertie. Le crédit sera détruit par le systême imaginé pour le rétablir. Ce ne sont pas là de vaines terreurs. Les déplorables événemens de 1750, n'attestent que trop combien elles sont fondées. A cette époque funeste & mémorable pour Saint Domingue, on extorqua du gouvernement la permission de saisir les negres de culture pour raison de dettes. Les premieres exécutions qu'on fit en conséquence, quoique sans succès, jeterent l'alarme & l'épouvante dans la colonie. Ce fut un cahos inexprimable. Tout étoit perdu. Le commerce qui avoit sollicité cette odieuse loi de rigueur, se crut trop heureux d'en pouvoir obtenir la révocation.

On n'a donc pas imaginé les moyens d'assurer le sort des créanciers, sans nuire à la prospérité des colonies, & par conséquent à celle de la monarchie. Cependant cette conciliation de l'intérêt des particuliers & de l'intérêt public, doit être dans les ressorts de la politique; & c'est aux hommes d'état de l'y trouver. Cette loi d'équité sera chérie de ceux même qu'elle gênera, si on l'introduit dans les esprits par la voie de la raison; la seule qui soit permise peut-être avec des hommes civilisés, la plus facile du moins & la plus sûre. Le colon éclairé par le cours des lumieres publiques, sentira que la facilité de ne pas payer lui devient onéreuse, par l'impossibilité de trouver du crédit, à moins qu'il ne l'achete à un prix qui balance le risque de lui prêter. Soit qu'il en cherche pour augmenter ou pour conserver ses fonds, il n'en obtiendra qu'à sa ruine. Sa situation est celle des mineurs qui ne font jamais que de mauvaises affaires avec des usuriers, accoutumés à se payer d'avance du danger de ne pas l'être.

Mais s'il ne suffit pas d'éclairer le colon, pour le ramener à ses devoirs par son intérêt même. S'il est dangereux d'employer la violence pour l'obliger à

remplir ses engagemens ; pourquoi le législateur n'emprunteroit-il pas le secours de l'honneur, motif si puissant dans les monarchies, principe & ressort de leur constitution ? L'opinion n'est-elle pas aussi impérieuse que la force ? Notez d'infamie le débiteur infidelle, & ne craignez pas qu'il se joue de cette loi. Mais que les tribunaux de la justice soient à cet égard ceux de l'honneur. Qu'un coupable soit jugé & condamné avec les formalités qui consacrent toutes les loix. Les hommes les plus avides, & sur-tout les colons de l'Amérique ne sacrifient un portion de leur vie à des travaux pénibles, que dans l'espoir de jouir de leur fortune. Or il n'est point de jouissance pour un homme noté d'infamie. Voyez avec quelle exactitude les dettes du jeu sont payées. Ce n'est pas un excès de délicatesse, ce n'est pas l'amour de la justice qui ramene dans les vingt-quatre heures un joueur ruiné aux pieds d'un créancier quelquefois suspect. C'est l'honneur ; c'est la crainte d'être exclus de la société. L'homme le plus intéressé veut jouir, & sans honneur on ne jouit point.

Mais dans quel siecle, en quel temps invoque-t-on ici le nom sacré de l'honneur ? Quand les mœurs publiques

l'ont violé dans sa source ; quand le déshonneur & l'infamie se sont introduits dans les familles, dans les grandes maisons, dans les premieres places, dans les camps même & dans le sanctuaire ; quand la premiere de toutes les prostitutions, celle de la pudeur, en a entraîné mille autres à sa suite. Qui craindra désormais d'être déshonoré, si ceux qu'on appelle gens d'honneur n'en connoissent plus d'autre que celui d'être riches pour être placés, ou placés pour s'enrichir ; si pour s'élever, il faut ramper ; pour s'aggrandir, s'avillir ; pour servir l'état, plaire aux grands ou aux femmes ; & si tous les dons de plaire supposent au moins l'indifférence pour toutes les vertus ? L'honneur qui semble s'exiler de certains climats de l'Europe, ira-t-il se réfugier en Amérique ? Peut-être y trouveroit-il un asyle, si toutes les liaisons des colonies n'étoient pas concentrées dans la Métropole. C'est un assujettissement que la politique a cru devoir imposer pour son avantage, sans aucun égard à la morale. Ce sont des richesses & non des mœurs que les états s'empressent de chercher à l'envi.

Toutes les colonies n'ont pas eu une même origine. Les premieres dûrent

leur naissance à l'inquiétude de quelques hordes de barbares, qui après avoir long-temps erré dans des contrées désertes, se fixoient enfin par lassitude dans un pays où ils formoient une nation. D'autres peuples chassés de leur territoire par un ennemi puissant, ou attirés par quelque hazard dans un sol préférable à celui de leurs peres, se transplanterent sous un nouveau ciel, & y partagerent les terres avec les premiers habitans de ce climat étranger. L'excès de population, l'horreur pour la tyrannie, des factions, des révolutions déterminerent des citoyens à quitter leur patrie, pour aller bâtir ailleurs de nouvelles cités. L'esprit de conquête fit établir une partie des soldats vainqueurs dans des états subjugués, pour s'en assurer la propriété. Aucune de ces colonies n'eut pour objet le commerce. Celles même que fonderent Tyr, Carthage, Marseille, républiques commerçantes, n'étoient que des retraites nécessaires sur des côtes barbares, & des entrepôts où les vaisseaux partis de différens ports & fatigués d'une longue navigation, faisoient réciproquement leurs échanges.

La conquête de l'Amérique a donné l'idée d'une nouvelle espece d'établisse-

ment, qui a pour base l'agriculture. Les gouvernemens, fondateurs de ces colonies, ont voulu que ceux de leurs sujets qu'ils y transportoient, ne pussent consommer que les marchandises que leur fourniroit la Métropole; ne pussent vendre qu'à la Métropole les productions des terres qu'on leur accordoit. Cette double obligation a paru de droit naturel à toutes les nations, indépendantes des conventions, & née de la chose même. Elles n'ont pas regardé une communication exclusive avec leurs colonies comme un dédommagement excessif, des dépenses faites pour les former, à faire pour les conserver. Tel a toujours été le systême de l'Europe à l'égard de l'Amérique.

La France ne s'en étoit jamais écartée, lorsqu'un homme de génie, fort connu par l'étendue de ses idées, par l'énergie de ses expressions, a voulu tempérer la rigidité de ce principe. Recevoir de l'étranger les marchandises que la Métropole ne peut fournir que difficilement à un prix excessif; c'est augmenter, a-t-il dit, dans les colonies une prospérité qui reflue tôt ou tard dans la partie principale, à qui elles enverront plus de denrées, à qui elles offriront un plus grand débouché pour ses produc-

tions. Au bruit de cette opinion, une alarme universelle s'est répandue dans tous les ports de la monarchie. On a crié que cette concurrence blesseroit les droits les plus sacrés de l'état, qu'elle tariroit les principales sources de son opulence.

Cette contestation a beaucoup occupé les esprits; mais on ne l'a point envisagée sous l'aspect le plus important. Les combattans & le Public qui les a jugés, ne songeant qu'aux intérêts de la culture & du commerce, ont perdu de vue le grand objet politique qui est la conservation des colonies. Or on risqueroit de les perdre, en admettant dans leurs ports les vaisseaux étrangers.

L'Angleterre a jeté il y a plus d'un siecle dans les vastes solitudes de l'Amérique septentrionale les fondemens d'un empire immense, dont les progrès fort lents d'abord, s'accroissent tous les jours avec rapidité. Sa puissance long-temps contenue par un ennemi, toujours prêt & toujours prompt à l'attaquer sur ses derrieres, n'a plus rien qui la gêne, depuis l'acquisition du Canada & de la partie la plus précieuse de la Louysiane. Ce peuple délivré par ces conquêtes de toute inquiétude du côté du continent, pourra tôt ou tard être tenté de tourner

ſon ambition du côté des iſles voiſines. Dès à préſent il ne lui manque pour ſuivre le torrent de ſes proſpérités, qu'une population proportionnée à l'étendue de ſon territoire. Parmi les cauſes qui peuvent hâter cette population, rien n'y contribueroit plus rapidement qu'une ſuite de liaiſons avec les colonies Françoiſes, qui manquant préciſément de ce que le nord de l'Amérique peut fournir, lui donneroit, en achetant ſes productions, les moyens de les multiplier & d'augmenter ſes forces. La cour de Verſailles eſt trop éclairée ſans doute, pour ſacrifier la ſureté de ces iſles, à l'avantage acceſſoire qu'elles tireroient d'un commerce libre pour quelques objets peu importans.

Mais autant qu'elle doit fermer à ſes rivaux ce chemin des richeſſes qui mene à la conquête, autant il lui convient d'ouvrir à ſes inſulaires le débouché de toutes leurs productions. Les colonies lui offrent chaque année, leur conſommation prélevée, cent mille barriques de ſirops & de taffias, dont la valeur eſt d'environ cinq millions de livres. Par un intérêt mal entendu, elle les a privées, elle s'eſt privée elle-même de ce bénéfice, dans la crainte de nuire au débit de ſes propres eaux-de-vie. Celles

de sucre toujours au dessous de celles de vin, ne peuvent être que la boisson des peuples pauvres, ou même des gens le moins aisés chez les nations riches. Elles n'obtiendront la préférence que sur celles de grain que la France ne distille pas. Les siennes auront toujours pour consommateur, même dans les isles, la classe d'hommes assez opulente pour les payer. Le gouvernement ne pourroit donc revenir trop tôt d'une erreur également injuste & funeste, & recevoir dans ses ports les sirops & les taffias, pour y être consommés, ou pour être envoyés où le besoin les appellera. Rien n'en étendroit davantage la consommation, que d'autoriser les navigateurs François à les porter directement dans les marchés étrangers. Cette faveur devroit même s'étendre à toutes les denrées des colonies. Comme une opinion, qui choquera tant d'intérêts, tant de préjugés, pourroit être contestée, il convient d'en poser les fondemens d'une maniere un peu développée.

Les isles Françoises fournissent à leur Métropole, des sucres, du café, du coton, de l'indigo, d'autres denrées dont elle consomme une partie & verse l'autre chez l'étranger, qui lui donne en

échange de l'argent ou d'autres marchandiſes dont elle a beſoin. Ces mêmes iſles reçoivent à leur tour de la Métropole, des vêtemens, des ſubſiſtances, des inſtrumens de culture. Telle eſt la double deſtination des colonies. Pour qu'elles puiſſent la remplir, il faut qu'elles ſoient riches. Pour qu'elles ſoient riches, il faut qu'elles obtiennent une grande abondance de productions, & qu'elles en aient le débit au meilleur prix poſſible. Pour que ce débit porte ces productions au plus haut prix, il faut qu'il ſoit le plus grand poſſible. Pour qu'il puiſſe être le plus grand poſſible, il faut qu'il jouiſſe de la plus grande liberté poſſible. Pour qu'il jouiſſe de la plus grande liberté poſſible, il faut que cette liberté ne ſoit grévée d'aucunes formalités, d'aucunes dépenſes, d'aucuns travaux, d'aucunes charges inutiles. Ces vérités démontrées par leur intime liaiſon, doivent décider s'il eſt avantageux que les productions des colonies ſoient aſſujetties aux lenteurs, aux dépenſes d'un entrepôt en France.

Il faudra néceſſairement que ces frais intermédiaires retombent ſur le conſommateur ou ſur le cultivateur. Si le premier les paie, il conſommera moins, parce

parce que ses facultés n'augmentent pas en raison de l'augmentation des frais. Si c'est le second, recevant un moindre prix de ses denrées, il rendra moins d'avances à la terre, & n'en aura plus autant de reproductions. Le progrès évident de ces conséquences destructives, n'empêche par qu'on n'entende dire tous les jours avec assurance, que les marchandises doivent, avant d'être consommées, faire beaucoup de frais de main-d'œuvre & de transport; que ces frais occupant & nourrissant bien du monde, contribuent à soutenir la population & à augmenter les forces d'un état. On est si aveuglé par le préjugé qu'on ne voit pas, que s'il est avantageux que les denrées, avant d'être consommées, fassent des frais comme deux, il sera plus avantageux qu'elles en fassent comme quatre, comme huit, comme douze, comme trente, pour la plus grande prospérité nationale. Dès-lors tous les peuples doivent rompre les chemins, combler les canaux, interdire la navigation des rivieres, bannir même les animaux de la culture pour n'y employer que des hommes, afin d'ajouter un surcroît de frais aux frais qui déjà précedent la consommation. Voilà pourtant toutes les absurdités qu'il faut dévorer, quand on s'en-

gage dans le faux principe qui vient d'être combattu. Mais les vérités politiques veulent être agitées long-temps avant d'être senties. Beaucoup d'erreurs se sont introduites chez les hommes d'état comme chez le peuple, sans examen. Le ministre de France long-temps aveuglé par les ténebres où il laissoit dormir sa nation, n'a pas encore pu s'éclairer sur l'administration qui convenoit le mieux à ses colonies. Il a été encore plus aveuglé sur le gouvernement le plus propre à les faire prospérer.

Les colonies Françoises établies par des hommes sans aveu, qui fuyoient le frein ou le glaive des loix, sembloient, dans l'origine, n'avoir besoin que d'une police sévere. On les confia donc à des chefs dont l'autorité étoit illimitée. L'esprit d'intrigue naturel à toutes les cours, mais plus familier chez une nation où la galanterie donne aux femmes une ascendant universel, fit de tout temps percer des hommes sans mœurs, chargés de dettes & de vices. Le ministere par un reste de pudeur, craignant de les élever sur le théâtre même de leur déshonneur, les envoya réparer ou cimenter leur fortune au delà des mers, où leurs désordres n'étoient pas connus. Une com-

paſſion mal entendue, une fauſſe maxime de cour qui ſuppoſe la fourberie néceſſaire & les fripons utiles, fit ſacrifier de ſang froid à des brigands dignes des priſons, la tranquillité des cultivateurs, la ſureté des colonies, & l'intérêt même de l'état. Ces hommes de rapine & de débauche étoufferent les germes du bien, & retarderent la proſpérité qui naiſſoit d'elle-même.

La puiſſance abſolue porte dans ſa nature un poiſon ſi ſubtil, que les deſpotes même qui s'embarquoient pour l'Amérique avec des vues honnêtes, ne tardoient pas à s'y corrompre. Quand l'ambition l'avarice ou l'orgueil ne les auroient pas entamés, pouvoient-ils réſiſter à la flatterie qui ne manque jamais d'élever ſa baſſeſſe ſur la ſervitude générale, & d'avancer ſa fortune dans les maux publics?

Le peu de gouverneurs qui échap-erent à la corruption n'ayant aucun oint d'appui dans une adminiſtration ans limites, paſſoient continuellement 'une erreur à l'autre. Ce ne ſont pas es hommes qui doivent gouverner les ommes, c'eſt la loi. Otez aux adminiſ-ateurs cette meſure commune, cette egle de leurs jugemens; il n'y aura plus e droit, il n'y aura plus de ſûreté, ni

de liberté civile. Dès-lors on ne verr
qu'une foule de décisions contradictoires
des réglemens passagers qui s'entrecho
queront, des ordres qui faute de maxime
fondamentales n'auront aucune liaiso
entr'eux. Si l'on déchiroit le corps de
loix, dans l'empire même le mieux con
titué par sa nature, on verroit bientô
que ce ne seroit pas assez d'être juste
pour le bien conduire. La sagesse des mei
leures têtes n'y suffiroit pas. Comme ell
n'auroient pas toutes le même esprit
& que l'esprit de chacune ne seroit p
toujours dans la même situation, l'éta
ne tarderoit pas à être bouleversé. Cet
espece de cahos fut continuel dans l
colonies Françoises ; & d'autant pl
grand que les chefs ne faisoient qu
paroître, pour ainsi dire, & en étoie
rappellés avant d'avoir rien vu par eu
mêmes. Après avoir marché trois a
sans guide dans un pays nouveau sur d
plans informes de police & de loi
ces administrateurs étoient remplac
par d'autres qui dans un terme au
court n'avoient pas le temps de form
des liens avec les peuples qu'ils devoie
conduire, ni de mûrir assez leurs pr
jets, pour leur donner ce caractere
justice & de douceur qui en assure l'ex
cution. Ce défaut de regle & d'exp

rience, intimidoit ſi fort un de ces Magiſtrats abſolus, que par délicateſſe, il n'oſoit prononcer ſur les choſes les plus communes. Ce n'eſt pas qu'il ne ſentît les inconvéniens de ſon indéciſion ; mais tout éclairé qu'il étoit, il ne ſe croyoit pas les lumieres d'un légiſlateur, & il reſpectoit trop les hommes, pour en uſurper l'autorité.

Cependant il étoit aiſé de tarir la ſource de ces déſordres, en mettant à la place du gouvernement militaire, violent en lui-même & fait pour des temps de criſe & de péril, une légiſlation modérée, fixe & indépendante des volontés particulieres. Mais ce projet mille fois propoſé déplut aux gouverneurs jaloux d'un pouvoir abſolu, qui redoutable en lui-même, eſt toujours plus odieux dans un ſujet. Ces eſclaves échappés à la tyrannie ſecrette de la cour, n'aimoient rien tant que cette juſtice Aſiatique dont ils épouvantoient juſqu'à leurs créatures. La réforme fut même rejetée par des gouverneurs, qui, d'ailleurs vertueux, ne voulurent pas voir, qu'en ſe réſervant le droit de faire le bien ſenti & ſans regle, ils laiſſoient à leurs ſucceſſeurs la facilité de faire le mal impunément. Tous ſe déclarerent hautement contre un plan de légiſlation qui avoit

pour but de diminuer la dépendance des peuples ; & la cour eut la foiblesse de céder à leurs insinuations ou à leurs conseils, par une suite de cette pente que les princes & leurs ministres ont naturellement vers le pouvoir arbitraire. Elle crut faire assez pour ses colonies, en leur donnant un intendant qui devoit balancer le commandant.

Ces établissemens éloignés, qui jusqu'à cette époque avoient gémi sous le joug d'un seul, se virent alors en proie à deux pouvoirs également dangereux, & par leur division & par leur union. Lorsqu'ils se choquoient, ils partageoient les esprits, ils semoient la discorde entre leurs partisans, ils allumoient une espece de guerre civile. Le bruit de leurs discussions retentissoit jusqu'en Europe, où chacun d'eux avoit ses protecteurs animés par l'orgueil ou par l'intérêt à les maintenir dans leur place. Lorsqu'ils étoient d'accord, ou parce que leurs vues bonnes ou mauvaises se trouvoient les mêmes, ou parce que l'un prenoit un ascendant décidé sur l'autre, la condition des colons devenoit encore pire. Quelle que fût l'oppression de ces victimes, leurs cris n'étoient jamais écoutés par la Métropole, qui regardoit l'harmonie de ses

délégués comme la preuve la plus décisive d'une administration parfaite.

Le sort des colonies Françoises n'a que peu changé. Leurs gouverneurs, outre la disposition des troupes réglées, ont le droit d'enrégimenter les habitans, de leur prescrire les manœuvres qu'ils jugent à propos, de les occuper comme il leur plaît pendant la guerre, de s'en servir même pour conquérir. Dépositaires d'un pouvoir absolu, libres & jaloux de s'en arroger toutes les fonctions qui peuvent l'étendre ou l'exercer, ils sont dans l'usage de connoître des dettes civiles. Le débiteur est mandé, condamné à la prison ou au cachot, & forcé de payer sans d'autres formalités : c'est ce qu'on appelle le service ou le département militaire. Les intendans décident seuls de l'emploi des finances, & en reglent pour l'ordinaire le recouvrement. Ils appellent devant eux les affaires civiles ou criminelles, soit que la justice n'en ait pas encore pris connoissance, soit qu'elles aient été déjà portées aux tribunaux même supérieurs : c'est ce qu'on appelle administration. Les gouverneurs & les intendans accordent en commun les terres qui n'ont pas été données, & jugent tous les diffé-

rens qui s'élevent au sujet des anciennes possessions. Cet arrangement met dans leurs mains, dans celles de leurs commis ou de leurs créatures, la fortune de tous les colons, & dès-lors rend précaire le sort de toutes les propriétés. On ne sauroit imaginer un plus grand désordre.

Dans la méchanique, plus les puissances résistantes sont éloignées du centre, plus les forces motrices doivent être augmentées ; de même, a-t-on dit, on ne peut s'assurer des colonies que par un gouvernement violent & absolu. S'il en est ainsi, le chevalier Petty n'aura pas eu tort de désapprouver ces sortes d'établissemens. Il vaut mieux que la terre soit dépeuplée ou peu habitée, que de voir quelques puissances s'étendre pour le malheur des peuples. C'est à la France de combattre le systême d'un Anglois contre les colonies, en s'éclairant de plus en plus sur la maniere de les gouverner. L'esprit de lumiere qui caractérise ce siecle, quoiqu'en disent ceux qui attribuent aux mépris de certains préjugés, les vices inséparables du luxe, à la liberté de penser & d'écrire, les mœurs qui viennent des passions des grands & des abus du pouvoir ; cet esprit de lumierequi nous soutient & nous

guide encore, quand la morale croule sur des fondemens ruineux, ramenera le gouvernement à ses vrais intérêts. Il sentira qu'il n'y a point eu de justice dans ses colonies, parce qu'elles n'avoient point de loix fixes, dont le dépôt fut entiérement confié à des tribunaux. Si ces corps sans cesse asservis, sans cesse opprimés, n'ont pas paru mériter jusqu'ici cette confiance ; il faut les en rendre dignes en la leur donnant. Leur ame se remplira du saint enthousiasme du bien public, lorsqu'ils pourront s'y livrer sans crainte & sans inquiétude. Ce zele vraiment patriotique s'allumera de lui-même, si ces corps sont composés de magistrats nés dans les colonies.

Rien ne paroît plus conforme aux vues d'une politique judicieuse, que d'accorder à ces insulaires le droit de se gouverner eux-mêmes, mais d'une maniere subordonnée à l'impulsion de la Métropole, à peu près comme une chaloupe obéit à toutes les directions du vaisseau où elle est remorquée. Peut-être dira-t-on, que le peuple se renouvellant sans cesse dans ces isles éloignées par l'instabilité que le commerce y donne aux richesses, cette fermentation y jette beaucoup d'écume ; & qu'on n'y verra que bien tard assez

de mœurs & de lumieres, pour y faire naître cet eſprit de patrie, & ce ton de gravité qui ſoutiennent dignement le poids des affaires & les intérêts d'une nation. Cette objection ſembleroit fondée, ſi l'on ne conſultoit que le caractere des Européens pouſſés en Amérique par leurs beſoins ou par leurs vices; devenus par ces tranſplantations volontaires ou forcées, étrangers par-tout; ordinairement corrompus par le défaut de loix que remplace mal une police arbitraire, par ce goût dépravé de domination qui réſulte de l'abus de l'eſclavage, par l'éclat d'une grande fortune qui leur fait oublier leur premiere obſcurité. Mais cette claſſe d'hommes expatriés ne devroit point avoir d'influence dans une adminiſtration qu'on laiſſeroit aux propriétaires, nés la plupart dans les colonies, puiſque la juſtice ſuit naturellement la propriété, & que perſonne n'a plus d'intérêt & de droit au bon gouvernement d'un pays que ceux à qui la naiſſance y donne les plus grandes poſſeſſions. Ces créoles qui naturellement ont de la pénétration, de la franchiſe, de l'élévation, un certain amour de la juſtice qui naît de ces belles qualités, touchés des marques d'eſtime & de confiance que leur donneroit la

Métropole, en les chargeant du soin de régler l'intérieur de leur patrie, s'attacheroient à ce sol fertile, se feroient une gloire, un bonheur de l'embellir, & d'y créer toutes les douceurs d'une société civilisée. Au lieu de cet éloignement pour la France, dont le reproche est une accusation de dureté contre ses ministres, on verroit naître aux colonies cet attachement que la confiance paternelle inspire toujours à des enfans. Au lieu de cet empressement secret qui les fait courir durant la guerre au devant d'un joug étranger, on les verroit multiplier leurs efforts pour prévenir ou pour repousser une invasion. Si la crainte retient les hommes sous les yeux d'un maître puissant & terrible, il n'y a que l'amour qui puisse leur commander au loin. C'est le seul ressort peut-être qui agisse dans les provinces frontieres d'un grand état, quand la mollesse & la cupidité se taisent dans la capitale devant l'autorité qui menace. L'amour du prince est un sentiment qu'on ne sauroit trop ménager, trop étendre. Mais s'il est prodigue sans être reçu ni rendu, il retourne au cœur des peuples où il s'aigrit, se corrompt & se dénature. Alors plus de joie dans les fêtes publiques, plus de transports dans les

réjouiſſances, plus de cris involontaires qui échappent à la vue de l'idole adorée. La curioſité mene & preſſe la foule à tout ce qui fait ſpectacle ; mais le contentement n'y brille plus dans les regards. Une inquiétude morne s'empare des eſprits. Elle ſe communique d'une province à l'autre, & de la Métropole dans les colonies. Toutes les fortunes frappées ou menacées à la fois, ſont dans l'alarme & le mouvement. Des coups d'autorité multipliés par la précipitation qui les haſarde, bleſſent tous les cœurs, & tombent ſucceſſivement ſur tous les corps. Du fond même de l'Amérique, on voit traduire en criminel dans les priſons de l'Europe, les vengeurs du crime, & les défenſeurs du droit des colons. Les armes qui ſembloient émouſſées devant l'ennemi, s'aiguiſent contre ces ſujets précieux à l'état. Ceux même qui n'ont pas ſu les défendre durant la guerre, vont les épouvanter dans la paix. Eſt-ce ainſi qu'on conſerve, & qu'on fait proſpérer des colonies ? Rome apprit de ſes ennemis l'art de vaincre dans l'ancien monde. Le livre ſuivant montrera à la France qu'elle peut apprendre de ſa rivale, l'art de peupler & de cultiver le nouveau.

Fin du Livre treizieme.



HISTOIRE

PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE,

Des établissemens & du commerce des Européens dans les deux Indes.

LIVRE QUATORZIEME.

LA situation de l'Angleterre n'étoit pas brillante, lorsqu'en 1625 elle commença ses établissemens dans l'Archipel de l'Amérique. Son agriculture n'embrassoit ni le lin, ni le chanvre. Les tentatives qu'on avoit faites pour élever des mûriers & des vers à soie, n'avoient pas été heureuses. Tous les soins du

laboureur étoient tournés vers la multiplication des bleds, qui, malgré le goût de la nation pour la vie champêtre, ſuffiſoient rarement à la ſubſiſtance du royaume : une grande partie de ſes greniers étoient approviſionnés par les champs qui bordent la mer Baltique.

L'induſtrie étoit encore moins avancée que l'agriculture. Elle ſe réduiſoit à des ouvrages de laine. On les avoit multipliés depuis quelques années que l'exportation de la matiere premiere étoit défendue ; mais un peuple inſulaire, qui ſembloit ne travailler que pour lui, n'avoit pas ſû donner à ſes étoffes les agrémens de luxe que le goût imagine pour le débit & la conſommation. Elles alloient recevoir la teinture & le luſtre en Hollande, d'où elles circuloient dans toute l'Europe, & repaſſoient même en Angleterre.

La navigation occupoit à peine dix mille matelots. Ils étoient au ſervice des compagnies excluſives qui s'étoient emparées de toutes les branches de commerce, ſans en excepter celle des draps, dont les autres enſemble ne formoient qu'un dixieme dans la maſſe des richeſſes vénales de la nation. Celles-ci ſe trouvoient ainſi concentrées dans les mains de trois ou quatre cents per-

sonnes qui s'accordoient pour fixer a leur profit le prix des marchandises, soit à l'entrée, soit à la sortie du royaume. Le privilege de ces monopoleurs s'exerçoit dans la capitale où la cour vendoit ses provinces. Londres seul avoit six fois plus de vaisseaux que tous les ports de l'Angleterre.

Le revenu public n'étoit pas & ne pouvoit pas être considérable. Il étoit en ferme : méthode ruineuse qui a précédé la régie dans tous les états, mais qui ne s'est perpétuée que dans les gouvernemens absolus. La dépense étoit proportionnée à la modicité du fisc. La flotte n'étoit pas nombreuse, & les bâtimens qui la composoient étoient si foibles, qu'au besoin, les navires marchands étoient convertis en vaisseaux de guerre. Soixante & mille hommes de milice qui composoient les forces nationales, étoient armés en temps de guerre. Jamais on ne voyoit de troupes sur pied durant la paix, & le prince même n'avoit d'autre garde que son peuple entier.

Avec des moyens si bornés au dedans, la nation ne devoit guere s'étendre par des colonies. Cependant elle en fonda qui jeterent de profondes racines de prospérité. Ces établissemens dûrent

leur origine à des événemens dont la cause avoit des sources bien éloignées dans le passé.

Quand on connoît l'histoire & la marche du gouvernement Anglois, on sait que l'autorité royale ne fut long-temps balancée que par un petit nombre de grands propriétaires appellés Barons. Ils opprimoient continuellement le peuple dont la plus grande partie étoit avilie par l'esclavage; & ils luttoient sans cesse contre la couronne avec plus ou moins de succès, suivant le caractere des chefs & le hasard des circonstances. Ces querelles politiques faisoient verser des torrens de sang.

Les royaumes étoient épuisés par des guerres intestines de deux cents ans, lorsque Henri VII en prit les rênes au sortir d'un champ de bataille, où la nation divisée en deux camps avoit combattu pour se donner un maître. Ce prince habile profita de la lassitude où de longues calamités avoient laissé ses sujets, pour étendre l'autorité royale, dont l'anarchie du gouvernement féodal n'avoit jamais pu fixer les limites, en les resserrant sans cesse. Il étoit secondé dans cette entreprise par la faction qui lui avoit mis la couronne sur la tête, & qui étant la moins nombreuse, ne

pouvoit eſpérer de ſe maintenir dans les principaux emplois où elle ſe voyoit élevée, qu'en appuyant l'ambition de ſon chef. On donna de la ſolidité à cè plan, en autoriſant pour la premiere fois la nobleſſe à aliéner ſes terres. Cette faveur dangereuſe, jointe à l'attrait du luxe qui perçoit en Europe, produiſit une grande révolution dans les fortunes: les fiefs immenſes des barons ſe diſſipe-rent par degrés, & les poſſeſſions des communes s'étendirent.

Les droits qui ſuivent les terres s'étant diviſés avec les propriétés, il n'en fut que plus difficile de réunir les volontés & les forces de pluſieurs contre l'autorité d'un ſeul. Les monarques profiterent de cette époque favorable à leur agrandiſſement, pour gouverner ſans obſtacle & ſans contradiction. Les ſeigneurs déchus craignirent un pouvoir qu'ils avoient renforcé de toutes leurs pertes. Les communes ſe crurent aſſez honorées d'impoſer les taxes nationales. Le peuple un peu ſoulagé de ſon joug par ce léger mouvement dans la conſtitution, toujours borné, dans l'étroite enceinte de ſes idées, au ſoin de ſes affaires ou de ſes travaux, étoit dégoûté des ſéditions par le dégât & la miſere qui l'en puniſſoient. Ainſi lorſ-

que les yeux de la nation cherchoient le souverain pouvoir qui s'étoit égaré dans la confusion des guerres civiles, le monarque seul arrêtoit tous les regards. La majesté du trône qui concentroit sur lui toute sa splendeur, sembloit la source de l'autorité, dont elle ne devoit être que le signe visible & l'organe permanent.

Telle étoit la situation de l'Angleterre, lorsque Jacques premier y fut appellé d'Ecosse, comme seul héritier des deux royaumes que son avénement réunit sous la même main. Une noblesse inquiete, agitant de ses fureurs ses barbares vassaux, avoit mis le trouble & le feu des séditions dans ces montagnes du nord qui partageoient l'isle en deux états. Le monarque avoit pris dès son enfance autant d'éloignement pour l'autorité limitée, que le peuple avoit conçu d'horreur pour le despotisme de la monarchie absolue. Celle-ci régnoit dans toute l'Europe : égal des autres souverains, comment n'auroit-il pas ambitionné le même pouvoir ? Ses prédécesseurs en avoient joui depuis un siecle en Angleterre même. Mais il ne voyoit pas que c'étoit un bonheur dont ils avoient été redevables à l'habileté de leur politique, ou à la faveur des conjonctures.

Ce prince théologien, croyant tout tenir de Dieu, rien des hommes, voyoit en lui ſeul l'eſprit de raiſon, de ſageſſe, de conſeil, & ſembloit s'attribuer l'infaillibilté que la réformation, dont il ſuivoit les dogmes ſans les aimer, avoit ôtée aux Papes. Ces faux principes qui feroient du gouvernement un myſtere de religion d'autant plus révoltant qu'il porteroit à la fois ſur les opinions, les volontés & les actions, s'étoient ſi fort enracinés dans ſon eſprit avec tous les autres préjugés d'une mauvaiſe éducation, qu'il ne penſoit pas même à les appuyer d'aucune des reſſources humaines de la prudence ou de la force.

Rien n'étoit plus éloigné que ce ſyſtême de la diſpoſition générale des eſprits. Tout s'agitoit au dedans & au dehors. La naiſſance de l'Amérique avoit hâté la maturité de l'Europe La navigation embraſſoit le globe entier. La communication entre les peuples ouvroit un égoût à la barbarie des préjugés, une porte à l'induſtrie & aux lumieres. Les arts méchaniques & libéraux s'étendoient & marchoient à leur perfection par le luxe. La littérature prenoit les ornemens du goût. Les ſciences acquéroient la ſolidité que donne l'eſprit calculateur du commerce. La politique

agrandissoit la sphere de ses vues. Cette fermentation universelle élevoit, exaltoit les idées des hommes. Bientôt tous les corps qui formoient le colosse monstrueux du gouvernement gothique, endormis depuis plusieurs siecles dans la léthargie de l'ignorance, commencerent de toutes parts à se remuer, à former des entreprises. Dans le continent, où le prétexte de la discipline avoit enfanté des armées mercenaires, la plupart des princes acquirent une autorité sans bornes, opprimant leurs peuples par la force ou par l'intrigue. En Angleterre, l'amour de la liberté si naturel à l'homme qui se sent ou qui pense, excité dans le peuple par les novateurs de religion, réveillé dans les esprits cultivés par un commerce familier avec les grands écrivains de l'antiquité, qui puiserent dans la démocratie le sublime immortel de la raison & du sentiment; cet amour de la liberté alluma dans les cœurs généreux la haine excessive d'une autorité sans limites. L'ascendant que sut prendre & conserver Elizabeth par une prospérité de quarante ans, retint cette inquiétude, ou la détourna vers des entreprises utiles à l'état. Mais on ne vit pas plutôt une branche étrangere sur le trône, & le sceptre dans les

mains d'un monarque peu redoutable par la violence même de ses prétentions, que la nation révendiqua ses droits, & conçut l'ambition de se gouverner.

Alors éclaterent des disputes vives entre la cour & le parlement. Les deux pouvoirs sembloient essayer leurs forces, en se choquant continuellement. Le prince prétendoit qu'on lui devoit une obéissance positive, & que les assemblées nationales ne servoient que d'ornement, & non de base à la constitution. Les citoyens réclamoient avec chaleur contre ces principes, toujours foibles dès qu'ils sont discutés, & soutenoient que le peuple faisoit l'essence du gouvernement autant & plus que le monarque. L'un est la matiere, l'autre la forme. Or la matiere peut & doit changer de forme pour sa conservation. La loi suprême est le salut du peuple, & non du prince; le roi peut mourir, la monarchie périr, & la société subsister, sans monarque & sans trône. Ainsi raisonnoient les Anglois dès l'aurore de la liberté. On se chicanoit; on se contrarioit; on se menaçoit. Jacques finit sa carriere au milieu de ces débats, laissant à son fils ses droits à discuter, avec sa manie de les étendre.

L'expérience de tous les âges a prouvé que la tranquillité qui naît du pouvoir absolu, refroidit les esprits, abat le courage, rétrecit le génie, jette une nation entiere dans une léthargie universelle. Le mouvement des législations qui tendent à la liberté, est au contraire irrégulier & trop rapide : c'est une fievre continue, tantôt plus, tantôt moins forte, mais toujours convulsive.

L'Angleterre l'éprouva dans les premiers temps de l'administration de Charles I, moins pédant, mais aussi avide d'autorité que son pere. La division commencée entre le roi & le parlement, s'empara de toute la nation. La haute noblesse, celle du second ordre qui étoit la plus riche craignant de se voir confondue avec le vulgaire, embrassa le parti du monarque, dont elle recevoit ce lustre emprunté qu'elle lui rend par une servitude volontaire & vénale. Comme ils possédoient encore la plupart des grandes terres, ils attacherent à leur cause presque tous les peuples des campagnes qui naturellement aiment le prince, parce qu'ils sentent qu'il doit les aimer. Londres & les villes considérables, à qui le gouvernement municipal donne un esprit républicain, se déclarerent pour le parlement, en-

trainant avec elles les commerçans qui ne s'estimant pas moins que ceux de la Hollande, aspiroient à la liberté de cette démocratie.

Du sein de ces dissentions, on vit sortir la guerre civile la plus vive, la plus sanglante, la plus opiniâtre dont l'histoire ait conservé le souvenir. Jamais le caractere Anglois ne s'étoit développé d'une maniere si terrible. Chaque jour éclairoit de nouvelles fureurs qu'on croyoit poussées au dernier excès, & qui étoient effacées par d'autres encore plus atroces. Il sembloit que la nation touchoit à son dernier terme; & que tout Breton avoit juré de s'ensevelir sous les ruines de sa patrie.

Dans l'embrasement universel, des esprits moins ardens chercherent un refuge paisible vers les isles de l'Amérique, dont la nation Angloise venoit de s'emparer. La tranquillité qu'ils y trouverent, multiplia les émigrations. A mesure que l'incendie gagnoit la Métropole, on vit les colonies s'accroître & se peupler. Aux citoyens qui fuyoient les factions, se joignirent bientôt les Royalistes opprimés par les républicains dont les armes avoient enfin prévalu.

Sur les traces des uns & des autres,

on vit paſſer au nouveau monde, ces hommes inquiets, pleins de feu, à qui de fortes paſſions donnent de grands déſirs, inſpirent de projets vaſtes; qui bravent les dangers, les haſards & les travaux, dont ils ne voient que deux iſſues, la mort ou la fortune; qui ne connoiſſent que les extrémités de l'opulence ou de la miſere, également propres à renverſer ou à ſervir la patrie à la dévaſter ou à l'enrichir.

Les iſles furent encore l'aſyle des négocians que le malheur de leurs affaires ou les pourſuites de leurs créanciers avoient réduits à l'indigence & dans l'oiſiveté. Forcés de manquer à leurs engagemens, cette diſgrace fut pour eux la route de la proſpérité. Après quelques années, on les vit rentrer avec éclat, & monter à la plus haute conſidération dans les provinces d'où l'ignominie & un abandon univerſel les avoient bannis.

Cette reſſource étoit encore plus néceſſaire à des jeunes gens que la premiere efferveſcence de l'âge des plaiſirs avoit entraînés dans les excès de la débauche & du dérangement. S'ils n'avoient pas quitté leur pays, la honte & le décri qui ne manquent jamais de flétrir l'ame, les auroient empêchés d'y recouvrer les bonnes mœurs & l'eſtime publique

publique. Mais dans une nouvelle terre, où l'expérience du vice pouvoit devenir pour eux une leçon de ſageſſe, où ils n'avoient à effacer aucune impreſſion de leurs fautes, ils trouverent après le naufrage une planche qui les ramena au port. Leur travail répara les déſordres de leur conduite; & des hommes ſortis de l'Europe en brigands qui la dèshonoroient, rentrerent honnêtes, furent d'utiles citoyens.

Tous ces divers colons eurent à leur diſpoſition pour défricher & cultiver leurs terres les ſcélérats des trois royaumes d'Angleterre, qui pour des crimes capitaux avoient mérité la mort; mais que par un eſprit de politique humaine & raiſonnée, on faiſoit vivre & travailler pour le bien de la nation. Tranſportés aux iſles, où ils devoient paſſer un certain nombre d'années dans l'eſclavage, ces malfaiteurs contracterent dans les fers le goût du travail, & des habitudes qui les remirent ſur la voie de la fortune. On en vit qui rendus à la ſociété par la liberté, devinrent cultivateurs, chefs de famille, & propriétaires des meilleures habitations: tant cette modération dans les loix pénales, ſi conforme à la nature humaine qui eſt foible & ſenſible, capable du bien même après le mal, s'ac-

corde avec l'intérêt des états civilisés.

Cependant l'isle métropolitaine étoit trop occupée de ses dissentions domestiques, pour songer à donner des loix aux isles de sa dépendance, & les colons n'avoient pas assez de lumieres pour combiner eux-mêmes une législation propre à une société naissante. A mesure que la guerre civile épuroit le gouvernement en Angleterre, ses colonies sortant des entraves de l'enfance, formerent leur constitution sur le modele de leur mere. Dans chacun de ces établissemens séparés, un chef représente le roi; un conseil tient lieu des pairs; & les députés des différens quartiers composent la chambre des communes. L'assemblée générale, fait les loix, regle les impôts, juge de l'administration. L'exécution appartient au gouverneur qui décide aussi provisoirement sur les affaires qui n'ont pas été prévues; mais avec le conseil, & à la pluralité des voix. Quoique les membres de ce corps lui doivent leur rang, ils ne lui vendent pas leur opinion, de peur de s'exposer au ressentiment de l'assemblée générale qui a le droit exclusif de les destituer.

La Grande-Bretagne, pour concilier ses intérêts avec la liberté de ses colo-

nies, a voulu qu'on n'y pût faire aucune loi qui contrariât les ſiennes. Les chefs qu'elle y envoie commander en ſon nom, jurent avant de partir, qu'ils ne ſouffriront pas qu'on donne la moindre atteinte à cette maxime fondamentale. Ce ſerment doit empêcher les commandans de trahir la Métropole en faveur des iſles qui, chargées de payer les appointemens d'un gouverneur, peuvent meſurer leurs libéralités, à ſa complaiſance.

D'un autre côté, cette ſorte de dépendance, tempere l'orgueil du commandant, & doit en réprimer la tyrannie. Les commiſſaires des plantations ont ſouvent attaqué devant le parlement une prérogative qui reſſerroit leur autorité. Malgré les inconvéniens qui pouvoient en réſulter, il a toujours reſpecté ce droit ſagement établi. Craignant avec raiſon la cupidité qui fait franchir les mers, il a décerné contre les hommes en place qui violeroient les loix des colonies, les peines infligées en Angleterre aux infracteurs des libertés nationales.

Ce n'étoit pas aſſez de ces précautions pour la ſûreté des colons que la nation chérit & protege comme les enfans de ſes enfans. Chaque colonie a un

ou pluſieurs députés dans la Métropole. Leurs fonctions ſont importantes. Elles tendent à prévenir les abus du pouvoir des commandans ; à ſolliciter pour l'amélioration & la défenſe des établiſſemens dont ils repréſentent les droits & les beſoins ; à combiner l'intérêt particulier du commerce de la colonie, avec l'utilité générale de la nation. Ces agens ſont à Londres ce que les deputés du peuple ſont au parlement. Ils ſoutiennent la cauſe des provinces éloignées. Malheur à l'état, s'il devenoit ſourd au cri des repréſentans, quels qu'ils ſoient. Les comtés ſe ſouleveroient en Angleterre ; les colonies ſe détacheroient en Amérique : les tréſors des deux mondes ſeroient perdus pour cette iſle à qui la nature a donné pour apanage l'empire de la mer.

Sous quel gouvernement plus doux & plus ſage, pourroient vivre des Anglois qui des iſles du nouveau monde tiennent à leur patrie par des liens du ſang & par les nœuds du beſoin ? Auſſi ces colons tranſplantés ſur des rivages étrangers, ont-ils ſans ceſſe les yeux attachés ſur une mere qui veille à leur conſervation. On diroit que ſemblable à l'aigle qui ne perd jamais de vue le nid de ſes aiglons ; Londres voit du ſommet de ſa tour,

ſes colonies croître & proſpérer ſous ſes regards attentifs. Ses innombrables vaiſſeaux couvrant de leurs voiles orgueilleuſes un eſpace de deux mille lieues, lui forment comme un pont ſur l'océan pour communiquer ſans relâche d'un monde à l'autre. Avec de bonnes loix qui maintiennent ce qu'elles ont établi, elle n'a pas beſoin pour garder ſes poſſeſſions éloignées de troupes réglées qui ſont toujours un fardeau peſant & ruineux. Deux très-foibles corps, fixés à Antigoa & à la Jamaïque, ſuffiſent à une nation qui peut tranſporter à tous momens ces ſoldats, où le danger les appelle.

Par ces ſoins bienfaiſans qu'une politique éclairée puiſa dans l'humanité même, les iſles Angloiſes furent bientôt heureuſes, mais peu riches. Leur culture ſe bornoit au tabac, au coton, au gingembre, à l'indigo. Quelques colons entreprenans allerent chercher au Bréſil des cannes à ſucre. Elles multiplierent prodigieuſement, mais ſans beaucoup d'utilité. On ignoroit l'art de mettre à profit cette précieuſe plante; & on n'en tiroit qu'un foible & mauvais produit que l'Europe rejettoit ou n'acceptoit qu'au plus vil prix. Une ſuite de voyages à Fernambuc apprit à cultiver le tréſor qu'on y avoit enlevé;

& les Portugais qui juſqu'alors avoient ſeuls fourni le ſucre, eurent en 1650 dans un allié dont l'induſtrie leur ſembloit précaire, un rival qui devoit s'approprier un jour toutes leurs richeſſes.

Cependant la Métropole n'avoit qu'une part extrêmement bornée aux proſpérités de ſes colonies. Elles envoyoient elles-mêmes directement leurs denrées dans toutes les contrées de l'univers où elles eſpéroient de les mieux débiter, & elles recevoient indiſtinctement dans leurs ports les navigateurs de toutes les nations. Cette liberté illimitée devoit faire tomber ce commerce preſque tout entier dans les mains du peuple qui, à raiſon du bas prix de l'intérêt de ſon argent, de l'abondance de ſes capitaux, du nombre de ſes navires, de la médiocrité de ſes droits d'entrée & de ſortie, pouvoit faire de meilleures conditions, acheter plus cher, & vendre meilleur marché. La Hollande étoit ce peuple. Elle réuniſſoit tous les avantages d'une armée ſupérieure qui, toujours maîtreſſe de la campagne, a toutes ſes opérations libres. Elle s'empara bientôt du profit de tant de productions qu'elle n'avoit ni plantées, ni moiſſonnées. On voyoit dans les iſles Angloiſes dix de ſes vaiſſeaux pour un navire Anglois.

Ce désordre avoit peu occupé la nation tout le temps que les guerres civiles l'avoient bouleversée ; mais aussi-tôt qu'eurent cessé ces troubles & ces orages qui l'avoient conduite au port par la violence même des vents & des courans, elle jeta ses regards au dehors. Elle vit que ceux de ses citoyens qui s'étoient comme sauvés dans le nouveau monde, seroient perdus pour l'état, si les étrangers qui dévoroient le fruit de ses colonies, n'en étoient exclus. Cette réflexion approfondie & méditée fit éclore en 1651 ce fameux acte de navigation, qui, n'ouvrant qu'au pavillon Anglois l'entrée des isles Angloises, en devoit faire exporter directement toutes les productions dans les pays soumis à la nation. Le gouvernement qui pressentoit & bravoit les inconvéniens de cette exclusion, n'envisageant l'empire que comme un arbre, crut devoir faire refluer vers le tronc des sucs qui se portoient avec trop d'abondance dans quelques branches.

Ce fut un bonheur pour l'Angleterre, de ne pouvoir pas exiger à la rigueur l'observation de cette loi gênante. Une sorte de relâchement dans son exécution, laissa le temps aux colonies d'accroître les plantations de leurs sucres par une

certaine facilité de les débiter, & de les élever insensiblement sur les ruines des cultures Portugaises. Elles firent de si grands progrès dans l'espace de neuf ans, qu'en 1660, où la loi crut pouvoir exercer impunément toute sa sévérité, les Anglois se voyoient les maîtres du commerce des sucres dans toute l'Europe, excepté dans la Méditerranée, qui à cause des frais de réexportation que l'acte de navigation occasionnoit, étoit restée fidelle à leur concurrent. Il est vrai que pour acquérir cette supériorité, ils avoient été obligés de baisser extrêmement le prix; mais l'abondance des récoltes les dédommageoit avantageusement de ce sacrifice nécessaire. Si le spectacle de la fortune de l'Angleterre encourageoit d'autres nations à cultiver, du moins pour leur consommation, elle s'ouvroit de nouveaux débouchés qui remplissoient le vuide des anciens. Le seul malheur qu'elle éprouva dans une longue suite d'années, ce fut de voir de ses cargaisons enlevées & vendues à vil prix par des corsaires François. Le cultivateur en éprouvoit le double inconvénient de perdre une partie de ses sucres, & de n'en débiter l'autre qu'au dessous de sa valeur.

Malgré ces pirateries passageres que le

calme de la paix faiſoit toujours ceſſer, la culture s'accrut de plus en plus dans les iſles Angloiſes. Des états qui paſſent pour exacts, témoignent que vers l'an 1680, elles n'envoyoient annuellement en Europe que 30000 barriques de ſucre, chacune du poids de douze cents livres. Leurs expéditions de 1708 juſqu'en 1718, furent de 53439. Depuis 1718 juſqu'en 1727, elles monterent à 68931; & à 93889 les ſix années ſuivantes. Mais depuis 1733 juſqu'en 1737 elles deſcendirent à 75695; & les années ſuivantes elles ſe fixerent à ſoixante-dix mille barriques.

D'où venoit cette diminution? De la France. Ce royaume, qui par ſa ſituation locale, & par le génie actif de ſes habitans, devroit être le premier à tout entreprendre, ſe trouve par les entraves de ſon gouvernement, le dernier à s'inſtruire de ſes avantages & de ſes intérêts. La France reçut d'abord ſon ſucre des Anglois, comme elle en a reçu depuis ſes lumieres. Elle en fabriqua depuis pour ſa conſommation; & en 1716, elle commença à en porter aux étrangers. La qualité ſupérieure de ſon ſol; l'avantage d'exploiter des terres neuves; l'économie forcée de ſes cultivateurs encore pauvres; tout ſe réuniſſoit

pour la mettre en état d'offrir ſa produc-tion à un prix plus bas que ſes concur-rens. Cet avantage le plus grand qu'on puiſſe avoir en commerce, lui valut une préférence décidée dans tous les mar-chés. A meſure que ſa denrée ſe mul-tiplioit, ſon rival voyoit refuſer la ſienne qui étoit plus chere. La décadence fut ſi rapide, qu'un peuple qui avoit alimenté de ſucre la plus grande partie de l'Eu-rope ; & qui en 1719 en vendoit encore à l'étranger 19202 barriques, n'en ven-doit plus en 1733 que 7715 ; 5211, en 1737 ; & en 1740, n'en vendoit plus du tout.

Les iſles Angloiſes n'avoient pas atten-du que la révolution fût entiere, pour former des plaintes. Dès 1731, elles s'étoient adreſſées au ſénat de la nation, pour l'engager à prévenir par ſes ſoins la perte d'un commerce qui étoit déjà perdu. Leurs prieres firent d'abord peu d'impreſſion. On étoit aſſez généralement perſuadé, que les terres des colonies étoient uſées ; & le parlement lui-même avoit adopté ce préjugé, ſans conſidérer que ſi le ſol n'avoit plus cette fécondité extraordinaire qui ſe manifeſte dans les terrains nouvellement défrichés, il lui reſtoit toujours ce degré de fertilité que la terre perd rarement par la con-

tinuité de la culture, à moins que des fléaux ou des écarts de la nature ne changent sa substance. Lorsqu'on l'eut éclairé par des états qui démontroient que les dernieres récoltes étoient plus considérables que les anciennes, il parut vouloir s'occuper des moyens de rétablir la fortune publique.

L'économie politique du commerce consiste à vendre à meilleur marché que ses rivaux. Les isles Angloises le pouvoient, avant que la Métropole n'eût mis à son profit en 1663 une imposition de quatre & demi pour cent sur les sucres qui sortoient de la barbade, tribut qui ne tarda pas à se répandre sur ceux des autres établissemens. Cependant l'abondance de la denrée empêcha quelque temps de succomber à ce fardeau. Mais le besoin des colonies, les ayant réduites depuis à se surcharger elles-mêmes de nouvelles taxes, elles ne purent soutenir une concurrence qui devenoit tous les jours plus vive ; & par-tout, elles se virent insensiblement supplantées. Peut-être les eût-on retirés de cet état fâcheux, en supprimant le droit de quatre & demi pour cent, & en sacrifiant à leur administration locale les impôts énormes que paient leurs productions à leur entrée dans la Grande Bretagne ;

mais l'étendue de ſes dépenſes & la maſſe de la dette nationale ne lui permettant pas ſans doute une ſemblable générosité, le gouvernement crut faire aſſez de donner aux colons en 1739 la liberté d'envoyer directément leur ſucre dans tous les ports de l'Europe. L'effort qu'il fit en dérogeant ainſi à l'acte de navigation fut inutile. Les François continuerent à régner dans tous les marchés; & les colonies Angloiſes furent réduites à fournir à la conſommation de l'empire Britannique, qui ne paſſoit pas douze mille barriques au commencement du ſiecle, & qui en 1755 étoit de ſoixante-dix mille.

L'Angleterre devoit ce produit aux anciennes poſſeſſions qu'elle avoit dans l'archipel de l'Amérique. L'iſle de la Barbade qui eſt ſituée au vent de toutes les autres, ne paroiſſoit pas avoir été habitée, même par des ſauvages, lorſque quelques Anglois partis de Saint Chriſtophe allerent s'y établir vers l'an 1629. Ils la trouverent couverte d'arbres ſi gros & ſi durs, qu'il falloit pour les abattre, un caractere, une patience, & des beſoins peu communs. La terre fut bien-tôt libre de ce fardeau, ou dépouillée de cet ornement: car il eſt douteux, ſi la nature n'embellit pas mieux

ſon ouvrage que la main de l'homme qui change tout pour lui ſeul. Des citoyens, las de voir couler le ſang de leur patrie, ſe hâterent de peupler ce ſéjour étranger. Tandis que les autres colonies étoient plutôt dévaſtées que cultivées par des vagabonds que la miſere & le libertinage avoient bannis de leurs foyers, la Barbade recevoit tous les jours de nouveaux habitans, qui lui apportoient avec des capitaux, le goût de l'occupation, du courage, de l'activité, de l'ambition, ces vices & ces vertus qui ſont le fruit des guerres civiles.

Avec ces moyens, une iſle qui n'a pas plus de huit lieues de longueur ſur quatre de largeur, parvint à une population de cent mille ames, à un commerce qui occupoit quatre cents navires de cent cinquante tonneaux chacun. Tel étoit l'état de ſa proſpérité en 1676 qui fut l'époque de ſa vraie grandeur. Jamais la terre n'avoit vu ſe former un ſi grand nombre de cultivateurs dans un ſi petit eſpace, ni créer tant de riches productions en ſi peu de temps. Les travaux, dirigés par des Européens, étoient ſupportés par des eſclaves achetés en Afrique, ou même enlevés en Amérique. Cette derniere eſpece de barbarie étoit un appui ruineux pour un nouvel édi-

fice : elle faillit en coûter le renverſement.

Des Anglois, débarqués ſur les côtes du continent pour y faire des eſclaves, furent découverts par les Caraïbes qui ſervoient de butin à leurs courſes. Ces ſauvages fondirent ſur la troupe ennemie, qu'ils mirent à mort ou en fuite. Un jeune homme long-temps pourſuivi, ſe jeta dans un bois. Une Indienne l'ayant rencontré ſauva ſes jours, le nourrit ſecrettement, & le reconduiſit après quelques temps ſur les bords de la mer. Ses compagnons y attendoient à l'ancre ceux qui s'étoient égarés : la chaloupe vint le prendre. Sa libératrice voulut le ſuivre au vaiſſeau. Dès qu'ils furent arrivés à la Barbade, le monſtre vendit celle qui lui avoit conſervé la vie, & donné ſon cœur avec tous les ſentimens & tous les tréſors de l'amour. Pour venger & réparer l'honneur de la nation Angloiſe, un de ſes poëtes a dévoué lui-même à l'horreur de la poſtérité ce monument infâme d'avarice & de perfidie. Pluſieurs langues l'ont fait déteſter des nations.

Les Indiens, qui n'étoient pas aſſez hardis pour entreprendre de ſe venger, communiquerent leur reſſentiment aux negres, qui avoient encore plus de mo-

tifs, s'il étoit possible, de haïr les Anglois. D'un commun accord, les esclaves jurerent la mort de leurs tyrans. Cette conspiration fut conduite avec tant de secret, que la veille de l'exécution, la colonie étoit sans défiance. Mais comme si la générosité devoit toujours être la vertu des malheureux, un des chefs du complot en avertit son maître. Des lettres aussi-tôt répandues dans toutes les habitations, arriverent à temps. On arrêta la nuit suivante les esclaves dans leurs loges ; les plus coupables furent exécutés dès le point du jour ; & cet acte de sévérité fit tout rentrer dans la soumission.

Elle ne s'est pas démentie depuis ; & cependant la colonie a vu s'anéantir plus de la moitié de ses exportations. Son luxe ; quelques maladies contagieuses ; des ouragans destructeurs ; l'émigration d'un grand nombre de ses habitans qui ont passé dans d'autres isles, ou dans le continent de l'Amérique septentrionale ; la détérioration de son terrain auquel les engrais sont devenus nécessaires ; la concurrence d'une nation rivale qui a eu le bonheur de rencontrer un meilleur sol : toutes ces causes réunies, ont amené la révolution.

Actuellement la Barbade n'a que trente

mille esclaves occupés à fumer la terre avec du varech, plante marine que le flux porte à la côte. C'est dans ce varech que sont plantées les cannes à sucre. La terre n'y sert guere plus à la production, que les caisses dans lesquelles sont mis les orangers en Europe. Quinze mille barriques de sucre brut forment le produit de cette pénible culture. Elles sont portées en Angleterre, où elles sont vendues trois cents mille livres sterlings. Les eaux de vie, qui peuvent faire un objet de quarante mille livres sterlings, passent dans l'Amérique septentrionale.

La colonie de la Barbade est la seule commerçante que les Anglois aient aux isles du Vent. Tous, ou presque tous les vaisseaux négriers qui viennent d'Afrique, y abordent. Si le prix qu'on offre aux navigateurs ne leur convient pas, ils passent ailleurs; mais il est rare qu'ils ne fassent pas leur vente à la Barbade. Le prix ordinaire des esclaves est de vingt-huit à trente-deux livres sterlings, suivant la nation & l'espece dont ils sont. On ne distingue jamais dans ce marché, ni l'âge, ni le sexe; c'est le prix commun de toute une cargaison: on ne compte que les têtes. Le paiement se fait en lettres de

change sur Londres à quatre-vingt-dix jours de vue.

Ces negres que les négocians ont acheté en gros, ils les vendent en détail dans l'isle même, ou dans les autres isles Angloises. Le rebut est introduit en fraude dans les colonies Espagnoles ou Françoises. Ces liaisons faisoient circuler autrefois plus de deux cents mille livres sterlings à la Barbade. L'argent qui s'y trouve encore aujourd'hui, mais en moindre quantité, est presque tout étranger, il est regardé comme une marchandise, & ne se prend qu'au poids. La marine qui appartient en propre à cet établissement, consiste en un assez grand nombre de bateaux nécessaires pour ses diverses correspondances, & en une quarantaine de chaloupes employées à la pêche du poisson volant. La nature & l'art se sont réunis pour fortifier cette isle. Des écueils dangereux rendent inaccessibles les deux tiers de sa circonférence; & sur la partie de côte qui peut être abordée, on a tiré des lignes défendues de distance en distance par des forts munis d'une artillerie redoutable. Ainsi la Barbade peut encore se faire respecter de ses voisins en temps de guerre. & s'en faire rechercher dans la paix. elle offre un fonds solide, une base du

moins pour la plus riche des cultures ; un entrepôt commode pour le trafic des esclaves ; plus de revenu, de population, de commerce & de forces qu'on ne le devroit attendre de son peu d'étendue, en la comparant sur-tout avec d'autres isles voisines. Antigoa presque aussi grande, n'a ni les mêmes ressources, ni la même importance.

Cette isle qui se borne à vingt milles de long, sur une largeur considérable, fut trouvée tout-à-fait déserte par le petit nombre de François qui s'y réfugierent, lorsqu'en 1629, ils furent chassés de Saint Christophe par les Espagnols. Le défaut de sources qui sans doute avoit empêché les sauvages de s'y établir, en fit sortir les nouveaux réfugiés, aussi-tôt qu'ils purent regagner leurs premieres habitations. Quelques Anglois plus entreprenans que les François & les Caraïbes, se flatterent de surmonter ce grand obstacle, en recueillant dans des citernes l'eau de pluie ; & ils s'y fixerent. On ignore en quelle année précisément fut commencé cet établissement ; mais il est prouvé qu'au mois de janvier 1640, on y voyoit une trentaine de familles.

Ce nombre n'étoit guere augmenté, lorsque le lord Willoughby, à qui Charles II venoit d'accorder la propriété

d'Antigoa, comme son pere avoit donné autrefois celle de la Barbade au comte de Carlisle, y fit passer à ses frais en 1666 un assez grand nombre d'habitans. Le tabac, l'indigo, le gingembre, qui seuls les occupoient, ne les auroient jamais vraisemblablement enrichis, si le colonel Codrington n'eût porté en 1680 dans l'isle, qui étoit rentrée au domaine de la nation, une source de prospérité dans la culture du sucre. Celui qu'elle produisit d'abord fut noir, âcre & grossier. On le dédaignoit en Angleterre; & il ne trouvoit des débouchés qu'en Hollande & dans les villes Anséatiques, où il se vendoit beaucoup moins que celui des autres colonies. Le travail plus opiniâtre, l'art plus souple que la nature n'est rebelle, ajouterent à ce sucre tout ce qui lui manquoit de perfection & de prix. L'isle en fournit huit mille barriques, fruit unique des labeurs de quinze ou seize mille noirs.

L'abus de l'autorité si commun chez la plupart des nations, mais si rare chez les Anglois, se fit cruellement sentir à Antigoa; & ce ne fut pas impunément. Son gouverneur, le colonel Parck, bravant également les loix, les mœurs, & les bienséances, ne connoissoit ni frein, ni mesure. Les membres du con-

ſeil, hors d'état de réprimer des excès qu'ils déteſtoient, ſommerent en 1710 les colons, de protéger leurs repréſentans, de défendre la fortune publique, & de mettre fin à tant de calamités. Auſſi-tôt on prend les armes. Le tyran eſt attaqué dans ſa maiſon, & meurt percé de pluſieurs coups. Son cadavre jeté nu dans la rue, eſt mutilé par ceux dont il avoit déshonoré la couche. La Métropole plus touchée des droits ſacrés de la nature que jalouſe de ſon autorité, détourna les yeux d'un attentat que ſa vigilance auroit dû prévenir, mais dont l'équité ne lui permettoit pas de tirer vengeance. Ce n'eſt que la tyrannie, qui après avoir excité la rebellion, veut l'éteindre dans le ſang des opprimés. Le machiavelisme qui enſeigne aux princes l'art de ſe faire craindre & déteſter, leur ordonne d'étouffer les victimes dont les cris importunent. L'humanité preſcrit aux rois la juſtice dans la légiſlation, la douceur dans l'adminiſtration, la modération pour ne pas occaſionner les ſoulevemens, & la clémence pour les pardonner. La religion ordonne l'obéiſſance aux peuples ; mais avant tout, Dieu commande aux princes l'équité. S'ils y manquent, cent mille bras, cent mille voix s'éleveront contre

un seul homme au jugement du ciel & de la terre. Les isles de l'Amérique ont vengé quelquefois l'autorité des rois & le droit des peuples, contre les gouverneurs qui par une double trahison abusoient du nom du prince pour opprimer une nation. Antigoa sera célebre dans l'histoire par cet exemple terrible de justice. Du reste cette isle est très-bornée ; mais Montferrat est encore moins considérable.

C'est une isle à qui les Espagnols qui la reconnurent en 1493, sans l'habiter, donnerent le nom d'une montagne de Catalogne dont elle avoit la figure. Elle est presque ronde, & a environ neuf lieues de circonférence. Son terrain excessivement inégal, est rempli de hauteurs arides, & de vallées que les eaux rendent fertiles. Les Anglois, qui y aborderent en 1632, ne se contenterent pas de troubler la tranquillité des nombreux sauvages qui l'habitoient : ils les chasserent. Cette barbarie ne produisit pas les avantages qu'on en attendoit. Les progrès de la colonie furent lents ; & elle ne parvint à être quelque chose que vers la fin du siecle.

A cette époque, une ardeur qui n'eut point de cause particuliere, s'empara de tous les esprits. Les petites cultures,

qui avoient à peine fourni aux besoins les plus étroits & les plus pressans, furent toutes remplacées par le sucre. Dix mille esclaves en fabriquent annuellement cinq mille barriques, quoique divers malheurs causés par les guerres & les élémens, aient traversé de temps en temps l'industrie des colons. Les chargemens & les déchargemens se font difficilement dans une isle qui n'a pas une bonne rade. Les vaisseaux même seroient en danger sur ses côtes, si ceux qui les commandent n'avoient l'attention, lorsqu'ils voient approcher les gros temps, de prendre le large, ou de se retirer dans les ports voisins. Nevis est exposé au même inconvénient.

L'opinion la plus généralement reçue est, que cette isle fut occupée en 1628 par les Anglois. Ce n'est proprement qu'une montagne très-haute, & d'une pente douce, couronnée par de grands arbres. Les plantations regnent tout autour ; & commençant au bord de la mer, elles s'élevent presque jusqu'au sommet. Mais à mesure qu'elles s'éloignent de la plaine, leur fertilité diminue, parce que leur sol devient plus pierreux. Cette isle est arrosée de nombreux ruisseaux. Ce seroient des sources d'abondance, si dans les temps d'orage,

ils ne ſe changeoient en torrens, n'entraînoient les terres, & ne détruiſoient les tréſors qu'ils ont fait naître.

La colonie de Nevis eſt un modele de vertu, d'ordre & de piété. Elle dut ces mœurs exemplaires aux ſoins paternels de ſon premier gouverneur. Cet homme unique excitoit par ſa propre conduite tous les habitans à l'amour du travail, à une économie raiſonnable, à des délaſſemens honnêtes. Toutes les cultures, celles du ſucre en particulier étoient heureuſement encouragées. Celui qui commandoit, ceux qui obéiſſoient, tous n'avoient pour regle de leurs actions que la plus rigide équité. Jamais on ne vit plus de concorde, de paix & de ſûreté. Les progrès de ce ſingulier établiſſement furent ſi conſidérables, que, ſi l'on s'en rapporte à toutes les relations du temps, on y compta bientôt dix mille blancs & vingt mille noirs. Le calcul d'une pareille population dans une circonférence de ſix lieues fût-il exagéré, n'en ſuppoſe pas moins un effet extraordinaire, mais infaillible de la proſpérité qui ſuit la vertu dans les ſociétés bien policées.

Cependant la vertu même ne met, ni l'homme iſolé, ni les peuples, à l'abri des fléaux de la nature ou des

injures de la fortune. En 1689 une affreuse mortalité, moissonna la moitié de cette heureuse peuplade. Une escadre Françoise y porta le ravage en 1706, & lui ravit trois ou quatre mille esclaves. L'année suivante, la ruine de cette isle fut consommée par le plus furieux ouragan dont on ait conservé le souvenir. Depuis cette suite de désastres, elle s'est un peu relevée. On y compte encore huit mille noirs qui donnent quatre mille barriques de sucre. Peut-être ceux qui s'affligent le plus de la destruction des Américains, de la servitude des Africains, seroient-ils un peu consolés, si les Européens étoient par-tout aussi humains que les Anglois l'ont été dans l'isle de Nevis, si les isles du nouveau monde étoient toutes aussi-bien cultivées à proportion; mais la nature & la société voient peu de ces prodiges.

L'Angleterre ne tire aucune production de la Barboude, de l'Anguille, ni des Vierges. Quatre mille habitans, moitié libres, moitié esclaves, épars dans ces misérables établissemens y élevent quelques bestiaux, y cultivent quelques denrées comestibles qu'ils vont vendre dans les colonies voisines. Heureusement leur pauvreté ne les empêche pas de jouir d'un gouvernement libre & séparé. Le

chef

chef de ces isles comme ceux d'Antigoa, de Montferrat & de Nevis, n'est cependant que le député d'un capitaine général qui réside à Saint Christophe.

Ce fut le berceau de toutes les colonies Angloises & Françoises du nouveau monde. Les deux nations y arriverent le même jour en 1625. Elles se partagerent l'isle ; elles signerent une neutralité perpétuelle ; elles se promirent des secours mutuels contre l'ennemi commun : c'étoit l'Espagnol qui depuis un siecle, envahissoit ou troubloit les deux hémispheres. Mais la jalousie divisa bientôt ceux que l'intérêt avoit unis. Le François vit avec chagrin prospérer les travaux de l'Anglois, qui de son côté souffroit impatiemment qu'un voisin oiseux dont toute l'occupation étoit la chasse ou la galanterie, cherchât à lui débaucher sa femme. Cette inquiétude réciproque enfanta bientôt des querelles, des combats, des dévastations, mais sans projet de conquête. Ce n'étoient que des animosités de famille, auxquelles le gouvernement ne prenoit aucune part. Des intérêts plus grands ayant allumé la guerre en 1666 entre les deux métropoles, Saint Christophe devint pendant l'espace d'un demi siecle, un théâtre de carnage. Le plus foible

obligé d'évacuer la colonie, ne tardoit pas d'y revenir en force, autant pour venger ses défaites que pour recouvrer ses pertes. Cette alternative si long-temps balancée de succès & de disgraces finit en 1742 par l'expulsion des François, à qui le traité d'Utrecht ôta tout espoir de retour.

Ce sacrifice étoit médiocre alors pour une nation qui n'avoit, pour ainsi dire, exercé dans cette possession qu'un droit de chasse & de carnage. Sa population s'y réduisoit à 667 blancs de tout âge & de tout sexe, à 29 noirs libres, à 659 esclaves, 157 chevaux, 265 bêtes à corne formoient tous ses troupeaux. Elle ne cultivoit qu'un peu de coton & d'indigo; elle n'avoit qu'une seule sucrerie.

Quoique l'Angleterre eût su depuis long-temps mieux faire valoir ses droits dans cette isle, elle ne profita pas d'abord de la cession qui la lui laissoit toute entiere. Sa conquête fut long-temps en proie à des gouverneurs avides qui vendoient les terres à leur profit, ou qui les distribuoient à leurs créatures, sans pouvoir garantir la durée de la vente ou de la concession au-delà du terme de leur administration. Le parlement d'Angleterre fit enfin cesser ce désordre. Il

ordonna que toutes les terres fussent mises à l'encan, & que le prix en fût porté aux caisses de l'état. Depuis cette sage disposition, les possessions nouvelles furent cultivées comme les anciennes.

L'isle prise dans sa totalité peut avoir soixante-dix mille de circonférence. Le centre en est occupé par un grand nombre de montagnes élevées & stériles. On voit éparses dans la plaine des habitations agréables, propres, commodes, ornées d'avenues, de fontaines & de bosquets. Le goût de la vie champêtre, qui s'est plus conservé en Angleterre que dans les autres contrées de l'Europe civilisée, est devenu une sorte de passion à Saint Christophe. Jamais on ne sentit la nécessité de se réunir en petites assemblées pour tromper l'ennui; & si les François n'y avoient laissé une bourgade où leurs mœurs se conservent, on n'y connoîtroit point cet esprit de société qui enfante plus de tracasseries que de plaisirs; qui se nourrit de galanterie, aboutit à la débauche, commence par les joies de la table, & finit par les querelles du jeu. Au lieu de ce simulacre d'union, qui n'est qu'un germe de division, les propriétaires vivent isolés mais contens, l'ame & le front sereins

omme le ciel tempéré, où ils respirent un air pur & salubre, au milieu de leurs plantations, & parmi leurs esclaves qu'ils gouvernent sans doute en peres, puisqu'ils leur inspirent des sentimens généreux & quelquefois héroïques. C'est à Saint Christophe que l'amour & l'amitié se sont signalés par une tragédie dont la fable & l'histoire n'avoient point encore fourni l'exemple.

Deux negres, jeunes, bien-faits, robustes, courageux, nés avec une ame rare sous les cieux, s'aimoient depuis l'enfance. Associés aux mêmes travaux, ils s'étoient unis par leurs peines qui dans les cœurs sensibles attachent plus que les plaisirs. S'ils n'étoient pas heureux, ils se consoloient au moins dans leurs infortunes. L'amour qui les fait toutes oublier, vint y mettre le comble. Une négresse, esclave comme eux, avec des regards plus vifs sans doute & plus brûlans à travers un teint d'ébene que sous un front d'albâtre, alluma dans ces deux amis une égale fureur. Plus faite pour inspirer que pour sentir une grande passion, leur amante auroit accepté l'un ou l'autre pour époux; mais aucun des deux ne vouloit la ravir, ne pouvoit la céder à son ami. Le temps

ne fit qu'accroître les tourmens qui dévoroient leur ame, ſans affoiblir leur amitié, ni leur amour. Souvent leurs larmes couloient ameres & cuiſantes dans les embraſſemens qu'ils ſe prodiguoient à la vue de l'objet enchanteur qui les déſeſpéroit. Ils ſe juroient quelquefois de ne plus l'aimer, de renoncer à la vie plutôt qu'à l'amitié. Toute l'habitation étoit attendrie par le ſpectacle de ces combats déchirans. On ne parloit que de l'amour des deux amis pour la belle négreſſe.

Un jour ils la ſuivirent au fond d'un bois. Là chacun des deux l'embraſſe à l'envi, la ſerre mille fois contre ſon cœur, lui fait tous les ſermens, lui donne tous les noms qu'inventa la tendreſſe; & tout-à-coup ſans ſe parler, ſans ſe regarder, ils lui plongent à la fois un poignard dans le ſein. Elle expire; & leurs larmes, leurs ſanglots ſe confondent avec ſes derniers ſoupirs. Ils rugiſſent. Le bois retentit de leurs cris forcenés. Un eſclave accourt. Il les voit de loin qui couvrent de leurs baiſers la victime de leur étrange amour. Il appelle, on vient, & l'on trouve ces deux amis qui ſe tenant embraſſés ſur le corps de la malheureuſe amante, & tout baignés

de son sang expiroient eux-mêmes dans les flots qui ruisseloient de leurs blessures.

Ces amans, ces amis faisoient portion d'un troupeau de vingt-cinq mille negres destinés à fournir à l'Europe douze ou treize mille barriques de sucre. C'est au milieu de ces travaux paisibles, c'est dans cette condition avilissante que naissent des actions dignes d'étonner l'univers. Malheur à l'ame qui n'en a pas senti la beauté! La nature l'a faite, non pas pour l'esclavage des negres, mais pour la tyrannie de leurs maîtres. Cet homme aura vécu, il mourra sans entrailles; il n'aura jamais pleuré, jamais il ne sera pleuré. Puissent tous ses enfans lui ressembler! Que leur ame soit froide & dure comme sa tombe! Mais si Saint Christophe a montré des vertus, c'est à la Jamaïque qu'il faut chercher des richesses.

Cette isle qui est sous le vent des autres isles Angloises, & que la géographie a placée au nombre des grandes Antilles, décrit dans la mer une figure à peu près ovale, dont le grand diametre a cent soixante-dix mille de longueur, & le plus petit soixante-dix mille au plus. Elle est coupée de plusieurs chaînes de montagnes, hautes,

irrégulieres, où des rochers affreux sont confusément entassés. Leur stérilité n'empêche pas qu'elles ne soient entiérement couvertes d'une prodigieuse quantité d'arbres de différentes especes, dont les racines pénétrant dans les fentes des rochers, vont chercher l'humidité que laissent des orages & des brouillards fréquens. Cette verdure perpétuelle, alimentée, embellie par une foule d'abondantes cascades, forme un printemps de toute l'année, & présente aux yeux enchantés le plus beau spectacle de la nature. Mais ces eaux qui tombant des sommets arides, versent la fécondité dans les plaines, ont un goût de cuivre désagréable & mal-sain. Heureusement ce défaut est compensé par la salubrité de l'air le plus tempéré qu'on puisse respirer entre les deux tropiques, sous l'un & l'autre hémisphere.

Colomb découvrit en 1494 cette grande isle; mais il n'y forma point d'établissement. Huit ans après, il y fut jeté par la tempête. La perte de ses vaisseaux le mettant hors d'état d'en sortir, il implora l'humanité des sauvages, & il en reçut tous les secours de la commisération naturelle. Mais ce peuple qui ne cultivoit uniquement que pour ses besoins, se lassa de nourrir des

étrangers qui l'expoſoient à mourir de diſette, & s'éloigna inſenſiblement de leur voiſinage. Les Eſpagnols qui l'y avoient déjà diſpoſé par des actes de violence, ne garderent plus de meſure avec les Indiens, & s'emporterent juſqu'à prendre les armes contre un chef qu'ils accuſoient de rigueur, pour n'avoir pas approuvé leur férocité. Colomb, forcé de céder à leurs menaces, pour ſortir d'une ſituation déſeſpérée, profita d'un de ces phénomenes de la nature, où l'homme de génie trouve quelquefois des reſſources pardonnables à la néceſſité.

Le peu qu'il avoit acquis de connoiſſances aſtronomiques, l'inſtruiſoit qu'il y auroit bientôt une éclipſe de lune. Il fit avertir tous les Caciques voiſins de s'aſſembler pour entendre de lui des choſes importantes à leur conſervation. Quand il fut au milieu d'eux, après leur avoir reproché la dureté avec laquelle ils les laiſſoient périr lui & ſes compagnons : *Pour vous en punir*, leur dit-il d'un air inſpiré, *le Dieu que j'adore va vous frapper de ſes plus terribles coups dès ce ſoir, vous verrez la lune rougir, puis s'obſcurcir & vous refuſer ſa lumiere. Ce ne ſera que le prélude*

de vos malheurs, ſi vous obſtinez à me refuſer des vivres.

A peine l'amiral a parlé que ſes prophéties s'accompliſſent. La déſolation eſt extrême parmi les ſauvages. Ils ſe croient perdus, demandent grace, & promettent tout. Alors on leur annonce que le ciel touché de leur repentir appaiſe ſa colere, & que la nature va reprendre ſon cours. Dès ce moment les ſubſiſtances arrivent de tous côtés, & Colomb n'en manqua plus juſqu'à ſon départ.

Ce fut dom Diegue, fils de cet homme extraordinaire qui fixa les Eſpagnols à la Jamaïque. En 1509, il y fit paſſer de Saint Domingue ſoixante-dix brigands ſous la conduite de Jean-d'Eſquimel. D'autres ne tarderent pas à les ſuivre. Tous ſembloient n'aller dans cette iſle délicieuſe & paiſible, que pour s'y regorger de ſang humain. Le glaive de ces barbares ne s'arrêta, que lorſqu'il n'y reſta pas un ſeul habitant pour conſerver la mémoire d'un peuple nombreux, doux, ſimple & bienfaiſant. Pour le bonheur de la terre, ces exterminateurs ne devoient pas remplacer cette population. Auroient-ils voulu même ſe multiplier dans une iſle qui ne

fournissoit pas de l'or? Leur cruauté fut sans fruit pour leur avarice ; & la terre qu'ils avoient souillée de carnage, sembla se refuser aux efforts d'inhumanité qu'ils firent pour s'y établir. Tous les établissemens élevés sur la cendre des naturels du pays, tomberent à mesure que le travail & le désespoir acheverent d'épuiser le reste des sauvages, échappés aux fureurs des premiers conquérans. Celui de Saint Iago de la Vega fut le seul qui se soutint. Les habitans de cette ville plongés dans l'oisiveté qui suit la tyrannie après la dévastation, se contentoient de vivre de quelques plantations, dont ils vendoient le superflu aux vaisseaux qui passoient sur leurs côtes. Toute la population de la colonie, concentrée au petit territoire qui nourrissoit cette race inutile de destructeurs, étoit bornée à quinze cents esclaves commandés par autant de tyrans, lorsque les Anglois vinrent enfin attaquer cette ville, s'en rendirent maîtres, & s'y établirent en 1655.

Avec eux y entra la discorde. Ils en apportoient les plus funestes germes. D'abord la nouvelle colonie n'eut pour habitans que trois mille hommes de cette milice fanatique, qui avoit combattu & triomphé sous les drapeaux du

parti républicain. Bientôt ils furent joints par une multitude de royalistes qui espéroient trouver en Amérique la consolation de leur défaite, ou le calme de la paix. L'esprit de division qui avoit si long-temps & si cruellement déchiré les deux partis en Europe, les suivit au delà des mers. D'un côté, l'on triomphoit insolemment de la protection de Cromwel, qu'on avoit élevé sur les débris du trône; de l'autre on se reposoit sur le gouverneur de l'isle, qui forcé de plier sous l'autorité d'un citoyen vainqueur, n'étoit pas au fond de l'ame dans ses intérêts. C'en étoit assez pour renouveller dans le nouveau monde, les scenes d'horreur & de sang tant de fois répétées dans l'ancien. Mais Pen & Venables, conquérans de la Jamaïque, en avoient remis le commandement à l'homme le plus sage qui se trouvoit le plus ancien officier. C'étoit un ami des Stuarts. Deux fois Cromwel lui substitua de ses partisans, & deux fois la mort fit replacer Doyley à la tête des affaires.

Les conspirations qu'on tramoit contre lui, furent découvertes & dissipées. Jamais il ne laissa impunies les moindres breches faites à la discipline. La balance fut dans ses mains toujours égale entre la faction que son cœur détestoit &

celle qu'il aimoit. L'induſtrie étoit excitée, encouragée par ſes ſoins, ſes conſeils & ſes exemples. Son déſintéreſſement appuyoit ſon autorité. Jamais on ne réuſſit à lui faire accepter des appointemens, content de vivre du produit de ſes plantations. Simple & familier dans la vie privée, il étoit dans ſa place, intrépide guerrier, commandant ferme & ſévere, ſage politique. Sa maniere de gouverner fut toute militaire; c'eſt qu'il avoit à contenir ou à policer une colonie naiſſante uniquement compoſée de gens de guerre; à prévenir ou repouſſer une invaſion des Eſpagnols qui pouvoient tenter de recouvrer ce qu'ils venoient de perdre.

Mais lorſque Charles II eut été appellé au trône par la nation qui avoit fait tomber la tête de ſon pere, il s'établit à la Jamaïque un gouvernement civil modélé comme dans les autres iſles, ſur celui de la Métropole. Le commandant repréſenta le roi; le conſeil les pairs; & trois députés de chaque ville avec deux de chaque paroiſſe compoſerent les communes. Mais cette aſſemblée borna ſes premiers efforts à combiner ſans ordre quelques réglemens proviſionnels de police, de juſtice, & de finance. Ce ne fut qu'en 1682 que

se forma ce corps de loix qui tient aujourd'hui la colonie en vigueur. Trois de ces sages statuts méritent l'attention des lecteurs politiques.

L'un, qui pourvoit à la défense de la patrie, y excite vivement ce même intérêt particulier des citoyens qui pourroit les en détourner. Il ordonne que tout dommage fait par l'ennemi sera payé sur le champ par l'état ; & aux dépens de tous les sujets, si le fisc n'y suffit pas.

Une autre loi veille aux moyens d'augmenter la population. Elle veut que tout maître de vaisseau qui aura porté dans la colonie un homme hors d'état de payer son passage, reçoive une gratification générale de vingt schelings. La gratification particuliere est de sept livres dix schelings pour chaque personne portée d'Angleterre ou d'Ecosse ; de six livres peur chaque personne portée d'Irlande ; de trois livres dix schelings pour chaque personne portée du continent de l'Amérique ; de quarante schelings pour chaque personne portée des autres isles.

La troisieme loi tend à favoriser la culture. Lorsqu'un propriétaire de terres n'a pas la faculté de payer l'intérêt ou le capital de ses emprunts, sa plantation

eſt eſtimée par douze propriétaires qui ſont ſes pairs. Le créancier eſt obligé de recevoir ce fonds en paiement du total au prix de l'eſtimation, quand même elle ne monteroit pas à la valeur de la créance; mais ſi l'habitation excédoit la dette, il eſt obligé de rembourſer le ſurplus. Cette juriſprudence qui entraîne à des partialités, répare ſon injuſtice par un bien général, en diminuant la rigueur des pourſuites du rentier & du marchand contre le cultivateur. Le réſultat de cette diſpoſition eſt à l'avantage des terres & des hommes en général. Le créancier en ſouffre rarement, parce qu'il eſt ſur ſes gardes; & le débiteur en eſt plus tenu à la vigilance, à la bonne foi, pour trouver des emprunts. C'eſt alors la confiance qui fait les engagemens, & cette confiance ne ſe mérite, & ne s'entretient que par des vertus.

Avant que de ſi ſages loix euſſent aſſuré la proſpérité de la colonie, elle s'étoit déjà fait un nom. Quelques aventuriers, autant par haine ou jalouſie nationale que par inquiétude d'eſprit & beſoin de fortune, attaquerent les vaiſſeaux Eſpagnols. Ces corſaires furent ſecondés par les ſoldats de Cromwel, qui ne recueillant après ſa mort que

l'aversion publique attachée à ses succès, chercherent au loin un avancement qu'ils n'espéroient plus en Europe. Ce nombre fut grossi par une foule d'Anglois des deux partis, accoutumés au sang par les guerres civiles qui les avoient ruinés. Ces hommes avides de rapine & de carnage, écumoient les mers, dévastoient les côtes du nouveau monde. C'étoit à la Jamaïque qu'étoient toujours portées par les nationaux & souvent par les étrangers, les dépouilles du Mexique & du Pérou. Ils trouvoient dans cette isle plus de facilités, d'accueil, de protection & de liberté qu'ailleurs, soit pour débarquer, soit pour dépenser à leur gré le butin de leurs courses. C'est-là que les prodigalités de la débauche les rejetoient bientôt dans la misere. Cet unique aiguillon de leur cruelle & sanguinaire industrie, les faisoit voler à de nouveaux combats, à de nouvelles proies. Ainsi la colonie profitoit de leurs continuelles vicissitudes de fortune, & s'enrichissoit des vices qui étoient la source & la ruine de leurs trésors.

Quand cette race exterminante fut éteinte par sa meurtriere activité, les fonds qu'elle avoit laissés, & qui n'étoient après tout dérobés qu'à des usur-

pateurs plus injuſtes & plus cruels encore, ces fonds devinrent la baſe d'une nouvelle opulence, par la facilité qu'ils donnerent d'ouvrir un commerce interlope avec les poſſeſſions Eſpagnoles. Cette veine de richeſſes alla toujours croiſſant, & ſur-tout vers la fin du ſiecle. Des Portugais avec un capital de trois millions, dont le ſouverain avoit avancé les deux tiers, s'engagerent en *1696* à fournir aux ſujets de la cour de Madrid cinq mille noirs, chacune des cinq années que devoit durer leur traité. Cette compagnie tira de la Jamaïque un grand nombre de ces eſclaves. Dès lors le colon de cette iſle eut des liaiſons ſuivies avec le Mexique & le Pérou, ſoit par l'entremiſe des agens Portugais, ſoit par les capitaines de ſes propres vaiſſeaux employés à la navigation de ce commerce. Mais ces liaiſons furent un peu ralenties par la guerre de la ſucceſſion au trône d'Eſpagne.

A la paix, le traité de l'Aſſiento donna des alarmes à la Jamaïque. Elle craignit que la compagnie du ſud chargée de pourvoir de negres les colonies Eſpagnoles, ne lui fermât entiérement le canal & la route des mines d'or. Tous les efforts qu'elle fit pour rompre cet arrangement, ne changerent point les

mesures du ministere Anglois. Il avoit sagement prévu que l'activité des Assientistes donneroit une nouvelle émulation à l'ancien commerce interlope. Ses vues furent si justes, qu'en 1739 l'opinion générale étoit que la Jamaïque avoit retiré des Indes Espagnoles trois cents millions de piastres.

Le commerce prohibé qu'elle y faisoit, étoit simple dans sa fraude. Un bâtiment Anglois feignoit qu'il manquoit d'eau, de bois, de vivres, que son mât étoit rompu, ou qu'il avoit une voie d'eau, qu'il ne pouvoit ni trouver, ni étancher, sans se décharger : le gouverneur, qu'on rendoit crédule, permettoit que le navire entrât dans le port & s'y réparât. Mais pour se garantir ou se disculper de toute accusation auprès de sa cour, il faisoit mettre le sceau sur la porte du magasin où l'on avoit enfermé les marchandises du vaisseau ; tandis qu'il restoit une autre porte non scellée, par où l'on entroit & l'on sortoit les effets qui étoient échangés dans ce commerce secret. Quand il étoit terminé, l'étranger qui manquoit toujours d'argent, demandoit qu'il lui fût permis de vendre de quoi payer la dépense qu'il avoit faite ; permission toujours accordée ; mais avec le faux semblant de

grandes difficultés. Cette ſimagrée étoit néceſſaire, pour que le commandant ou ſes agens puſſent débiter impunément en public ce qu'ils avoient acheté d'avance en ſecret; parce qu'on ſuppoſeroit toujours que ce ne pouvoit être autre choſe que les marchandiſes qu'il avoit été permis d'acquérir. Ainſi ſe vuidoient & ſe répandoient les plus groſſes cargaiſons.

La cour de Madrid ſe flatta de mettre fin à ce déſordre, en défendant l'admiſſion des bâtimens étrangers dans ſes ports, ſous quelque prétexte que ce pût être. Mais les Jamaïcains, appellant la force au ſecours de l'artifice, s'y firent protéger dans la continuation de ce commerce par leurs vaiſſeaux de guerre, dont le capitaine recevoit cinq pour cent ſur tous les objets de la fraude qu'il autoriſoit entre les ſujets, contre le traité des couronnes : tant il eſt inutile aux rois de faire entr'eux des pactes qui ne conviennent pas à l'intérêt réciproque des nations.

Cependant à cette violation éclatante & manifeſte du droit public, en a ſuccédé une plus douce & plus menaçante. Les navires expédiés de la Jamaïque ſe rendent aux rades de la côte Eſpagnole les moins fréquentées; mais

ſur-tout à deux ports également déſerts, celui de Brew à cinq milles de Carthagène, & celui de Grout à quatre milles de Porto-Belo. Un homme qui ſait la langue du pays eſt mis promptement à terre, pour avertir les contrées voiſines de l'arrivée des vaiſſeaux. La nouvelle ſe répand de proche en proche avec la plus grande célérité, juſqu'aux lieux les plus éloignés. Les marchands viennent avec la même diligence, & la traite commence; mais avec des précautions dont l'expérience a dicté la néceſſité. L'équipage du bâtiment eſt diviſé en trois parties. Pendant que l'une accueille les acheteurs avec politeſſe, les régale, & veille d'un œil attentif ſur le penchant & l'adreſſe qu'ils ont pour le vol; l'autre eſt occupée à recevoir la vanille, l'indigo, la cochenille, l'or & l'argent des Eſpagnols en échange des eſclaves, du vif argent, des ſoieries & d'autres marchandiſes qui leur ſont livrées. En même temps, la troiſieme diviſion retranchée en armes ſur le tillac, pourvoit à la ſûreté du navire & de tout l'équipage, ayant ſoin de ne pas laiſſer entrer plus de monde à la fois qu'elle n'en peut contenir dans l'ordre.

Lorſque les opérations ſont termi-

nées, l'Anglois regagne son isle avec ses fonds qu'il a communément doublés, & l'Espagnol, sa demeure avec ses emplettes, dont il espere retirer un semblable & même un plus grand bénéfice. De peur d'être découvert, il évite les grandes routes, & marche dans des chemins détournés, avec les negres qu'il vient d'acheter, & qu'il a chargés de marchandises distribuées en paquets d'une forme & d'un poids faciles à porter.

Cette maniere de négocier prospéroit depuis long-temps au grand avantage des colonies des deux nations, lorsque la substitution des vaisseaux de registre aux Gallions, ralentit, comme l'Espagne se le proposoit, la marche de ce commerce. Il diminua par degrés, & dans les derniers temps, il étoit réduit annuellement à trois cents mille piastres. Le ministere de Londres voulant le ranimer, ou en recouvrer le profit, a imaginé en 1766 que le meilleur expédient pour rendre à la Jamaïque ce qu'elle avoit perdu, étoit d'en faire un port franc.

Aussi-tôt les bâtimens Espagnols du nouveau monde y sont arrivés de tous les côtés, pour échanger leurs métaux & leurs denrées contre les manufactu-

res Angloises. Dans l'année qui précéda cet arrangement, les exportations de la Grande-Bretagne pour cette isle, n'avoient pas passé 415624 livres sterlings. Mais ce nouveau débouché ne peut que les augmenter considérablement. La franchise & la liberté dans le commerce, sont deux grands appas pour l'étranger, deux sources d'opulence pour la nation qui ouvre ses ports.

Sans la restriction qui écarte toutes les productions de la même nature que celles de la Jamaïque, on peut présumer que les denrées de Saint Domingue auroient pris la même route que celles du Mexique & du Pérou. Comment un gouvernement qui cherche à attirer dans un de ses entrepôts les productions Françoises des isles du vent, refuse-t-il l'entrée à celle d'une isle sous le vent ? Peut-être a-t-il craint que ses sujets ne tirassent d'un rival assez heureux pour vendre impunément tout à meilleur marché, les marchandises qui devoient entretenir leur commerce avec les colonies Espagnoles.

Quoi qu'il en soit de cette conjecture, l'Anglois ne s'est pas tellement reposé sur l'empressement des Espagnols à venir dans ses ports, qu'il n'ait cherché encore d'autres voies pour étendre ses

liaisons avec eux. Les négocians de la Jamaïque avoient formé autrefois des comptoirs dans la baie de Honduras, sur la riviere Noire, tout près des Mosquites. Des raisons qui ne sont pas venues jusqu'à nous les leur avoient fait abandonner. Ils les ont rétablis au commencement de 1766, espérant approvisionner par-là les provinces intérieures du Mexique, & si ce qu'on publie est vrai, le succès surpasse de beaucoup leurs espérances.

Cependant ce commerce frauduleux & précaire est peu de chose, au prix des richesses immenses que la Jamaïque a retirées de ses cultures. La premiere à laquelle on se livra, fut celle du cacao, qu'on y avoit trouvée bien établie par les Espagnols. Elle prospéra tant que durerent les plantations de ce peuple, qui en faisoit sa principale nourriture & son négoce unique. On s'apperçut qu'elles commençoient à décheoir; & on les renouvella. Mais soit défaut de soins ou d'intelligence de la part des nouveaux colons, leurs arbres ne réussirent pas. On se dégoûta de cette culture, & on y substitua celle de l'indigo.

Cette production prenoit des accroissemens considérables, lorsque le parlement chargea d'un droit de trois schel-

lings six deniers la livre d'indigo, qui se vendoit dix schellings. Si la taxe étoit alors visiblement trop forte, elle devint insoutenable, lorsque la concurrence des François eut fait baisser la marchandise au prix de quatre schellings la livre. Alors tomberent les indigoteries dans toutes les isles Angloises, & plus rapidement qu'ailleurs, à la Jamaïque. Le gouvernement a travaillé dans les derniers temps à regagner ce qu'il avoit perdu. Non content de lever les fardeaux dont il avoit affaissé cette branche d'industrie, il l'a étayée par un encouragement de six deniers pour chaque livre d'indigo que produiroient ses établissemens. Cette générosité tardive n'a enfanté que des abus. Pour obtenir la gratification, les Jamaïcains tirent de Saint Domingue cette teinture, qu'ils introduisent dans la Grande-Bretagne, comme sortant de leurs plantations. Ce trafic frauduleux peut s'élever annuellement à cent mille livres sterlings.

On ne peut pas regarder comme entiérement perdue la dépense que fait à cette occasion le gouvernement, puisque la nation en profite. Mais elle entretient cette méfiance, & l'on peut dire cette friponnerie, que l'esprit de finance a fait naître dans la plupart de

nos gouvernemens entre l'état & les sujets. Depuis que le prince n'a cessé d'imaginer des moyens pour surprendre de l'argent, le peuple cherche des ruses pour se soustraire à l'injustice des taxes, ou pour excroquer l'argent du prince. Dès qu'il n'y a point eu de modération dans la dépense, de bornes dans l'imposition, d'équité dans la répartition, de douceur dans le recouvrement, il n'y a plus eu de scrupules sur la violation des loix pécuniaires, de bonne foi dans le paiement des impôts, de franchise dans les engagemens du citoyen avec le gouvernement. Oppression d'un côté, pillage de l'autre; la finance poursuit le commerce; & le commerce élude ou trompe la finance. Le fisc rançonne le cultivateur, & le cultivateur en impose au fisc par de fausses déclarations. On tourmente le colon par des impôts, des corvées, des milices; & le colon rejette ce triple fardeau, quand il le peut, avec éclat & avec violence; quand il est trop foible, avec des cris & des plaintes. Si l'Angleterre ne fournit pas tous ces exemples de la mauvaise administration introduite par l'esprit de finance, l'Europe ne manque point d'états qui ne rendent ce tableau que trop fidelle.

La

La culture de l'indigo n'étoit pas encore abandonnée à la Jamaïque, lorsqu'on y entreprit celle du coton. On trouve dans les isles de l'Amérique des cotonniers de différentes grandeurs, qui s'élevent & qui croissent sans soin, surtout dans les lieux bas & marécageux. Leur toison est d'un rouge plus ou moins pâle, très-fine, mais si courte qu'on ne sauroit la filer. On ne la porte pas en Europe, quoiqu'elle pût y être utilement employée dans les fabriques de chapeaux. Le peu qu'on daigne en ramasser, sert dans le pays même à faire des matelats & des oreillers.

L'arbrisseau qui fournit le coton à nos manufactures, demande un sol sec & pierreux. Il préfere celui qui est déjà familiarisé par la culture. Ce n'est pas que la plante ne paroisse mieux prospérer dans un terrain neuf que dans un sol usé; mais en y poussant plus de bois, elle y donne moins de fruit.

L'exposition du Levant est celle qui lui convient le mieux. C'est en mars, c'est en avril, & dans les premieres pluies du printemps qu'on commence la culture. On fait des trous à sept ou huit pieds de distance les uns des autres, & l'on y jette un nombre indéterminé de graines. Lorsqu'elles sont levées à la

hauteur de cinq ou six pouces, toutes les tiges sont arrachées, à l'exception de deux ou trois des plus vigoureuses. Celles-ci sont étêtées deux fois avant la fin d'août. Cette précaution est d'autant plus nécessaire, qu'il n'y a que le bois poussé après la derniere taille qui porte du fruit; & que si on laissoit monter l'arbuste au dessus de quatre pieds, la récolte seroit moins aisée, sans être plus abondante. On suit toujours la même méthode durant trois ans que le cotonnier peut durer, si l'on n'a pas les moyens de les renouveller plus souvent avec un avantage qui compense ce soin.

Pour qu'il puisse prospérer, on doit porter une attention très-suivie à arracher les mauvaises herbes qui naissent autour de cet arbre utile. Les pluies fréquentes lui conviennent; mais elles ne doivent pas être continuelles. Il faut surtout que le mois de mars & d'avril, temps où se fait la récolte, soient bien secs, pour que le coton ne soit pas taché & rougi.

C'est neuf ou dix mois après avoir été planté, que le cotonnier offre son produit. Il se forme à l'extrêmité de ses branches une fleur dont le pistil se change en une coque de la grosseur d'un œuf de pigeon, qui s'ouvre & se partag

en trois, lorsque le coton qu'elle renferme est mûr.

La récolte faite, il faut séparer de la toison la graine que la nature y a mêlée. Cette opération s'exécute par le moyen d'un moulin à coton. C'est une machine composée de deux baguettes de bois dur qui ont environ dix-huit pieds de long, dix-huit lignes de circonférence, & des cannelures de deux lignes de profondeur. On les assujettit par les deux bouts, & il n'y a de distance entr'elles que celle qui est nécessaire pour passer la graine. A un des bouts est une espece de petite meule, qui, mise en mouvement avec le pied, fait tourner les deux baguettes en deux sens contraires. Elles prennent le coton qui leur est présenté, & en font sortir par l'impulsion qu'ils ont reçue, la graine qu'il renferme.

Tandis que la culture du coton languissoit dans les isles Angloises, elle fleurissoit de plus en plus à la Jamaïque. Mais on peut prédire qu'elle y baissera. Le parlement, c'est-à-dire, la nation qui connoît & qui administre elle-même ses revenus, voyant que le coton de ses colonies ne suffisoit pas pour occuper ses manufactures, a supprimé en 1766 les droits imposés jusqu'alors sur les cotons

étrangers. Une liberté, dont l'effet doit être d'augmenter l'importation d'une matiere premiere & d'en diminuer le prix, est digne des plus grands éloges. Peut-être une administration prévoyante auroit-elle dû faire un pas de plus, en accordant une gratification passagere aux cotons qui viennent des possessions nationales, afin d'obvier au découragement que le bas prix & la concurrence de l'étranger peuvent faire naître. Mais si l'Angleterre doit craindre le dépérissement d'une culture importante à ses manufactures, elle n'a pas les mêmes inquiétudes pour celles du gingembre.

Cette plante qui ne s'éleve jamais plus de deux pieds, est assez touffue. Elle a des feuilles semblables en tout à celles des roseaux, excepté qu'elles sont plus petites. Elle se renouvelle par un de ses rejetons qu'on met vers la fin des pluies à deux ou trois doigts sous terre, & qui pousse au bout de huit jours. Lorsque ses feuilles ont jauni & qu'elles sont fanées, le gingembre est mûr ; on l'arrache, & on l'expose à l'air ou au vent pour le faire sécher. Ses racines, qu'on recherche uniquement, sont plates, larges, de différentes figures, mais en général approchantes de la patte d'oie. Leur substance est compacte, pesante,

blanche, ferme, de la consistance du navet.

La culture du gingembre est facile & peu dispendieuse. Un homme isolé peut l'entreprendre seul. Sa racine a le double avantage de rester plusieurs années dans la terre sans y pourrir, & d'être gardée tant qu'on veut après avoir été cueillie, sans que sa qualité puisse en être altérée. Mais si le gingembre ne demande pas beaucoup de soins, il dépense infiniment de sucs : la terre où cette plante a fourni trois ou quatre récoltes, en est tellement épuisée de sels, que rien n'y peut prospérer.

Lorsque les Européens arriverent aux Antilles, les Caraïbes faisoient usage du gingembre; mais leur consommation en ce genre, comme dans tous les autres étoit si bornée, que la nature brute leur en donnoit assez, sans le secours de la culture. Les conquérans prirent, malgré la chaleur du climat, une espece de passion pour cette épicerie naturellement fort chaude. Ils en mangeoient le matin pour aiguiser leur appetit. Ils en servoient à table confit de plusieurs façons. Ils en usoient après le repas pour faciliter la digestion. C'étoit dans la navigation leur antidote contre le scorbut. On adopta dans l'ancien monde le goût du

nouveau ; & le gingembre fut mêlé partout, communément avec le poivre qui étoit alors fort cher. Cette production orientale baissa graduellement de prix ; & le gingembre passa peu à peu de mode. Après avoir eu une valeur assez considérable, il tomba vers la fin du dernier siecle à dix francs le cent. Bientôt on n'en voulut plus ; & la culture en fut à peu près généralement abandonnée, si ce n'est à la Jamaïque.

A compter depuis les treize dernieres années, on trouve que cette isle en a fourni par an une exportation de 649865 livres pesant. La plus grande partie a trouvé sa consommation dans les possessions Britanniques. Le reste a été vendu dans le nord à un prix qui ne sauroit tenter les colonies où le terrain n'est pas comme à la Jamaïque, commun & peu précieux.

Outre le gingembre, cette isle fournit à l'Europe une assez grande quantité de piment. Il y en a de plusieurs especes, plus ou moins fortes, plus ou moins piquantes. L'arbre qui produit l'espece de piment, connu sous le nom de poivre de la Jamaïque, croît ordinairement sur les montagnes, & s'éleve à plus de trente pieds. Il est très-droit, d'une grosseur médiocre, & couvert d'une écorce

grisâtre, unie & luisante. Ses feuilles ressemblent en tout à celles du laurier. A l'extrêmité de ses branches naissent des fleurs auxquelles succedent des grappes un peu plus grosses que celles de genievre. On les cueille vertes, & on les met sécher au soleil. Elles brunissent, & prennent une odeur d'épicerie qui fait qu'en Angleterre le piment s'appelle *allspice*. L'usage en est excellent pour fortifier les estomacs froids & sujets aux crudités, mais il faut laisser à l'Asie la culture des épiceries, & cultiver le sucre en Amérique.

L'art de le cultiver ne commença à être connu à la Jamaïque qu'en 1668. Il y fut porté par quelques habitans de la Barbade. L'un d'entr'eux avoit tout ce qu'exige la sorte de création qui dépend des hommes. C'étoit Thomas Moddifort. Ses capitaux, son activité, son intelligence le mirent en état de défricher un terrain immense, & l'éleverent avec le temps au gouvernement de la colonie. Cependant le spectacle de sa fortune & ses vives sollicitations, ne pouvoient engager aux travaux de la culture, des hommes nourris la plupart dans l'oisiveté des armes. Douze cents malheureux arrivés en 1670 de Surinam, qu'on

venoit de céder aux Hollandois, se montrerent plus dociles à ses leçons. Le besoin leur donna du courage, & leur exemple inspira l'émulation. Ces germes furent heureusement nourris par l'abondance d'argent, que les succès continuels des flibustiers faisoient entrer chaque jour à la Jamaïque. Une grande partie en fut employée à la construction des édifices, à l'achat des esclaves, des ustenciles, de tous les meubles nécessaires aux habitations naissantes. Tout changea de face. Bientôt il sortit de la Jamaïque une grande quantité de sucre, & d'un sucre supérieur à celui des autres isles Angloises. Sa culture n'a jamais diminué, non pas même lorsqu'on lui a associé celle du café.

Ce précieux arbrisseau, tiré des Indes orientales, enrichissoit les établissemens Hollandois & François de l'Amérique, avant que les isles Angloises songeassent à se l'approprier. Encore n'y-a-t-il que la Jamaïque qui l'ait adopté ; mais elle suffira pour en fournir dans peu de temps tout ce que l'empire Britannique en peut consommer. La Métropole l'a encouragée à ce degré de culture, quand elle a réglé que les cafés de l'étranger paieroient en entrant dans ses domaines

ſix ſols ſterlings par quintal de plus, que le café provenant du crû de ſes colonies.

Les commiſſaires des plantations diſoient en 1734 à la chambre des pairs, que les productions de la Jamaïque importées l'année précédente en Angleterre, ne montoient qu'à cinq cents trente-neuf mille quatre cents quatre-vingt-dix-neuf livres dix-huit ſchellings trois deniers & demi. Leur valeur s'éleve actuellement à ſix cents quatre-vingts mille livres. Ce revenu eſt formé par vingt-cinq mille barriques de ſucre, par deux mille ſacs de coton, par trois millions peſant de café, par des cuirs, du gingembre, des bois de teinture & d'autres objets moins importans. C'eſt le fruit des travaux de vingt mille blancs & de quatre-vingt-dix mille noirs, réunis dans un petit nombre de villes ou répandus ſur dix-neuf paroiſſes. L'adminiſtration & la défenſe annuelles de la colonie coûtent cent mille livres, & dans quelques circonſtances beaucoup davantage. Tout ſon capital, en terres, en eſclaves, en maiſons, en toute eſpece de mobilier, a été eſtimé vingt-deux millions ſterlings. Mais croira-t-on que peu de ces richeſſes appartiennent aux propriétaires des habitations. Quelques

malheurs, un luxe immodéré, la facilité des crédits, leur ont fait contracter des dettes prodigieuses envers les négocians établis dans l'isle, & sur-tout envers les Juifs. Puisse ce peuple, d'abord esclave, puis conquérant, & ensuite esclave ou fugitif depuis vingt siecles, posséder un jour légitimement la Jamaïque, ou quelque autre isle riche de l'Amérique ! Puisse-t-il y rassembler tous ses enfans, & les élever en paix dans la culture & le commerce, à l'abri du fanatisme qui le rendit odieux à la terre, & de la persécution qui lui fit payer cher les erreurs de son culte ! Que les Juifs vivent enfin heureux, libres & tranquilles dans un coin du monde, puisqu'ils sont nos freres par les liens de l'humanité, & nos peres par les dogmes de la religion !

Les colons de la Jamaïque ont engagé, pour ainsi dire, par l'immensité des créances qu'on a sur eux, les deux tiers de leurs biens fonds, si l'on s'en rapporte à des observateurs qui connoissent l'état de leurs affaires. Ce désordre croîtra toujours à moins qu'il ne soit arrêté par une augmentation rapide & considérable dans les cultures. Mais ce succès est-il possible ? Est-il vraisemblable ? C'est ce qui est intéressant d'examiner.

Ceux qui donnent le moins d'étendue à la Jamaïque, lui accordent quatre millions d'acres, chacun de sept cents vingt pieds de roi de long, sur soixante-douze de large. On a prétendu que le tiers de ce grand espace étoit habité & cultivé. L'état actuel de la population & de la culture, quoique plus florissant que jamais, dément cette assertion. Tout l'intérieur du pays est un désert en friche. Il n'y a des habitations que sur les côtes qui ne sont pas même entiérement exploitées. La plupart des planteurs y possedent un terrain immense, dont à peine le quart est mis en valeur. Deux cents mille acres au plus absorbent tous les soins.

Quand on considere que la Jamaïque est occupée depuis long-temps par un peuple actif & éclairé ; que la guerre de piraterie & le commerce de contrebande y ont versé dans tous les temps des trésors immenses ; qu'elle n'a jamais manqué d'aucun moyen de culture ; que depuis très-long temps on y a recours aux engrais ; que les rades & les ports y sont prodigieusement multipliés pour l'exportation ; que sa Métropole & l'Europe entiere ont ouvert leur sein à ses productions ; que malgré tant d'avantages, l'acre ne s'y est jamais vendue que dix à quinze

livres, tandis que dans les autres isles, il se vendoit depuis trente jusqu'à cent. Quand on pese mûrement toutes ces considérations, on ne peut guere s'empêcher de penser que le sol de la Jamaïque doit être assez généralement mauvais ou fort médiocre.

Les bords de la mer qui par la commodité du transport, semblent exiger de préférence la culture du sucre, doivent avoir à peu près reçu tous les soins, toute la fertilité dont ils étoient susceptibles. La fraîcheur excessive & continuelle des montagnes feroit trop nuisible à toutes les productions, trop destructive des esclaves qui s'en occuperoient, pour qu'on puisse y entreprendre des travaux utiles. L'espace qui est entre les montagnes & les côtes, est souvent d'une extrême aridité; mais il s'y trouve aussi par intervalles des vallées, des côteaux, des plaines, où tout atteste que les Indiens plantoient leurs mays, que les Espagnols élevoient de nombreux troupeaux. On peut présumer que ces terrains bien distribués donneroient avec abondance du coton, du café, du cacao, de l'indigo; productions qui jusqu'à présent n'ont pas assez attiré l'attention des Anglois. Mais ces richesses ne suffisent plus pour élever une colonie

au plus grand éclat. Il n'y a que le sucre qui rende aujourd'hui les isles de l'Amérique florissantes.

Quoique cette production soit exploitée dans tout le contour de la Jamaïque, elle l'est plus particuliérement à la côte méridionale, où l'Espagnol s'étoit réduit, & où ses vainqueurs se multiplierent plus qu'ailleurs. Ils y furent attirés par une rade sûre, commode, & qui pourroit contenir mille vaisseaux de guerre. Cet avantage inappréciable y fit jetter les fondemens de la ville de Port Royal, qui, quoique élevée sur un terrain sablonneux, où la nature refusoit toutes les choses nécessaires à la vie, même jusqu'à l'eau douce, devint en moins de trente ans, une cité célebre. Elle dut cet éclat à une circulation rapide & continuelle d'affaires, formée par les denrées de l'isle, par les prises des flibustiers, par le commerce interlope qu'on avoit ouvert avec le continent. Il y avoit peu d'entrepôts dans le monde, où la soif des richesses & des plaisirs eût réuni plus d'opulence & de corruption.

Tout-à-coup la nature parut s'indigner de ce spectacle. Le ciel d'un azur clair & serein, devint sombre & rougeâtre. Un bruit sourd se répandit sous

terre, on vit s'élever des montagnes dans la plaine. Les rochers ſe fendirent. Des côteaux ſe rapprocherent à travers de grands intervalles. Des lacs infects s'éleverent à la place des montagnes englouties. Des plantations entieres furent tranſportées à pluſieurs milles de leur ſituation ancienne. Il ſe fit d'énormes ouvertures, d'où ſortoient de groſſes colones d'eau, qui corrompoient l'air. Pluſieurs habitations diſparurent dans les gouffres de la terre, ou tomberent renverſées ſur leurs fondemens. La mer fut bientôt couverte d'arbres que la terre y jeta, que les vents y porterent. Treize mille hommes trouverent la mort dans ce tombeau de l'iſle entiere ; trois mille périrent de la contagion qui ſuivit ce fléau. Depuis cette époque du 7 juin 1692, la nature, dit-on, eſt moins belle à la Jamaïque, le ciel moins pur, le ſol moins fertile. Les montagnes n'ont pas la même élévation ; l'iſle eſt plus baſſe qu'autrefois. On aſſure que la plupart des puits demandent des cordes moins longues de deux ou trois pieds qu'avant ce phénomene, qui apprit dès-lors aux Européens à ne pas ſe repoſer ſur la conquête d'un monde qui chancelle ſous leurs pieds, qui ſemble ſe dérober à leurs avides mains.

Dans ce désordre général, Port Royal fut détruit & submergé ; tous les vaisseaux qui étoient dans la rade furent fracassés ou jetés au loin dans les terres. Cette ville offroit trop de ressources par sa position pour être abandonnée. A peine le calme de la nature se fut insinué dans les esprits, qu'on la releva sur ses débris. Un nouvel ouragan renverse ses murs renaissans. Port Royal, comme Jérusalem, ne peut être réédifiée. La terre ne se laisse creuser que pour l'engloutir. Par une singularité qui confond tous les efforts & les raisonnemens de l'homme, les seules maisons qui subsistent après ce bouleversement, restent bâties sur une petite langue qui s'avance plusieurs milles dans la mer. Ainsi la terre ferme rejette de son sein des édifices auxquels l'inconstance de l'océan offre pour ainsi dire une base solide. Ce peu de bâtimens exposés à l'invasion, est défendu par une des meilleures forteresses de l'Amérique.

Les habitans de Port Royal découragés par des calamités répétées, se réfugierent à Kingston, situé sur la même baie. Bientôt leur industrie & leur activité firent de ce bourg une ville agréable & florissante. Elle est devenue le centre de toutes les affaires. Si elles n'y

ſont pas auſſi vives, qu'elles le furent autrefois à Port Royal; c'eſt parce que les liaiſons extérieures de la colonie ne ſont plus les mêmes. Le nouvel entrepôt étoit trop ouvert, pour garantir les négocians de toute inquiétude. Ce n'eſt que depuis peu d'années qu'on l'a entouré d'ouvrages qui le mettent à l'abri des inſultes.

Cependant, Kingſton, malgré ſes progrès, ne devint pas la capitale de l'iſle. Ce titre reſta à Sant Iago de la Vegua, que les Anglois ont appellé Spaniſh-town, ou ville Eſpagnole. Elle eſt ſituée à quelques lieues de la mer ſur la riviere Cobre, qui, ſans être navigable, eſt la plus belle du pays. C'eſt-là qu'étoit le ſiege de l'aſſemblée générale du commandant, des tribunaux. Les principaux officiers, les plus riches colons y faiſoient leur demeure. Ce concours y rendoit la ſociété plus douce, les plaiſirs plus vifs, les commodités plus nombreuſes, & le luxe plus conſidérable.

Tel étoit l'état des choſes, lorſque l'amiral Knowles en 1756, jugea qu'il convenoit au bien de la colonie, que le gouvernement fût placé dans le centre des affaires. Ses vues furent adoptées par le corps légiſlatif de l'iſle, qui décida qu'à l'avenir tous les reſſorts & les

pouvoirs de l'administration seroient réunis à Kingston. Des haines personnelles contre l'auteur du projet ; la dureté des mesures qu'il employoit à l'exécution ; l'attachement qu'on prend pour les lieux comme pour les choses mêmes ; une foule d'intérêts particuliers que le changement ne pouvoit manquer de blesser : toutes ces causes inspirerent à beaucoup de gens un éloignement invincible pour un plan qui pouvoit bien avoir quelques inconvéniens, mais qui étoit appuyé sur des raisons décisives, & qui présentoit de grands avantages. De leur côté, ceux qui avoient fait prévaloir un nouveau systême, le soutinrent avec une fierté dédaigneuse. Du choc de ces sentimens opposés, il s'éleva deux partis, dont l'animosité qui fut d'abord extrême n'a fait que s'accroître. C'en est assez de ce foyer de divisions, pour causer dans la colonie un embrasement général. Mais elle a bien plus à craindre encore des ennemis féroces qui la menacent continuellement au centre de l'isle.

Lorsque les Espagnols furent obligés d'abandonner la Jamaïque à l'Angleterre, ils y laisserent un assez grand nombre de negres & de mulâtres qui, las de leurs esclavages, prirent la résolution de se sauver dans les montagnes

pour conſerver une liberté que ſembloit leur offrir la fuite de leurs tyrans vaincus. Après avoir établi des réglemens qui devoient aſſurer leur union, ils planterent du mays & du cacao dans les lieux les plus inacceſſibles de leur retraite. Mais l'impoſſibilité de ſubſiſter juſqu'au temps de leur récolte, les força de deſcendre dans la plaine, pour y chercher des vivres. Le conquérant ſouffrit ce pillage d'autant plus impatiemment, qu'il n'avoit rien à perdre, & déclara la guerre la plus vive à ces raviſſeurs. Pluſieurs furent maſſacrés. Le plus grand nombre ſe ſoumit. Cinquante ou ſoixante ſeulement trouverent encore des rochers pour y vivre ou mourir libres.

La politique qui a des yeux & point d'entrailles, vouloit qu'on achevât d'exterminer ou de réduire cette poignée de fugitifs échappés à la chaîne ou au carnage. Mais les troupes qui périſſoient, ou s'épuiſoient de fatigue, ne goûterent pas un ſyſtême de deſtruction qui devoit leur coûter encore du ſang. On y renonça dans la crainte de les ſoulever. Cette condeſcendance eut des ſuites funeſtes. Les eſclaves, que l'horreur du travail, ou la peur des châtimens jetoit dans le déſeſpoir, ne tarderent pas à chercher un aſyle dans les

bois où ils étoient sûrs de trouver des compagnons prêts à les assister. Le nombre des fugitifs augmenta tous les jours. On les vit bientôt déserter par essaims, après avoir massacré leurs maîtres, & dépouillé les habitations qu'ils livroient aux flammes. Inutilement on employoit contr'eux des courtisans actifs auxquels on donnoit quarante livres sterlings pour chaque noir massacré dont ils présenteroient la tête. Cette rigueur ne changea rien ; & la désertion n'en devint que plus générale.

Le nombre des rebelles accrut leur audace. Jusqu'en 1690 ils s'étoient bornés à fuir. Mais enfin se croyant assez forts, même pour attaquer, on les vit fondre par bandes séparées sur les plantations Angloises, où ils firent des dégâts horribles. En vain furent-ils repoussés avec perte dans leurs montagnes ; en vain pour les y contenir, construisit-on des forts de distance en distance, avec des corps-de-garde. Malgré ces frais, ces précautions, les ravages recommencerent à diverses reprises. Le ressentiment de la nature violée par une police barbare, mit tant de fureur dans l'ame des noirs achetés par les blancs, que ceux-ci, pour couper, disoient-ils, la

racine du mal, résolurent en 1735 d'employer toutes les forces de la colonie à détruire un ennemi justement implacable.

Aussi-tôt les loix militaires prennent la place de toute administration civile. Tous les colons se partagent en corps de troupes. On se met en mouvement, on marche aux rebelles par différentes routes. Un parti se charge d'attaquer la ville de Nauny que les noirs avoient bâtie eux-mêmes dans les montagnes bleues. Avec du canon on réussit à réduire une place construite sans regles, défendue sans artillerie. Mais les autres entreprises n'eurent qu'un succès équivoque, ou balancé par des pertes. Les esclaves, plus glorieux d'un triomphe qu'abattus de dix revers, s'enorgueillissent de ne plus voir dans leurs tyrans que des ennemis à combattre. S'ils sont battus, ce n'est pas sans vengeance. Leur sang brûle de couler & de se confondre avec celui de leurs barbares maîtres. Ils s'enfoncent à travers l'épée de l'Européen pour lui plonger un poignard dans le cœur; & le ciel applaudit peut-être à ces momens de carnage où sa justice s'exerce. Les réfugiés, forcés de plier devant le nombre ou l'adresse, se retranchent dans des lieux inaccessi-

bies, & s'y disperſent en petites troupes, réſolus de n'en plus ſortir, & bien aſſurés d'y vaincre. Après neuf mois de combats & de courſes, on abandonne enfin le projet de les ſoumettre.

Ainſi l'emportera tôt ou tard, contre des armées nombreuſes, aguerries, & même diſciplinées, un peuple déſeſpéré par l'atrocité de la tyrannie ou l'injuſtice de la conquête, s'il a le courage de ſouffrir la faim plutôt que le joug; s'il joint à l'horreur d'être aſſervi la réſolution de mourir; s'il aime mieux être effacé du nombre des peuples que d'augmenter celui des eſclaves. Qu'il cede la plaine à la multitude des troupes, à l'attirail des armes, à l'étalage des vivres, des munitions & des hôpitaux; qu'il ſe retire au cœur des montagnes, ſans bagage, ſans toit, ſans proviſions: la nature ſaura bien l'y nourrir & l'y défendre. Qu'il y reſte, s'il le faut, des années, pour attendre que le climat, la chaleur, l'oiſiveté, la débauche aient dévoré ou conſumé ces camps nombreux d'étrangers, qui n'ont ni butin à eſpérer ni gloire à recueillir. Qu'il deſcende quelquefois avec les torrens pour ſurprendre l'ennemi dans ſes tentes, & ravager ſes lignes. Qu'il brave enfin les noms injurieux de brigand & d'aſſaſſin

que lui prodiguera ſans honte une grande nation aſſez lâche pour aiguiſer contre une poignée d'hommes chaſſeurs, des armes qui n'ont ſu que plier. O infamie !

Telle fut la conduite des negres avec les Anglois. Ceux-ci rebutés de courſes & d'armemens inutiles, tomberent dans un découragement univerſel. Les plus pauvres d'entr'eux n'oſerent accepter les terrains que le gouvernement leur offroit au voiſinage des montagnes. Les établiſſemens plus éloignés de ces redoutables eſclaves furent négligés ou même abandonnés. Pluſieurs endroits de l'iſle, qui par leur aſpect annonçoient le plus de fécondité, reſterent dans leur état inculte ; les bois & les brouſſailles vives, dont la nature les avoit hériſſés, devinrent l'effroi des colons, en ſervant d'aſyle aux rebelles qui s'étoient aguerris.

Dans cette ſituation, Trelaunay fut chargé de l'adminiſtration de la colonie. Ce gouverneur ſage & ſans doute humain, ne tarda pas à ſentir que des hommes, qui depuis près d'un ſiecle vivoient de fruits ſauvages, nus, expoſés à toutes les injures de l'air ; qui toujours aux priſes avec un aſſaillant plus fort & mieux armé, ne ceſſoient de combattre

pour la défenſe de leur liberté, ne ſeroient jamais réduits, ni par les voies baſſes de la cruauté, ni par la force ouverte. Il eut donc recours à des ouvertures pacifiques. On leur offrit non ſeulement des terres à cultiver en propriété; mais la liberté, mais l'indépendance. On conſentit qu'ils en jouiſſent ſous des chefs, qui, choiſis par eux-mêmes, recevroient cependant leur commiſſion du gouverneur de l'iſle, & ne pourroient agir que d'après ſa direction. Ce plan inoui juſqu'alors pour des negres, fut accepté. Le traité ſe conclut en 1738 avec une joie réciproque. Il ſembloit promettre une tranquillité inaltérable; mais il s'y étoit mêlé un germe de trouble & de rupture.

Tandis que Trelaunay faiſoit cet accommodement au nom de la couronne, l'aſſemblée générale de la colonie avoit propoſé ſon arrangement particulier aux negres indépendans. C'étoit qu'ils s'obligeaſſent à ne plus donner de retraite aux eſclaves fugitifs, à condition qu'on leur paieroit une ſomme fixe pour chacun de ces déſerteurs, qu'ils dénonceroient ou rameneroient eux-mêmes à la colonie. Cette ſtipulation, contraire à l'humanité, n'a pas été ſans doute religieuſement obſervée. On s'eſt accuſé mutuellement

d'infidélité. Les negres, mal payés dans ce pacte honteux, ont recommencé plusieurs fois leurs ravages.

Soit que leur exemple eût inspiré de l'audace, ou que la dureté du joug Anglois eût soulevé la haine, les negres esclaves résolurent d'être libres aussi. Pendant que la guerre d'Europe embrasoit l'Amérique, ces malheureux convinrent en 1760 de prendre tous les armes le même jour, de massacrer leurs tyrans, & de s'emparer du gouvernement. Mais l'impatience de la liberté déconcerta l'unanimité du complot, en prévenant le moment de l'exécution. Quelques-uns des conspirateurs mirent avant le temps le feu aux habitations, en poignarderent les maîtres ; & ne se voyant pas en état de résister à toutes les forces de l'isle que leur entreprise prématurée avoit réunies en un moment, ils se réfugierent dans les montagnes. De cet asyle impénétrable, ils ne cesserent de faire des sorties meurtrieres & destructives. Les Anglois, dans leur désespoir, furent réduits à chercher à prix d'argent le secours des negres sauvages, dont ils avoient été forcés de reconnoître l'indépendance par le sceau d'un traité. On leur promit une somme fixée pour la tête de chaque esclave qu'ils

qu'ils auroient tué de leur main. Ces lâches Africains, indignes de la liberté qu'ils avoient recouvrée, n'eurent pas honte de vendre le sang de leurs freres : ils les poursuivirent, ils en tuerent un grand nombre par surprise. Enfin les conjurés affoiblis & trahis par leur propre race, resterent long-temps dans le silence & l'inaction.

On croyoit le feu de la conspiration éteint sans réserve, lorsque les révoltés, accrus par le renfort des déserteurs qui s'étoient échappés de diverses plantations, reparurent avec une nouvelle fureur. Les troupes réglées, les milices, un corps nombreux de matelots ; tout se réunit contre des esclaves. On les combattit ; on les vainquit en plusieurs rencontres. Il y en eut beaucoup de tués & de pris. Le reste se dispersa dans les bois & dans les rochers. Tous les prisonniers furent fusillés, pendus ou brûlés. Ceux qu'on croyoit les auteurs de la conspiration, furent attachés vivans à des gibets, où ils périrent lentement exposés & consumés au soleil ardent de la zone torride, supplice plus cuisant, plus affreux que celui du bûcher. Cependant leurs tyrans savouroient avec avidité les tourmens de ces misérables, dont l'unique crime étoit d'avoir

voulu recouvrer par la vengeance, des droits que l'avarice & l'inhumanité leur avoient ravis.

Le même esprit de barbarie dicta les mesures qu'on prit pour prévenir de nouveaux soulevemens. Un esclave est fustigé dans les places publiques, s'il joue à quelque jeu que ce soit; s'il ose aller à la chasse, ou s'il vend autre chose que du lait & du poisson. Il ne peut sortir de l'habitation où il sert, sans être accompagné d'un blanc, ou sans une permission par écrit. S'il bat du tambour, ou s'il fait usage de quelque instrument bruyant, son maître sera condamné à une amende de dix livres sterlings. C'est ainsi que les Anglois, ce peuple si jaloux de sa liberté, se joue de celle des autres hommes. C'est à cet excès de barbarie que le commerce & l'esclavage des negres ont dû conduire les usurpateurs de l'Amérique. Tels sont les progrès de l'injustice & de la violence. Pour conquérir le nouveau monde, il a fallu sans doute en égorger les habitans. Pour les remplacer, il falloit acheter des negres seuls propres au climat, aux travaux de l'Amérique. Pour transplanter ces Africains, qu'on destinoit à la culture sans propriété, il a fallu les prendre par force & les rendre esclaves. Po[...]

les tenir d‹s l'eſclavage, il faut les traiter dur‹ment. Pour empêcher ou punir les ‹voltes où provoque la dureté de l‹ ſervitude, il faut des ſupplices, de châtimens, des loix atroces contre ‹s hommes qu'elles ont rendus féroces.

Ma‹ enfin la cruauté même a ſon term‹ dans ſa nature deſtructive. Un mo‹ent ſuffit; une deſcente heureuſe à l‹ Jamaïque y peut faire couler des ar‹es à des hommes qui ont l'ame ulcé‹e & le bras levé contre leurs op‹preſſeurs. Le François ne ſongeant qu'à n‹ire à ſon ennemi, ſans prévoir que la ré‹olte des negres dans une colonie les p‹ut ſoulever dans toutes, ira hâter une r‹volution pendant la guerre. L'Anglois ‹acé entre deux feux perdra ſa force, ‹on courage, & laiſſera la Jamaïque en ‹roie à des eſclaves & à des conqué‹ans qui ſe la diſputeront par de nou‹elles horreurs. Voilà l'enchaînement ‹le l'injuſtice. Elle s'attache à l'homme ‹par des nœuds qui ne ſe rompent qu'avec ‹e fer. Le crime engendre le crime, le ‹ang produit le ſang; & la terre demeure un théâtre éternel de déſolation, ‹de larmes, de miſere & de deuil, où ‹les générations viennent ſucceſſivement ‹ſe baigner dans le carnage, s'arracher

les entrailles, & se renverser dans la poussiere.

Ce seroit pourtant une perte funeste à l'Angleterre que celle de la Jamaïque. La nature a placé cette isle à l'entrée du golfe du Mexique, & l'a comme rendue la clef de ce riche pays. Les vaisseaux qui vont de Carthagene à la Havane, sont forcés de passer sur ces côtes. Elle est plus à portée qu'aucune autre isle des différentes échelles du continent. La multitude & l'excellence de ses rades lui donnent la facilité de lancer des vaisseaux de guerre, de tous les points de sa circonférence. Tant d'avantages sont achetés par des inconvéniens.

Si l'on arrive aisément à la Jamaïque par les vents alisés, en allant reconnoître les petites Antilles, il n'est pas aussi facile d'en sortir, soit qu'on prenne le détroit de Bahama, soit qu'on se détermine pour le passage sous le vent.

La premiere de ces deux routes a toute la faveur du vent durant deux cents lieues; mais dès qu'on a doublé le Cap Saint Antoine, on rencontre à l'avant le même vent qu'on avoit à l'arriere: ainsi l'on perd plus de temps qu'on n'en avoit gagné, avec le risque d'être enlevé par les gardes-côtes de la Havane. De ce

péril on tombe dans les écueils de la Floride, où les vents & les courans portent avec une extrême violence. L'Elisabeth, vaisseau de guerre Anglois, alloit infailliblement y périr en 1746, lorsqu'il aima mieux entrer dans la Havane. C'étoit un port ennemi; c'étoit dans le feu de la guerre. ,, Je viens, dit le capitaine Edward au gouverneur de la ,, place, je viens vous livrer mon navire, ,, mes matelots, mes soldats & moi-même; je ne vous demande que la ,, vie pour mon équipage. Je ne commettrai point, dit le commandant Espagnol, une action déshonorante. Si ,, nous vous avions pris dans le combat, ,, en pleine mer ou sur nos côtes, votre ,, vaisseau seroit à nous, & vous seriez ,, nos prisonniers. Mais battus par la ,, tempête, & poussés dans ce port par ,, la crainte du naufrage, j'oublie & je ,, dois oublier que ma nation est en ,, guerre avec la vôtre. Vous êtes des ,, hommes, & nous le sommes aussi: ,, vous êtes malheureux, nous vous ,, devons de la pitié. Déchargez donc ,, avec assurance, & radoubez votre ,, vaisseau. Trafiquez, s'il le faut, dans ,, ce port pour les frais que vous devez ,, payer. Vous partirez ensuite, & vous ,, aurez un passeport jusqu'au-delà des

„ Bermudes. Si vous êtes pris après ce
„ terme, le droit de la guerre vous aura
„ mis dans nos mains; mais en ce mo-
„ ment, je ne vois dans des Anglois que
„ des étrangers pour qui l'humanité ré-
„ clame du secours". C'est-là qu'on reconnoît la générosité Espagnole. Quand on a le bonheur d'avoir de tels ennemis, devroit-on être jamais en guerre avec eux ?

La seconde route n'offre pas moins de difficultés & de périls. Elle aboutit à une petite isle que les Anglois nomment Crooked-island, & qui est située à quatre-vingts lieues de la Jamaïque. Il faut communément lutter pendant tout ce trajet contre le vent d'est, ranger de fort près les côtes de Saint Domingue de peur d'être poussé sur les basses du Cuba, & passer par le détroit que forment les pointes de ces deux grandes isles, où il est bien difficile de n'être pas intercepté par leurs corsaires ou par leurs vaisseaux de guerre. Les navigateurs partis des Lucayes n'éprouvent pas les mêmes difficultés.

Ces isles, les premieres que Colomb découvrit en Amérique, sont au nombre de quatre ou cinq cents. La plupart ne sont que des rochers à fleur d'eau. Quelques-unes étoient habitées par des

ſauvages qu'on fit tous périr dans les mines de Saint Domingue. Il n'y en avoit pas une ſeule qui ne fût entiérement déſerte, lorſque l'Angleterre jeta en 1672 dans celle qu'on nomme la Providence, quelques hommes qui ſupent exterminés, ſept ou huit ans après, par les Eſpagnols. Cette cataſtrophe n'empêcha pas d'autres Anglois d'y retourner en 1690. Ils avoient élevé cent ſoixante maiſons, & ils occupoient quatre cents eſclaves à la culture du ſucre, lorſque les François & les Eſpagnols réunis, les attaquerent de nouveau en 1703, détruiſirent leurs plantations, & enleverent leurs negres. Les colons découragés par la perte totale de leurs biens, allerent chercher de l'occupation ailleurs, & ils furent remplacés par des pirates de leur nation, qui, après avoir rempli de leurs brigandages les côtes d'Afrique, les mers les plus reculées de l'Aſie, ſur-tout les parages de l'Amérique ſeptentrionale, trouvoient un aſyle ſûr & commode dans ce repaire. Depuis long-temps, ils inſultoient impunément, même le pavillon de la Grande Bretagne, lorſqu'en 1719, George I, réveillé par les cris de ſon peuple & par le vœu de ſon parlement, fit partir des forces ſuffiſantes pour les réduire. La plupart

accepterent l'amnistie qui leur étoit offerte, & grossirent la colonie que Vooder Rogers amenoit d'Europe.

Elle peut être aujourd'hui composée de trois mille ames. La moitié est établie à la Providence ; le reste est dispersé dans les autres isles. C'est au brigandage de leurs premieres mœurs qu'il faut attribuer l'état de négligence & d'imperfection où ces colons laissent languir l'agriculture ; quoique la variété du terrain qu'ils occupent ou peuvent occuper, ne cesse de solliciter leur industrie, leur ambition, leurs caprices même. On sait bien qu'en général il n'est pas fertile ; mais il s'y trouve des veines assez riches pour faire prospérer une population plus considérable. Ces isles, qui faute de denrées, ont été jusqu'à présent perdues pour la Grande Bretagne, pourront lui devenir utiles du moins par leur position, si ce n'est pas par leur commerce.

Les Lucayes qui d'un côté ne sont séparées de la Floride que par le canal de Bahama, forment de l'autre une longue chaîne qui se termine à peu près à la pointe de Cuba. Là commencent d'autres isles qu'on appelle Caïques & Turques, mises depuis peu sous le joug de la marine Angloise, & qui prolongent la chaîne jusques vers le milieu de la

côte ſeptentrionale de Saint Domingue. Ces différentes iſles laiſſent entr'elles pluſieurs paſſages aux plus grands bâtimens. On en compte ſept bien connus & bien fréquentés. La Turque & la grande Caïque, par les fortifications que l'Angleterre vient d'y élever, offrent à ſes corſaires, un mouillage tranquille, une retraite aſſurée, avec l'empire du canal étroit qui les ſépare l'une & l'autre de Saint Domingue. Dès-lors la plupart des navires partis d'Europe pour cette iſle ſi riche, doivent tomber dans les mains des Anglois. Si ceux-ci n'ont pas conſtruit des forts ſur les autres iſles du débouquement, qui pourroient être autant de portes fermées au retour des vaiſſeaux de Saint Domingue en France, c'eſt que la ſupériorité de leurs manœuvres leur a paru ſuffiſante ſans ces ſecours, pour intercepter ce paſſage à la navigation de leurs rivaux. Ils ne ſe promettent pas d'auſſi grands avantages des Bermudes.

Cet archipel, éloigné d'environ trois cents lieues de celui des Antilles, fut découvert en 1527 par l'Eſpagnol Jean Bermudès, qui lui donna ſon nom, ſans y aborder. Jamais ce groupe d'iſles n'avoit été habité par aucun mortel, lorſque ſoixante Anglois y paſſerent en

1612. Sa population s'accrut assez considérablement, parce qu'on exagéra beaucoup les avantages de son climat. On s'y rendoit des Antilles pour recouvrer la santé, des colonies septentrionales pour y jouir tranquillement de sa fortune. Plusieurs royalistes allerent y attendre la fin des jours de Cromwel qui les opprimoit. Waller entr'autres, poëte charmant, ennemi de ce tyran libérateur, passa les mers, & chanta ces isles fortunées, inspiré par l'influence de l'air & la beauté du paysage, vrais dieux de la poësie. Il fit passer son enthousiasme à ce sexe qu'il est si doux d'enflammer. Les dames Angloises ne se croyoient belles & bien parées, qu'avec de petits chapeaux faits de feuilles de palmiers qui venoient des Bermudes.

Mais enfin le charme disparut, & ces isles tomberent dans l'oubli que méritoit leur petitesse. Elles sont extrêmement nombreuses, & n'occupent qu'un espace de six à sept lieues. Le sol y est d'une qualité médiocre, sans aucune source pour l'arroser. On n'y boit d'autre eau que celle des puits & des citernes. Le mays, les légumes, beaucoup de fruits excellens y donnent une nourriture abondante & saine. Il n'y croît point de ce superflu qui s'exporte aux nations.

Cependant le hasard a rassemblé sous ce ciel pur & tempéré quatre ou cinq mille habitans, pauvres, mais heureux d'être ignorés. Ils n'ont de liaisons au dehors que par quelques bâtimens qui, passant des colonies du nord à celles du midi, vont de temps en temps se rafraîchir à ces isles paisibles.

On a souhaité d'augmenter l'aisance de ce peuple par l'industrie. On a voulu qu'il cultivât la soie, ensuite la cochenille, enfin qu'il plantât des vignes. Mais ces projets n'ont été que conçus. Pour leur propre bonheur, ces insulaires ont borné tous leurs arts sédentaires à la fabrication des voiles de marine. Cette manufacture si convenable à des hommes simples & modérés, devient tous les jours plus florissante. Elle s'allie très-bien avec une autre branche de commerce qui fait toute leur richesse : c'est la construction des vaisseaux.

Depuis plus d'un siecle, il se fait aux Bermudes avec un bois de cedre que les François appellent acajou, des bâtimens qui n'ont point d'égaux pour la marche & pour la durée. Connus en Amérique sous le nom de Bermudiens, ils sont généralement recherchés, sur-tout par les corsaires. On a tâché de les imiter à la

Jamaïque & aux Lucayes, où l'on avoit abondamment des matériaux que la rareté avoit fait enchérir dans les anciens chantiers; mais ces vaisseaux sont & doivent être fort inférieurs à ceux qui leur ont servi de modele. Garde cet avantage, peuple laborieux sans richesse, heureux de ton travail & de ta pauvreté qui conservent tes mœurs. Un ciel pur & serein veille sur tes jours innocens. Tu respires la paix de l'ame avec la santé. Aucun poison du luxe n'a coulé dans tes veines. Tu n'excites, ni n'éprouves l'envie. Les fureurs de l'ambition & de la guerre expirent sur tes bords, comme les tempêtes de l'océan qui t'environne. C'est pour jouir du spectacle de ta frugalité que l'homme vertueux voudroit passer des mers. Ah! que les vents ne t'apportent jamais les événemens du monde où nous vivons! Tu saurois.... hélas.... non, mon esprit se trouble, ma plume tombe, & tu n'apprendras rien.....

L'Angleterre ne retiroit de toutes les isles qui prospéroient sous son pavillon, que le sucre nécessaire à sa consommation, une partie du café & du coton dont elle avoit besoin. Elle n'en obtenoit ni cacao, ni indigo. La derniere guerre, en étendant son domaine dans le nou-

veau monde, a enrichi son commerce de quelques branches d'exportation.

A la tête de ses nouvelles acquisitions est l'isle de Tabago, qui peut avoir trente lieues de circuit. Elle n'est point, comme la plupart des autres Caraïbes, hérissée de rochers arrides, ou empâtée de marécages mal-sains. Des plaines qui s'étendent sans inégalités, y sont couronnées par des côteaux dont la pente douce & facile est presque partout susceptible de culture. On voit sortir de ces hauteurs un nombre prodigieux de sources, qui la plupart semblent destinées à faire agir des moulins à sucre. Le sol, quelquefois sablonneux, est constamment noir & profond. Des havres sûrs & commodes, bornent le nord & le couchant de l'isle qui n'est pas exposée à ces terribles ouragans qui causent ailleurs de si grands ravages. Le voisinage du continent peut lui procurer cet avantage inestimable.

Aussi Tabago fut-il autrefois extrêmement peuplé, si l'on en croit des traditions, dont l'autorité n'est pourtant que douteuse. Ses habitans y résisterent long-temps aux attaques vives & fréquentes des sauvages de la Terre Ferme, ennemis opiniâtres, irréconciliables. Enfin lassés de ces incursions toujours renais-

ſantes du continent, ils ſe diſperſerent dans les iſles voiſines.

Celle qu'ils avoient abandonnée, étoit ouverte aux invaſions de l'Europe, lorſqu'en 1632, il y débarqua deux cents Fleſſinguois, pour y jeter les fondemens d'une colonie Hollandoiſe. Les Indiens du voiſinage ſe joignirent aux Eſpagnols de la Trinité, contre un établiſſement qui leur portoit ombrage. Tout ce qui voulut arrêter leur impétueuſe fureur, fut maſſacré ou fait priſonnier. Le peu qui ſe ſauva de leurs mains, à la faveur des bois, ne tarda pas à déſerter l'iſle.

La Hollande oublia durant vingt ans un établiſſement qu'elle ne connoiſſoit que par les déſaſtres de ſa naiſſance. En 1654, on y fit paſſer une nouvelle peuplade. Elle en fut chaſſée en 1666. Les Anglois ſe virent bientôt arracher cette conquête par les François. Mais Louis XIV content de vaincre, rendit à la république ſon alliée, une iſle qu'elle avoit poſſédée. Cet établiſſement ne proſpéra pas mieux que toutes les colonies agricoles de cette nation commerçante. Ce qui détermine ailleurs tant d'hommes à paſſer en Amérique, n'y a jamais dû pouſſer les Hollandois. Leur Métropole offre à l'induſtrie de ſes ci-

toyens toutes les facilités d'un commerce avantageux ; ils n'ont pas besoin de s'expatrier pour faire leur fortune. Une heureuse tolérance, achetée comme la liberté, par des fleuves de sang, y laisse enfin respirer les consciences ; jamais des scrupules de religion n'y réduisent les ames timorées à se bannir du sol où le ciel les fit naître. La patrie pourvoit avec tant de sagesse & d'humanité à la subsistance & à l'occupation des pauvres, que le désespoir ne les force point à défricher une terre accoutumée à dévorer les premiers cultivateurs qui lui ouvrent le sein. Tabago n'eut donc jamais plus de douze cents hommes occupés à cultiver un peu de tabac, un peu de coton, un peu d'indigo, & à exploiter six sucreries.

La colonie étoit bornée à cet essor d'industrie, quand elle fut attaquée par la nation même qui l'avoit rétablie dans ses droits primitifs de possession & de propriété. Au mois de février 1677, une flotte Françoise, destinée à s'emparer de Tabago, rencontra la flotte Hollandoise qui devoit s'opposer à cette expédition. Le combat s'engagea dans la rade même de l'isle, qui devint fameuse par cette action mémorable dans un siecle fécond en grands événemens.

L'acharnement de la valeur fut tel des deux côtés, que les vaisseaux étoient sans mâts, sans agrêts, sans matelots pour manœuvrer, & qu'on se battoit encore. La bataille ne finit que quand il y eut douze bâtimens brûlés, & un grand nombre coulés à fond. Les assaillans perdirent moins de monde, & les défenseurs garderent encore l'isle.

Mais d'Estrées qui vouloit l'emporter, y descendit cette même année, au mois de décembre. Il n'y avoit plus de flotte, pour arrêter ou détourner ses forces. Une bombe élancée de son camp alla tomber sur le magasin à poudre. Ce coup ordinairement décisif, mit l'ennemi hors d'état de défense: il se rendit à discrétion. Le vainqueur avec toute la rigueur du droit de la guerre, non content de raser les fortifications, réduisit les plantations en cendre, s'empara de tous les vaisseaux qui étoient dans le port, & transporta les habitans hors de l'isle qu'il avoit prise. La conquête en fut assurée à la France par la paix qui suivit une action, où la défaite fut sans honte, & la victoire sans avantage.

La cour de Versailles négligea cette isle importante, au point de n'y pas envoyer un seul homme. Peut-être, dans l'ivresse d'une fausse grandeur,

voyoit-elle avec indifférence tout ce qui n'étoit qu'utile. Elle prit même une mauvaise opinion de Tabago, jusqu'à la regarder comme un rocher stérile. Cette erreur s'accrédita par la conduite des François qui trop nombreux à la Martinique, se déborderent aux isles de Sainte Lucie, de Saint Vincent, de la Dominique. C'étoient des possessions précaires & d'une qualité médiocre. Les auroit-on préférées à une isle dont le terrain étoit meilleur & la propriété incontestable? Ainsi raisonnoit un gouvernement qui n'avoit pas alors sur le commerce & les plantations des colonies assez de lumieres pour discerner les vrais motifs du peu de penchant que ses sujets avoient pour Tabago.

Une colonie naissante, sur-tout quand elle est fondée avec de foibles moyens, a besoin de secours immédiats pour subsister. Elle ne peut faire des progrès qu'à mesure qu'elle trouve la consommation de ses premieres denrées. Celles-ci sont pour l'ordinaire d'une espece commune, qui ne valant pas les frais d'une longue exportation, ne se vend guere que dans les lieux voisins, & même insensiblement, par les profits médiocres à l'entreprise des grandes cultures qui sont l'objet du commerce

des Européens avec les Antilles. Or Tabago étoit trop éloigné des grands établissemens François, pour attirer des habitans par cette gradation de succès. On lui préféra des isles moins abondantes, mais plus rapprochées des ressources.

Le néant où tout l'avoit plongée, ne l'avoit pas dérobée à l'œil avide de l'Angleterre. Cette isle orgueilleuse qui se croit la reine des isles, parce qu'elle est la plus florissante de toutes, prétendoit avoir des droits imprescriptibles sur Tabago, pour l'avoir occupée pendant six mois. Ses forces ont couronné ses prétentions; & la paix de 1763 a justifié le succès de ses armes, en lui cédant une possession qu'elle vengera de l'inaction des François.

Presque toutes les propriétés des Antilles, devinrent le tombeau de leurs premiers colons, qui agissant au hazard, dans des temps d'inexpérience, sans aucun concours de leur Métropole, faisoient autant de fautes que de pas. Leur avidité méprisa la méthode des naturels du pays, qui pour diminuer la trop grande influence d'un soleil éternellement ardent, séparoient les petites portions de terrain qu'ils étoient forcés de défricher, par de grands espaces couverts d'arbres

& d'ombres. Ces ſauvages inſtruits par l'expérience plaçoient leurs longemens au milieu des bois, dans la crainte des exhalaiſons vives & dangereuſes qui ſortoient d'une terre qu'ils venoient de remuer.

Les deſtructeurs de ce peuple ſage, preſſés de jouir, abandonnerent cette méthode trop lente; & dans l'impatience de tout cultiver, ils abattirent précipitamment des forêts entieres. Auſſi-tôt des vapeurs épaiſſes s'éleverent d'un ſol échauffé pour la premiere fois des rayons du ſoleil. Elles augmenterent à meſure qu'on fouilla les champs, pour les enſemencer ou les planter. Leur malignité s'introduiſit par tous les pores, par tous les organes du cultivateur que le travail entretenoit dans une tranſpiration exceſſive & continuelle. Le cours des liqueurs fut intercepté; tous les viſceres ſe dilaterent, le corps enfla; l'eſtomac ceſſa ſes fonctions. L'homme mourut. Echappoit-on aux ardeurs peſtilentielles du jour? La nuit, on reſpiroit la mort avec le ſommeil, dans des cabanes dreſſées à la hâte, au milieu des terres défrichées ſur un ſol dont la végétation trop active & mal ſaine, conſumoit les hommes, avant de nourrir les plantes.

D'après ces obſervations, voici le plan

qu'il seroit bon de suivre dans l'établissement d'une colonie nouvelle. En y arrivant, nous examinerions quels sont les vents qui regnent le plus dans l'archipel de l'Amérique ; & nous trouverions qu'ils y sont réguliers du sud-est, au nord-est. Si nous avions la liberté du choix, si la nature du terrain n'y mettoit point d'obstacle, nous éviterions de nous placer sous le vent, de peur qu'il n'apportât continuellement dans notre sein la vapeur des terres nouvellement défrichées, & n'infectât par l'exhalaison des plantations neuves, une plantation qui se seroit purifiée avec le temps. Ainsi nous devrions fonder notre colonie au vent de tous les pays qu'il s'agiroit de mettre en culture. D'abord on construiroit dans les bois tous les logemens, autour desquels nous ne laisserions pas couper un seul arbre. Le séjour des bois est sain. La fraîcheur qu'ils conservent même pendant la plus grande chaleur du jour, empêche cette surabondance de transpiration qui fait périr la plupart des Européens, par la sécheresse & l'acrimonie d'un sang inflammable & dépouillé de son fluide. On allumeroit du feu pendant la nuit dans les cases, pour diviser le mauvais air qui pourroit s'y être introduit. Cet usage établi constamment dans certaines par-

ties de l'Afrique, auroit en Amérique l'effet qu'on doit en attendre, eu égard à l'analogie des deux climats.

Ces précautions prises, nous commencerions à abattre le bois, mais à l'éloignement de cinquante toises au moins des cabanes. Lorsque la terre seroit découverte, les esclaves seroient envoyés au travail à dix heures du matin seulement, c'est-à-dire après que le soleil auroit divisé les vapeurs, & que le vent les auroit chassées. Les quatre heures perdues depuis le lever du jour seroient plus que compensées par l'activité des cultivateurs dont on ménageroit les forces, & par la conservation de l'espece humaine. On continueroit cette attention, soit qu'il fallût défricher les terres ou les ensemencer, jusqu'à ce que le sol bien purgé, bien affermi, permît d'y établir les colons & de les occuper à toutes les heures du jour, sans avoir rien à craindre pour leur sûreté. L'expérience a justifié d'avance la nécessité de toutes ces mesures.

Pour avoir d'abord occupé le dessous du vent, les Anglois ont péri en foule, & Tabago a perdu beaucoup d'esclaves; quoi qu'ils fussent tous venus ensemble des colonies voisines. Eclairés par cette disgrace, ils se sont portés au dessus du

vent, & la mortalité s'eſt arrêtée. Cet établiſſement qui devoit être commencé immédiatement après la paix a été très-retardé, parce que l'uſage où eſt l'Angleterre de vendre le ſol de ſes iſles, a entraîné des formalités ſans nombre qui ont ſuſpendu les défrichemens. Ce n'eſt qu'en 1766 qu'ont été adjugés quatorze mille acres de terre, diviſés en lots de cinq cents acres chacun. On a fait depuis une nouvelle adjudication ; mais, ni dans la premiere, ni dans la ſeconde, il n'a été permis à aucun cultivateur d'acquérir plus d'un lot. La loi s'eſt étendue ſur Saint Vincent & ſur la Dominique, avec cette reſtriction que dans celle-ci, le lot n'a été que de trois cents acres. Dans les trois acquiſitions, l'acre n'a coûté que vingt à vingt-cinq ſchellings. Le cinquieme de cette ſomme a été payé comptant. Il n'a été fourni que dix pour cent dans les deux premieres années ; mais il faudra fournir vingt pour cent par an juſqu'à la fin du paiement. On a de plus aſſervi chaque colon à mettre un blanc & deux blanches ſur ſon habitation, pour chaque centaine d'acres qu'il défrichera. Une difficulté ſe préſente. Les Anglois en plaçant deux femmes par homme dans une habitation s'expoſent donc à laiſſer une femme

ſans homme, ou à donner un ſeul homme à deux femmes. C'eſt tomber ou dans la polygamie que le chriſtianiſme défend, ou dans le célibat que le proteſtantiſme rejette : car on ne ſuppoſe pas que les Anglois veuillent mêler en Amérique leur ſang avec celui des negres. Quoi qu'il en ſoit, un colon ne peut ſe ſouſtraire à cette obligation qu'en payant vingt livres ſterlings pour chaque femme, & le double de cette ſomme pour chaque homme qui lui manquera.

Malgré cette ſorte de gêne, le caractere Anglois ne permet pas de douter que Tabago ne s'éleve entre leurs mains d'une inertie profonde, au faîte de la plus riche culture. A ce brillant période, il ſurpaſſera par la qualité, par l'abondance de ſes productions toutes les poſſeſſions que cette nation a acquiſes dans le nouveau monde. Des ſpéculateurs qui peuvent le mieux apprécier les rapports de ſon étendue avec le genre de ſa fécondité, ne balancent pas à dire que cette iſle donnera chaque année à ſa Métropole, cinquante mille barriques de ſucre brut, ſans parler de quelques autres denrées d'un moindre prix. Elle effacera la Jamaïque; elle augmentera les richeſſes de la Grenade.

Cette isle, située sous le vent de Tabago, n'a que neuf ou dix lieues de long, sept dans sa plus grande largeur, & vingt ou vingt-deux de circonférence. Ses plaines sont coupées par quelques montagnes peu élevées, & par un nombre podigieux de ruisseaux assez considérables. Elle a sous le vent un port si vaste que soixante vaisseaux de guerre y seroient au large, & si sûrs qu'ils pourroient se dispenser de jeter l'ancre.

Quoique les François instruits de la fertilité de la Grenade eussent formé dès l'an 1638 le projet de s'y établir, ils ne l'exécuterent qu'en 1651. En arrivant, ils donnerent quelques haches, quelques couteaux, un baril d'eau-de-vie au chef des sauvages ; & croyant à ce prix avoir acheté l'isle, ils trancherent du souverain. Bientôt ils agirent en tyrans. Les Caraïbes, ne pouvant les combattre à force ouverte, prirent le parti que la foiblesse inspire toujours contre l'oppression, de massacrer tous ceux qu'ils trouvoient à l'écart & sans défense. Les troupes qu'on envoya pour soutenjr la colonie au berceau, ne virent rien de plus sûr, de plus expéditif, que de détruire tous les naturels du pays. Le reste des malheureux qu'ils avoient exterminés, se réfugia sur une roche escarpée, aimant

mant mieux se précipiter tout vivans de ce sommet que de tomber entre les mains d'un implacable ennemi. Les François nommerent légérement ce roc, *le morne des sauteurs*, nom qu'il conserve encore.

Un gouverneur avide, violent, inflexible, les paya justement de tant de cruautés. La plupart des colons révoltés de sa tyrannie, se réfugierent à la Martinique ; & ceux qui étoient restés sous son obéissance, le condamnerent au dernier supplice. Dans toute la cour de justice qui fit authentiquement le procès à ce brigand, un seul homme nommé Archangeli, savoit écrire. Un maréchal ferrant fit les informations. Au lieu de sa signature, il avoit pour sceau un fer à cheval, autour duquel Archangeli, qui remplissoit l'office de greffier, écrivit gravement : *marque de monsieur de la Brie, conseiller rapporteur.*

On craignit sans doute que la cour de France ne ratifiât pas un jugement si extraordinaire & réduit à des formalités inouies, quoique dictées par le bon-sens. La plupart des juges du crime & des témoins du supplice disparurent de la Grenade. Il n'y demeura que ceux qui par leur obscurité devoient se dérober à la perquisition des

loix. Le dénombrement de 1700 atteſte, qu'il n'y avoit dans l'iſle que 251 blancs, 53 ſauvages ou mulâtres libres, & 525 eſclaves. Les animaux utiles ſe réduiſoient à 64 chevaux & 569 bêtes à corne. Toute la culture conſiſtoit en trois ſucreries & cinquante-deux indigoteries.

Tout changea de face vers l'an 1714; & ce changement fut l'ouvrage de la Martinique. Cette iſle jetoit alors les fondemens d'une ſplendeur qui devoit étonner toutes les nations. Elle envoyoit à la France des productions immenſes, dont elle étoit payée en marchandiſes précieuſes. Elle portoit ce qu'elle avoit reçu de plus riche, aux côtes Eſpagnoles. Ses bâtimens touchoient en route à la Grenade, pour y prendre des rafraîchiſſemens. Les corſaires marchands qui ſe chargeoient de cette navigation, apprirent à cette iſle le ſecret de ſa fertilité. Son ſol n'avoit beſoin que d'être mis en valeur. Le commerce rend tout facile. Quelques négocians fournirent les eſclaves & les uſtenſiles pour élever de nouvelles ſucreries. On comptoit s'établir entre les deux colonies. La Grenade ſe libéroit peu à peu avec ſes riches productions, & la ſolde entiere alloit ſe terminer, lorſque la guerre de 1744 in-

terceptant la communication des deux isles, arrêta du même instant les progrès de la culture à sucre. On y suppléa par celle du café qui pendant les hostilités fut poussée avec toute la vigueur & l'essor que l'industrie avoit pris.

A la fin des troubles, la population de la Grenade consistoit en 1142 blancs; 189 mulâtres ou negres libres ; 8700 esclaves ; 2002 chevaux ou mulets ; 2483 bêtes à corne ; 5112 moutons ou chevres ; 1351 cochons formoient ses troupeaux. Ses cultures s'élevoient à 161200 pieds de cacao, à 1680070 pieds de café, à 83 sucreries. Elle avoit pour ses vivres [illegible] quarrés de terre en patates & en ignames ; 1953430 pieds de bananes ; 3860050 fosses de manioc. L'indigo étoit tout-à-fait tombé. Il ne restoit aucun vestige de cette ancienne production de la colonie.

La paix de 1748 ranima toutes les ressources & les travaux. Bientôt on vit à la Grenade seize mille esclaves qui tirerent de son sol & du sang de leurs veines près de quatre millions pesant de café, & douze millions pesant de sucre terré. Ces deux cultures pouvoient encore augmenter d'un tiers ; & la valeur en auroit été portée avec le temps & le travail qui dompte le temps, à treize

millions de livres tournois. Les fievres opiniâtres & les hydropisies qui depuis trente ans, consumoient les hommes à proportion qu'ils abattoient des bois, auroient cessé sans doute avec les défrichemens où le colon trouvoit la mort en y cherchant la vie. Mais la France a perdu ses espérances avec ses biens. Elle ne jouira plus des trésors que lui apportoit la Grenade. Des malheurs trop mérités ont fait avorter ses précautions tardives. La rage de jouir avant le temps & sans mesure, cette maladie qui des mœurs a gagné le gouvernement d'une nation, digne pourtant d'être aimée de ses maîtres ; cette prodigalité qui moissonne quand il faudroit semer, qui détruit d'une main le passé, de l'autre l'avenir, qui seche & dévore le fonds des richesses par l'anticipation des revenus ; ce désordre qui résulte des besoins où le défaut de principe & d'expérience ne manque jamais de réduire un état, qui n'a que des forces sans vues & des moyens sans conduite ; l'anarchie qui regne au timon des affaires ; la précipitation, la brigue subalterne, le vice ou le manque de projets ; d'un côté la hardiesse de tout faire impunément, & de l'autre la crainte de parler, même pour le bien public : ce concours de

maux qui s'entraînent de loin, a fait paſſer la Grenade entre les mains des Anglois, qui poſſedent cette conquête par le traité de 1763. Mais juſqu'à quand? Sera-ce ſans retour ? François, répondez-moi.

L'Angleterre n'a pas heureuſement débuté. Dans le premier enthouſiaſme d'un acquiſition dont on avoit d'avance la plus haute idée, chacun s'eſt hâté d'y rechercher des habitations. Elles ont été achetées beaucoup au-deſſus de leur valeur réelle. Cette fantaiſie, en expulſant de l'iſle d'anciens colons habitués au climat, a fait ſortir de la Métropole un million & demi de livres ſterlings. A cette imprudence a ſuccédé une autre imprudence. Les nouveaux propriétaires, aveuglés ſans doute par l'orgueil national, ont ſubſtitué de nouvelles méthodes à celles de leurs prédéceſſeurs. Ils ont voulu changer la maniere de vivre des eſclaves. Les negres, que leur ignorance même attache plus fortement à leurs habitudes que le commun des hommes, ſe ſont révoltés. Il a fallu faire marcher des troupes & verſer du ſang. Toute la colonie s'eſt remplie de ſoupçons. Des maîtres qui s'étoient etés dans la néceſſité de la violence, ont craint d'être brûlés ou aſſaſſinés dans

leurs plantations. Les travaux ont langui, ont même été interrompus ; avec plus de moyens on a obtenu moins de denrées. Le calme s'eſt enfin rétabli. Les cultures reprennent leur cours ordinaire ; & l'on ne doute plus de leurs progrès.

Si quelque choſe peut les hâter & les accroître, c'eſt le voiſinage d'une douzaine d'iſles qui dépendent de la colonie ſous le nom de Grenadins. Elles ont depuis trois juſqu'à huit lieues de circonférence. On n'y voit point couler de ſources d'eau. L'air y eſt ſain. La terre couverte ſeulement de halliers clairs n'a point été défendue des rayons du ſoleil : elle n'exhale point de ces vapeurs mortelles qui attaquent la vie des cultivateurs.

Cariacou, la ſeule de ces iſles que les François aient occupée, fut d'abord fréquentée par quelques pêcheurs de tortues, qui dans les intervalles de loiſir que leur laiſſoit un métier facile, ſe mirent à défricher. Avec le temps leur petit nombre fut groſſi par des habitans de la Guadeloupe, qui voyant leurs plantations détruites par une eſpece particuliere de fourmis, allerent porter à Cariacou leur induſtrie. Elle fleurit à l'ombre de la liberté. Ils y raſſemblerent

environ mille esclaves qu'ils employoient à cultiver trois mille cinq cents quintaux de coton, dont le produit annuel peut être estimé soixante mille livres sterlings.

Les autres Grenadins ne promettent pas autant d'avantages, si l'on en excepte Becouya. La fertilité de cette isle sembloit devoir la faire préférer, même à Cariacou ; mais un port que la mer y forme au nord, & qui dans les temps de guerre est toujours couvert de corsaires, auroit trop exposé la fortune des habitans. La supériorité de la marine Angloise qui met toutes ses colonies à l'abri de l'invasion, enhardira peut-être quelques cultivateurs à s'établir à Becouya. Ils y seront d'autant plus en sûreté, que cette isle n'est qu'à deux lieues de celle de St. Vincent.

Lorsque les Anglois & les François, qui ravageoient depuis quelques années les isles du Vent, voulurent donner en 1660 de la consistance à des établissemens qu'on n'avoit encore qu'ébauchés, ils convinrent que la Dominique & Saint Vincent resteroient en propre aux Caraïbes. Quelques-uns de ces sauvages, dispersés jusqu'à ce moment, allerent chercher leur asyle dans la premiere, & le plus grand nombre dans la seconde.

C'est-là que ces hommes doux, modérés, amis de la paix & du silence, vivoient au milieu des bois, en familles éparses, sous la direction d'un vieillard que l'âge seul avoit instruit & appellé au gouvernement. L'empire passoit successivement dans toutes les familles, où le plus âgé devenoit toujours roi, c'est-à-dire, guide & pere de la nation. Ces sauvages ignorans ne connoissoient pas encore l'art sublime de soumettre & de gouverner les hommes par la force des armes; d'égorger les habitans d'un pays, pour en posséder légitimement les terres; d'accorder au vainqueur la propriété, au vaincu le travail des pays de conquête; & de dépouiller à la longue l'un & l'autre des droits & des fruits par des taxes arbitraires.

La population de ces enfans de la nature s'accrut tout-à-coup d'une race d'Africains, dont on n'a pu savoir exactement l'origine. Un navire, dit-on, qui transportoit des negres pour les vendre, vint échouer à St. Vincent, & les esclaves échappés au naufrage y furent accueillis comme des freres par les sauvages. D'autres prétendent que ces noirs sont des transfuges qui ont déserté les plantations des colonies voisines. Une troisieme tradition veut que ce sang

étranger provienne des negres que les Caraïbes enlevoient aux Eſpagnols dans les premieres guerres de ces Européens contre les Indiens. Si l'on en croit du Tertre, le plus ancien hiſtorien des Antilles, ces terribles ſauvages, impitoyables envers les maîtres, épargnoient les captifs, les emmenoient chez eux, leur rendoient la liberté pour jouir de la vie, c'eſt-à-dire, du ciel & du ſol, des droits & des fruits de la nature qu'aucun homme ne doit ni ravir, ni refuſer à perſonne.

C'eſt peu. Les maîtres de l'iſle donnerent leurs filles en mariage à ces étrangers, quel que fût le haſard qui les eût conduits. L'eſpece procréée de ce mélange forma une génération qu'on appella Caraïbes noirs. Ils ont plus conſervé de la couleur primitive de leurs peres, que la nuance mitoyenne de leurs meres. Le Caraïbe rouge eſt de petite ſtature; le Caraïbe noir eſt grand, robuſte, & cette race doublement ſauvage parle avec une véhémence qui ſemble tenir de la colere.

Cependant le temps éleva des nuages entre ces deux nations. Ils furent apperçus de la Martinique. On réſolut de profiter de cette méſintelligence, pour s'élever ſur les ruines de l'un & de l'autre

parti. On prétexta que les Caraïbes noirs donnoient asyle aux esclaves déserteurs des isles Françoises. L'imposture n'enfante que l'injustice. On attaqua sans raison ceux qu'on accusoit à tort. Mais le peu de monde qui fut employé à cette expédition ; la jalousie des chefs qu'on y destina ; la défection des Caraïbes rouges, qui ne voulurent donner contre leurs rivaux aucun des secours qu'ils avoient promis à des alliés trop dangereux ; la difficulté des subsistances ; l'impossibilité de joindre des ennemis cachés dans des bois & dans des montagnes ; tout concourut à faire échouer une entreprise aussi téméraire que violente. Il fallut se rembarquer, après avoir perdu bien des hommes utiles ; mais la victoire des sauvages ne les empêcha pas de demander la paix en suppliant. Ils inviterent même les François à venir vivre avec eux, leur jurant une amitié sincere, une concorde inaltérable. Cette proposition fut acceptée ; & l'on vit dès l'année suivante, qui fut 1719, plusieurs habitans de la Martinique aller se fixer à Saint Vincent.

Les premiers s'établirent paisiblement, non seulement de l'aveu, mais avec le secours même du Caraïbe rouge.

Ce ſuccès en attira d'autres qui, par jalouſie ou d'auttes motifs, enſeignerent aux ſauvages un funeſte ſecret. Ce peuple, qui ne connoiſſoit de propriété que celle des fruits, parce que c'eſt la récompenſe du travail, fut étonné d'apprendre qu'il pouvoit vendre la terre qu'il avoit cru jusqu'alors appartenir à tous les hommes. Cette ſcience lui mit la toiſe à la main. Il poſa des bornes; & dès ce moment la paix & le bonheur furent exilés de ſon iſle. Le partage des terres amena la diviſion entre les hommes. Voici les cauſes de la révolution qui ſuivit l'eſprit de propriété.

Lorſque les François étoient arrivés à Saint Vincent, c'étoit avec des eſclaves pour défricher & cultiver. Les Caraïbes noirs humiliés, effrayés de reſſembler à des hommes avilis par la ſervitude, craignirent qu'on n'abusât un jour de la couleur qui trahiſſoit leur origine, pour les attacher au même joug, & ſe réfugierent dans la plus profonde épaiſſeur des bois. Là, pour s'imprimer à jamais une marque diſtinctive qui fût le ſigne de leur indépendance, ils aplatirent le front de leurs enfans, à meſure qu'ils venoient au monde. Les hommes & les femmes, dont la tête n'avoit pu ſe plier à cet étrange forme, n'oſe-

rent plus paroître, sans le caractere ineffaçable & visible de la liberté. La génération suivante parut un peuple nouveau. Les Caraïbes au front applati, tous à peu près du même âge, grands, bienfaits, vigoureux & farouches, vinrent sur les côtes planter des cabanes.

Dès qu'ils surent le prix que les Européens mettoient à la terre qu'ils habitoient, ils prétendirent y participer comme les autres insulaires. On appaisa d'abord ce premier instinct de cupidité par des présens d'eaux-de-vie & de quelques sabres. Mais peu contens de ces armes, ils demanderent bientôt des fusils, comme en avoient reçu les Caraïbes rouges. Alors ils voulurent avoir leur part à la valeur de tout le terrain qui se vendroit à l'avenir, au produit des ventes qu'on en avoit déjà faites. Irrités de ce qu'on leur refusoit de les associer à ce partage fraternel, ils formerent une tribu séparée, jurerent de ne plus s'allier avec les Caraïbes rouges, se donnerent un chef, & commencerent la guerre.

Le nombre des combattans pouvoit être égal de part & d'autre, mais la force ne l'étoit pas. Les Caraïbes noirs eurent sur les rouges tout l'ascendant que l'industrie, la valeur & l'audace prennent bientôt sur la foiblesse de tem-

pérament & la timidité de caractere. Cependant l'esprit d'équité qui n'abandonne guere l'homme sauvage, fit consentir le vainqueur à partager avec le vaincu le territoire de l'isle situé sous le Vent. C'étoit le seul dont les deux partis fussent jaloux, parce qu'il leur attiroit les présens des François.

Le Caraïbe noir ne gagna rien à l'accord qu'il avoit dicté lui-même. Les nouveaux cultivateurs qui débarquoient dans l'isle, alloient tous s'établir dans le quartier de son rival, où la côte étoit plus accessible. Cette préférence ranima une haine mal éteinte. Les combats recommencerent. Les rouges toujours battus se retirerent au vent de l'isle. Plusieurs allerent sur leurs canots descendre en terre ferme, ou se réfugier à Tabago. Le peu qui resta vécut séparé des noirs.

Ceux-ci, conquérans & maîtres de toute la côte sous le vent, exigerent des Européens qu'ils achetassent de nouveau les terres qu'ils avoient déjà payées. Un François voulut montrer un contrat d'acquisition passé avec un Caraïbe rouge. *Je ne sais point*, lui dit un Caraïbe noir, *ce que dit ton papier; mais lis ce qui est écrit sur ma fleche. Tu dois y voir en caracteres qui ne mentent point*,

que si tu ne me donnes pas ce que je te demande, j'irai brûler ce soir ton habitation. C'est ainsi que raisonnoit avec des faiseurs d'écritures, un peuple qui n'avoit point appris à lire. Il usoit du droit de la force, avec autant d'assurance, avec aussi peu de remords que s'il avoit connu le droit divin, le droit politique & le droit civil.

Le temps, qui change les procédés avec les intérêts, mit fin à ces vexations. Les François sans doute furent les plus forts à leur tour. Ils ne s'amuserent plus à élever des volailles, à cultiver des légumes, du manioc, du mays, du tabac, pour aller les vendre à la Martinique. En moins de vingt ans, des cultures plus importantes occuperent huit cents blancs & trois mille noirs. La vente annuelle des nouvelles denrées montoit à quinze cents mille francs. L'isle de Saint Vincent étoit dans cette situation, quand elle tomba sous la domination Angloise. Elle y est attachée par le traité de 1763.

Les François qui avoient commencé à défricher ce pays, de tout temps inculte, n'avoient aucun doute sur le titre de leur propriété. Ils la tenoient des habitans originaires, qui peut-être avoient pu disposer d'un terrain que la nature

leur avoit donné. Quelle fut leur surprise, lorsqu'on leur annonça que la Grande-Bretagne qui n'avoit traité ni avec eux, ni avec les Caraïbes, se croyoit autorisée à les dépouiller, par des principes reçus en Europe, à moins qu'ils ne rachetassent des champs qu'ils avoient arrosés de leurs sueurs? En vain se récrierent-ils contre une oppression si contraire à l'ordre naturel, & même au droit des nations. Leurs plaintes ne furent plus écoutées. Les chefs de la colonie n'oserent suspendre les ordres de la Métropole qui avoit prescrit indistinctement la vente de toutes les terres. Le parlement se proposoit de suppléer par ce foible moyen au vuide que les frais de la guerre avoit laissé dans le fisc de la nation. Mais ce but ne fut pas rempli. De vaines formalités absorberent presque les soixante-dix mille livres sterlings que devoient produire les concessions à faire dans les trois isles appellées neutres. Quand même l'axiome des Européens, cet axiome faux & barbare, que les terres habitées par les sauvages, sont censées vacantes, eût pu être rejeté des Anglois qui en avoient abusé si souvent, pour usurper à l'exemple des Espagnols; quand les François n'auroient pas eu droit d'acheter, ce qu'ils

avoient du moins eu le droit de voler ; quand ils n'auroient pas acquis légitimement par le travail, des terres qu'ils avoient obtenues par des présens ; enfin quand le trésor public de l'Angleterre, exténué par une guerre peut-être injuste, auroit dû se remplir par les rapines de la paix & profiter de ces ventes illégitimes, il étoit contre ses intérêts & ses principes économiques, de rançonner ainsi des hommes actifs qui devoient accélérer les progrès d'une colonie qu'ils avoient su fonder.

Mais la dureté de la nouvelle domination les dispersa. Quelques-uns passerent à Saint Martin, à Marie Galande, à la Guadeloupe, à la Martinique. Le plus grand nombre se porta à Sainte Lucie qu'on commençoit à peupler, en donnant gratuitement des terrains, à qui vouloit les défricher. Tous amenerent leurs esclaves. L'émigration ne fut pourtant pas universelle. Quelques François, moins attachés à leurs parens, moins amoureux d'une patrie qui les avoit, pour ainsi dire, aliénés, préférerent de rester sous le joug du vainqueur, dans un sol fertile où la fortune les avoit jetés. Après la premiere humeur du mécontentement, la réflexion leur démontra qu'ils gagneroient encore plus

à racheter les terres dont ils jouissoient, qu'à s'aller établir dans de nouveaux terrains dont le fonds ne leur coûteroit rien.

Leur fortune, qui n'a jamais eu proprement de base, doit s'affermir, doit s'étendre, à l'ombre du gouvernement Anglois. L'isle, qu'ils partagent avec leurs nouveaux concitoyens, est très-favorable à la culture du rocou & du cacao. On y recueilloit avant la conquête trois millions pesant de café qu'il est possible de porter à trente. Le coton n'y sera jamais si abondant, parce que peu de terres y sont propres. Le pays est trop haché, pour qu'on puisse raisonnablement espérer d'y faire beaucoup de sucre. Ce n'est pas qu'au vent de la colonie, il n'y ait une vaste plaine où l'on pourroit former quarante habitations qui donneroient quinze à seize millions pesant de cette riche production. Mais des précipices affreux empêcheroient de les tirer par terre, & la côte n'est accessible que pour des canots Caraïbes trop aisément sujets à être submergés. A moins que la navigation Angloise ne réussisse à dompter tous les obstacles que la mer oppose à l'audace humaine, il faudra se contenter de neuf ou dix sucreries déjà commencées à la

pointe du nord, & dont le produit ne s'élevera jamais au-dessus de trois ou quatre millions pesant. On n'en peut pas espérer beaucoup plus de la Dominique.

C'est une isle un peu plus grande que Saint Vincent. Au centre de son enceinte, qui renferme treize lieues de longueur sur neuf lieues au plus dans la largeur, sont des montagnes inaccessibles qui versent de nombreuses rivieres d'une eau excellente sur un terrain fécond, mais inégal.

Ce pays étoit habité par ses propres enfans. En 1732 ou y trouva 938 Caraïbes, répandus dans trente-deux Carbets. 349 François y occupoient une partie de la côte que les sauvages leur avoient abandonnée. Ces Européens n'avoient pour instrumens, ou plutôt pour compagnons de leur culture, que 23 mulâtres libres, & 338 esclaves. Tous étoient occupés à élever des volailles, à produire des denrées comestibles pour la consommation de la Martinique, & à soigner 72200 pieds de coton. Le café vint enrichir la masse de ces foibles productions. Enfin l'isle comptoit six cents blancs & deux mille noirs à la paix de 1763 qui la rendit Angloise.

Dès avant la fin du dernier ſiecle, la Grande Bretagne qui marchoit à l'empire des mers en accuſant la France d'aſpirer à la monarchie du continent, cette puiſſance jalouſe d'acquérir & de conquérir, avoit montré pour la Dominique la même ardeur qu'elle a témoigné dans les dernieres négociations, où la victoire lui donnoit le droit de tout choiſir. Ce n'étoit pas pour la culture du café, du coton & du cacao, qu'elle y peut cependant multiplier au delà de ſes eſpérances; ce n'étoit pas pour le ſucre, dont elle ne doit attendre même avec le temps que trois ou quatre mille barriques par année. Un plus grand objet que des établiſſemens de culture, entroit de loin dans ſes vues politiques.

L'Angleterre vouloit attirer à la Dominique les denrées des colonies Françoiſes, pour en faire elle-même le commerce. Juſqu'à ce que la nation dont la fortune a baiſſé avec ſa gloire, ait repris toute ſon activité, & que par la force de ſa marine, elle puiſſe diſpoſer en quelque ſorte du prix de ſes productions, & les empêcher de s'écouler de ſes établiſſemens par les fauſſes portes d'un commerce interlope : juſqu'à ce moment de proſpérité, l'intérêt

réciproque des cultivateurs François & des négocians Anglois, forcera toutes les barrieres que l'autorité de la cour de Versailles pourra leur opposer. Cette communication se maintiendra par l'entremise des anciens colons qui sont restés à la Dominique, malgré la rigueur du nouveau gouvernement qui les a rançonnés comme ceux de St Vincent. Ce n'est pas pourtant la seule faute qu'ils puissent reprocher au ministere Anglois. En rendant tous les ports de l'isle libres & francs, il a soumis chaque tête de negre qu'on y feroit entrer, à un droit de trente schellings. On a même poussé l'imprudence de cette avidité fiscale, jusqu'à faire payer avant la vente une partie de ce fol impôt. Ainsi les vaisseaux qui viennent de Guinée sont obligés de porter de l'argent à la Dominique ou de l'y emprunter à un prix excessif; ce qui doit les en éloigner, ou faire enchérir une marchandise, dont le commerce vil pour l'humanité n'est que trop cher pour la cupidité.

Mais le grand avantage de cette isle pour les Anglois, c'est que, située entre la Guadeloupe & la Martinique, à une très-petite distance de l'une & de l'autre, elle menace également leur sûreté. Ses rades sûres & commodes mettront les

armateurs & les escadres de la Métropole à portée d'intercepter sans risque la navigation de la France dans ses colonies, la communication même des deux isles entr'elles. Il semble que l'Angleterre se soit emparée par la paix de tous les défilés & de tous les postes pour la guerre. Résumons ses possessions. Pour une puissance maritime & commerçante, évaluer ses colonies, c'est apprécier ses forces.

Le nombre des esclaves qui cultivent les isles Angloises, monte environ à deux cents trente mille. Mais leur travail produit moins de denrées qu'une égale population dans les colonies Françoises. Cette différence peut se rapporter à trois causes. Le sol des possessions Britanniques, inférieur de sa nature, est plus usé par l'ancienneté de sa culture. Le soin des habitations y est communément abandonné à des mercenaires, gens moins actifs, moins intelligens, moins économes que des propriétaires. L'exploitation des terres & les moyens de réproduction, n'y ont pas acquis autant de perfection.

La population des blancs, qui dans les colonies Françoises est respectivement à celle des noirs comme un à six, n'est guere dans les colonies Angloises

que comme un à onze. C'eſt que les iſles Angloiſes ne ſont qu'agricoles ; au lieu que les iſles Françoiſes ſont agricoles & marchandes. A ces deux titres cependant, la Barbade qui fait le commerce des eſclaves, & la Jamaïque qui s'eſt formé des liaiſons interlopes avec les côtes Eſpagnoles, doivent avoir une population blanche plus nombreuſe, à proportion, que les autres poſſeſſions de la même dépendance.

Cette diſproportion entre les blancs & les noirs n'a pas été toujours la même dans les colonies Angloiſes. Elles contenoient autrefois un très-grand nombre d'Européens, mais ils ont diſparu à meſure que les petites cultures ont diminué, & que l'eſpace qu'elles occupoient a été fondu dans les ſucreries qui exigent un terrain très-vaſte. On les a vus ſe réfugier ſucceſſivement dans de nouvelles iſles, ſe retirer dans l'Amérique ſeptentrionale, ou repaſſer dans la Métropole. Ce n'eſt pas qu'il n'y eût, pour les remplacer, autant d'hommes indigens & déſœuvrés en Angleterre, que dans les premiers temps de l'émigration d'Europe en Amérique. Mais cet eſprit d'aventure & d'entrepriſe, que la nouveauté de l'objet & le concours des circonſtances avoient fait éclore, a été

étouffé, loin d'être entretenu par les colons. En vain les loix ont statué que chaque propriétaire auroit sur son habitation un nombre de blancs proportionné à celui des noirs. Ces ordonnances sont sans force. On préfere le risque, aujourd'hui rare & léger, de payer une foible amende, à l'observation d'un réglement plus coûteux que la peine de la contravention. Mais le défaut du nombre des blancs est compensé par des avantages qui les distinguent.

Tous ceux qui habitent les isles Angloises sont enrégimentés. Cette sujétion qui n'expose, ni aux caprices d'un gouverneur, ni à l'orgueil insultant des troupes réglées, n'humilie, ne blesse personne. Si cette milice est inférieure par la discipline aux soldats d'Europe, elle l'emporte de beaucoup par l'ardeur & par le courage. Si elle étoit assez nombreuse pour repousser un ennemi dont le gouvernement est presque militaire, elle déchargeroit la Métropole du soin d'envoyer à des frais & des risques immenses, des troupes qui périssent la plupart sans avoir rien fait. Mais à peine cette milice des colonies suffit-elle à contenir les noirs, qui sont très-portés à se soulever contre le joug Anglois; comme si dans tous les temps l'esclavage eût été

d'autant plus dur chez les nations libres, qu'il y est plus injuste & plus choquant. Telle est donc la marche de l'homme vers l'indépendance, qu'après avoir secoué le joug, il veut l'imposer; & que le cœur le plus impatient de la servitude, devient le plus amoureux de la domination.

Quoique la Grande-Bretagne n'ait jamais établi d'impôts directs dans ses colonies, elles sont plus chargées de taxes qu'on ne l'est dans des gouvernemens moins modérés. Abandonnées à leurs propres forces, il leur a fallu trouver en elles-mêmes des ressources contre les désastres qui ont suivi les grands mouvemens de la nature, si fréquens dans ces climats. Obligés de remédier nécessairement aux malheurs de la guerre, & de pourvoir aux soins de leurs défenses: des fortifications qu'elles ont élevées, ont entraîné des contributions volontaires, mais abondantes, mais ruineuses par les dettes qu'il a fallu contracter. L'administration civile, par une contradiction manifeste avec l'esprit républicain qui est un esprit d'économie & de désintéressement, y a toujours été très-chere, & la chose publique n'a jamais marché qu'à prix d'argent. C'est un inconvénient inévitable chez un peuple

commerçant,

commerçant, libre ou non, il n'aime & n'eſtime à la longue que les richeſſes. La ſoif de l'or étant plus l'ouvrage de l'imagination que du beſoin, on ne s'en raſſaſie pas comme des autres alimens de nos paſſions. Celles-ci ſont iſolées & n'ont qu'un temps, elles ſe combattent ou ſe ſuccedent; la paſſion de l'or nourrit & ſatisfait toutes les autres, du moins elle y ſupplée, à meſure qu'elle les uſe par les moyens qu'elle fournit de les aſſouvir. Il n'eſt point d'habitude qui ſe fortifie plus par l'uſage que celle d'amaſſer; elle ſemble s'irriter également par les jouiſſances de la vanité & par les privations de l'avarice. L'homme riche a toujours beſoin de remplir ou de groſſir ſon tréſor. C'eſt une expérience conſtante qui s'étend des individus aux nations. Depuis que le commerce a élevé des fortunes conſidérables dans toute l'Angleterre, la cupidité y eſt devenue le mobile univerſel & dominant. Les citoyens qui n'ont pas pu ou voulu s'attacher à cette profeſſion la plus lucrative, n'ont pas renoncé cependant au lucre dont les mœurs & l'opinion leur faiſoient un beſoin. Même en aſpirant à l'honneur, ils couroient aux richeſſes. Dans la carriere des loix & des vertus qui doivent ſe chercher & s'ap-

puyer mutuellement, dans la gloire de ſiéger au parlement, ils ont vu le moyen d'agrandir leur fortune. Pour ſe faire élire membre de ce corps puiſſant, ils ont corrompu les ſuffrages du peuple ; & n'ont pas plus rougi de revendre ce même peuple à la cour, que de l'avoir acheté. Chaque voix eſt devenue vénale au parlement. Un miniſtere célebre en avoit le tarif, & s'en vantoit publiquement à la honte des Anglois. C'étoit un devoir de ſa place, diſoit-il, d'acheter les repréſentans de la nation, pour les faire voter, non pas contre, mais ſelon leur conſcience. Eh ! que dit la conſcience, où l'argent a parlé ? Si l'eſprit mercantille a pu répandre dans la Métropole la contagion de l'intérêt perſonnel, comment n'auroit-il pas infecté les colonies dont il eſt le principe & le ſoutien ! Eſt-il bien vrai que chez la fiere Albion, un citoyen aſſez généreux pour ſervir la patrie par amour de la gloire, ſeroit un homme d'un monde & d'un ſiecle qui ne ſont plus ? Iſle ſuperbe, puiſſent tes ennemis ne plus s'abandonner à ce vil ſentiment ? Tu leur rendras un jour tout ce qu'ils ont perdu.

Cependant malgré l'énormité des contributions & des dépenſes publiques dans les établiſſemens Anglois, les terres s'y

vendent encore à un très-haut prix. Les Européens & les Américains s'empressent d'en acheter, & cette concurrence en fait enchérir la valeur. Ils sont attirés par l'assurance & la facilité de trouver dans la Métropole un débouché de leurs denrées plus avantageux, que les autres nations ne sauroient en avoir ailleurs. De plus les isles Angloises sont moins exposées à l'invasion & au dégât, que les isles des puissances riches en productions & foibles en vaisseaux. La navigation d'un peuple né pour la mer, se soutient par sa propre force, en guerre comme en paix.

Ce peuple ne néglige rien pour donner un nouveau prix à ses isles. En 1766 il a supprimé le droit de quatre & demi pour cent que les sucres payoient à leur sortie, & les droits imposés sur toutes les autres denrées. Cette exemption s'est étendue aux productions que des isles étrangeres introduiroient dans les siennes. Le gouvernement a plus fait encore. Il s'est chargé de la dépense des garnisons qui doivent garder les nouvelles conquêtes ; dépense qui monte à neuf mille sept cents cinquante-deux livres sterlings, six sols, six deniers & demi. C'est ainsi que le trésor public fait aller au devant des be-

ſoins du commerce, pour en accroître la proſpérité.

Les liaiſons des iſles Angloiſes ſont très-reſſerrées. Aucun navire étranger n'y aborde, ſi ce n'eſt à la Jamaïque, à la Dominique, dont on a fait en 1766 des ports francs. La ſévérité des loix a prévenu ſur cette prohibition importante l'infidélité des gouverneurs. Toute communication avec les différentes nations de l'Europe leur a même été conſtamment interdite; & lorſqu'en 1739 on les autoriſa à y porter directement leurs ſucres, ce fut avec des reſtrictions qui l'empêcherent. L'intérêt de la Métropole eſt de réſerver à ſa conſommation ou à ſon commerce toutes les denrées de ſes iſles. Voici comment s'en fait le partage.

Ces colonies n'ont jamais produit de vivres pour leurs habitans, blancs ou noirs. Elles manquent de bois, de beſtiaux, de poiſſon ſalé. Ces objets de premiere néceſſité leur ſont fournis par la nouvelle Angleterre qui reçoit en échange des eaux-de-vie, de ſucre, du piment, du gingembre, peu d'autres denrées, mais beaucoup de melaſſes qui lui tiennent lieu de ſucre. Jamais il ne lui fut permis de tirer directement cette derniere production, de peur que le bon marché

du sucre faisant abandonner les melasses, les isles ne fussent obligées à donner d'autres denrées en paiement de celles qu'elles tiroient des provinces du nord. La Métropole sentoit bien que le sucre porté d'Amérique en Angleterre, & rapporté d'Angleterre en Amérique ne trouveroit que peu de débouchés ; mais cette considération ne l'arrêta pas. Sa vue principale n'étoit pas de vendre aux colonies septentrionales une production dont elle trouvoit en Europe un débouché facile : elle vouloit spécialement assurer la consommation de ses melasses, & s'approprier par ce moyen tous les riches produits de ses isles. Mais les mesures qui devoient l'assurer de ce but important, furent singuliérement traversées.

La France que d'heureux hazards avoient mise en possession des isles les plus riches du nouveau monde, par cette imprudence qui l'a toujours arrêtée dans l'usage de sa fortune, n'avoit pas songé à faire passer ses sirops & ses eaux-de-vie de sucre dans ses possessions septentrionales. Cette mauvaise politique attira les colons de la nouvelle Angleterre aux isles Françoises. Avec des farines, des légumes, des bois, de la morue, des bestiaux, & même de l'argent, ils alle-

rent y chercher de l'indigo, du coton, du sucre qu'ils avoient le secret de vendre à l'Angleterre, & sur-tout des melasses qu'ils consommoient entiérement. On pourroit prouver que dès l'an 1719, ils en enlevoient vingt mille barriques, & qu'en 1733 cette navigation leur occupoit trois cents navires & près de trois mille matelots.

Cette communication qui mettoit les colonies du continent hors de la dépendance des isles Angloises pour leurs besoins, excita les plaintes des colons insulaires. Ils demanderent au parlement la proscription d'un commerce aussi contraire, disoient-ils, au bien de la Métropole & à leur prospérité, que favorable au progrès des établissemens François. Les septentrionaux de leur côté répondirent, que si cette porte de commerce leur étoit fermée, ils ne pourroient, ni pousser leurs défrichemens, ni faire la traite des pelleteries, ni continuer leurs pêches, ni consommer les manufactures nationales, ni rien ajouter aux richesses, à la considération, aux forces maritimes de la Métropole.

Ce grand procès où presque tous les Anglois avoient plus ou moins d'intérêt, mit les esprits dans une grande fermentation, & fit éclore une foule d'écrits où

l'esprit de parti mêla beaucoup d'animosité. Mais c'est ainsi que la nation s'éclaire sur ses intérêts. Quand elle fut bien instruite, le parlement pour concilier les vues de tous ses colons de l'Amérique, maintint ceux du continent dans la liberté de continuer leur commerce avec les François; mais en faveur des isles, il assujettit les melasses étrangeres, à un droit qui devoit assurer aux nationales la supériorité du débit. Ce droit a souvent varié. Les habitans des isles demandoient en 1764 qu'il fût porté à quatre deniers par galon. Ceux du continent désiroient de n'en payer que deux. Pour satisfaire les uns & les autres, il fut mis à trois. Depuis on a réduit l'impôt à un denier qui est également levé sur les melasses de la nation & de l'étranger. Mais heureusement pour les isles Angloises, la consommation des melasses & des eaux de vie de sucre s'est si fort étendue dans le nord de l'Amérique, & celle de l'eau-de-vie de sucre en Angleterre même, sur-tout en Irlande, qu'elles n'ont jamais manqué de débouché pour ces productions. Tels sont les rapports des isles Angloises avec les colonies septentrionales. Ils sont bien plus considérables avec la Métropole.

Elle fournit à ses isles leur vêtement,

leurs uſtenſiles, leurs eſclaves. C'eſt à peu près le vingtieme de ce qu'elle en retire. La raiſon de cette diſproportion vient de ce que la plupart des propriétaires des habitations conſidérables, vivent toujours en Angleterre, & que leurs agens ne font & ne peuvent faire que peu de conſommations. Leurs affaires ſont, à peu de choſe près, conduites comme celles des grands ſeigneurs le ſont en Europe.

Un négociant de confiance eſt une eſpece d'intendant qui fait paſſer aux iſles tout ce qui eſt néceſſaire aux habitations dont il eſt comme chargé. Il donne des ordres aux adminiſtrateurs ou économes qui doivent en diriger la culture. Il en reçoit toutes les productions par le retour de ſes vaiſſeaux d'envoi. Il paie les lettres de change tirées pour l'achat des eſclaves. Cette ſorte de procuration lui aſſure le fret, l'intérêt & le rembourſement de ſes avances, ſans compter le profit de la commiſſion ſur les ventes & ſur les achats. Sa condition eſt plus avantageuſe que celle du propriétaire même.

Si cet arrangement differe d'un privilege excluſif, il en a du moins tous les inconvéniens, puiſqu'il met entre les mains d'un petit nombre d'armateurs,

l'administration de toutes les plantations, & qu'il leur assure le transport des denrées qu'elles produisent. Dès-lors, comme il n'y a pas de concurrence pour le fret, il doit toujours être à peu près le même, c'est-à-dire à un prix très-haut.

L'espece de monopole qu'exercent quelques négocians dans les isles Angloises, est exercé par la capitale de la Métropole à l'égard des provinces. C'est à Londres qu'arrivent presque uniquement les produits des colonies. C'est à Londres qu'habitent la plupart de ceux à qui appartiennent ces produits. C'est à Londres que sont consommées les valeurs de ces produits. Le reste de l'état n'y prend qu'un intérêt fort indirect.

Mais du moins Londres est le plus beau port de l'Angleterre ; Londres construit des vaisseaux & fabrique des marchandises ; Londres fournit des matelots à la navigation & des bras au commerce ; Londres est dans une province tempérée, féconde & centrale. Tout peut y arriver, tout peut en sortir. Elle est vraiment le cœur du corps politique par sa situation locale. Ce n'est pas une tête monstrueuse, quoique cette capitale soit aussi trop grande comme toutes les autres, ce n'est pas une tête d'argile, qui

veuille dominer sur un colosse d'or. Cette cité n'est pas remplie de superbes oisifs qui ne font qu'embarrasser & surcharger un peuple laborieux. C'est le rendez-vous de tous les marchands ; c'est le siege de la nation assemblée. Là le palais du prince n'est ni vaste ni vuide. Il y regne par sa présence qui vivifie. Le sénat y dicte les loix au gré du peuple qu'il représente. Il n'y craint pas l'aspect du monarque, ni les attentats du ministere. Londres n'est pas devenue ce qu'elle est, par l'influence du gouvernement, qui force & subordonne toutes les causes physiques; mais par l'impulsion naturelle des hommes & des choses, par une sorte d'attraction du commerce. C'est la mer, c'est l'Angleterre ; c'est le monde entier qui veulent que Londres soit riche & peuplée.

L'histoire des colonies de l'archipel Américain ne sauroit être mieux terminée, ce semble, que par une récapitulation des richesses qu'elles fournissent à l'Europe. C'est là le grand objet du commerce de nos jours ? C'est par-là que les Antilles doivent tenir une place éternelle dans les fastes des nations ; puisqu'enfin les richesses font le mobile des grandes révolutions qui tourmentent la terre. Ce furent les colonies

de l'Asie mineure qui amenerent la splendeur & la chûte de la Grece. Rome qui n'aima d'abord à domter les peuples que pour les gouverner, s'arrêta dans sa grandeur, quand elle eut sous sa main les trésors de l'orient. La guerre sembla s'assoupir un moment en Europe, pour aller envahir le nouveau monde; & elle ne s'est depuis si souvent réveillée que pour en partager les dépouilles. La pauvreté qui sera toujours le partage du grand nombre des hommes & le choix du petit nombre des sages, ne fait pas de bruit sur la terre. L'histoire ne peut donc s'entretenir que de massacres ou de richesses.

Celles des isles Espagnoles ne sauroient s'apprécier avec une certaine précision. La raison en est, qu'il y vient habituellement du continent, en échange ou par commission, plusieurs especes de marchandises qui se confondent dans la masse des richesses territoriales des Antilles Espagnoles. Cependant on ne croit pas s'éloigner beaucoup de la vérité en évaluant à dix millions de livres tournois les denrées que la Métropole tire annuellement de ces isles.

Les productions des colonies Danoises ne s'élevent pas au dessus de sept

millions. Soixante-dix navires & quinze cents matelots sont employés à leur extraction. Ces établissemens reçoivent en esclaves ou en marchandises pour quinze cents mille francs. On peut réduire à neuf cents mille les frais d'exportation ou d'importation, & à dix pour cent les droits & les assurances. Toutes dépenses prélevées, les isles Danoises doivent jouir d'un revenu net d'environ trois millions & demi.

La Hollande peut recevoir de ses établissemens pour vingt-quatre millions de denrées. Elles y sont portées par cent cinquante bâtimens & quatre mille matelots. Les frais de cette navigation doivent monter à trois millions & demi; les droits, la commission & l'assurance à deux millions & demi; les marchandises & les esclaves fournis à six millions. Il reste net pour les propriétaires environ douze millions.

Le produit des isles Angloises qui occupe six cents navires & douze mille matelots peut être estimé soixante-six millions. Indépendamment de ce que la Métropole envoie à la Jamaïque pour ses liaisons interlopes avec le continent, elle fournit à l'égard de ses colonies pour dix-sept millions en esclaves & en marchandises. Le bénéfice des agens de ce

commerce, les frais de navigation, les droits & la commiſſion réunis, ne s'éloignent pas de ſeize millions. D'après ce calcul on trouvera net pour les poſſeſſeurs des plantations trente-trois millions.

On ne craindra pas d'être accuſé d'exagération, en portant les denrées des iſles Françoiſes à la valeur de cent millions. Six cents bâtimens & dix-huit mille matelots ſont occupés de leurs extractions. La France vend à ces grands établiſſemens, en eſclaves, en productions de ſon ſol ou de ſon induſtrie, & en or du Portugal, pour ſoixante millions. Le profit de ſes négocians à dix pour cent ſeulement doit être de ſix millions. Les frais de navigation montent au moins à quinze; & les droits, l'aſſurance, la commiſſion, n'en peuvent pas abſorber moins de ſept. Les propriétaires n'auront donc de net qu'environ douze millions. Ce foible reſte, comparé à celui qu'on trouve dans les autres iſles, devroit frapper par le contraſte, ſi l'on obſervoit que dans les autres colonies les quatre cinquiemes des propriétaires n'y réſident pas; au lieu que les colonies Françoiſes ſont conſtamment habitées par les neuf dixiemes de leurs propriétaires. Ainſi la France a

levé sur les soixante millions de denrées ou de marchandises qu'elle a portées dans ses établissemens du nouveau monde, le même bénéfice qui revient aux autres états sur les dépenses de la consommation faite dans la Métropole par les propriétaires du produit des colonies.

De cette énumération il résulte que les productions du grand archipel de l'Amérique valent, rendues en Europe, deux cents sept millions. Ce n'est pas un don que le nouveau monde fait à l'ancien. Les nations qui reçoivent ce fruit important du travail de leurs sujets établis dans un autre hémisphere, donnent en échange, mais avec un avantage marqué, ce que leur sol ou leurs atteliers leur fournissent de plus précieux. Quelques-unes consomment en totalité, ce qu'elles tirent de leurs isles; les autres, & sur-tout la France, font de leur superflu la base d'un commerce florissant avec leurs voisins. Ainsi chaque nation propriétaire en Amérique, quand elle est vraiment industrieuse, gagne moins encore par le nombre de sujets qu'elle entretient au loin sans aucun frais, que par la population que lui procure au dedans, celle du dehors. Pour nourrir une colonie en Amérique,

il lui faut cultiver une province en Europe, & ce surcroît de culture augmente sa force intérieure, sa richesse réelle. Enfin au commerce des colonies, tient aujourd'hui celui du monde entier.

Les travaux des colons établis dans ces isles long-temps méprisées, sont l'unique base du commerce d'Afrique, ils étendent les pêcheries & les défrichemens de l'Amérique septentrionale, ils procurent des débouchés avantageux aux manufactures d'Asie, & ils doublent, triplent peut-être l'activité de l'Europe entiere. Ils peuvent être regardés comme la cause principale du mouvement rapide qui agite notre globe. Cette fermentation doit augmenter à mesure que la culture des isles qui n'a pas encore atteint la moitié de son terme, approchera de sa perfection.

Rien ne seroit plus propre à avancer cet heureux période, que le sacrifice du commerce exclusif que se sont réservé toutes les nations, chacune dans les colonies qu'elles a fondées. La liberté illimitée de voyager aux isles, exciteroit les plus grands efforts, échaufferoit les esprits par une concurrence générale. Les hommes qui osant invoquer le genre humain, puisent leurs lumieres dans ce feu sacré, ont toujours fait des vœux

pour voir tomber les barrieres qui interceptent la communication directe de tous les ports de l'Amérique avec tous les ports de l'Europe. Les gouvernemens, qui, presque tous corrompus dans leur origine, ne peuvent se conduire par les principes de cette bienveillance universelle, ont cru que des sociétés fondées la plupart sur l'intérêt particulier d'une nation ou d'un seul homme, devoient restreindre à leur Métropole toutes les liaisons de leurs colonies. Ces loix prohibitives assurent, ont-ils dit, à chaque nation commerçante de l'Europe, la vente de ces productions territoriales, des moyens pour se procurer des denrées dont elle auroit besoin, une balance avantageuse avec toutes les autres nations commerçantes.

Ce systême, après avoir été jugé long-temps le meilleur, s'est vu vivement attaqué, lorsque la théorie du commerce a franchi les entraves des préjugés qui lui servoient de bornes. Aucune nation, a-t-on dit, n'a dans sa propriété de quoi fournir à tous les besoins que la nature ou l'imagination donnent à ses colonies. Il n'y en a pas une seule qui ne soit obligée de tirer de l'étranger de quoi compléter les cargaisons qu'elle destine pour ses établisse-

mens du nouveau monde. Cette nécessité met tous les peuples dans une communication du moins indirecte avec ces possessions éloignées. Ne seroit-il pas raisonnable d'éviter la route tortueuse des échanges, & de faire arriver chaque chose à sa destination par la ligne la plus droite ? Moins de frais à faire ; des consommations plus considérables ; une plus grande culture, une augmentation de revenu pour le fisc ; mille avantages dédommageroient les métropoles du droit exclusif qu'elles s'arrogent toutes à leur préjudice réciproque.

Ces maximes sont vraies, solides, utiles ; mais elles ne seront pas adoptées, En voici la raison. Une grande révolution se prépare dans le commerce de l'Europe ; & elle est déjà trop avancée pour ne pas s'accomplir. Tous les gouvernemens travaillent à se passer de l'industrie étrangere. La plupart y ont réussi ; les autres ne tarderont pas à s'affranchir de cette dépendance. Déjà les Anglois & les François qui sont les grands manufacturiers de l'Europe, voient refuser de toutes parts leurs chefs-d'œuvres. Ces deux peuples qui sont en même temps les plus grands cultivateurs des isles, iront-ils en ouvrir les ports, à ceux qui les forcent, pour ainsi

dire, à fermer leurs boutiques? Plus ils perdront dans les marchés étrangers, moins ils voudront consentir à la concurrence dans le seul débouché qui leur restera. Ils travailleront bien plutôt à l'étendre, pour y multiplier leurs ventes, pour en retirer une plus grande quantité de productions. C'est avec ces retours qu'ils conserveront leur avantage dans la balance du commerce, sans craindre que l'abondance de ces denrées les fasse tomber dans l'avilissement. Le progrès de l'industrie dans notre continent, ne peut qu'y faire augmenter la population, l'aisance; & dès-lors la consommation & la valeur des productions qui viennent des Antilles.

Mais cette partie du nouveau monde, que deviendra-t-elle? Les établissemens qui la rendent florissante resteront-ils aux nations qui les ont formées? Changeront-ils de maître? S'il y arrive une révolution, en faveur de quel peuple se fera-t-elle, & par quels moyens? Grande matiere aux conjectures; mais il faut les préparer par quelques réflexions.

Les isles sont dans une dépendance entiere de l'ancien monde pour tous leurs besoins. Ceux qui ne regardent que le vêtement, que les moyens de culture, peuvent supporter des délais. Mais le

moindre retard dans l'approvisionnement des vivres excite une désolation universelle, une sorte d'alarme qui fait plutôt désirer que craindre l'approche de l'ennemi. Aussi passe-t-il en proverbe aux colonies, qu'elles ne manqueront jamais de capituler devant une escadre, qui au lieu de barils de poudre à canon, armera ses vergues de barils de farine. Prévenir cet inconvénient, en obligeant les habitans de cultiver pour leur subsistance, ce seroit sapper par les fondemens l'objet de l'établissement, sans utilité réelle. La Métropole se priveroit d'une grande partie des riches productions qu'elles reçoit de ses colonies, & ne les préserveroit pas de l'invasion.

En vain espéreroit-on opposer à l'ennemi des negres, qui nés dans un climat où la mollesse étouffe tous les germes du courage, sont encore avilis par la servitude, & ne peuvent mettre aucun intérêt dans le choix de leurs tyrans? A l'égard des blancs, dispersés dans de vastes habitations, que peuvent-ils faire en si petit nombre? Quand ils pourroient repousser une invasion, le voudroient-ils?

Tous les colons ont pour maxime qu'il faut regarder leurs isles, comme ces grandes villes de l'Europe, qui ouvertes

au premier occupant, changent de domination sans attaque, sans siege, & presque sans s'appercevoir de la guerre. Le plus fort est leur maître. *Vive le vainqueur*, disent leurs habitans, avec les Italiens, passant & repassant d'un joug à l'autre dans une seule campagne. Qu'à la paix, la cité rentre sous ses premieres loix, ou reste sous la main qui l'a conquise, elle n'a rien perdu de sa splendeur; tandis que les places revêtues de remparts & difficiles à prendre, sont toujours dépeuplées & réduites en un monceau de ruines. Aussi n'y a-t-il peut-être pas un habitant dans l'archipel Américain, qui ne regarde comme un préjugé destructeur, l'audace d'exposer sa fortune pour sa patrie. Qu'importe à ce calculateur avide, de quel peuple il reçoive la loi, pourvu que ses récoltes restent sur pied. C'est pour s'enrichir qu'il a passé les mers. S'il conserve ses trésors, il a rempli son but. La Métropole qui l'abandonne souvent après l'avoir tyrannisé; qui le cédera, le vendra peut-être à la paix, mérite-t-elle le sacrifice de sa vie? Sans doute il est beau de mourir pour la patrie.

Mais un état où la prospérité de la nation est sacrifiée à la forme du gouvernement; où l'art de tromper les

hommes, eſt l'art de façonner des ſujets; où l'on veut des eſclaves & non des citoyens; où l'on fait la guere & la paix, ſans conſulter, ni l'opinion, ni le vœu du Public; où les mauvais deſſeins ont toujours des appuis dans les intrigues de la débauche, où les pratiques du monopole; où les bons projets ne ſont reçus qu'avec des moyens & des entraves qui les font avorter: eſt-ce là la patrie, à qui l'on doit ſon ſang?

Les fortifications élevées pour la défenſe des colonies, ne les mettront pas plus à couvert que le bras des colons. Fuſſent-elles meilleures, mieux gardées, mieux pourvues qu'elles ne l'ont jamais été, il faudra toujours finir par ſe rendre, à moins qu'on ne ſoit ſecouru. Quand la réſiſtance des aſſiégés dureroit au-delà de ſix mois, elle ne rebureroit pas l'aſſaillant, qui libre de ſe procurer des rafraîchiſſemens par mer & par terre, ſoutiendra mieux l'intempérie du climat, qu'une garniſon ne ſauroit réſiſter à la longueur d'un ſiege.

Il n'eſt pas d'autre moyen de conſerver les iſles, qu'une marine redoutable. C'eſt ſur les chantiers & dans les ports d'Europe, que doivent être conſtruits les baſtions & les boulevards des colonies de l'Amérique. Tandis que la Mé-

tropole les tiendra, pour ainſi dire, ſous les aîles de ſes vaiſſeaux; tant qu'elle remplira de ſes flottes le vaſte intervalle qui la ſépare de ces filles de ſon induſtrie & de ſa puiſſance, ſa vigilance maternelle ſur leur proſpérité, lui répondra de leur attachement. C'eſt donc vers les forces de mer que les peuples propriétaires du nouveau monde porteront déſormais leurs regards. La politique de l'Europe veut en général garder les frontieres des états par des places. Mais pour les puiſſances maritimes, il faudroit peut-être des citadelles dans les centres & des vaiſſeaux ſur la circonférence. Une iſle commerçante n'a pas même beſoin de places. Son rempart, c'eſt la mer qui fait ſa ſûreté, la ſubſiſtance, ſa richeſſe. Les vents ſont à ſes ordres, & tous les élémens conſpirent à ſa gloire.

A ces titres, l'Angleterre peut tout oſer, tout ſe promettre. Elle eſt maintenant la ſeule qui doive ſe confier dans ſes poſſeſſions de l'Amérique, & qui puiſſe attaquer les colonies de ſes rivaux. Peut-être ne tardera-t-elle pas à prendre, à cet égard, conſeil de ſon courage? L'orgueil de ſes ſuccès; l'inquiétude même inſéparable de ſes proſpérités; le fardeau des conquêtes qui ſemblent être

le châtiment de la victoire : tout la ramene à la guerre. Le peuple Anglois est écrasé sous le poids de ses entreprises & de ses dettes nationales ; ses manufactures sont menacées d'une entiere décadence ; chaque jour il échappe de ses mains quelque branche de commerce ; il ne peut calmer la fermentation des colonies septentrionales qu'en ouvrant de nouveaux débouchés à leurs productions. Les sentimens qu'il a conçus de sa valeur, & la terreur qu'il a inspirée de ses armes, s'affoibliroient dans une longue paix ; ses escadres s'anéantiroient dans l'oisiveté ; ses amiraux perdroient le fruit d'une heureuse expérience. Toutes ces réflexions sont des causes de guerre assez légitimes, pour une nation qui l'a faite avant de la déclarer, & qui prétend devenir la maîtresse de l'Amérique par le droit qui met les despotes à la tête des peuples. La premiere étincelle éclatera dans l'Amérique, & l'orage fondra d'abord sur les isles Françoises ; parce que le reste, à la Havane près, ira de soi-même au devant du joug.

C'est donc aux François à se préparer les premiers à la défense du nouveau monde, seuls capables de le défendre s'il peut l'être, puisque les Hollandois

ne font plus rien, & que l'Espagne a laissé engourdir toutes les forces qu'elle tenoit de la nature, & mis le nerf de sa puissance aux mains des autres nations. Oui, la France peut seule en ce moment élever une marine formidable. Philosophes de tous les pays, amis des hommes, pardonnez à un écrivain François d'exciter aujourd'hui sa patrie à s'armer de vaisseaux. C'est pour le repos de la terre qu'il fait des vœux, en souhaitant de voir établir sur l'empire des mers, l'équilibre qui maintient aujourd'hui la sûreté du continent.

Presqu'au centre de l'Europe, entre l'Océan & la méditerranée, la France joint par sa position & son étendue, aux forces d'une puissance de terre, les avantages d'une puissance maritime. Elle peut transporter toutes ses productions d'une mer à l'autre, sans passer sous le canon menaçant de Gibraltar, sous le pavillon insultant des Barbaresques. Un canal préférable au Pactole, verse les richesses de ses plus riantes provinces dans les deux mers, les trésors des deux mers dans ses plus belles provinces. Aucun peuple navigateur ne jouit d'une communication si prompte & si facile entre ses ports par ses terres, entre ses terres par des ports. Elle est assez près de l'Espagne

pagne & du Portugal qui ne savent pas fournir à leur subsistance, assez près des Turcs & des Africains qui n'ont qu'un commerce purement passif. La douceur de son climat lui procure la double commodité, l'avantage inestimable & presque unique, d'expédier & de recevoir ses vaisseaux dans toutes les saisons de l'année. Elle doit à la profondeur de ses rades, de pouvoir donner à ses navires la forme la plus propre à la célérité, à la sûreté.

Manque-t-elle d'objets & de matieres à exporter ? Le nouveau monde & le nord de l'Europe se disputent ou se partagent ses vins & ses eaux de vie. Que de peuples lui demandent ses sels, ses huiles, ses savons, ses fruits même & ses grains ? On recherche à l'envi les denrées de ses colonies. Mais c'est encore plus par ses manufactures, ses étoffes & ses modes, qu'elle a subjugué le goût des nations. En vain ont-elles voulu mettre des barrieres à cette passion que ses manieres inspirent pour son luxe ; l'Europe est fascinée & n'en reviendra pas. La manie a gagné jusqu'à l'Angleterre, où les législateurs, même en dictant des loix pour la proscrire, ne cessent de s'y livrer. Inutilement, pour s'af-

franchir du tribut qu'impoſent ces ouvrages étrangers, on a cherché à les copier. La fécondité de l'invention devancera toujours la promptitude de l'imitation, & la légéreté des goûts d'une nation qui rajeunit tout dans ſes mains, qui vieillit tout chez ſes voiſins, trompera la jalouſie & l'avidité de ceux qui voudront la ſurprendre en la contrefaiſant. Quel devoit être le mouvement des navires d'une nation en poſſeſſion de fournir ainſi aux autres peuples, ce qui ſert à nourrir leur vanité, leur luxe & leur volupté.

Aucun obſtacle pris de la nature des choſes ne devroit arrêter cette activité. Aſſez grande, pour n'être pas embarraſſée dans ſa marche par les puiſſances qui l'environnent; aſſez heureuſement limitée, pour n'être pas ſurchargée par ſa propre grandeur, la France a tous les moyens d'acquérir ſur mer la puiſſance qui peut mettre le comble à ſa proſpérité. Une population nombreuſe & propre à tout entreprendre, n'attend qu'un encouragement vers la marine. Le reproche même qu'on lui fait d'avoir plus de matelots ſur chaque vaiſſeau que les autres nations, prouve qu'en France ce ne ſont pas les hommes qui manquent à

l'art, mais plutôt l'art qui manque aux hommes. Cependant quel peuple a reçu de la nature plus de cette vivacité de génie qui doit perfectionner la construction des vaisseaux ; plus de cette dextérité de corps qui peut économiser le temps & les frais de la manœuvre, par la simplicité, par la célérité des moyens ?

C'est dans la navigation marchande qu'une puissance apprend à devenir redoutable sur mer. Les matelots sont naturellement soldats. Ils bravent tous les jours les dangers de la mort ; ils sont endurcis par leur métier aux fatigues du travail, aux injures des climats. Ce n'est que par l'apprentissage de la mer qu'on peut former une marine militaire. La marine marchande en est l'école ; & le commerce en est la fabrique & le soutien. En vain le trésor royal d'une cour qui n'a jamais vu la mer, ni de vaisseau, voudroit lever des flottes. L'océan repousse ces êtres efféminés & rampans qui vont baisser la tête & courber le corps devant d'autres hommes. De pareils chefs d'escadres n'ont besoin des vents que pour fuir. Qu'ils restent dans la capitale, & laissent le commandement des vaisseaux de lignes à des patrons

armateurs. Mais non. Que la noblesse, si elle aspire à commander sur mer, se fasse commerçante & monte elle-même ses navires marchands, avant de briguer des postes dans la marine royale.

Les états modernes ne peuvent s'agrandir que par la puissance maritime. Depuis qu'un luxe inconnu des anciens, a comme empoisonné l'Europe d'une foule de nouveaux goûts, les nations qui peuvent fournir ces besoins à toutes les autres, deviennent les plus considérables ; parce qu'en exerçant leurs forces dans les périls de la navigation & les travaux du commerce, elles enchaînent leurs voisins dans l'inaction & la mollesse, elle tiennent dans la dépendance de leur industrie des peuples qu'elles achetent pour la guerre, de l'argent même dont elles les ont dépouillés par le luxe. C'est depuis cette révolution qui, pour ainsi dire, a soumis la terre à la mer, que les grands coups d'état se font frappés sur l'océan. Richelieu ne l'avoit pas entrevue dans un avenir prochain, lorsque pour fermer aux Anglois le port de la Rochelle, il fermoit presque aux Rochellois le chemin de la mer. Des vaisseaux auroient mieux valu qu'une digue ; mais la marine n'entra pour rien

dans ſon plan de ſubjuguer la France pour dominer dans l'Europe. Le Monarque dont il avoit préparé la grandeur ne la vit que comme lui, que dans l'art de conquérir. Après avoir ſoulevé par ſes entrepriſes tout le continent de l'Europe, il lui fallut pour réſiſter à cette ligue, foudroyer des armées innombrables. Bientôt ſon Royaume ne fut, pour ainſi dire, qu'un camp, ſes frontieres qu'une haie de places fortes. Sous ce regne brillant, les reſſorts de l'état furent toujours trop tendus ; le gouvernement tourmenté de ſa propre vigueur, ne ſortit d'une criſe que pour tomber dans une autre. On ne ſentit le beſoin d'une marine permanente, que lorſque l'épuiſement des finances eut rendu preſque inutiles les efforts de la créer.

Depuis la fin d'un ſiecle, où la nation du moins ſoutenoit ſes diſgraces par le ſouvenir de ſes ſuccès, en impoſoit encore à l'Europe par quarante ans de gloire, chériſſoit un gouvernement qui l'avoit honorée, & bravoit des rivaux qu'elle avoit humiliés, la France a toujours décliné de ſa proſpérité, malgré les acquiſitions dont ſon territoire s'eſt agrandi. Vingt ans de paix ne l'auroient pas énervée, ſi l'on eût tourné vers la

navigation les forces qu'on avoit trop long-temps prodiguées à la guerre. Mais ſa marine n'a pris aucune conſiſtance. L'avarice d'un miniſtre, les prodigalités d'un autre, l'indolence de pluſieurs, de fauſſes vues, de petits intérêts, les intrigues de cour qui menent le gouvernement, une chaîne de vices & de fautes, une foule de cauſes obſcures & mépriſables, ont empêché la nation de devenir ſur la mer ce qu'elle avoit été dans le continent, d'y monter du moins à l'équilibre du pouvoir, ſi ce n'étoit pas à la prépondérance. Le mal eſt incurable, ſi les malheurs qu'elle vient d'éprouver dans la guerre, ſi les humiliations qu'elle a dévorées à la paix, n'ont pas rendu l'eſprit de ſageſſe au conſeil qui la gouverne, & ne ramene tous les projets, tous les efforts au ſyſtême d'une marine formidable.

L'Europe attend cette révolution avec impatience. Elle ne croira pas ſa liberté aſſurée, juſqu'à ce qu'elle voie voguer ſur l'océan un pavillon qui ne tremble point devant le pavillon de la Grande Bretagne. Celui de la France eſt le ſeul en ce moment qui pût le balancer avec le temps. Le vœu des nations eſt aujourd'hui pour la proſpérité de celle qui

ſaura les défendre contre la prétention
d'un ſeul peuple à la monarchie univer-
ſelle des mers. Le ſyſtême de l'équilibre
veut que la France augmente ſes forces
navales ; d'autant plus qu'elle le peut ſans
diminuer ſes forces de terre. Alors ſon in-
fluence partagée entre les deux élémens,
ne ſera plus redoutable ſur aucun , qu'à
ceux qui voudroient en troubler l'har-
monie. La nation elle-même ne demande
pour aſpirer à cet état de grandeur , que
la liberté d'y tendre. C'eſt au gouverne-
ment de la laiſſer agir. Mais ſi l'autorité
reſſerre de plus en plus l'aiſance & les
facultés de l'induſtrie nationale , par des
gênes, par des entraves, par des impôts ;
ſi elle lui ôte ſa vigueur , en voulant la
forcer ; ſi attirant tout à elle ſeule, elle
tombe elle-même dans la dépendance de
ſes ſubalternes ; ſi pour aller en Amérique
ou dans l'Inde, il faut paſſer par les cir-
cuits tortueux de la capitale ou de la
cour ; ſi quelque miniſtre déjà grand &
puiſſant ne veut pas immortaliſer ſon
nom , en délivrant les colonies du joug
d'une adminiſtration militaire, en allé-
geant l'action de la douane ſur le com-
merce, en ouvrant aux éleves de la ma-
rine marchande l'entrée aux honneurs
comme au ſervice de la marine royale :

si tout ne change pas, tout est perdu.

La France a fait des fautes irréparables, des sacrifices amers. Ce qu'elle a conser de richesses dans les isles de l'Amérique, ne la dédommage peut-être pas de ce qu'elle a perdu de forces dans le continent de cette vaste contrée. C'est au nord que se prépare une nouvelle révolution dans le nouveau monde. C'est là le théâtre de nos guerres. Allons y chercher d'avance le secret de nos destinées.

Fin du quatorzieme & dernier Livre.

32810
Rosenbach
Dec. 1960

E 773
R 274 h2
v. 5

